

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 2 décembre 2022.

Plus de courant, plus de télévision, plus d'ordinateur, plus de téléphone, plus d'Internet, plus de lumière, plus de cinéma, plus de musique, plus de chauffage, plus de cuisinière, plus de four, plus de machine à laver, plus de sèche-linge, plus de fer à repasser, plus de frigo, plus de train, plus de métro, plus de bagnole et vélo électrique, etc. au secours ils veulent nous renvoyer à l'homme des cavernes, pas besoin vous n'en êtes jamais sorti !

Allez-y, encore un petit effort, coupez tout, fermez tout, cassez tout, interdisez tout, augmentez tout, permettez tout ce qui est bien dégueulasse, poussez-les à bout, pourrissez-leur la vie à l'extrême, ils finiront bien par se soulever et renverser l'ordre établi...

Suite. Le ministère de la Vérité compromis. L'AFP et les médias : un gang mafieux...

Onde de choc au sein des réseaux du fact-checking: que se cache-t-il derrière la disparition subite de l'officine Fact & Furious ? - FranceSoir 28 novembre 2022

ENQUÊTE - Depuis plusieurs mois, FranceSoir enquête sur la "harcelosphère" qui gravite autour de l'IHU Méditerranée dirigé par le Pr Raoult, mais aussi sur le rôle et le fonctionnement des organes de fact-checking qui ont décrété tout au long de la crise du Covid-19 quelle était la vraie de la fausse information. La présente investigation plonge dans les arcanes de la communauté des fact-checkers et s'intéresse plus spécifiquement au cas du site Fact & Furious, des pratiques douteuses de son fondateur, de son ascension aussi fulgurante que sa disparition, de son réseau opaque et tentaculaire.

La suite à la fin de cette causerie ou à l'adresse suivante :

<https://www.francesoir.fr/societe/onde-de-choc-au-sein-des-reseaux-du-fact-checking-que-se-derriere-disparition-fact-and-furious>

Les Nations unies, une officine subordonnée au Forum économique mondial de Davos.

Guerre contre l'agriculture mondiale : L'Agenda 2030 « durable » non-durable des Nations unies - Réseau International 2 décembre 2022

Au cours des dernières semaines, un assaut coordonné contre notre agriculture – la capacité de produire la nourriture nécessaire à l'existence humaine – a commencé. La récente réunion gouvernementale du G20 à Bali, la réunion de la COP27 de l'Agenda 2030 des Nations unies en Égypte, le Forum économique mondial de Davos et Bill Gates sont tous complices. En général, ils utilisent un cadre linguistique dystopique pour donner l'illusion qu'ils font le bien, alors qu'ils font

en réalité avancer un programme qui conduira à la famine et à la mort de centaines de millions, voire de milliards de personnes si on le laisse se poursuivre. Il est dirigé par une coalition d'argent.

Pour lire l'article en entier.

<https://reseauinternational.net/guerre-contre-lagriculture-mondiale-lagenda-2030-durable-non-durable-des-nations-unies/>

Confirmation. L'ONU n'est qu'une cynique imposture pour tartufes.

Syrie : L'ONU appelle Israël à se retirer du Golan occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967 - Réseau International 2 décembre 2022

Par Press TV

Avec 92 voix pour, 9 contre et 65 abstentions, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté mercredi 30 novembre une résolution intitulée « *Le Golan syrien* ».

La résolution stipule que la décision d'Israël du 14 décembre 1981 d'imposer ses lois et sa juridiction sur le Golan syrien occupé est nulle et non avenue et n'a aucune légitimité, comme l'a confirmé le Conseil de sécurité dans sa résolution n° 497 du 1981.

La résolution appelle également Israël à annuler cette décision et à se retirer complètement du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Le représentant adjoint de la Syrie auprès de l'ONU, al-Hakam Dandi

Il a estimé que l'obstination et le refus d'Israël d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sont la preuve de l'incapacité inacceptable des Nations unies à obliger Israël à mettre fin à l'occupation du Golan.

Selon le diplomate syrien, cet entêtement d'Israël trouve ses origines dans l'impunité offerte par les États-Unis et d'autres pays occidentaux et leurs soutiens indéfectibles à ce régime.

Il a souligné la ferme adhésion de la Syrie à son droit de restituer tout le Golan occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, affirmant que ce droit inaliénable n'est pas sujet à négociation ou concession.

Le Golan fait partie de la province de Quneitra, située dans le sud-ouest de la Syrie, dont le régime israélien a occupé un secteur pendant la guerre des Six Jours en 1967 et en a annexé illégalement une partie le 14 décembre 1981, décision qui a été rejetée par la communauté internationale. Réseau International 2 décembre 2022

Ce qu'ils pondent, l'air de rien ils y pensaient "*depuis des années*".

J-C - Un jour ils affirmaient que c'était néfaste pour votre santé, et un autre que c'était bon. En fait, ils n'en savaient strictement rien, il suffit que je ne sais quels inquisiteurs du ministère de la Santé l'exigent pour que ces charlatans décrètent que c'était mauvais. Mieux, ces cinglés osent vous apprendre qu'ils y pensaient "*depuis des années*" !

Cholestérol : les œufs sont-ils bons ou mauvais pour la santé ? On a enfin la réponse - Yahoo 30 novembre 2022

Longtemps considérés comme "*mauvais pour la santé*", les œufs retrouvent peu à peu une bonne réputation. Comme le rappelle UFC-Que Choisir, de nombreuses études scientifiques contribuent, depuis plusieurs années, à réhabiliter cet aliment, souvent mal jugé. Alors certes, il contient du cholestérol. Mais que les plus angoissés se rassurent : il s'agit de bon gras. Il n'est pas donc nécessaire de s'en priver outre mesure.

"Le cholestérol provenant de l'alimentation n'est pas un problème en soi. Ce dont il faut se méfier, c'est de notre taux de cholestérol sanguin", a expliqué Joffrey Zoll, enseignant-chercheur à l'université de Strasbourg, cité par l'association de consommateurs.

Concrètement, la majorité du cholestérol dont le corps a besoin est fabriqué par le foie, le cholestérol alimentaire aurait peu d'influence sur les niveaux de cholestérol sanguin. Comme le rappelle la Fédération des producteurs d'œufs au Québec, lorsque l'on consomme moins de cholestérol alimentaire, le foie en produit davantage, et vice versa, de sorte à maintenir l'équilibre. (Donc ils le savaient ! - J-C)

Selon Joffrey Zoll, "*il est possible de manger deux œufs par jour.*" Yahoo 30 novembre 2022

J-C - Subitement, curieux, non ? Peut-être pas tant que cela, à l'heure où ils ont décidé de bannir la viande (Bœuf, porc, mouton) de notre alimentation pour sauver le climat, il faut bien que vous vous procuriez des protéines d'origine animale ailleurs, le poisson étant très cher, peu de gens en consomment, et les protéines végétales ne pouvant pas les remplacer, c'est juste une hypothèse.

Vous avez un mauvais genre, vous devriez en changer. Et dire que cela remonte aux années 60.

L'idéologie du genre basée sur l'étude fautive d'un psychologue pédophile néo-zélandais - Réseau International 1 décembre 2022

Alors que les écoles enseignent l'idéologie du sexe et du genre dès la maternelle, que l'administration Biden encourage les traitements médicaux précoces de la dysphorie de genre et que les influenceurs des médias sociaux discutent du sujet, un nombre record d'adolescentes pensent être transgenres et passent à la vie masculine.

Des adultes inquiets tirent la sonnette d'alarme sur l'absence d'études scientifiques à l'appui des traitements médicaux transgenres qui modifient de façon permanente la physiologie d'un jeune et laissent en suspens ses problèmes de santé mentale.

La psychiatre pour enfants et adolescents Miriam Grossman, qui est une professionnelle de la santé mentale depuis 40 ans, a déclaré que l'industrie du genre est construite sur les mensonges d'un psychologue perturbé.

« *John Money, qui est à l'origine de cette théorie, a émis l'idée que la biologie d'une personne – son corps, ses chromosomes – est totalement distincte de son sentiment d'être un homme ou une femme* », a déclaré Mme Grossman lors d'une interview accordée le 23 septembre dans le cadre du programme « *American Thought Leaders* » d'EpochTV.

Selon M. Grossman, l'industrie entourant l'idéologie du genre – des cliniques et hôpitaux spécialisés dans le genre aux drapeaux de la fierté transgenre et à l'émergence d'un mouvement de défense des droits civils des transgenres – est fondée sur un concept dont la véracité n'a jamais été prouvée.

« *En fait, c'est le contraire qui a été prouvé* », a-t-elle déclaré.

« *L'expérience de John Money a en fait prouvé que tout ce concept d'avoir une identité masculine ou féminine complètement séparée de votre biologie était incorrect.* »

John Money a joué un rôle déterminant dans la création de la première clinique à pratiquer des opérations de réassignation sexuelle sur des enfants et des adultes, la Johns Hopkins Gender Identity Clinic.

Dans les années 1960, Money a voulu prouver au monde entier sa théorie de l'identité sexuelle, et l'étude de cas parfaite est apparue dans son bureau, a déclaré Grossman. Mais au lieu de cela, sa théorie a été réfutée, et il a été révélé plus tard que sa théorie du genre provenait d'une étude qui avait été sérieusement corrompue.

Pour lire la suite (vivement conseillé) :

<https://reseauinternational.net/lideologie-du-genre-basee-sur-letude-fausse-dun-psychologue-pedophile-neo-zalandais/>

A quoi servent la télévision et les réseaux sociaux ? Le culte du "en même temps" permet de tout justifier, y compris la barbarie.

J-C - Les psychopathes dégénérés et sadiques qui nous gouvernent trouvent toujours dans la société des femmes ou des hommes plus cinglés les uns que les autres ou mentalement déséquilibrés, sur lesquels leur propagande a une telle influence qu'ils peuvent ensuite utiliser et qui prendront les mauvais coups à leurs places.

Envoyé spécial - "Je vais vomir", "C'est tellement dérangeant", "Bande de détraqués", "Pédophilie institutionnalisée" : un reportage sur les idoles au Japon provoque l'indignation générale sur Twitter - Yahoo 2 décembre 2022

Ce jeudi 1er décembre 2022 sur France 2, *Envoyé spécial* proposait un reportage choc sur les idoles au Japon, ces jeunes filles vénérées par une majorité d'hommes, parfois vieux, prêts à payer cher pour les approcher. Alors que le reportage montrait une idole âgée seulement de sept ans, les internautes ont été très nombreux à exprimer colère et dégoût.

Difficile de ne pas interroger ce fétichisme pour les petites filles, ni la responsabilité des parents qui acceptent la situation : la maman de Yono (7 ans), qui soutient ne pas faire cela pour l'argent mais pour l'épanouissement de sa fille qui est devenue selon elle "*moins timide*", admet tout de même être un peu inquiète. Yahoo 2 décembre 2022

Boycott ! La société du spectacle à lobotomiser passe à l'assaut. Quel cauchemar !

Streaming vidéo : Paramount+ à l'assaut du marché français lepoint.fr 1er décembre 2022

Voilà encore plus de concurrence pour les géants Netflix, Amazon Prime Video, Apple TV+ et Disney+. Le public français dispose depuis ce 1er décembre d'une nouvelle offre de contenus vidéos, films, séries et programmes pour enfants. Paramount+, le service de streaming vidéo du géant américain Paramount se lance en France.

Dans sa besace, des franchises et séries pour toute la famille. Pour la jeunesse, La Pat'Patrouille, Bob l'éponge et Dora l'exploratrice ; pour les adultes la série sur le tueur en série Dexter ; et en cinéma des sagas comme Mission : Impossible, Top Gun, Transformers, Indiana Jones et un total de 200 films, dont des long-métrages français, grâce à un accord passé avec Gaumont.

« Pour attirer le public français, nous misons d'abord sur nos licences internationales comme Star Trek ou South Park, ainsi que Tulsa King, la série avec Sylvester Stallone qui sortira début 2023. », explique Antonella Dominici, à la tête des activités de streaming de Paramount en Europe du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique.

« La France est un marché de streaming vidéo très concurrentiel. Mais il y a encore de la place pour Paramount+ », poursuit-elle, certaine que dans ce pays « clé » il y a « une audience déjà friande » des contenus qu'ils connaissent grâce aux chaînes Paramount, comme Comedy Central, MTV, Nickelodeon et Paramount Pictures. « Même si nous arrivons après plusieurs concurrents en France, je suis convaincu qu'il y a toujours de l'appétit pour nos contenus de haute qualité. Le fait de se lancer aujourd'hui nous permet de tirer les leçons des différents marchés où nous sommes déjà présents », estime Antonella Dominici. lepoint.fr 1er décembre 2022

Totalitarisme. Dictature énergétique : Ils l'avaient aussi programmée de longue date.

Voici le type de coupures d'électricité auxquelles nous prépare le gouvernement pour cet hiver - Le HuffPost 1 décembre 2022

Au cas où, faites une réserve de bougies. En ce mercredi 30 novembre, le gouvernement « n'écarte ni ne confirme » le risque de coupures d'électricité cet hiver en cas de production électrique insuffisante sur fond de baisse des températures. L'heure est donc à l'anticipation.

Il est possible qu'il y ait « des coupures temporaires sur une partie du territoire » et une circulaire de la Première ministre sera bientôt transmise aux préfets, afin d'« anticiper et préparer » les coupures à l'échelle locale.

Si la situation venait à se compliquer, l'application ÉcoWatts – « bison futé de l'électricité » que le gouvernement incite à télécharger – passera au rouge trois jours avant les coupures de courant. Les

Français seront alors exhortés à réduire leur consommation d'électricité, faute de quoi, les coupures seront actées.

Elles ne dureront pas plus de deux heures et uniquement sur deux tranches horaires : le matin, entre 8h et 13h, et le soir, de 18h à 20h. Dans ÉcoWatts, les clients seront avertis à 17h des délestages prévus le lendemain. Ils devront alors préciser leurs adresses (domicile, bureau, etc.) pour savoir s'ils sont concernés.

Les personnes vulnérables ou dépendantes d'un équipement médical à domicile seront identifiées en amont par les autorités sanitaires locales, avec une prise en charge nécessaire pour éviter tout risque. *« On demandera [aux préfets] de mobiliser les agents de l'État, des services publics et des associations si besoin, pour s'assurer de la bonne information des usagers qui n'auraient pas accès à Internet ou ne serait pas familier des dispositifs », assure-t-on au gouvernement.*

Les écoles et universités ne seront pas à l'abri de coupures. En cas de délestage, l'accueil des enfants ne sera pas assuré le matin. Niveau transport, le gouvernement n'exclut pas l'arrêt de certains trains, faute de signalisation en état de marche. *« On ne prendra pas le risque de se retrouver avec des trains bloqués en pleine voie et en plein hiver. Il y aura des mesures d'arrêt de la circulation », prévient-on. Le HuffPost 1 décembre 2022*

Pénurie d'électricité : Orange s'inquiète des risques de coupure du réseau mobile cet hiver - lemediaen442.fr 30 novembre 2022

Auditionnée le mercredi 30 novembre 2022 par la commission des affaires économiques du Sénat, Christel Heydemann, directrice générale du groupe Orange, est revenue sur les conséquences des possibles délestages auxquels pourraient faire face les opérateurs cet hiver.

« Je crains que nos concitoyens et les Français découvrent que les réseaux télécom dépendent d'électricité et il est illusoire d'imaginer mettre des batteries au pied de chacun des sites mobiles en France. »

« Il est illusoire d'imaginer qu'en cas de délestage, on saura maintenir un service continu pour l'ensemble des Français. Les services mobiles, s'ils sont éteints dans une zone géographique pendant deux heures, il n'y aura pas d'accès aux services de numéro d'urgence pendant un temps », a déclaré la directrice générale d'Orange. lemediaen442.fr 30 novembre 2022

Les marionnettes de Washington.

Guerre en Ukraine: Washington réaffirme que "seul Zelensky peut décider quand négocier avec Poutine" - BFMTV 30 novembre 2022

Emmanuel Macron appelle Washington à ne pas faire de l'Europe "une variable d'ajustement" - BFMTV 1 décembre 2022

Macron : Le « meilleur partenaire » de l'impérialisme américain.

« Frères d'armes » : Joe Biden et Emmanuel Macron réaffirment la solidité de leur alliance - Journal du Dimanche 1 décembre 2022

Le chef d'État français a souligné une amitié franco-américaine « enracinée à travers les âges », jugeant que les deux nations étaient « sœurs dans leurs combats pour la liberté », a rapporté l'Agence France-Presse.

« Face au retour de la guerre, suite à l'agression russe contre l'Ukraine et face aux crises multiples qui frappent nos nations et nos sociétés, il nous faut savoir redevenir frères d'armes », a clamé Emmanuel Macron. « Cet esprit de fraternité doit nous permettre de bâtir un agenda d'ambitions et d'espoirs car nos deux pays ont la même foi dans la liberté, dans les valeurs démocratiques, dans l'importance de l'éducation et du travail, dans le progrès par les sciences et le savoir », a-t-il poursuivi.

« Les États-Unis ne pourraient pas demander de meilleur partenaire avec qui travailler que la France », a assuré Joe Biden, avant de scander « liberté, égalité, fraternité ». Journal du Dimanche 1 décembre 2022

Un statut que personne ne leur enviera.

New York devient la ville la plus chère du monde - lesechos.fr 1 décembre 2022

Classement annuel réalisé par l'hebdomadaire britannique « *The Economist* ». lesechos.fr 1 décembre 2022

La mairie de New York cherche un chef "sanguinaire" pour mettre fin à la prolifération des rats - BFMTV 1 décembre 2022

L'"abattage" des millions de rats de la ville peut rapporter entre 120.000 et 170.000 dollars par an. BFMTV 1 décembre 2022

Ils osent tout, même qu'ils sont plein de bonnes intentions.

Borne déclenche un septième 49.3 - Paris Match 30 novembre 2022

La Première ministre a ressorti mercredi l'arme constitutionnelle, sur le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2023, en lecture définitive à l'Assemblée nationale. Paris Match 30 novembre 2022

Gabriel Attal au chevet des Français qui travaillent de nuit - Europe1 30 novembre 2022

Pourra-t-on bientôt se faire enterrer avec son chien ou son chat? - BFMTV 30 novembre 2022

Alexandre Vincent, élu du Rhône, veut permettre aux proches de défunts de pouvoir placer les cendres d'un animal de compagnie dans le cercueil de son propriétaire décédé. Le RN et Renaissance devraient voter en faveur de cette proposition de loi qui pourrait arriver à l'Assemblée en mars prochain. BFMTV 30 novembre 2022

Une proposition de loi déposée pour bannir les "colliers de dressage" pour chiens - BFMTV 30 novembre 2022

Covid-19 : l'exécutif planche sur un retour obligatoire du masque - LePoint.fr 1 décembre 2022

Le masque avait disparu des transports en commun en mai dernier, après une décision du gouvernement.

Le gouvernement a fait appel au Covars, successeur du conseil scientifique, pour déterminer si le masque doit de nouveau être obligatoire, indique RMC. LePoint.fr 1 décembre 2022

Ukraine: l'Assemblée nationale condamne le "crime d'agression" de la Russie, abstention du RN et de LFI - BFMTV 30 novembre 2022

Une résolution adoptée ce mercredi par les députés "condamne avec la plus grande fermeté l'attaque brutale, injustifiée et illégale" de la Russie et ses "crimes de guerre, voire crimes contre l'humanité." BFMTV 30 novembre 2022

Chine. Ils se démasquent, avec toujours les mêmes ingrédients qu'au cours des années précédentes en Tunisie, en Egypte, en Irak, en Syrie, en Libye, etc.

J-J - C'était une grossière manipulation des agences de presse occidentales, partiellement dévoilée par une officine dont les articles sont régulièrement repris par le blog du Forum économique mondial, *The Conversation*.

Au départ et pendant plusieurs jours les médias tiennent un récit qui tient de la désinformation débridée, mais il a le défaut d'avoir déjà servi. Tous mêlent vérités et mensonges grossiers, désirs et réalité.

Journal du Dimanche 1 décembre 2022 - Ces slogans résonnent depuis plusieurs jours en Chine, lors de manifestations spontanées... Le mouvement de contestation, qui a pris une ampleur sans précédent... Une situation inédite depuis Tian'anmen en 1989... Plusieurs dizaines de campus universitaires chinois sont au cœur des mouvements... On observe une articulation inédite entre l'espace numérique des réseaux sociaux, où les jeunes sont particulièrement présents, et l'expression du mécontentement dans l'espace public physique.

J-C - Mais l'un d'entre eux apportent des précisions qui les contredisent.

The Conversation 30 novembre 2022 - Si les protestations constituent assurément des défis sérieux à l'autorité, il convient de les relativiser. Ainsi, il n'existe pas de véritable parallèle avec les manifestations de la place Tiananmen en 1989. Cette fois, les manifestants se dispersent après avoir

défilé et protesté, et leurs revendications portent principalement sur les restrictions pour contrer la Covid et non sur des principes politiques plus larges.

J-C – Cette dernière affirmation pouvait porter à confusion, seuls certains slogans avaient une portée politique générale, mais pas leur liste de revendications, en tout cas celle que j'ai lue dans leur article je crois, qui comportait 5 ou 6 points relatifs à la politique sanitaire imposée par les autorités.

Suite. Propagande en famille et mimétisme à tous les niveaux. Le naufrage.

Dans son éditorial de *La Tribune des travailleurs* (POID), il aura suffi à D. Gluckstein que parmi quelques centaines de manifestants en Chine "certains" entonnent *L'Internationale* pour y voir un évènement d'une portée politique générale à la manière des éditocrates des médias mainstream, qui de leurs côtés n'ont pas hésité à évoquer un évènement "historique" à propos de quelques dizaines ou centaines de manifestants dans certaines grande villes d'un pays comptant 1,4 milliard d'habitants.

Comment ces gens-là en arrivent-ils à de telles aberrations ou désinformations ? Pourquoi ?

La Tribune des travailleurs - Le genre humain par Daniel Gluckstein

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=5808

Extraits.

D.G. - Les dirigeants des pays capitalistes et leurs médias s'inquiètent. Sur France Inter, on interroge une « spécialiste » : « On a entendu certains chanter L'Internationale, est-ce que cela a un sens particulier en Chine ? » Réponse : « *C'était, c'est le chant révolutionnaire qui était repris par le Parti communiste avant que la Chine ait son propre hymne national. Et en fait, c'est surtout les ouvriers à Wuhan qui ont chanté. D'ailleurs, au début, c'était un peu une manière sans doute d'apaiser la répression éventuelle en montrant qu'ils n'étaient pas contre le système mais contre la politique anti-Covid. Là, on n'est plus dans le chant de L'Internationale, on est dans la protestation contre un système politique lui-même.* »

J-C - Non seulement ils privilégient la propagande à l'information objective, ils recourent aux mêmes méthodes que les médias institutionnels en se situant finalement sur le même terrain politique. Pire encore, ils n'hésitent pas à s'en remettre à une « spécialiste » de France Inter sans se demander quel intérêt a ce média d'Etat à construire un récit favorable à ces manifestants par ailleurs soutenus par Macron et Washington. Pourquoi se poseraient-ils ce genre de questions puisque finalement ils le confirment eux-mêmes par la suite :

D.G. - Selon une dépêche de l'AFP, quelques jours plus tard à Pékin, les étudiants manifestent en chantant L'Internationale et en scandant « *la liberté triomphera* ». Le 28 novembre, c'est à Taïwan que se tient un rassemblement en solidarité avec les travailleurs chinois où l'on chante... à nouveau *L'Internationale* en chinois.

J-C - On va sans doute m'accuser de faire le jeu des autorités tyranniques chinoises, alors qu'en réalité je ne fais que montrer comment des gens qui sont censés vous informer manipulent les faits sans scrupule, en l'occurrence de modestes rassemblements en leur donnant une signification

démessurée ou sans rapport avec leur importance ou la réalité... Pourquoi ? Il existe plusieurs explications. C'est très tordu, c'est notre époque qui veut cela, mais on peut en venir à bout.

Alors pourquoi ? De manière à justifier leur étiquette de gauche ou d'extrême gauche, à moins que ce soit destiné à faire croire à leurs militants ou sympathisants que la lutte de classe du prolétariat se porterait bien ou que la classe ouvrière serait passée à l'offensive ou qu'on serait à la veille de manifestations de masse, alors qu'il n'en est rien ou c'est une pure vue de l'esprit, notez bien, sachant que cela arrivera un jour, ainsi ils pourront proclamer à la face des naïfs que les faits leur ont donné raison, vous aurez compris que ce procédé est également démagogique, ils y recourent pour servir plusieurs buts inavouables à la fois, ce que le militant ou le lecteur ne maîtrisant par la dialectique ne percevra pas, soit dit en passant, ils le savent et c'est d'ailleurs pour cette raison que leur courant politique existe toujours.

Parmi ces objectifs figure celui de reprendre l'air de rien à leur compte un ou des éléments du discours des représentants des puissances occidentales, dont la propagande vise quotidiennement la Chine, de telle sorte que les lecteurs condamnent par exemple l'attitude de la Chine envers Taïwan sous protectorat américain. Autrement dit, pour peu qu'on lise attentivement, c'est là qu'ils se démasquent ou qu'ils témoignent, que leurs réelles intentions n'avaient rien à voir avec un quelconque soutien à ces manifestants, parce que leurs motivations étaient purement réactionnaires.

On n'avait pas besoin de tout ce fatras opportunistes pour soutenir ces manifestations. Car bien sûr qu'elles sont légitimes. Quand bien même il n'y aurait eu qu'un seul Chinois dans la rue pour s'opposer à la politique du "zéro covid", qui n'a aucune justification sanitaire ou scientifique et relève uniquement du règne de la terreur, notre devoir aurait été de le soutenir, précisons, sans avoir à invoquer l'argumentation des dictatures occidentales.

Si maintenant ils y recourent, c'est qu'il existe une raison à cela. Laquelle ? Là c'est fastoche et tous les lecteurs vont comprendre immédiatement de quoi il s'agissait.

Il leur faut passer sous silence ou faire oublier que pendant près de trois ans en France ou dans leur propre pays, ils avaient emboîté le pas à Macron-OMS-Gates-Davos sur la mystification sanitaire, la soi-disant pandémie au covid-19 construite à coup de tests PCR trafiqués, de faux cas, la muselière et la "vaccination"... Bref, en réalité ils avaient adopté la même politique liberticide ou totalitaire que les autorités chinoises, ce qui la fout mal pour les critiquer ou de soi-disant trotskystes, d'où le recours à ces minables expédients pour fausser la piste de leur propre compromission.

Vous avouerez qu'ils se donnent un mal de chien pour nous berner ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ce dont nous ne sommes plus dupes.

Quelques jours après un emballement médiatique hystérique, constatant que la Chine ne s'enflammait pas ou que le vœu de leurs maîtres n'avait aucune chance d'être exhaussé, ils ont été contraints, je cite, de "*relativiser*" ces manifestations ou plutôt rassemblements, qui pour la plupart n'avaient rien de spontané comme ils ont fini par l'avouer, ce que Gluckstein avait lu ou savait, mais qu'il a préféré ignorer délibérément aggravant son cas, qui lui est avéré !

J'ai fourni tous ces éléments dans mes dernières causeries, auxquelles je renvoie les lecteurs, qui peuvent ainsi vérifier eux-mêmes que je ne raconte pas de blagues.

Par acquis de conscience. Je vais faire mieux pour ne laisser aucun doute dans la tête des lecteurs sur le bienfondé de mon argumentation. Je vais vous fournir les liens des articles de presse où figurent les infos auxquelles a fait référence Gluckstein, vous noterez que les dates (27 novembre)

sont antérieures à son éditorial (30 novembre), c'est ce qui s'appelle être pris en flagrant délit de manipulation. Ils nous avaient déjà fait le coup avec la Tunisie, l'Égypte, etc.

Chine : des milliers de manifestants contre le "zéro Covid" dans plusieurs villes - AFP/france24.com 27 novembre 2022

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20221127-chine-des-milliers-de-manifestants-contre-le-z%C3%A9ro-covid-dans-plusieurs-villes>

En Chine, la contestation gagne les étudiants contre la politique zéro-Covid - AFP/huffingtonpost.fr 27 novembre 2022

https://www.huffingtonpost.fr/international/video/en-chine-la-contestation-gagne-les-etudiants-contre-la-politique-zero-covid_210792.html

Les manifestations contre la politique « zéro Covid » prennent une ampleur inédite en Chine - nouvelobs.com 27 novembre 2022

<https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20221127.OBS66467/les-manifestations-contre-la-politique-zero-covid-prennent-une-ampleur-inedite-en-chine.html>

Les protestations contre la politique zéro-Covid se multiplient en Chine. Personne ne sait comment tout cela va finir - The Conversation 30 novembre 2022

https://fr.news.yahoo.com/protestations-contre-politique-z%C3%A9ro-covid-151225106.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xiLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAKYMaCcZjX3YhKH7DbYMPZ2JsvsuF0TWRm89kIudlexlKzKtLhuvq7Xy_bduKqyAEFm6Hc9BOB8y-H-VHDT0HFDZ2wMKVpVUpM7QGcsymSkvjLD-fa8o4DJwFU4zU1HAVoGRyeWWAQNSRnJ8ygQccQ5B7MHGMm0SGW57CLGT9YYK

En prime, l'article que j'avais cité dans ma causerie du 29 novembre 2022, en fait j'en avais lu d'autres, je vérifie tout dorénavant.

En Chine, une mobilisation historique par son étendue sur le territoire - euronews 28 novembre 2022

<https://fr.news.yahoo.com/chine-mobilisation-historique-étendue-territoire-132859224.html>

Dossier guerre de l'OTANazie contre la Russie

Le néonazi Zelensky a vendu l'Ukraine ou ce qu'il en restera à BlackRock.

Zelensky confie la gestion des investissements privés en Ukraine au fonds d'investissement américain BlackRock - FranceSoir 29 novembre 2022

Le gouvernement ukrainien s'allie à la société d'investissement américaine, BlackRock, pour "relancer son économie". Un protocole d'accord a été signé le 10 novembre dernier, a annoncé le

lendemain le ministère ukrainien de l'Économie. Cet accord porte sur la réalisation d'une plateforme visant à attirer des capitaux privés.

Ce protocole d'accord fait suite à la discussion entre le président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy, et le PDG de BlackRock, Larry Fink, en septembre 2022. Ils avaient évoqué la possibilité d'une mission de conseil "*pro-bono*" de la part de Financial Markets Advisory au profit du gouvernement ukrainien. Mission qui porterait sur "*la structuration d'un fonds de reconstruction, sur le processus d'investissement, sur la gouvernance et l'utilisation de l'argent levé pour le fonds*", lit-on.

La filiale de BlackRock est vite entrée dans le vif du sujet. À peine une semaine après la signature de cet accord, ce gestionnaire de fonds a participé à la vérification préalable d'un engagement de 500 millions de dollars de la part du magnat australien du minerai de fer Andrew Forrest, pour le lancement d'un fonds d'investissement international de 25 milliards de dollars destiné à aider l'Ukraine.

BlackRock a créé Financial Markets Advisory (FMA) après "*la crise financière en avril 2008 pour fournir un soutien dédié aux gouvernements, aux banques centrales et aux institutions financières dans le monde entier*". Il s'agit d'une "*activité distincte et indépendante de l'activité de gestion d'actifs traditionnelle de BlackRock*", peut-on lire sur le site de la société américaine.

Durant les premières semaines de la guerre en Ukraine, BlackRock a enregistré une perte de 17 milliards de dollars. Selon le Financial Times, la valorisation des titres russes gérés par le géant mondial de la gestion d'actifs a été ramenée de 18,2 milliards fin janvier à 1 milliard le 28 février 2022.

La signature du protocole d'accord entre BlackRock et l'Ukraine est passée presque inaperçue. Sur Twitter, des internautes accusent Zelensky d'avoir "*vendu*" l'Ukraine aux États-Unis. FranceSoir 29 novembre 2022

La conférence de presse du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov.

Pour Lavrov, il est impossible de restaurer les relations avec l'Occident en matière de sécurité - RT 1 décembre 2022

Dans un contexte marqué par l'offensive en Ukraine et les dissensions entre l'OTAN et Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères tient une conférence de presse sur la sécurité européenne, ce 1er décembre dans la capitale.

Sergueï Lavrov a évoqué le cas de RT, censuré par les autorités européennes, en dressant un parallèle avec le bombardement du centre de télévision de Belgrade par l'OTAN. «*Quand le centre de télévision a été bombardé à Belgrade – le bâtiment même et la tour –, l'explication a été très simple aussi : "Cette télévision diffuse de la propagande et soutient l'esprit de l'armée yougoslave"*», a ainsi rappelé le ministre.

Et d'ajouter : «*C'est d'ailleurs la même logique que celle qui est utilisée en France maintenant quand sur l'ordre de Macron RT et Spoutnik se voient privés d'accréditation à l'Élysée parce que le président a dit personnellement qu'on ne nous laisserait pas entrer puisque nous ne sommes pas des médias mais des moyens de propagande.*»

Sergueï Lavrov souligne qu'Emmanuel Macron a affirmé pendant deux semaines qu'il envisageait une conversation avec Vladimir Poutine. *«Nous attendions son appel. Puis il a dit qu'il ne tenterait pas de le faire avant d'aller à Washington»*, note le chef de la diplomatie russe.

Concernant la position des Etats-Unis, il souligne que Washington affirme vouloir discuter des questions de stabilité avec Moscou, mais explique dans le même temps que la Russie doit être battue en Ukraine.

«Il ne faut pas dire que les Etats-Unis et l'OTAN ne participent pas à cette guerre. Bien au contraire, ils y participent tout à fait directement» estime le chef de la diplomatie russe, pointant du doigt une *«inondation»* de l'Ukraine par des armes occidentales *«pour tuer des Russes»*. Fournitures d'armes, auxquelles s'ajoute la formation de militaires ukrainiens *«sur le territoire des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et d'autres pays»*, poursuit le ministre. Ce dernier évoque également le renseignement occidental, au profit des forces ukrainiennes, ainsi que le *«travail sur le terrain»* d'instructeurs étrangers et de mercenaires.

Evoquant les différents canaux de communications existant entre le gouvernement russe et les pays occidentaux (notamment les Etats-Unis) Sergueï Lavrov souligne que Vladimir Poutine s'entretient avec tous ceux qui le souhaitent. *«Nous n'évitons aucun contact»*, ajoute-t-il.

Il dément néanmoins de récents contacts avec le département d'Etat américain.

Au sujet de l'attitude occidentale vis-à-vis de ce que Moscou présente comme une *«opération militaire spéciale»*, Sergueï Lavrov rappelle l'absence de réactions lorsque des pays occidentaux ont bombardé la Yougoslavie, l'Irak, la Libye ou encore l'Afghanistan.

«Je me soucie de toutes les pertes de vies humaines en conséquence d'opérations militaires, mais parlons de ces pertes sans deux poids deux mesures», ajoute-t-il.

Interrogé sur la volonté du pape François de jouer les médiateurs entre Moscou et Kiev, Sergueï Lavrov a dénoncé ses propos *«pas chrétiens»* sur les minorités ethniques en Russie.

Pour rappel, le pape avait accusé les minorités russes d'être *«les plus cruelles»* en Ukraine, suscitant une vague d'indignation en Russie.

«Les Etats-Unis et l'Union européenne, en Ukraine, ne font rien d'autre que de mettre à bat tous les principes de coopération de l'OSCE en promouvant leur propre approche», estime le ministre russe. Ce dernier accuse les Occidentaux de promouvoir de *«petits formats non inclusifs, tels que la CPE (Communauté politique européenne)»* tout en cherchant à *«torpiller»* des plateformes multilatérales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

«L'Europe est complètement assujettie par les Etats-Unis», dit-il au sujet de la sécurité européenne, après avoir évoqué la visite d'Emmanuel Macron à Washington.

«Nous nous rappelons comment l'OTAN a été créée, quand le premier Secrétaire général de l'Alliance, [Lord] Ismay, est arrivé avec la formule "Garder les Russes en dehors de l'Europe, les Américains en Europe, et les Allemands sous leur contrôle". Désormais, ce que l'on voit, c'est que l'OTAN revient à ses priorités conceptuelles développées il y a 73 ans. Rien n'a changé. Ils veulent garder les Russes hors d'Europe, les Américains ont déjà mis la main sur toute l'Europe et ils gardent sous leur contrôle pas seulement les Allemands, mais toute l'Union européenne. Donc la philosophie de domination et les avantages unilatéraux n'ont pas disparu à la fin de la Guerre froide», analyse Sergueï Lavrov.

Interrogé sur les relations de Moscou avec la diplomatie européenne, Sergueï Lavrov déplore son caractère partisan. Rappelant les propos de l'ambassadeur ukrainien au Kazakhstan, qui avait appelé à tuer «*le plus possible*» de Russes, le ministre déplore que personne n'ait commenté ces déclarations.

Selon Sergueï Lavrov, il est désormais impossible de restaurer les relations avec l'Occident en matière de sécurité. «*Il n'y aura pas de "business as usual"*», explique-t-il, en raison selon lui de la politique menée par l'Occident.

Le ministre russe reproche à Kiev et ses partenaires occidentaux d'avoir refusé la mise en place des accords de Minsk, censés permettre le règlement de la guerre dans le Donbass. «*La Russie n'avait d'autre choix que de reconnaître les Républiques de Donetsk et Lougansk comme indépendantes*», fait valoir Sergueï Lavrov évoquant les nombreux réfugiés arrivés en Russie en raison des bombardements de Kiev dans le Donbass. Il ajoute que Moscou a ensuite lancé une «*opération spéciale*» en Ukraine «*conformément à l'article 51 de la charte de l'ONU*» pour protéger ses citoyens. Cet article prévoit le «*droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée*».

Sergueï Lavrov revient sur les moments ayant précédé le lancement de l'offensive russe en Ukraine. Il rappelle que Moscou avait proposé une réunion sur la sécurité de l'Europe à ses partenaires occidentaux, qui n'ont pas retenu les propositions de Moscou. La Russie souhaitait en particulier limiter l'extension de l'OTAN à l'Est. RT 1 décembre 2022

Suite. Le ministère de la Vérité compromis.

Onde de choc au sein des réseaux du fact-checking: que se cache-t-il derrière la disparition subite de l'officine Fact & Furious ? - FranceSoir 28 novembre 2022

ENQUÊTE - Depuis plusieurs mois, FranceSoir enquête sur la “*harcelosphère*“ qui gravite autour de l'IHU Méditerranée dirigé par le Pr Raoult, mais aussi sur le rôle et le fonctionnement des organes de fact-checking qui ont décrété tout au long de la crise du Covid-19 quelle était la vraie de la fausse information. La présente investigation plonge dans les arcanes de la communauté des fact-checkers et s'intéresse plus spécifiquement au cas du site Fact & Furious, des pratiques douteuses de son fondateur, de son ascension aussi fulgurante que sa disparition, de son réseau opaque et tentaculaire.

La confiance de la population française dans ses médias d'information est au plus bas niveau : seuls 26% des Français déclarent avoir confiance dans les médias mainstream, selon un sondage MIS Group réalisé pour FranceSoir et BonSens.org en novembre 2020. L'onde de choc sur les réseaux sociaux suscitée par la nouvelle de la fermeture soudaine du site Internet de Fact & Furious ce 26 novembre 2022, en amont de la parution de cette enquête, risque de ne rien arranger. Présenté dans la presse comme un «*média indépendant de fact-checking*», ce site controversé et son directeur, le sulfureux Antoine Daoust, ancien militaire de 39 ans reconverti à l'occasion de la crise du Covid-19 en chasseur «*de complotistes et d'anti-vax*», sont au cœur de la tourmente depuis les premières révélations de Malika Daoust, son épouse, mardi 22 novembre sur la chaîne YouTube d'Idriss Aberkane

Violences conjugales, coups et blessures aggravés sur mineur, menaces de morts, mercenariat, manipulation de l'information pour le compte de commanditaires, falsification de tests PCR,

déboire judiciaire... loin de l'image médiatique de l'homme honnête, désintéressé et désireux de déjouer les contrevérités, c'est un tout autre portrait d'Antoine Daoust que brosse sa femme : « *Un homme violent, menteur et manipulateur, même auprès de sa famille* ». Un récit accablant dont cette mère de famille a initialement voulu faire part à l'Agence-France presse qui, d'après son témoignage, a couvert l'affaire de façon à protéger le fact-checker revendiqué.

Cette affaire révèle un scandale qui vient jeter un pavé dans la mare des réseaux étroits et coordonnés du fact-checking, ébranlant ainsi une crédibilité déjà bien entamée.

De l'information vraie au blanchiment de fausses informations

Les Décodeurs du Monde, Checknews de Libération, l'AFP Factuel, Fakes Off de 20 Minutes, Les Observateurs de France 24... ces dernières années, les rubriques de fact-checking ayant vocation à prétendument rétablir « *la vérité* » et lutter contre les fausses informations se sont multipliées. Dans un monde au sein duquel règne une profusion d'informations, parfois vraies, parfois fausses, une rubrique qui permet de faire le tri peut, sur le principe, s'avérer un outil d'orientation utile.

En revanche, puisque l'information émane de la presse publique et privée, dont l'indépendance est souvent l'objet de critiques – dépendance aux actionnaires, à l'État, à un parti pris idéologique : les raisons ne manquent pas – un média indépendant et autonome en charge de sa vérification semble, en dehors de la vérification par d'autres pairs, l'un des moyens les plus légitimes pour acquérir aux yeux du grand public une crédibilité en la matière.

Comme le rappelait Fabrice Fries, PDG de l'AFP, lors de la cinquième édition de Médias en Seine mardi 22 novembre, à laquelle FranceSoir était présent : « *Le fact-checking est souvent confondu avec la vérification. Or, la vérification, c'est quelque chose de très différent. C'est quelque chose que tous les médias sont censés faire : vérifier avant de publier son propre contenu. Le fact-checking porte sur des contenus de tiers et qui sont déjà publiés. C'est très différent.* »

C'est dans ce contexte qu'intervient Fact & Furious, un site Internet décrit dans la plupart des médias comme un « *site indépendant de fact-checking* », dont les publications ont été régulièrement reprises par divers organismes de presse aussi bien en France qu'à l'étranger. Un site de vérification des faits apparu soudainement dans le paysage médiatique dont l'ascension sera aussi rapide qu'étrange. Après avoir obtenu rapidement un certificat IPG délivré par le ministère de la Culture, lui octroyant un statut de site "*d'information politique et générale*", le site a décroché un prestigieux contrat de collaboration avec l'Agence France Presse dans le but de collaborer à la lutte contre la désinformation.

Au cœur de l'enquête sur Fact & Furious

Quel était le rôle de Fact & Furious ? Vérifier loyalement des informations publiées par des tiers ou bien « *blanchir* » de fausses informations ? Et qui est vraiment Antoine Daoust, le propriétaire du site ? Que se cache-t-il derrière l'ascension fulgurante de Fact & Furious ?

Cette investigation de plusieurs mois menée par FranceSoir et puis plus récemment par l'essayiste Idriss Aberkane, révèle un scandale de nature à ébranler la crédibilité et la probité du système médiatique français.

Lanceuse d'alerte, Mme Daoust a décidé de sortir du silence en prenant contact avec FranceSoir, certains membres de l'association BonSens.org (depuis mars 2022) et Idriss Aberkane dans le but « *de dévoiler à tout le monde qui est Antoine Daoust* » et quelle est la « *vraie vérité* » derrière la

création de Fact & Furious, organe qui détient un contrat de collaboration avec l'AFP et de supposés liens étroits avec Rudy Reichstadt, directeur de *ConspiracyWatch*, ou bien encore Tristan Mendès France, membre de l'*Observatoire du conspirationnisme*.

Censurée par les fact-checkeurs, cette mère de famille rapporte également les violences (psychologiques et physiques) dont elle et sa fille ont été victimes sous la coupe de son mari, et des coups et blessures aggravés qui font aujourd'hui l'objet d'une plainte. Cette situation est devenue suffisamment préoccupante pour attirer l'attention immédiate du président de la République, Emmanuel Macron...

Une vie conjugale sous le joug de la violence d'Antoine Daoust

Dessinatrice en bâtiment et vendeuse en magasin de prêt-à-porter, Malika Daoust nous a confiés son dur calvaire, qu'elle estime avoir été étouffée par les journalistes appartenant à la « *communauté des fact-checkers* ». Pendant longtemps, apeurée mais aussi animée par un illusoire espoir de le voir changer, elle n'a pas voulu parler : « *La majorité des femmes battues, comme moi, ne font rien... malheureusement* ». Ce n'est que le 16 novembre que cette mère trouvera le courage de déposer une plainte contre son mari pour coups et blessures aggravés envers elle et sa fille de 12 ans.

Rappelons que « *les violences conjugales sont punies par la loi, qu'elles visent un homme ou une femme, qu'elles soient physiques, psychologiques ou sexuelles. Il s'agit des violences commises au sein des couples mariés, pacsés ou en union libre. Si vous êtes victime et que vous signalez les faits, vous pouvez être aidé et protégé. Vous pouvez bénéficier de l'aide et de la protection quelle que soit votre nationalité et quelle que soit la durée de votre séjour en France.* »

Mme Daoust rapporte avoir été la cible de violences conjugales à plusieurs reprises, comme ce 23 mars 2022 : « *Je me suis enfui de la voiture. Il m'a rattrapée, m'a fait une balayette, s'est mis sur moi et m'a roué de coups. Il m'a porté plusieurs coups de poings et des coups de pieds. Suite à ça, la police est intervenue, ainsi que le SAMU, et j'ai été transportée aux urgences de la clinique du Sidobre* », peut-on lire dans son dépôt de plainte. Résultat : une incapacité totale de travailler (ITT) de six jours. *FranceSoir* a pu consulter le certificat médical qui atteste des séquelles de Mme Daoust. Nous le reproduisons ci-dessous.

Encore attachée à son mari, Mme Daoust décidait « *de lui donner une nouvelle chance pour notre couple et pour sa fille* », poursuit la mère de famille dans sa plainte, dans laquelle elle précise que son mari s'en est également pris à son intégrité physique par le passé, de même qu'à celle de sa fille, qui a elle aussi déposé plainte contre Antoine Daoust.

Des coups qui se seraient plus tard ensuivis de menaces de mort : « *Le 23 mars 2022, il s'en va. À ma sortie de l'hôpital, je commence à tweeter, à mettre ses fausses ordonnances sur les réseaux sociaux. Le 25 mars, il se repointe au domicile [ndlr : pour parler des prises de contact de Mme Daoust auprès l'AFP - voir ci-après]. On se parle, on se pardonne, j'efface tout ce que j'ai écrit sur mon mur. Le 17 avril, rebelote [nouveaux faits de violences qui déboucheront sur une ITT de 4 jours]. Le 24 avril, il s'en va définitivement de la maison, en me menaçant de mort, en me disant "si je reste, je te tue" ».* M. Daoust aurait ensuite rejoint une autre femme, sa maitresse.

Ce dernier n'en est pas à ses premiers faits de violence. Alors militaire, il aurait été condamné pénalement à une peine de prison avec sursis pour séquestration en bande organisée.

Mme Daoust précise sur *FranceSoir* : « *Quand Antoine est parti du domicile fin avril 2022, sachez qu'il a tout pris : la voiture, les cartes bleues... Je me suis retrouvé à zéro euros. J'ai dû mendier pour faire manger mes enfants, notamment sa fille.* ».

Dans un complément de plaintes, elle souligne également avoir « *subi des violences psychologiques de la part de [son] mari en date du 15 mars 2022* ». Ce jour-là, Malika avait pourtant tenté d'alerter sur les violences conjugales dont elle était victime, mais aussi sur plusieurs pratiques illégales du fondateur du site Fact & Furious, en entrant en contact avec l'AFP.

Une grande déconvenue pour la lanceuse d'alerte : Pauline Talagrand, rédactrice en chef adjointe au sein de l'agence, a réagi en alertant aussitôt Antoine Daoust de l'action de sa femme, avant d'en informer Malika en message privé sur Twitter et de lui signifier : « *Il semble que l'affaire relève de la sphère privée. Nous ne pouvons en l'état donner suite à une interpellation non étayée sur la réputation d'une personne externe à l'AFP. Si vous estimez que cela vaut davantage, il vaut sûrement mieux vous tourner vers les autorités compétentes.* »

Dans son complément de plaintes, Mme Daoust déclare : « J'avais écrit à Pauline Talagrand de l'AFP car elle et mon époux ont un contrat de travail ensemble. Elle ne m'a pas pris au sérieux. Elle a fait une capture [d'écran] de mes messages et les a envoyés à [Antoine Daoust]. » Elle poursuit : « *Du coup, lui m'a envoyé les messages suivants : "Mais t'es tarée ma parole, pkoï tu as contacté l'AFP ??? T'es complètement taré ma parole."* »

À ce message, Malika répond : « *Non, pas du tout. Tout le monde va savoir qui tu es Antoine, ton vrai visage : le mito, le manipulateur. Je vais tout leur dire sur toi, au moindre détail.* » Et M. Daoust de lui signaler : « *Ils viennent de m'appeler pauvre conne* ».

Mme Daoust déplore non seulement un manque de soutien, mais dénonce les propos que la journaliste a ensuite fait parvenir par messagerie privée à M. Daoust, un échange que *FranceSoir* a pu vérifier : « *Vas-y mollo Antoine* », l'a-t-elle enjoint, en lui faisant parvenir une capture d'écran dans laquelle apparaît le message d'Antoine Daoust à Malika : « *Ils viennent de m'appeler pauvre conne* ». L'intéressé a répondu à Mme Talagrand : « *Désolé. Le problème est réglé.* » Malika estime que l'AFP a choisi de « *protéger* » et de « *couvrir* » M. Daoust. Aussi, elle prévoit de porter plainte contre la journaliste, a-t-elle annoncé à *FranceSoir* dans un second Debriefing (voir plus loin dans l'article).

Dans le cadre de cette enquête, FranceSoir a pris attache mardi 22 novembre 2022 auprès de l'AFP afin d'interroger Mme Talagrand à propos de ces échanges. Le 25 novembre 2022, soit trois jours plus tard, ce n'est pas l'intéressée qui répondait à notre prise de contact, mais le service juridique de l'agence de presse. Le contenu de la réponse pose question, car il enjoignait Monsieur Azalbert d'effacer ses tweets mentionnant l'AFP et Mme Talagrand :

« *Dans différents tweets, vous accusez l'AFP et notre journaliste Pauline Talagrand d'avoir ignoré une alerte concernant des faits de violences conjugales qui auraient été infligées par Antoine Daoust.*

Malika Daoust s'est plainte auprès de l'AFP, sur Twitter, dans une conversation privée du 15 mars 2022, d'Antoine Daoust qu'elle a qualifié de « menteur » et de « manipulateur ». Elle n'a à aucun moment évoqué des faits de violences conjugales.

L'AFP n'étant pas un interlocuteur pertinent pour un conflit de vie privée, nous n'avons pas donné suite à cette conversation, mais lui avons conseillé de se tourner vers les personnes compétentes.

Dans tous les cas, il est faux de laisser entendre que l'AFP n'aurait pas tenu compte de faits de violences conjugales, alors que de tels faits n'ont jamais été portés à notre connaissance.

Nous vous prions donc de retirer vos tweets et de cesser ces allégations diffamatoires et infondées, tant à l'égard de l'AFP que de notre journaliste nommé mise en cause, ces tweets ayant pour effet d'altérer ses conditions de travail. »

Xavier Azalbert, dans un message envoyé à l'AFP en date du 26 novembre 2022, leur a fait part de son étonnement suite au refus de Mme Talagrand de répondre aux questions d'un journaliste dans le cadre d'une enquête. Dans son email, dont le PDG de l'AFP, M. Fries, est en copie, il rappelle aussi à ce « *département juridique* » que Madame Talagrand pouvait difficilement ignorer la définition juridique relative aux violences conjugales de par son expertise relative aux violences faites aux femmes, soulignant qu'elle avait été alertée par Mme Daoust du statut de « *manipulateur* » et de menteur de M. Daoust et qu'elle avait constaté le message « *pauvre conne* » adressé par Antoine Daoust à Malika. Et de demander pourquoi la journaliste a préféré refuser d'écouter Mme Daoust et enquêter.

Huit jours plus tard, le 23 mars, cette dernière nous a pourtant rapporté avoir été victime de violences physiques de la part de M. Daoust. Pour l'heure, ni le service juridique de l'AFP ni son PDG n'ont répondu à ce dernier échange.

L'Élysée réagit en 48h au courrier de Malika Daoust

Si l'agence de presse s'est refusée à réagir en mars, la réaction de l'Élysée a été autrement différente. Mercredi 16 novembre 2022, Malika Daoust, trouvant le courage de dépasser ses appréhensions, a finalement déposé plainte contre son mari pour coups et blessures aggravés sur elle et sa fille.

Le vendredi 18 novembre 2022, elle a envoyé un courrier pour signaler à l'Élysée, notamment, les violences qu'elle a subies de la part du directeur de la publication de Fact & Furious. Surprise : la réaction de la présidence sera extrêmement rapide. En seulement 48 heures, dans un courrier en date du 21 novembre, le président de la République l'informe de la bonne réception de sa lettre et de son soutien. « *Sensible au rappel des épreuves auxquelles vous avez été confrontée, M. Emmanuel Macron, déterminé implacablement à lutter contre les violences faites aux femmes, m'a confié le soin de vous transmettre ses chaleureuses pensées et tout son soutien* », peut-on lire dans le courrier de l'Élysée, qui ajoute : « *À la demande du chef de l'État, je n'ai pas manqué de signaler votre démarche à M. le Préfet du Tarn. J'ai également transmis votre correspondance à M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice. Vous serez tenue directement informée, par leurs soins, de la suite susceptible d'être réservée à votre intervention.* »

Une attention d'Emmanuel Macron saluée par Mme Daoust, qui tient à le remercier pour son soutien et son engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Si la dissymétrie entre la réaction de l'AFP en mars et celle de l'Élysée en novembre a de quoi interpeler, le choix du chef de l'État de s'intéresser immédiatement au cas individuel d'une femme présumée battue interroge également.

Fact & Furious, une officine de désinformation bancaire aux réseaux tentaculaires

Le site factandfurious.com est présenté dans la presse comme un média de fact-checking indépendant. Ses publications sont citées par des journalistes à valeur de source crédible pour étayer leurs articles. Son fondateur détient même un prestigieux partenariat avec l'AFP. Mais en vérité, Fact & Furious, c'est surtout l'histoire d'un site piloté par Antoine Daoust, ancien barman retiré

sans compétence journalistique ou scientifique, depuis le garage de son domicile. Animé selon Malika Daoust par le désir de briller en société, prêt à toutes les compromissions pour quelques gains financiers, Antoine Daoust va rapidement devenir l'agent et l'instrument d'un réseau qui le dépasse.

En février 2021, l'ancien militaire s'est lancé dans la création de Fact & Furious. « *On a tous quelqu'un dans la famille qui est touché de près ou de loin par la désinformation ou le complotisme. On a voulu comprendre l'enjeu, le dénoncer* », a-t-il argué quelques temps plus tard auprès de France 3.

« *Un travail impartial respectueux des différences* », « *une diversité de voix et de perspectives* », « *une information traitée de façon objective et désintéressée* », ou bien encore « *une rédaction qui s'engage à respecter les dix devoirs énoncés dans la charte de Munich* » : en apparence, la vitrine présentée sur le site Internet du « *média de fact-checking* » a de quoi charmer le citoyen en quête d'une information sûre et vérifiée.

En vérité, loin d'agir de manière honnête et désintéressé, Antoine Daoust aurait créé Fact & Furious par désir de briller et par besoin de pallier ses soucis financiers, explique Malika Daoust à FranceSoir : « *Il voulait se faire connaître, c'est ça l'origine [de Fact & Furious]. Il a commencé par des vidéos YouTube pour les enfants, ça ne marchait pas. Ensuite, il a commencé à aider des nouveaux YouTubers [ndlr : ce site créé en octobre 2018 s'appelait Famous Videos Magazine] : ça ne marchait pas. Ensuite, il a ouvert ce petit journal [ndlr : en septembre 2020, un blog d'actualité généraliste baptisé Instant critique] : ça ne marchait pas. Et du jour au lendemain, le nom Fact & Furious est arrivé et ça explose.* » Un nom qui ne viendrait pas de lui, mais qui lui aurait été soufflé, explique Malika, qui rappelle les difficultés financières de son mari, frappé par le passé d'interdiction bancaire : « *Ils ont dû lui proposer de l'argent en lui disant : "Avec nous, tu vas évoluer, tu vas avoir beaucoup d'argent, tu vas être connu". Et de là, il a foncé.* »

Promesse visiblement tenue : la réputation de Fact & Furious a pu compter sur une couverture médiatique lénifiante. Au premier rang des admirateurs du site, le service public : en août 2021, France info lui consacre un article élogieux titré « *Comment des citoyens luttent contre les fake news des antivaccins sur le Covid-19 : "On vide la mer avec une petite cuillère"* ». AFP, L'Express, BFM TV... Fact & Furious servira ponctuellement de source de référence à de nombreux médias en France mais aussi à l'étranger. Son fondateur, lui aussi, sera couvert de compliments louangeurs : « *Au quotidien, Antoine Daoust traque la désinformation sur le web* », explique par exemple La Dépêche.

En août 2021, alors que le pouvoir en Afghanistan tombait à nouveau dans les mains des Talibans à la faveur du retrait des troupes américaines, Antoine Daoust, bien que condamné pour séquestration en bande organisée au temps où il était encore militaire, a également bénéficié d'une importante couverture médiatique, rappelant son engagement au côté de l'Otan dans le pays. France info, TF1, BFM TV, Le Point, Le Parisien... ont ainsi donné à la parole au vétéran. Engagement dont Mme Daoust met en cause la vertu présentée par l'ex-militaire :

Vidéo - « *On a pu apporter un peu de répit à la population* » : un soldat français en Afghanistan témoigne - Le Parisien 16 août 2021

https://www.youtube.com/watch?v=OdQPWcL-B8Q&feature=emb_title

Antoine Daoust n'hésite pas à se targuer que « *Fact & Furious [soit] régulièrement cité par la presse nationale et les médias* » et que le site soit « *noté cent pour cent par NewsGuard pour sa*

fiabilité et sa rigueur ». Signataire du Code européen de bonnes pratiques contre la désinformation émis par la Commission européenne, NewsGuard est l'outil de fact-checking de la multinationale américaine Microsoft, fondée par le milliardaire Bill Gates. Le conseil consultatif de la société compte parmi ses membres le général Michael Hayden, ancien directeur de la CIA et de la NSA, et Anders Fogh Rasmussen, ex-secrétaire général de l'Otan, ainsi que plusieurs anciens membres des administrations Clinton, Bush et Obama. En termes de crédibilité et d'irréprochabilité, l'argument n'est sans doute pas des plus vendeurs.

Le site était aussi cité sur Microsoft.com comme étant un site fiable pour les étudiants.

Par ailleurs, le site Fact and Furious était aussi recommandé en site fiable par le Poynter Institute for Media Studies, organisme de recherche américain hébergeant le « *Réseau international de vérification des faits* » (International Fact-Checking Network) et gérant le célèbre site américain PolitiFact. Quelles diligences cet organisme avait-il effectué pour accorder à Fact & Furious cette crédibilité ? Le rôle des divers instituts ont été explicités dans cette étude complète publiée sur ResearchGate : qui va fact-checker les fact-checkers ?

Un réseau de fact-checking bien organisé ?

En mai 2021, le ministère de la Culture a délivré un certificat IPG au site Fact and Furious, lui octroyant le précieux statut de site « *d'information politique et générale* ».

Se disant « très surprise » et trouvant même « *anormal* » que le ministère de la Culture puisse délivrer aussi rapidement un certificat IPG à ce site, Mme Daoust soutient que Fact & Furious aurait été monté avec l'aide d'un réseau opaque comprenant plusieurs figures sulfureuses, parmi lesquelles Rudy Reichstadt, fondateur du site polémique Conspiracy Watch, et Tristan Mendès France, animateur de l'émission "Complorama" diffusée sur France info et membre de l'Observatoire du conspirationnisme.

Rapidement dos au mur financièrement, l'aventure aurait pu finalement toucher à sa fin au mois de novembre 2021. Pour subvenir à ses besoins, Antoine Daoust espérait recevoir une bourse de ce même ministère de la Culture qui lui a délivré un certificat IPG. Paradoxalement, elle lui a été refusée au motif qu'il n'a « *pas de formation journalistique pour le fact-checking* ». Un camouflet pour le fact-checker revendiqué : la compétence dans le domaine de l'information avancée par Antoine Daoust n'est pas approuvée. Quelles diligences ont été faites par la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) sur Antoine Daoust avant de lui délivrer ce fameux certificat IPG ?

Pourtant, dans le cadre de cette demande de bourse, Antoine Daoust a pu bénéficier d'un soutien important en la personne du député LREM, M. Botherel, qui est intervenu directement auprès du cabinet de la ministre de la Culture. La question des motivations derrière cette intervention se pose : le député macroniste a-t-il agi sur demande ?

Sa demande de bourse refusée, les partenaires d'Antoine Daoust voleront à son secours. « *Ses amis lui donnent l'idée d'organiser une cagnotte en ligne. Il s'exécute et il récolte assez d'argent : un peu plus de 16 000 euros.* » D'autres cagnottes suivront avec à la clé plusieurs milliers d'euros récoltés.

Selon Malika Daoust, une grande partie de ces fonds seront ensuite subtilisés : « *Il a signalé à la juge qu'il ne touche que 200 euros de cette entreprise.* » Et d'ajouter : « *Où est cet argent ? Qu'est-ce qu'il en fait ? Je ne sais pas, mais je vais avoir mes réponses.* » Quelque 8 000 euros auraient pu

disparaître des comptes de la société. Malika Daoust a cherché à alerter les deux autres personnes impliquées dans la gestion du site au moment de sa création, Tiko Stept et Romain Aubert, sans que ces derniers ne daignent donner suite.

Un partenariat avec l'AFP

En décembre 2021, l'entreprise a pris la forme juridique d'une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) : une SAS qui ne comporte qu'un seul associé. Seulement un mois après la création de la société, le 13 janvier 2022, son directeur Antoine Daoust, bien que ne possédant aucune formation journalistique, comme l'a explicité le ministère de la Culture, a décroché un prestigieux contrat avec l'Agence-France presse dans le cadre de la coalition « *Objectif desinfox* ». Lancé par l'AFP le 6 décembre 2021, ce programme de lutte contre la désinformation réunit 23 médias français et bénéficie du soutien de Google, géant américain du numérique contre lequel *FranceSoir* est actuellement en procès.

Ce partenariat surprenant entérine un lien de collaboration directe entre un site de fact-checking lancé par un individu sans expérience journalistique travaillant depuis le garage de son domicile avec le plus grand organisme de presse français, dont le patron, Fabrice Fries, a récemment été mis en examen pour diffamation, avait révélé *FranceSoir*.

Le contrat biffé avec l'AFP est accessible ci-dessous :

https://www.francesoir.fr/sites/default/files/2022-11/FF_AFP_biffé.pdf

Une fausse indépendance

« *Fact & Furious est un service de presse en ligne indépendant* », peut-on lire dans la section « *Qui sommes-nous* » du site Internet. Vraiment ? Selon Malika Daoust, c'est un mensonge : « *Il fait le travail de commanditaires. Il faut qu'il ait leur accord. Ce n'est pas de Fact & Furious que partent les investigations.* » Et de marteler : « *[Mon mari] n'est pas libre [...] Ce que je sais, c'est que c'est un pion* ».

À en croire la lanceuse d'alerte, Antoine Daoust produisait donc des articles sur commande de façon à ce qu'ils soient publiés sur le site de Fact & Furious puis relayés par les médias, qui présentaient erronément le site comme un « *média indépendant* ». L'objectif : consolider la labellisation des personnes critiques du discours convenu sur les sujets attrayant à la crise du Covid-19 comme « *complotiste* » et « *antivax* » dans l'intention de les discréditer dans la sphère publique. Malika Daoust nous informe que les personnes ciblées par Fact & Furious étaient « *le Pr Raoult, le Pr Perronne, Idriss Aberkane et Xavier Azalbert* ».

Influence dans les pages Wikipédia

Officiellement fiable et neutre, l'encyclopédie en ligne Wikipédia, régulièrement accusée de parti pris idéologique, reprend également ces étiquetages médiatiques, basés pour certains sur les publications du site Fact & Furious, dans le cadre de l'écriture des fiches biographiques publiées sur son site Internet. Un marquage stigmatisant potentiellement à vie.

De nombreux liens surprenants

Une question insolite se pose également, celle d'un lien de collaboration avec... les Renseignements généraux. C'est ce qu'affirme Malika Daoust dans son courrier à l'Élysée (voir plus haut) : M. Daoust mènerait des actes d'espionnages pour le compte des services de

renseignement. Dans un échange, Antoine Daoust mentionne également « *des mots de passe avec les RG* »

Parmi les autres figures du réseau gravitant autour de *Fact & Furious*, la très connue infectiologue Karine Lacombe : une « *amie personnelle* » du directeur de *Fact & Furious*, selon Malika Daoust. Échangeant régulièrement au téléphone avec le fact-checker revendiqué, Mme Lacombe a pris un rendez-vous médical auprès de ses confrères pour Mme Daoust afin de réaliser des tests cutanés qui avaient vocation à déterminer si elle serait en mesure de pouvoir se faire vacciner contre le Covid-19. Un rendez-vous médical auquel Malika n'a finalement pas donné de suite, ne désirant pas se faire vacciner... sur recommandation de son mari.

Dans une conversation de groupe qui incluait Antoine Daoust selon Malika, Karine Lacombe a sollicité de l'aide dans le cadre de la préparation de son dossier de défense suite à la plainte déposée par le Pr Didier Raoult pour diffamation après les propos tenus par l'infectiologue sur Europe 1 en juillet 2020. Elle avait déclaré que « *des actions en justice [contre Didier Raoult] pour mensonge devant la commission parlementaire [étaient] en cours* ».

Antoine Daoust entretenait aussi des liens avec des figures sulfureuses de la « *harcelosphère* » contre l'IHU Méditerranée du Pr Raoult, comme Ari Kouts, consultant pour la société de conseil Viseo, et le Dr Peiffer Smadja, infectiologue sanctionné le 21 octobre d'un avertissement par la chambre disciplinaire de première instance d'Île-de-France de l'Ordre des médecins pour ses propos « *de nature gravement anti-confraternelle* » à l'encontre du Pr Christian Perronne.

Enfin, il convient de noter qu'Antoine Daoust a collaboré avec des journalistes du sulfureux site Libération, relai des thèses les plus farfelues sur l'efficacité des diverses mesures sanitaires depuis le début de la crise du Covid-19, dans le cadre de l'écriture d'articles pour son site *Fact & Furious*.

Du blanchiment d'information sur commandes à la réalisation de faux tests PCR et de fausses ordonnances

La situation financière de la famille Daoust n'était pas au beau fixe, comme le souligne Malika. Aussi, Antoine Daoust réclamait régulièrement des fonds à sa famille, visiblement agacée, comme dans ce message du 21 août 2021 que nous avons pu consulter, dans lequel on lui rétorque : « *Depuis 5 ans, on vous a versé 50 000 euros, soit le prix d'un appart à Colomiers* ». « *On ne peut rien faire parce que tu nous as asséchés financièrement* », lui était-il signalé dans un autre message.

En parallèle de son activité de directeur de la publication de *Fast & Furious*, pour arrondir ses fins de mois, Antoine Daoust, pourtant très vigilant en ce qu'il s'agissait de rappeler le bon respect des règles sanitaires, « *falsifiait* » des tests PCR à partir de tests effectués par lui ou son épouse dans le but de les vendre à un prix fixé entre 20 euros, pour les clients réguliers, et 80 euros. Ces tests PCR étaient transmis par le biais des applications Snapchat ou Messenger. Selon Malika Daoust, il en vendait « *au moins 5 par jour pendant une période* ». Un petit business juteux.

Par ailleurs, Antoine Daoust réalisait aussi de fausses ordonnances en usurpant l'identité d'un médecin qui n'était plus en exercice.

Défenseur du vaccin anti-Covid, Antoine Daoust demande à sa femme et sa fille de ne pas se faire vacciner

Malika Daoust déclare auprès de FranceSoir qu'elle et ses enfants ne sont pas vaccinés « à la demande de son mari, car les vaccins sont toujours en phase expérimentale ». D'après elle, Antoine Daoust tenait donc un double langage en faisant la chasse aux "anti-vax" via son site Internet.

Annoncée le 22 novembre, cette enquête, alors qu'elle n'était pas encore parue, a d'ores et déjà eu des conséquences avec la disparition du site Fact & Furious et de ses comptes sur les réseaux sociaux le 26 novembre. Au travers d'un communiqué de presse, son fondateur déclare avoir dissous la SASU le 10 novembre 2022, bien qu'aucune déclaration officielle de dissolution n'ait été enregistrée et que les statuts de la société ne prévoient pas une dissolution anticipée. Alors que les collectes de fonds continuaient encore le 25 novembre 2022 et que la boutique de Fact & Furious est toujours en ligne, cette déclaration d'un acte de dissolution pose question à plusieurs titres, car le couple Daoust, marié sous le régime légal de la communauté, est en instance de divorce.

L'introduction de la procédure de divorce, datée du 16 novembre 2022, ne mentionne pas cette dissolution. Si cette dissolution est avérée, pourquoi cela n'a-t-il pas été mentionné dans la demande de divorce ? Antoine Daoust aurait-il commis un acte illicite qui pourrait être constitutif d'une dissimulation d'actifs ?

En amont de la parution de cette enquête, le site polémique Conspiracy Watch a publié un billet à charge contre Xavier Azalbert et Idriss Aberkane qui dénonce des « pseudo-révélation » et « une campagne de dénigrement des « fact-checkers » par la « complotosphère ». « Sans surprise, les officines se serrent les coudes même face à l'inacceptable », a constaté Idriss Aberkane sur Twitter, qui ajoute : « Il faut désormais qu'une commission d'enquête parlementaire vienne inspecter ces réseaux anti-démocratiques et leurs productions outrancières ».

De son côté, Xavier Azalbert a appelé au lancement d'une enquête judiciaire et d'une enquête parlementaire et sénatoriale.

FranceSoir publiera prochainement une enquête sur Conspiracy Watch et ses acteurs.

Dans le cadre d'un second Debriefing, nous avons reçu Malika Daoust afin de recueillir son ressenti sur le déroulé des derniers jours depuis son premier témoignage mardi 22 novembre.

L'entretien et tous les documents afférents aux différends protagonistes :

<https://www.francesoir.fr/societe/onde-de-choc-au-sein-des-reseaux-du-fact-checking-que-se-derriere-disparition-fact-and-furious>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 décembre 2022.

On doit combattre notre ennemi sur tous les fronts ou plans à la fois, ne rien laisser passer, ne rien lui concéder, le harceler, montrer que dans tous les domaines il n'a que de mauvaises intentions envers les peuples, personne ne doit avoir la moindre illusion sur la nature du régime en place qui a pris une tournure fascisante, totalitaire.

Aussi faut-il démasquer et combattre également les faux amis, les opportunistes qui ont pris en otage le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, ce sont les pires car ils véhiculent des illusions mortelles dans le régime, ils sapent tous nos efforts que nous entreprenons pour aider les masses à rompre avec le capitalisme et renouer avec le socialisme.

Cependant, il arrive parfois que nous soyons obligés de leur faire des concessions à la marge et de les ménager, sans pour autant cesser de pilonner le tyran Macron et l'oligarchie financière anglo-saxonne. Nous ne choisissons pas les conditions dans lesquelles nous menons la lutte de classe, elles nous sont imposées ou nous devons faire avec sans nous compromettre.

Quelques données sur leurs instruments de propagande idéologique et psychologique.

- Les 6 grands médias actuels sont : la presse, la télévision et le cinéma, l'affichage, la radio, l'internet.

Le cinéma a toujours été considéré comme l'un des médias les plus puissants en terme de mémorisation, c'est d'ailleurs l'une des premières choses que l'on apprend en école de communication. Sur Google.

J-C - Je me demande comment on peut encore s'étonner de l'état actuel désastreux de la société, car une simple observation aurait suffi à comprendre que ces outils de communication, tant par leur contenu que le public qu'il visait, étaient tous orientés politiquement dans la même direction, et s'ils avaient quelque chose à voir avec les aspirations des masses, c'était pour mieux les combattre ou accroître leur subordination au capitalisme.

La société du spectacle comme certains avaient nommé cette entreprise, était uniquement une opération de propagande politique. La démasquer ou la dénoncer ne devait servir à rien, si dans le même temps on ne proposait pas une issue politique pour y mettre un terme ainsi qu'au capitalisme, puisque son réel mobil était d'assurer sa pérennité.

Les réseaux sociaux utilisés pour accéder à l'information en France - 25 mai 2021

Pour comprendre comment les français s'informent, c'est-à-dire avec quels moyens (supports, appareils), il faut en fait considérer 2 grands groupes : les jeunes et les moins jeunes. Ainsi, le

Baromètre annuel Kantar Public Onepoint pour La Croix (1) révèle de grandes disparités chez les moins de 35 ans et les plus de 35 ans.

Si l'ensemble des Français continuent d'accéder prioritairement à l'information par la télévision (46%) et internet (34%), on observe une rupture nette :

- Les plus de 35 ans s'informent majoritairement via la télévision (53%) puis par internet (23%) et la radio (17%).

- Chez les moins de 35 ans, la tendance est inversée : ils s'informent d'abord par internet (66%), principalement avec le smartphone, puis par la télévision (seulement 26%). La presse écrite est très minoritaire (1%).

Et plus le public est jeune, plus la tendance de l'internet majoritaire est marquée : chez les 18-24 ans, internet est utilisé à 75% pour accéder à l'information, la TV tombe à 18% (1).

Une étude Viavoice soulevait dès 2019 que 28% des 18-24 ans font davantage confiance à une information relayée sur les réseaux sociaux qu'à ce qu'ils trouvent dans les médias, tandis que 47 % de ces 18-24 ans pensent également que *"avec les réseaux sociaux, il est de moins en moins nécessaire de consulter directement les sites de médias en ligne"*.

Aussi, il est assez logique de voir que dans ce contexte, pour les 18-30 ans, les réseaux sociaux ont davantage de *"pouvoir"* (en termes d'influence) que les médias pour l'information : En effet, ils sont 67% à penser que les réseaux sociaux ont plus de pouvoir que les médias (33%) sur la façon dont les citoyens sont informés.

<https://blog.digimind.com/fr/agences/les-reseaux-sociaux-utilises-pour-accéder-linformation-en-france>

Sondage exclusif : comment les jeunes s'informent-ils ? - 15 Novembre 2010

Alors que les lycéens sont plutôt adeptes de la télévision (44 % la choisissent en priorité pour s'informer, 30 % optant pour Internet et 15 % pour la presse écrite), les étudiants préfèrent nettement le Web : 45 % y ont recours pour s'informer, contre 25 % pour la télé, qui arrive devant la presse écrite (20 %).

Comment les Français s'informent-ils sur Internet ? - Analyse des comportements d'information et de désinformation en ligne. - Une étude de la Fondation Descartes — Mars 2021

- 3 % du temps total passé en ligne par les participants à notre étude l'a été sur des sources d'information.

Si 17 % des participants à notre étude n'ont consulté aucune source d'information sur Internet en 30 jours, ils sont 5 % à en avoir consulté durant plus de dix heures au total.

Plus les participants ont passé de temps à s'informer en ligne durant les 30 jours de l'étude, plus le nombre de sources d'information différentes qu'ils ont consultées est important.

Les sources d'information les plus consultées par les participants au cours des 30 jours de l'étude sont des sources de la presse papier régionale. Les sources d'information dédiées à l'actualité sportive arrivent en seconde position du temps consacré par les participants à s'informer en ligne.

Les sources en ligne de la presse papier nationale arrivent en troisième position de ce classement. Quant aux agrégateurs de médias, ils arrivent en quatrième position, suivis par les autres sources d'information généralistes.

Nous avons ainsi pu constater (Selon un algorithme de la société Storyzy et Les Décodeurs du journal Le Monde, tout un programme ! - J-C) que 39 % des participants ont consulté des sources d'information jugées non fiables au cours des 30 jours de l'étude. Ces participants y ont passé en moyenne 11 % de leur temps quotidien d'information sur Internet, soit 0,4 % de leur temps total de connexion. Sur l'ensemble des participants, le temps passé sur des sources d'information jugées non fiables représente 5 % du temps total d'information en ligne, soit 0,16 % du temps total de connexion à Internet.

https://www.fondationdescartes.org/wp-content/uploads/2021/03/Etude_Information_Internet_FondationDescartes_2021.pdf

J-C - La Fondation Descartes est une officine spécialisée dans le fact-checking, autrement dit la fabrique du consentement des masses à l'idéologie diffusée depuis le Forum économique mondial, ou le combat contre la vérité, leur ennemi, et décrédibiliser ceux qui la diffusent leurs cibles.

Cette fondation s'est spécialisée dans les techniques de manipulation des esprits, dont il est question plus loin. Ses préoccupations telles qu'elles figurent dans la page d'accueil de son blog se passent de commentaire :

- Colloque 2022 - Le dérèglement climatique : perception, information et désinformation
- Guerre en Ukraine : face à la propagande de Poutine, ne jouez pas à la roulette Russe
- Désinformation, fact-checking et démocratie : interview de Laurent Cordonier
- Les infox de l'Histoire : le podcast de la Fondation Descartes
- Revivez le colloque "*Désordres informationnels: Nouvelles menaces, nouvelles réponses*"

La corruption médiatique - Réseau International 4 décembre 2022

J-C - Cet article est intéressant et je vous conseille de le lire, par exemple quand il aborde l'heuristique de disponibilité ou la notion de cascade de disponibilités. Cependant – c'était inévitable, l'auteur se ridiculise ou se discrédite en évoquant l'ex-Yougoslavie "*totalitaire*" qui avait rompu avec Staline, ou quand il estime que "*dans leur position noble et essentielle de contre-pouvoir, les journalistes avaient à jouer le rôle de garde-fous et de protecteurs de notre ordre social ainsi que de nos droits et libertés*" au cours de la dictature sanitaire qui n'est pas terminée, colportant ainsi des illusions criminelles dans les médias aux ordres, ce qui est inexcusable et intolérable.

Sans doute tenait-il à compenser un discours un peu trop radical ou compromettant pour que les médias le ménagent, précaution dérisoire selon moi. C'est un anthropologue, il ne faut pas trop lui en demander, ne soyons pas sectaire à outrance.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/la-corruption-mediatique/>

Le saviez-vous

195 biais cognitifs à connaître

Parmi eux :

8. Le biais de disponibilité

Le biais de disponibilité ou l'heuristique de disponibilité correspond à la tendance à surestimer la valeur des informations immédiates sous prétexte qu'elles sont encore fraîchement inscrites dans la mémoire.

J-C - On aura tendance à considérer qu'une info toute fraîche est vraie sans même prendre la peine de la vérifier.

9. La cascade de disponibilité

Un mécanisme d'auto persuasion qui fait en sorte qu'une croyance collective obtienne de plus en plus de plausibilité grâce à la répétition constante et croissante au sein d'une discussion publique.

J-C - Tous les médias répètent en boucle qu'on risque tous de mourir du covid-19, on se voit déjà mourir, et du coup on adoptera les mesures qu'on nous propose ou impose pour sauver notre peau. D'où la censure obligatoire de tous ceux qui affirment que c'est faux et leur diabolisation.

Pour lire les 193 autres « *biais cognitifs* » :

<https://amadium.com/biais-cognitifs/>

La chasse aux sorcières du ministère de la Vérité prend une tournure encore plus totalitaire en France.

J-C - S'il est faux de prétendre que "la pluralité de l'information peut prévenir la guerre", en revanche l'information non manipulée est indispensable pour interpréter la situation et ensuite agir. S'il ne faut jamais compter sur les médias grand public pour être correctement informé, cependant il faut admettre qu'ils demeurent plébiscités par l'immense majorité de la population tous médias officiels confondus.

Quant aux rares médias qui osent encore défier l'inquisition ambiante, ils leur réservent un traitement spécial. Il se trouve qu'ils sont malheureusement de droite parce que le mouvement ouvrier a déserté le combat politique contre le régime, alors aussi paradoxal que cela puisse paraître nous défendons le droit de *FranceSoir* à exister pour avoir publié au cours de ces dernières années des articles qui dénonçaient les diverses mystifications initiées par le Forum économique mondial, et fourni ainsi de précieuses informations et témoignages pour les combattre, sans qu'on ait besoin de partager l'orientation politique de ce média ou sans qu'on exige qu'il partage la nôtre, ce qui serait ridicule dans les deux cas.

Décision de la CPPAP de retirer son agrément à FranceSoir : la réponse de Xavier Azalbert, directeur de la publication - FranceSoir 02 décembre 2022

C'est par voie de presse le 30 novembre 2022 que la rédaction de FranceSoir a appris la décision du ministère de la Culture de ne pas renouveler l'agrément CPPAP du journal, et plus particulièrement son certificat d'Information Politique et Générale (IPG). Selon la Commission paritaire des publications et agences de presse, FranceSoir présenterait un « *un défaut d'intérêt général* » et nos contenus publiés à propos de la crise du Covid-19 porteraient « *atteinte à la protection de la santé publique* ».

Le 22 juillet 2022, soit trois mois avant l'expiration de son certificat prévue au 30 septembre 2022, la CPPAP confirmait la bonne réception du dossier de renouvellement de notre certificat IPG. Le 30 septembre 2022, nous étions toujours sans nouvelle d'une quelconque décision. Le 30 novembre, l'annonce tombe, sans que la société n'ait reçu aucun courrier officiel ni même aucune signification de cette décision.

Notons que la position de la CPPAP s'inscrit en contradiction avec celle adoptée en mars 2021 : à la suite d'un audit anticipé de notre agrément sur demande, en février 2021, de la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, l'organisme chargé de reconnaître la validité des titres de presse avait alors jugé que notre journal remplissait tous les critères d'admission. Il soulignait notamment que FranceSoir présentait « *des informations, des analyses et des commentaires [...] susceptibles d'éclairer le jugement des citoyens* », comme le veut l'article 2 du décret du 29 octobre 2009 qui fixe ces critères d'admission.

Cette réunion de la CPPAP en plénière s'est tenue près de deux semaines après la publication d'un documentaire à charge de France info ("*Complément d'enquête*" du 17 novembre) contre le Pr Didier Raoult, mais aussi FranceSoir ainsi que son directeur Xavier Azalbert, et deux jours après la publication de l'enquête de FranceSoir sur le scandale Fact & Furious. Cette investigation menée sur plusieurs mois a révélé des compromissions et collusions au sein de la communauté d'opinion des fact-checkers, dans laquelle Antoine Daoust, fondateur du site Fact & Furious, a joué un rôle pivot. Selon le témoignage de son ex-épouse, Fact & Furious, dont les publications étaient régulièrement reprises par des médias mainstream, visait principalement à discréditer par ses articles le Pr Raoult, Idriss Aberkane, Xavier Azalbert et le Pr Christian Perronne. Pourtant, bien qu'il ne détenait aucune formation journalistique, M. Daoust, ex-militaire et barman retiré, a pu obtenir en mai 2021 pour son site un agrément de la part de ce même ministère de la Culture qui lui refusera une bourse au mois de novembre 2021. Le motif : il ne détenait justement « *pas de formation journalistique pour le fact-checking* ».

L'accusation de la CPPAP selon laquelle nous mettrions en danger la santé publique interpellée par sa mauvaise foi. Accusé d'avoir dénigré les « *politiques de santé publique* » mises en place durant la crise du Covid-19 par le gouvernement, Christian Perronne a été entièrement blanchi par la

chambre disciplinaire de première instance d'Île-de-France de l'Ordre des médecins le 22 octobre 2022. Elle est allée jusqu'à juger qu'en sa qualité d'infectiologue internationalement reconnu, le médecin avait « *l'obligation de s'exprimer dans le domaine qui relève de sa compétence* » durant la crise du Covid-19. Si le Pr Perronne était donc lié par un devoir de parole, il en découle logiquement qu'il relève du droit et du devoir de FranceSoir de donner la parole à cet universitaire. Aussi, la CPPAP n'aura pu ignorer cette décision de la CDOM qui met à mal l'argumentaire selon lequel publier des contenus qui s'alignent avec les analyses de cet éminent expert, dont la justesse s'est avérée dans le temps, porte atteinte à la protection de la santé publique. Blanchir le messenger et condamner son support démontre une incohérence certaine.

Plus largement, cette décision soulève également un problème de fond plus grave : l'attaque contre le pluralisme de la presse, censé être protégé par le ministère de la Culture. La quasi-totalité de la presse française, mais aussi les GAFAM, sont engagés dans une croisade de censure contre ce journal qui décidément les obsède. En septembre 2021, le géant américain Google avait coupé l'accès de notre site à son réseau publicitaire, nous privant d'une partie de nos revenus. Quelques mois plus tôt, Google nous déréférençait de son service Google Actualités et censurait notre chaîne YouTube. Ils veulent nous faire taire.

Parmi les plus combattus, notre journal est aussi l'un des journaux français les moins soutenus. Contrairement au reste de la presse, notre journal ne bénéficie d'aucune subvention d'État. Mais c'est ce qui fait aussi notre force : indépendant de tout intérêt, FranceSoir est exclusivement financé par ses lecteurs qui nous soutiennent par des dons défiscalisés. C'est grâce à nos lecteurs que notre liberté est assurée et que nous pouvons remplir notre mission de quête de vérité. Il va donc sans dire que les conséquences de cette décision de la CPPAP seront éminemment nocives pour notre journal, puisqu'elle entraîne notamment la perte d'une exonération fiscale sur les dons.

Cette décision politique a été saluée par certains médias ; elle démontre ainsi que loin est le temps où les organes de presse se posaient en garant de la défense du pluralisme des opinions, dont la confrontation par le débat est pourtant une des conditions nécessaires à la recherche de la vérité. Désormais, seul prime l'invisibilisation des faits qui remettent en cause le discours officiel, dont la trame principale est le mensonge.

Naturellement, FranceSoir a décidé de faire appel de cette décision.

Sélection de commentaires d'internautes

1 - C'est la mise en cause de l'AFP dans l'affaire "*Fact & furious*" qui a provoqué cette attaque-censure parce que mouiller l'AFP, c'est toucher le contrôle du pouvoir médiatique. L'AFP est visiblement une institution militante et non pas une institution neutre vis à vis du pouvoir donc c'est toucher à la crédibilité du pouvoir, c'est provoquer une vérification journalistique des dépêches de l'AFP ce qu'ils ne veulent surtout pas.

C'est un haut fait d'arme que de prendre l'AFP avec la main dans le sac en train de faire du blanchiment d'information pour soutenir la politique sanitaire concernant le Covid, ça fâche le pouvoir mais les faits sont les faits, les journalistes ne peuvent pas croire l'AFP sur dépêche car elle n'est pas neutre.

2 - Le droit de dire et d'écrire ce que nous pensons est le droit de tout homme libre, et priver le citoyen de ce droit c'est exercer la tyrannie la plus odieuse.

FS dérange et dans le totalitarisme toute voix qui éclaire, qui dénonce, qui critique, qui s'exprime, qui enquête, qui publie, qui éveille, qui informe, qui révèle, qui dévoile, qui écrit au nom de la Liberté et la Vérité doit être anéanti, supprimer, calomnier, condamner.

C'est ça le visage et la réalité du totalitarisme.

Nous y sommes !

3 - Soutien total ;

Quelque part cette curieuse annonce de retrait d'agrément, qui n'a pas encore été délivrée par voie officielle est exactement la preuve du bienfondé des reproches faits par France Soir à l'organisation actuelle de l'information en France. Cette décision, si elle s'avère confirmée est la preuve de la corruption d'un système qui a totalement oublié son rôle de "*mission d'information*" et qui préfère interdire plutôt que d'informer.

A une époque où l'on veut nous imposer un "*ministère de la Vérité*" avec les assises imposées par Mme Sonia Backès, il est d'autant plus important de pouvoir avoir accès à des opinions divergentes, de laisser se faire des débats démocratiques , autant sur le plan politique ou économique que sur le plan sanitaire , car aucune de ces matières ne sont des sciences exactes . C'est le seul moyen d'empêcher l'instauration d'un régime totalitaire qui est très nettement en train de se profiler dans notre pays.

Alors si nous voulons protéger notre liberté d'expression, notre démocratie, le futur de nos descendants, nos libertés et les leurs, continuons à soutenir ces médias qui osent avoir une expression et des idées non conformes à la doxa gouvernementale et médiatique en vigueur.

Merci à France Soir et à Xavier.

4 - À partir du moment où nous n'avons plus de presse libre, tout peut arriver. Ce qui permet à une dictature totalitaire ou à toute autre dictature de régner, c'est que les gens ne sont pas informés ; comment pouvez-vous avoir une opinion si vous n'êtes pas informé ? Si tout le monde vous ment en permanence, la conséquence n'est pas que vous croyez les mensonges, mais plutôt que personne ne croit plus rien. Et un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut plus se décider. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez alors faire ce que vous voulez.

5 - Ils font la chasse à tous ceux qui ont dénoncé tous leurs mensonges.

Ils font la chasse à ceux qui montrent et exposent les discours d'avant, puis les discours d'aujourd'hui.

Ils font la chasse à tous ceux qui ont osé tenter de voir ce qu'il y avait derrière.

Les sujets les plus sensibles sont :

-> Les casseroles et crimes de la majorité

-> La politique dite "*sanitaire covid*"

-> La guerre en Ukraine

Les conséquences des choix politiques aujourd'hui ont bien plus d'impact qu'il y a 10 ans. Aujourd'hui, davantage de gens meurent en France, les gens ont froid, les gens ont faim.

Face à une crise inédite, il leur est important de préparer leur politique sans être "dérangés" par les fouineurs. Les français ne doivent pas savoir, ne doivent pas comprendre. Nous devons subir dans le silence et l'incompréhension.

6 - Discours simple, digne, percutant.

Mon soutien était jusqu'alors occasionnel. Je viens de le programmer récurrent à 10e/mois. J'espère être suivi par des milliers de lecteurs. Et s'ils ne sont pas assez nombreux. Je doublerai mon soutien.

Le Diplo puis Mediapart m'ayant déçu, je considère FranceSoir comme le seul et unique média indépendant et honnête.

Continuez, Xavier et vos courageux collègues, et votre audience sera rapidement multipliée par dix.

En complément.

#TwitterFiles : Elon Musk publie des mails internes explosifs de l'entreprise, l'affaire « Hunter Biden » refait surface - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Le journaliste indépendant Matt Taibbi fait des révélations inédites que lui a généreusement données Elon Musk : « *Ce que vous êtes sur le point de lire est le premier volet d'une série, fondée sur des milliers de documents internes obtenus par des sources chez Twitter. Les "Twitter Files" racontent l'histoire de l'intérieur de l'une des plateformes de médias sociaux les plus importantes et les plus influentes du monde. Il s'agit d'un récit à la Frankenstein d'un mécanisme construit par l'homme qui a échappé au contrôle de son concepteur.* »

Pour lire l'article :

<https://lemediaen442.fr/twitterfiles-elon-musk-publie-des-mails-internes-explosifs-de-lentreprise-laffaire-hunter-biden-refait-surface/>

Suite 2 - La grande illusion orchestrée par l'ONU elle-même continue.

J-C – Une double supercherie, parce qu'Israël ne tiendra pas compte de cette résolution et il ne permettra jamais la création d'un Etat palestinien souverain. Ne pas le préciser relève de la désinformation.

L'ONU vote en faveur de la commémoration de la Nakba - Réseau International 3 décembre 2022

Pour la première fois, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution qui permet l'organisation d'une session de haut niveau pour commémorer le 75ème anniversaire de la Nakba.

La résolution de l'ONU appelle à une « *commémoration du 75ème anniversaire de la Nakba* », notamment en organisant un événement de haut niveau dans la salle de l'Assemblée générale » en mai 2023. Elle préconise également la « *diffusion d'archives et de témoignages pertinents* ».

La résolution a reçu 90 voix pour, tandis que 30 pays ont voté contre, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada et la Suède, en plus des États-Unis et d'Israël. 47 pays se sont abstenus de voter.

Il convient de noter que la Mission palestinienne auprès de l'Organisation des Nations unies et le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ont déjà organisé des cérémonies pour commémorer la Nakba dans la salle de l'Assemblée générale, mais c'est la première fois que l'événement sera tenu sur la base d'un mandat de l'Assemblée générale elle-même.

Le représentant palestinien aux Nations unies, Riyad Mansour, a appelé la communauté internationale à soutenir l'adhésion à part entière de la Palestine à l'organisation internationale pour sauver la solution à deux États avant de déclarer : « *Lors d'une session ordinaire de l'Assemblée générale sur la question palestinienne – la communauté internationale doit prendre des mesures décisives maintenant et reconnaître l'État palestinien aux frontières de 1967, avec Qods-Est comme capitale, sans plus tarder.* »

La Nakba (catastrophe en français) est un terme qui symbolise l'expulsion forcée massive en 1948 de plus de 750 000 Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres. Le mouvement sioniste, soutenue par la Grande-Bretagne, a pris le contrôle de la plus grande partie de la Palestine par la force des armes et à annoncer la création du régime factice d'Israël. Réseau International 3 décembre 2022

Quand l'ONU entend relancer son régime de terreur pour 0,0001% de décès dans le monde « *dus* » au Covid-19.

Covid-19 : 90% de la population mondiale présente une forme d'immunité - Paris Match 3 décembre 2022

Au moins 90 % de la population mondiale présente une forme d'immunité contre le Covid-19, a déclaré vendredi le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus, tout en mettant en garde contre la baisse de vigilance.

Le chef de l'OMS a mis en garde contre la tentation d'affirmer prématurément que la phase émergente de la pandémie est terminée. "*Nous n'en sommes pas encore là*", a-t-il souligné.

"*Des lacunes dans la surveillance, les tests, le séquençage et la vaccination continuent à créer les conditions idéales pour l'émergence d'un nouveau variant préoccupant qui pourrait causer une mortalité significative*", a-t-il prévenu.

Selon M. Tedros, plus de 500 sous-variants d'Omicron circulent actuellement, tous très contagieux et présentant des mutations les rendant capables de vaincre plus facilement les barrières immunitaires, bien qu'ils causent des formes moins sévères de la maladie que les variants précédents.

Un total de 6,6 millions de décès ont été rapportés par les pays à l'OMS, tandis que près de 640 millions de cas confirmés ont été enregistrés.

Mais le bilan réel est bien plus lourd, selon l'OMS.

Au cours de la semaine dernière, plus de 8.500 décès dus au Covid-19 ont été enregistrés, "*ce qui n'est pas acceptable après trois ans de pandémie, alors que nous disposons de si nombreux outils pour prévenir les infections et sauver des vies*", a souligné M. Tedros. Paris Match 3 décembre 2022

J-C- Ce qui est « *inacceptable* », c'est que 0,0001% de décès dans le monde justifie encore des mesures qui relèvent de la terreur politique. C'est ainsi qu'ils se discréditent eux-mêmes ou plus personne ne les écoute, donc tous les États ont toutes les peines du monde à poursuivre leur programme. Bravo M. Tedros, continuez, vous et les vôtres on vous aura à l'usure !

Allemagne. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde. « Autopsie » d'un massacre.

Patient décédé suite aux injections à ARNm - Réseau International 3 décembre 2022

Soudain, la télévision mainstream allemande parle « *autopsie* » par Mendelssohn Moses.

Dans le journal *Vaccines* (octobre 2022), le médecin légiste Michael Mörz a publié les résultats de l'autopsie qu'il a conduite à Dresde¹, sur un patient atteint de Parkinson, et mort suite à la 3ème injection des « *vaccins* » à ARNm dits « *anti-Covid* ».

Le patient, Monsieur B. Rosin, était alors âgé de 76 ans ; les autorités de l'hôpital où il est mort avaient refusé l'autopsie – ils ont écrit noir sur blanc que c'était non souhaité alors que la famille n'avait pas été consultée. Aux frais de l'épouse et des enfants, qui avaient des doutes sur la cause de décès, le Dr. Mörz a alors autopsié le patient, et a découvert des foyers infectieux dans le cerveau avec destruction des cellules, une myocardite, et une inflammation du système vasculaire. Le médecin légiste est certain de la présence dans ces tissus de la protéine Spike (présence non due à SARS-COV-2), et du rôle de la « *vaccination* » comme, au minimum, un facteur majeur contribuant au décès.

En raison du refus de l'Institut de pathologie local (Institut Georg Schmorl) de donner des interviews à la presse, le Dr. Mörz est allé personnellement aux studios de télévision allemande Mitteldeutscher Rundfunk (MDR)², et a expliqué ce qu'il a vu. Deux autres pathologistes allemands réputés ont également accepté de parler à MDR, pour insister sur l'absolue nécessité de conduire des autopsies sur les personnes mortes suite à ces « *vaccins* ». Quant aux responsables du Paul-Ehrlich Institut, l'agence allemande en théorie responsable de la surveillance des produits médicamenteux, elles ne voient aucun signal d'alerte qui devrait pousser à autopsier, en dépit de nombreux avertissements de médecins légistes tels les Docteurs Burkhardt, Schirmacher etc.

Sur YouTube, en 3 jours le vidéo du Dr. Mörz sur la chaîne MDR atteint près de 700 000 vues, sans parler des spectateurs en direct et en différé sur la chaîne³.

1 - <https://www.mdpi.com/2076-393X/10/10/1651>

2 - <https://www.youtube.com/watch?v=jxD9OHKbvXo>

3 - Voir aussi :

- <https://www.youtube.com/watch?v=QNhfILpDyg4>
- <https://exxpress.at/kritische-aerzte-fordern-mehr-obduktionen-fuer-mehr-gewissheit>
- <https://www.wochenblick.at/10-punkte-plan-zum-corona-ausstieg-so-wollen-bhakdi-co-den-pandemie-wahnsinn-beenden>

Ils osent tout. Encore une monstrueuse épidémie inventée. Quand est-ce qu'on les « abat » ?

J-C – Souvenez-vous qu'ils veulent nous obliger à ne plus manger de viande, pas même du poulet. Avant-hier ils avaient réhabilité les œufs, sauf qu'au même moment ils jettent leur dévolu sur les poules pondeuses. Ils ne vantaient pas pour des prunes le régime alimentaire végétalien excluant tous les aliments qui proviennent du règne végétal, donc y compris les œufs.

Le véganisme s'inscrivait dans la même logique. On est en présence de dangereux extrémistes, ce qu'on n'a semble-t-il pas encore intégré, hélas !

Parfois on se frotte les yeux, on se dit que ce n'est pas vrai, on rêve, ils ne vont pas nous imposer un truc pareil, c'est une information à la con... Mais non, ils sont très sérieux, ils en sont capables, en tout cas ils se démènent pour y arriver, la preuve.

Les États-Unis subissent la pire vague de grippe aviaire de leur histoire - Courrier International 2 décembre 2022

« *Les États-Unis traversent une crise aviaire sans précédent, avec un virus de la grippe très contagieux, qui a déjà décimé 52,7 millions de volailles* », rapporte la National Public Radio (NPR). Le réseau public de radiodiffusion décrit une épizootie ayant frappé 46 États donnant lieu à « *l'épidémie de grippe aviaire la plus meurtrière de l'histoire des États-Unis* ».

Démarrée en février avec la détection des premiers cas du virus H5N1, cette vague est plus importante que celle enregistrée en 2014-2015, qui avait causé la mort de 50 millions de volailles. Surtout, le titre remarque que « *l'épidémie actuelle a duré tout l'été et a repris de plus belle* », contrairement à la précédente, qui n'avait duré que le temps de l'hiver. « *J'espère que cette situation ne va pas se reproduire chaque année* », déclare pour la NPR Richard Webby, virologue et directeur du centre de recherche sur les pathologies aviaires de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Autre différence majeure par rapport aux précédentes flambées, la transmission semble être l'œuvre d'oiseaux sauvages et non de contacts entre animaux de différents élevages.

Également interrogée par le titre, la professeure à l'université d'État d'Oklahoma Amy Hagerman précise que les volailles pondeuses semblent plus touchées que celles destinées à la consommation. Si les approvisionnements alimentaires ne sont pas directement menacés, « *le prix des œufs aux États-Unis risque de flamber, même s'il n'y a que quelques élevages qui doivent envoyer leurs poules à l'abattoir* ». La maladie peut avoir des conséquences catastrophiques, surtout dans les grands complexes généralement forts de plus de 1 million de poules pondeuses.

Dans ce contexte, difficile d'envisager d'autres solutions que l'abattage. La vaccination apparaît comme une entreprise des plus compliquées : deux doses à administrer en fonction du moment de la ponte et le difficile traçage de l'épidémie. Courrier International 2 décembre 2022

France. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde tout le temps. Macron carbonisé.

Yves Bréchet accuse Macron : “L’abandon du programme Astrid restera comme un modèle de stupidité ou de cynisme” - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

M. Yves Bréchet, ancien haut-commissaire à l'Énergie atomique et membre de l'Académie, était auditionné le 29 novembre 2022 à la Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France.

Lors de son intervention, l’auteur de plus de 600 publications et coauteur de nombreux rapports d’expertise n’a pas mâché ses mots pour accuser le président Macron d’avoir abandonné le programme Astrid : « *L’électricité générée par le nucléaire est essentiellement décarbonée dans une optique de lutte contre le réchauffement climatique. Il est absurde de dépenser des milliards pour décarboner une électricité déjà décarbonée. [...] cette filière à neutrons rapides où la France a été pionnière, vient d’être abandonnée en 2018 par une décision à courte vue qui restera dans l’histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme.* »

« *L’État français peine à assumer ce qui est un atout, qui lui donne une électricité à 90 % décarbonée. Il vient de prendre en 2020, une décision lourde de conséquences en abandonnant la filière à neutrons rapides. Au moment même où de grands États impliqués dans le nucléaire comme la Russie ou la Chine, et maintenant les États-Unis, accélèrent leur développement, cette décision, faisant suite à une série de renoncements concernant le parc électronucléaire, est emblématique de la disparition de l’État stratège en matière énergétique et de la transition d’un État stratège vers un État bavard. Elle est aussi révélatrice d’une désinformation continue concernant cette filière. Désinformation acceptée par l’État quand elle n’est pas organisée par lui. Plusieurs points demandent à être fermement réaffirmés concernant l’énergie nucléaire.*

L’électricité générée par le nucléaire est essentiellement décarbonée dans une optique de lutte contre le réchauffement climatique. Il est absurde de dépenser des milliards pour décarboner une électricité déjà décarbonée. Le démantèlement des centrales est une technologie maîtrisée, mais elle ne créera pas des emplois à la mesure de ceux que la fermeture des centrales à supprimer. Le fonctionnement des centrales est sûr et la létalité de l’énergie nucléaire est faible devant celle des autres sources d’électricité, en particulier de toutes les sources fossiles. La gestion des déchets est garantie par la technologie de vitrification couplée au coût de stockage géologique profond. Deux technologies sur lesquelles la France a une avance reconnue. La question des ressources en uranium est résolue par la technologie des neutrons rapides et de la fermeture du cycle, qui permettent à la fois d’utiliser de l’uranium appauvri et de maintenir le bilan au plutonium. Et enfin, cette filière à neutrons rapides où la France a été pionnière, vient d’être abandonnée en 2018 par une décision à courte vue qui restera dans l’histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme. »
lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Etats-Unis. Ils ne pourront pas faire taire tout le monde tout le temps. En phase de « dé-transition ».

L’ancien transgenre de la Navy SEAL, Chris Beck, annonce sa dé-transition et dénonce la propagande sur les enfants - lemediaen442.fr 3 décembre 2022

L’ancien militaire de l’US Navy SEAL Chris Beck avait attiré l’attention du public après son coming-out de femme trans — en tant que Kristin Beck — dans une interview avec Anderson Cooper sur CNN en 2013. Or, dans une interview du jeudi 1er décembre 2022, avec le

commentateur politique Robby Starbuck, il a annoncé, qu'il opérait une « *dé-transition* », afin de redevenir un homme.

Il a pris cette décision après avoir réalisé qu'il était « *endoctriné* » et « *utilisé* » par beaucoup de gens, a rapporté la Daily Caller News Foundation. Au cours de la conversation de deux heures, Beck a expliqué que les médias l'utilisaient pour promouvoir l'idéologie transgenre et a mis en garde les dangers de la transition contre des enfants. « *Vous avez tous les médias, les psychologues, tout le monde veut convertir ces enfants en transgenres.* »

Selon l'ancien de la Navy SEAL, qui a servi vingt ans dans des équipes d'opérations spéciales, sa transition a été due à un psychologue qui lui avait affirmé qu'il était transgenre après une seule séance d'une heure. Cette même psychologue, Anne Speckhard, a ensuite manipulé Chris Beck pour qu'il coécrive un livre : « *J'ai été exploité. J'ai fait de la propagande. J'ai été utilisé par beaucoup de gens qui savaient bien au-delà de moi qu'ils savaient ce qu'ils faisaient.* »

Beck a déclaré qu'à mi-chemin de l'écriture de Warrior Princess avec Speckhard, il avait ressenti des doutes et demandé qu'il ne soit pas publié. Le livre coécrit aurait été publié sans sa permission. Après la publication, il a été submergé par l'attention des médias. Anderson Cooper de CNN l'a interviewé sur son parcours de transition. Beck affirme à présent que le média l'a « *utilisé* » et « *a détruit sa vie* ».

L'ancien de la Navy SEAL a expliqué que s'exprimer contre le mouvement transgenre, qu'il a qualifié de « *secte* » à plusieurs reprises tout au long de l'interview, mènerait à son exclusion : « *S'ils pensent que leur récit est si sacré que vous ne pouvez même pas le contester, dès que vous dites quelque chose, vous êtes éliminé. Vous êtes excommunié. Vous êtes un nazi.* »

L'homme de 56 ans a expliqué les dangers de « *l'acceptation automatique* », des enfants auto-diagnostiqués transgenres par les professionnels de la santé. Il a ajouté que les médecins devraient exiger « *un nombre minimum de séances* » avant d'autoriser les enfants à subir un traitement hormonal ou des chirurgies mutilant le sexe qui changeront leur vie. « *Il y a beaucoup de complications avec ces chirurgies. Et c'est une partie dont ils ne parlent pas vraiment. [...] Je ne veux pas que cela continue, et je ne veux pas que ces enfants souffrent* », a déclaré Beck. lemediaen442.fr 3 décembre 2022

Dossier guerre de l'OTANazie contre la Russie

Citoyens russes comparés à des «cafards» et des «rats» sur LCI : un journaliste assume puis nuance - RT 2 décembre 2022

Durant la diffusion en direct de l'émission Brunet, Hammett & Cie du 29 novembre, une confusion s'est installée sur le plateau de LCI face à une succession d'appels à la haine contre la société russe, émanant de l'intervenante Alla Poedie, Ukrainienne arrivée en France dans les années 1990. RT 2 décembre 2022

Interview de Marianna Vychemirskaya – Il n’y a pas eu de frappe aérienne à la maternité n°3 de Marioupol - Réseau International 3 décembre 2022

Marianna Vychemirskaya, la fameuse jeune femme dont la photographie a été utilisée pour illustrer une prétendue frappe aérienne russe sur la maternité n°3 de Marioupol a donné une longue interview au journaliste Johnny Miller de Press TV. Avec son autorisation j’ai traduit en français cette interview, où Marianna explique ce qui s’est réellement passé le 9 mars 2022.

Cette interview est intéressante à plus d’un titre. Tout d’abord, Marianna confirme dans cette entrevue ce qu’elle a dit lors de la première interview qu’elle a accordée une fois arrivée à Donetsk, fin mars 2022, à savoir qu’il n’y a pas eu de frappe aérienne russe sur la maternité n°3 de Marioupol où elle se trouvait. Il y a eu une explosion à l’extérieur du bâtiment, qui a soufflé les vitres et les murs en placo-plâtre, mais aucun bruit d’avion ni avant, ni après.

Elle confirme aussi que les soldats ukrainiens s’étaient installés dans l’hôpital où se trouvait la maternité, transformant de fait le bâtiment en cible militaire. Son témoignage est confirmé par deux autres témoignages, celui de Nikolai, filmé après son évacuation de la ville, et une autre jeune femme, Viktoria, interviewée à Marioupol même (voir vidéo ci-dessous).

Pour lire l’article en entier et voir les photos :

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/12/03/interview-de-marianna-vychemirskaya-il-ny-a-pas-eu-de-frappe-aerienne-a-la-maternite-n3-de-marioupol/?utm_campaign=shareaholic&utm_medium=email_this&utm_source=email

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 7 décembre 2022.

Dans la précédente causerie, j'ai oublié de mentionner en conclusion du passage sur les médias, que le nombre de personnes qui se connectaient régulièrement à des blogs alternatifs pour s'informer sur l'actualité politique, étaient ridiculement faibles, peut-être compris entre 10 et 50.000 personnes, sur 50 millions, cela donne entre 0,02 et 0,1%, même en doublant ou triplant ces chiffres on arriverait encore à un résultat particulièrement insignifiant.

Si on ajoute à cela, que ces personnes manifestent peu d'enthousiasme envers les blogs auxquels ils se connectent, vous avez réuni les ingrédients d'une déprime générale, qui confirme le peu d'intérêt que témoignent les masses envers leur propre destin, hélas ! On peut mesurer cela au nombre de lecteurs qui leur envoient des commentaires de qualité. Et si on soustrait les messages à caractère conformiste ou qui confirment la subordination de leurs auteurs au régime, l'immense majorité des commentaires proviennent de membre des classes moyennes ou de retraités nantis, là on frôle la barre du zéro !

Voilà qui ne devrait pas contribuer à relever le moral de mes lecteurs, j'en suis désolé, mais on n'est pas là pour se raconter des histoires ou se faire plaisir, n'est-ce pas ?

J'ai aussi poussé la provocation un peu loin dans la même causerie en me moquant des mauvais coups portés aux masses par Macron. J'avais bien à l'esprit qu'elles n'avaient pas les moyens politiques de s'y opposer, ce qui a pu être mal interprété ou passer pour du cynisme, je m'en excuse, alors qu'en réalité j'ai surtout voulu privilégier le fait que c'était le seul moyen pour qu'elles se radicalisent et se retournent contre le régime.

De la même manière, quand je critique un mouvement social, qu'on ne se méprenne pas, je ne vise pas les revendications légitimes des travailleurs, mais l'orientation politique opportuniste dans laquelle les syndicalistes les enferment.

Dans mon bloc-notes ou ma boîte à réflexion.

Rien ne se crée, ni ne se perd, tout se transforme.

Quelle devait être la nature de leur nouvel ordre mondial ? Quand on observe les différentes étapes qui devaient y conduire au cours des deux dernières décennies, on arrive au constat ou à la conclusion qu'ils recourent pratiquement sans interruption à une suite de coups d'Etat d'une violence extrême.

Ceux qui se prennent pour les maîtres du monde sont en guerre contre tout ce qui échappe encore à leur contrôle, le climat, la nature, les virus, etc. et bien entendu tous les Etats ou concurrents qui refusent d'intégrer leur stratégie mondialiste au détriment de leur indépendance, de leur souveraineté, de leurs intérêts, de leur histoire, de leur culture, de leur identité, bref de leur existence tout simplement.

Bien qu'imparfait ou présentant encore de graves lacunes puisque soumis au capitalisme, le progrès économique et social, les valeurs que les hommes se sont forgés au fil des millénaires jusqu'à nos jours pour s'élever au-dessus de l'état de sauvagerie, les connaissances que les hommes ont acquises et perfectionnées, tous les peuples sont leurs ennemis.

C'est ainsi qu'ils mènent leur lutte de classe contre les peuples exploités et les opprimés du monde entier sans exception pour conserver leurs privilèges ou richesses, leur hégémonies ou leur pouvoir, refusant à l'humanité son émancipation du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, de mettre un terme au règne de la nécessité au profit de celui de la liberté.

Qu'ont-ils réellement en tête ?

Ils ont estimé que les conditions économiques qui leur avaient permis d'accroître leur pouvoir dans des proportions démesurées tout au long du XXe siècle ou au cours du développement du capitalisme, étaient devenues nuisibles à leur survie, dans la mesure où la satisfaction des besoins de 8 milliards d'hommes mettaient en péril l'équilibre fragile sur lequel repose la planète, ou qu'il n'était plus possible d'envisager de maintenir un tel niveau d'exploitation des ressources de la planète sans les épuiser rapidement, et mettre du même coup en danger leur propre existence. Il fallait donc trouver un moyen de réduire drastiquement ces besoins ou la consommation de la population dans pratiquement tous les secteurs économiques, d'où l'accent mis sur l'énergie qui conditionne le développement économique.

Comment la population les perçoit-elle ?

Quand il s'agit d'aborder les événements importants qui ont contribué à façonner le monde dans lequel nous vivons depuis deux décennies ou qui ont influencé l'orientation de la situation mondiale, il y en a qui y voient une suite d'erreurs commises par des dirigeants peut-être mal conseillés ou entourés, mal préparés ou pas à la hauteur de leur tâche, pas à leur place, trop jeunes ou trop vieux, mais ô combien pleins de bonne volonté ou animés de bonnes intentions envers les peuples.

Sinon, ils invoquent la fatalité, le hasard, la faute à pas de chance, des décisions prises trop hâtivement, improvisées, imposées de l'extérieur dans un contexte particulièrement difficile... Bref, ils sont prêts à leur inventer toute sorte de circonstances atténuantes ou on devrait même les plaindre au lieu de les blâmer d'être les otages d'une idéologie et d'intérêts qu'ils représentent malgré eux ou d'être d'innocentes victimes d'événements qui les dépassent, car ils ne sont pas si mauvais qu'on veut bien le dire les malheureux, sans parler que personne ne ferait mieux à leur place.

La plupart des gens sont prêts à entendre ou accepter n'importe quelle explication, du moment qu'on ne remet pas en cause l'existence du capitalisme (et ses institutions) ou les médiocres conditions d'existence dont ils se contentent en règle générale, capitalisme dont finalement la survie a déterminé tous ces événements, qui n'auraient pas pu avoir lieu sans la participation et le consentement d'un ensemble d'acteurs, et rien d'autres.

Pendant 20 ans l'oligarchie financière anglo-saxonne va tester à l'échelle mondiale son gigantesque pouvoir politique, la pénétration de son idéologie à tous les niveaux de la société, sa capacité à orienter la situation sur le plan économique, médiatique, scientifique, culturel, sa suprématie sur l'ensemble des acteurs et institutions politiques, en réalisant un ensemble de coups d'Etat dont les conséquences seront destinées à être planétaires, en commençant par un faux attentat terroriste, puis en provoquant la faillite d'une grande banque, pour ensuite enclencher successivement deux

immenses opérations reposant sur des dénis scientifiques qui se combineront parfaitement, pour finir par une provocation militaire débouchant sur une nouvelle guerre visant ses deux principaux rivaux, alliés ou ennemis selon les circonstances

Leur démocratie : la guerre perpétuelle.

Ils la fomentent, la programment, s'y préparent, pour qu'elle soit légitime, acceptée ou populaire, il leur faut un mobil, ils vont le fabriquer ou l'imaginer, leurs vassaux, les médias et leurs réseaux sociaux s'en feront les relais. Puis la guerre leur servira de prétexte pour appliquer tranquillement la suite de leur plan ou leurs objectifs politiques après avoir atteint partiellement ceux économiques.

Les principaux acteurs ayant participé à l'instauration du totalitarisme.

Les banquiers anglo-saxons les plus riches et puissants
Le complexe militaro-industriel
Les GAFAM
Les trusts pharmaceutiques
Les chefs d'Etat de tous les pays du monde à des degrés divers
La totalité des institutions financières ou politiques internationales
L'ensemble des institutions nationales des différents pays
La quasi-totalité des médias officiels
La quasi-totalité des classes moyennes.
La totalité du mouvement ouvrier

11 septembre 2001, « l'effroyable imposture. »

Le prétexte à la guerre au terrorisme mondial contre tous les peuples par l'impérialisme américain et ses alliés ou vassaux, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, etc. y compris le peuple américain avec l'avènement du Patriot Act légalisant la surveillance généralisée de la population.

10 ans après la disparition de l'URSS, la superpuissance américaine entend dicter sa loi à tous les Etats de la planète. Aucun chef d'Etat hormis Chavez n'osera dénoncer l'imposte du 11/9, tous feront acte de vassalité.

15 septembre 2008, la mise en faillite de Lehman Brothers.

L'interprétation destinée au public ou aux naïfs :

- Les circonstances qui ont provoqué le 15 septembre 2008, la chute de Lehman Brothers sont nombreuses, mais jamais Richard Fuld, son CEO, n'a cru que le Trésor américain, à la tête duquel se trouvait l'ancien patron de Goldman Sachs et un des « parrains » de Wall Street, le lâcherait. Contrairement à une perception erronée, ce sont les Républicains qui étaient au pouvoir et ne voulaient plus d'un sauvetage des banques. Comme cette crise avait été provoquée par la mauvaise gestion des banques et non par des facteurs extérieurs, il fallait envoyer un message clair: l'argent des contribuables n'est pas au service des institutions financières. Il fallait une leçon grandeur nature pour comprendre ce qu'une telle faillite signifie au niveau mondial et mettre une limite au chantage des banquiers. lemonde.fr 14 septembre 2013

Quels sont les biais dans cette interprétation ?

Le CEO de Lehman Brothers, Richard Fuld, savait que le sort de la quatrième banque d'investissement américaine ne dépendait pas de l'ancien patron de Goldman Sachs qui était à la tête du Trésor américain, mais plutôt du cartel des banquiers les plus riches et puissants des Etats-Unis qui allaient récupérer les actifs de Lehman Brothers et empocher ou se partager dans la foulée les dizaines de milliers de milliards de dollars que la Fed allaient fabriquer au cours des années et de la décennie suivante sur la base d'un prétexte pour une fois avéré, éviter un effondrement de la finance et de l'économie mondiale.

L'explication de "*la mauvaise gestion des banques*" ne tient pas, puisque toutes les grandes banques ou institutions financières avaient recouru aux mêmes pratiques véreuses ou mafieuses, et s'ils y ont recouru, c'est justement parce qu'elles leur étaient imposées par "*des facteurs extérieurs*" qu'ils ne pouvaient pas maîtriser, telles par exemple les conditions frauduleuses dans lesquelles ils avaient accordé des prêts immobiliers ou consenti des prêts hypothécaires à des millions d'Américains, dont les revenus allaient s'avérer insuffisants pour les rembourser pour peu que les taux d'intérêt et l'inflation augmentent, ils allaient se retrouver surendettés et insolvables

Autrement dit, parce que la crise du capitalisme ne permettait plus à la majorité des Américains d'accéder à la propriété ou de devenir propriétaire de leur habitation en recourant à un crédit à long terme, c'est bien un facteur extérieur à la gestion des banques qui fut à l'origine de la faillite de Lehman Brothers, la faillite en somme du capitalisme, ce qui ne figurera jamais dans un article publié par un média mainstream ou dans la bouche d'un banquier, chacun aura compris pourquoi.

En 2013, soit 5 ans plus tard, s'ils le disent :

Le Monde - Que ce soit la baleine de Londres chez JP Morgan, la chute de MF Global et surtout la manipulation du taux du LIBOR ou les délits d'initiés, nous avons continué à assister à un ensemble d'infractions que les régulateurs n'ont pu prévenir. (Rectificatif : que les régulateurs n'ont **voulu** prévenir. – J-C)

Le bilan des grandes banques mondiales continue à contenir deux fois plus d'actifs financiers que de prêts à l'économie. lemonde.fr 14 septembre 2013

2009. L'instrumentalisation du climat et l'imposture du réchauffement de nature anthropique.

2009, l'ONU rédige un rapport en faveur d'un Green New Deal mondial sur la base des rapports du GIEC.

9 ans plus tard, ils estiment que les conditions sont mûres pour lancer leur offensive ou mystification mondiale sur ce thème.

2018, la représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez en a fait son cheval de bataille plaidant pour que les États-Unis passent d'ici à 2030 à un réseau électrique fonctionnant à 100 % grâce aux énergies renouvelables, pour ainsi mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles.

4 ans plus tard, ils s'en serviront pour justifier leur dictature énergétique qui se traduira par une explosion des tarifs de l'électricité et du gaz, dont l'augmentation avait commencé dès 2019 avec une augmentation du tarif de l'électricité de 10% dans l'année, donc 3 ans avant la guerre en Ukraine, qui ne sera qu'un faux prétexte comme d'habitude. Simultanément ils arrêteront plus d'une dizaine de centrales nucléaires pour cause de maintenance, alors qu'ils auraient pu étaler dans le

temps cet entretien, et ils allaient décréter un embargo sur le gaz provenant de Russie qui devait non seulement entraîner une hausse vertigineuse du tarif du gaz mais aussi de l'électricité, ils prévoient une hausse de 15% du tarif de l'électricité en 2023 (pour les particuliers).

Source :

<https://www.hellowatt.fr/contrat-electricite/evolution-prix-electricite>

<https://www.kelwatt.fr/prix/augmentation-electricite>

2020. Manipulation d'un vulgaire virus fabriqué et séquestration de la population mondiale.

Le 18 octobre 2019 eut lieu à New York un exercice de simulation d'une pandémie de coronavirus organisé par l'université John Hopkins aux États-Unis, en collaboration avec le Forum économique mondial, la Fondation Bill Gates, la Banque mondiale, d'autres représentants de trusts pharmaceutiques, de la finance mondiale, de l'armée américaine, des médias, etc.

Depuis de nombreux témoignages sont venus corroborer la thèse que le Sars-CoV-2 aurait été présent en Chine à la même époque, ce que les organisateurs de cette simulation savaient pertinemment. Le même cas de figure s'était produit le 11 septembre 2001, lorsque le jour même le Pentagone avait simulé une attaque terroriste du même genre sur les États-Unis. Mieux encore, la version officielle comportait tellement de contradictions et de si nombreuses questions demeurent sans réponses, qu'il était évident qu'elle était frauduleuse, conclusion à laquelle des milliers de scientifiques et médecins dans le monde sont également parvenus à propos du récit officiel sur la pandémie de covid-19.

Dans la causerie du 6 novembre 2021 :

Covid-19, petit rappel de dates clefs :

Afin de mieux comprendre le cheminement des événements, on peut citer les dates-clefs ci-dessous:

1. 2010 : rapport Rockefeller sur le « *Lock Step* » (L'étape du confinement) ;
2. 2015 : le laboratoire de Pirbright dépose une demande de brevet pour un coronavirus qu'il a développé à partir du SRAS à des fins commerciales et thérapeutiques. Brevet obtenu en novembre 2018. Le laboratoire Pirbright est co-financé par Bill Gates ;
3. Août 2019 : aux États-Unis, on note une vague de pneumonies (soupçon de coronavirus) ;
4. Autour du 8 août 2019 : fermeture du laboratoire de l'armée américaine, Fort Detrick, en raison de problèmes de sécurité ;
5. Septembre 2019 : à Hawaï, infection de citoyens japonais qui n'avaient pas été en Chine ;
6. Du 18 au 27 octobre 2019 : Jeux militaires mondiaux à Wuhan (Chine). Cinq athlètes étrangers ont été hospitalisés pour une infection indéterminée ;
7. 18 octobre : « *Event 201* » à New York, parrainé par le Centre de santé publique John Hopkins, la Fondation Bill et Melinda Gates et le Forum économique mondial. Un des objectifs de cet événement était une simulation informatique d'une pandémie de Coronavirus. Scénario Lock Step ;

8. Novembre 2019 : un rapport d'ABC News dit qu'une filiale du Pentagone mettait en garde dès novembre 2019 contre une nouvelle contagion virulente à Wuhan. Selon les analystes, il pourrait s'agir d'un événement cataclysmique. Informations communiquées à la Defense Intelligence Agency, aux chefs d'État-major des armées du Pentagone et à la Maison-Blanche ;
9. Novembre 2019 : les renseignements israéliens sont avertis par les renseignements américains d'une pandémie potentiellement catastrophique à Wuhan. Les renseignements israéliens confirment;
10. Novembre 2019 : les alliés de l'OTAN sont également informés de la situation ;
11. Le 26 décembre 2019, le coronavirus est détecté à Wuhan ;
12. 30 décembre 2019 : communication de la nouvelle maladie à l'OMS ;
13. 3 janvier 2020 : le chef du CDC américain, Robert Redfield, a appelé le haut responsable chinois du CDC ;
14. 8 janvier 2020 : il a été déterminé qu'il s'agissait du Covid-19 ;
15. Mike Pompeo déclare en public que le Covid-19 est un « *exercice en live* » ;
16. Septembre 2021 : le collectif Drastic (collectif de scientifiques indépendants travaillant sur les origines du Covid-19) a mis en ligne des documents selon lesquels l'ONG EcoHealth Alliance aurait soumis en 2018 à l'armée américaine un projet consistant à créer un virus SARSCoV chimérique, à partir de coronavirus de chauves-souris.

Source :

Origines du Covid-19: rappel des dates clefs et rapport sur les laboratoires biologiques américains
Par Anne Philippe – Mondialisation.ca 5 novembre 2021

2022. Enfin la Russie déclenche la guerre contre l'Ukraine placée sous tutelle de l'OTAN.

Je n'ai plus le temps de rechercher les évènements marquant auxquels fut associée l'OTAN, qui depuis le début 1991 jusqu'en février 2022 contribuèrent à harceler et menacer la souveraineté et l'intégrité de la Russie, tant la liste est aussi longue et convaincante que celle sur le covid-19.

Les lecteurs sont censés connaître les circonstances dans lesquelles la Russie a été amenée à lancer son "*opération militaire spéciale*" pour dénazifier l'Ukraine, s'opposer à son entrée dans l'OTAN et lui interdire de se doter d'armes nucléaires. Cette guerre était prévisible depuis la dislocation de l'URSS et du Pacte de Varsovie au début des années 90, dès lors que les Américains allaient afficher leur intention à terme de démembrer la Russie, la faire disparaître ni plus ni moins, avant que ce soit au tour de la Chine.

La réaction russe était donc connue du Deep State, des Straussiens, des néoconservateurs, du Pentagone, ainsi que les conséquences qui allaient en découler pour l'économie mondiale, les répercussions en termes d'approvisionnement en matières premières à la même échelle également... Aucun des acteurs ou protagonistes ne l'ignorait, la seule chose qu'ils ne savaient pas ou ne pouvaient par prévoir, c'est à quel rythme cette guerre allait se dérouler et comment les différents chefs Etats dans le monde allaient réagir au fil du temps, leur réaction étant tributaire de la manière

dont leur pays serait impacté sur le plan économique, social et politique, sachant qu'ils seraient harcelés et menacés par les Américains et leurs vassaux européens s'ils se rangeaient au côté de la Russie, mais qu'ils y gagneraient en stabilité et en sécurité en concluant des accords avantageux avec les Russes, tout dépendrait en dernière analyse s'ils privilégiaient la souveraineté et l'indépendance de leur pays, leur développement, ou s'ils étaient trop corrompus et chiasseux pour résister à l'offre américaine.

Le tout fut piloté par une poignée d'actionnaires, derrière lesquels se cachait un gang mafieux et criminel composé seulement de quelques oligarques multimilliardaires au pouvoir tentaculaire.

Chaque fois de 2001 à 2020, ils testèrent leurs différents pouvoirs pour s'assurer que les conditions étaient réunies pour lancer leur *Great Reset* qui inclut la dictature énergétique, sanitaire, numérique et transhumaniste ou eugéniste.

Triste et pitoyable record.

Coupe du monde : France-Pologne offre un record d'audience à TF1 - Le HuffPost 6 décembre 2022

Grâce aux Bleus, TF1 a enregistré un pic à plus de 17 millions de téléspectateurs. Et la meilleure audience de l'année 2022 à la télévision française. Le HuffPost 6 décembre 2022

En famille. Alors que le gouvernement soutient les néonazis ukrainiens.

Un député LFI demande au gouvernement de "dénazifier l'espace public" - BFMTV 6 décembre 2022

J-C – Quels populistes ! Ils ne savent pas quoi inventer pour légitimer le gouvernement.

En famille. Elles sont toutes ministres de Macron !

Énergies renouvelables : la majorité mise sur la gauche pour faire passer son projet de loi - Europe1 6 décembre 2022

À l'Assemblée nationale, à l'ouverture des débats ce lundi sur les énergies renouvelables, la majorité met le cap à gauche pour faire passer son texte. Europe1 6 décembre 2022

Loi sur les énergies renouvelables: "Nous avons obtenu des avancées", assure Sandrine Rousseau (EELV) - BFMTV 6 décembre 2022

Clémence Guetté (LFI) : « Garantissons l'emploi et la souveraineté des filières industrielles renouvelables. » - Journal du Dimanche 6 décembre 2022

Clémence Guetté - La France est le seul pays de l'Union européenne qui n'atteint pas ses objectifs en matière d'énergies renouvelables (EnR). Pourtant, l'urgence climatique et la crise internationale de l'énergie nous montrent l'urgence de développer massivement toutes les sources d'énergies renouvelables pour conquérir notre souveraineté énergétique. (Elle oublie de préciser ou elle feint d'ignorer que la France l'avait acquise antérieurement. Tout son discours est frauduleux. – J-C)

L'urgence est de garantir l'emploi et la souveraineté stratégique pour les filières industrielles renouvelables. Les solutions sont sur la table, le gouvernement doit être à la hauteur de l'enjeu. Journal du Dimanche 6 décembre 2022

A droite toute !

Duel Ciotti - Retailleau : Les Républicains à droite toute - Le HuffPost 5 décembre 2022

Deux nuances de droite (très) affirmées. Éric Ciotti, le député des Alpes-Maritimes, souvent donné comme favori de la compétition, est arrivé en tête du premier acte de la course à la présidence des Républicains ce dimanche 4 décembre. Il affrontera Bruno Retailleau, le sénateur vendéen, dans une semaine, pour un second tour crucial pour l'avenir du mouvement.

Dans le détail, l'ancien candidat à la primaire recueille 42,7 % des voix qui se sont exprimées ce week-end parmi les adhérents, quand son poursuivant en totalise 34,4 %. Le député du Lot Aurélien Pradié, le troisième homme de cette élection et potentiel faiseur de roi de ce nouveau duel, plafonne lui à 22,2 %. Représentant d'un courant « populaire » aux préoccupations sociales, il est éliminé ce dimanche soir.

Restent donc, dans la compétition, deux visions d'une droite dure, forte ou revendiquée, selon les différents adjectifs et les arguments répétés par les candidats à l'issue du premier tour, rue de Vaugirard, dans le sillage d'une campagne où tous les prétendants n'ont cessé de durcir le ton, soucieux de marquer leur différence avec la macronie, un des enjeux du scrutin interne. Le HuffPost 5 décembre 2022

A l'extrême droite toute !

Louis Aliot fait entrer le Rassemblement national au Conseil départemental des Pyrénées-Orientales - BFMTV 5 décembre 2022

Le maire de Perpignan Louis Aliot a remporté dimanche l'élection départementale partielle dans le canton de Perpignan-Canohès avec 53,53% des suffrages exprimés, devenant le premier conseiller départemental RN des Pyrénées-Orientales.

Au deuxième tour de cette élection, Louis Aliot et sa binôme Carla Muti, conseillère municipale à Canohès, ont battu le duo divers droite de Jean-Louis Chambon et Florence Micolau (46,47%). La participation n'a atteint que 23,98% des inscrits.

Louis Aliot s'est dit "*satisfait du résultat*", tout en ajoutant: "*Maintenant il faut quand même raison garder. Il y a une très faible participation*". (Le candidat d'extrême droite a donc été élu en obtenant 12,83% des voix des électeurs inscrits. – J-C)

Au premier tour, le 27 novembre dernier, la participation avait atteint 21,63%. Avec 44,07% des suffrages exprimés, Louis Aliot et Carla Muti avaient déjà devancé Jean-Louis Chambon et Florence Micolau (27,63%).

Avec 26,36% des voix, le conseiller départemental sortant, Mathias Blanc (PS), avait été éliminé, avant d'appeler "*à voter Chambon pour faire battre Aliot*". BFMTV 5 décembre 2022

Dictature climatique et énergétique. La stratégie du chaos et de la peur.

Ascenseurs, digicodes... Ces équipements du quotidien qui pourraient être à l'arrêt en cas de coupure - BFMTV 5 décembre 2022

Le gouvernement l'a confirmé, des coupures de courant sont envisagées cet hiver au cas où le réseau électrique serait sous tension. Ces arrêts temporaires, locaux et planifiés à l'avance ne doivent pas bouleverser le quotidien des Français. Il faudra malgré tout être prudent car de nombreux appareils seront impactés.

- Ascenseurs à l'arrêt

Attention notamment si vous êtes adepte des ascenseurs. Pendant les périodes de coupures de courant, ces appareils électriques seront logiquement à l'arrêt. Mieux vaudra donc éviter de les emprunter au risque de rester bloqué. D'autant qu'il sera difficile pour les secours d'intervenir.

Si vous habitez dans un immeuble équipé d'un digicode ou d'un badge d'accès, le service ne fonctionnera pas. Ce qui ne signifie pas pour autant que vous serez bloqués à l'extérieur, l'électricité servant uniquement à maintenir la porte fermée. La majorité des portes disposent par ailleurs d'un système d'ouverture manuel alternatif, en général un loquet, permettant de pouvoir évacuer même en cas de coupure de courant. Il devrait donc être possible d'entrer et de sortir librement du bâtiment, selon notre journaliste Lisa Hadeff.

- Paiements, retraits d'argent...

Pour ce qui est de faire des courses alimentaires, les supermarchés devraient rester ouverts s'ils disposent d'un groupe électrogène, mais certains petits commerces pourraient fermer.

Le paiement par carte bleue, dont le module est électrique, ne sera en revanche pas possible. Mieux vaut donc avoir quelques espèces de côté, d'autant que les distributeurs de billets de banque risquent d'être également à l'arrêt.

"En cas de coupure d'électricité sectorisée pendant une durée déterminée, les clients pourront accéder aux espèces dans un autre lieu à proximité", précise cependant la Fédération bancaire française au Parisien.

- Les transports en commun perturbés

Du côté des transports, le trafic sera lui aussi fortement impacté. Si les trains ne risquent pas de coupure, car ils sont alimentés par un réseau indépendant, l'alimentation des gares, des passages à niveau ou des signalisations pourrait être touchée.

Pour éviter tout risque que des passagers soient bloqués pendant deux heures en pleine voie par défaut de signalisation, les autorités devraient jouer la prudence. "*En cas de coupure, la circulation des trains sera suspendue*", précise ainsi une source gouvernementale.

Du côté des transports en commun, la circulation sera variable. Certains réseaux pourraient être interrompus temporairement s'ils ne disposent pas de "*la capacité effective à faire circuler sur l'intégralité de leur parcours, pendant des horaires de délestage, des trains de banlieue, des métros ou des tramways*".

Le métro parisien ne sera pas concerné puisqu'il dispose de "*son propre réseau d'électricité*", selon le porte-parole du gouvernement Olivier Véran sur BFMTV vendredi.

- Certains feux tricolores coupés

Si vous prenez la route, mieux vaudra être prudent. Les feux tricolores pourraient être éteints dans certaines régions. "*Ça dépend(ra) des endroits*", avance simplement Olivier Véran.

Dans le cas où la signalisation routière serait suspendue, il faudra alors s'en remettre aux consignes de conduite de base : priorité à droite et priorité aux piétons. Les préfets sont également appelés à recommander aux Français de limiter leurs déplacements.

Les barrières de péage, alimentées de façon autonome, devraient en revanche fonctionner normalement. Mais attention de bien faire son plein, les stations-service ne pourront en effet plus délivrer de carburant, à moins de disposer d'un groupe électrogène de secours.

- 40% d'usagers prioritaires

Malgré ces perturbations, de nombreux services continueront à fonctionner malgré les coupures. Certaines personnes, considérées comme des usagers prioritaires, bénéficieront de passe-droits. Ils représentent 40% de la population totale.

Ce sera notamment le cas de malades hospitalisés à domicile, de certains établissements comme les hôpitaux ou des installations de défense nationale. Même chose pour les personnes raccordées à ces réseaux prioritaires, qui vivent par exemple à côté d'un hôpital. La Corse, raccordée au réseau électrique italien, n'est pas non plus concernée. BFMTV 5 décembre 2022

Totalitarisme ou au temps des barbares. La stratégie de la peur ébranlée.

Coupures d'électricité : Emmanuel Macron fustige «les scénarios de la peur» - Europe1 6 décembre 2022

En arrivant à un sommet européen à Tirana, Emmanuel Macron a critiqué "*les scénarios de la peur*" face aux risques de coupures d'électricité. Europe1/AFP 6 décembre 2022

J-C - Serait-il tenté de faire marche arrière ? Ce serait étonnant de la part de ce sadique. On y reviendra plus loin.

Laurent Méric, porte-parole d'Enedis, affirme que les patients sous respirateur artificiel à domicile auront des coupures d'électricité - lemediaen442.fr 6 décembre 2022

Les propos du représentant d'Enedis (voir vidéo ci-dessous) sont extrêmement inquiétants : « *Les patients à haut risque vital, qui sont identifiés et [...] qui ont un respirateur avec un équipement important à la maison, sont éventuellement délestables [NDLR, suppression momentanée du courant électrique]. Ces personnes sous respirateur artificiel sont non prioritaires, si je peux me permettre de le dire.* »

L'accident est inévitable. Comment les pouvoirs publics vont-ils pouvoir prendre en charge ces personnes à haut risque vital — qui normalement sont à domicile — alors que les hôpitaux sont pleins à craquer et que le personnel est en sous-effectif ? De 2016 à 2021, 21 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés. La question d'une prise en charge de ces personnes à seulement un mois d'une possible coupure d'électricité laisse entrevoir un manque de préparation évident. Nous nageons en plein amateurisme, ce qui laisse craindre le pire. lemediaen442.fr 6 décembre 2022

Le HuffPost - « *On va les appeler, on va leur envoyer un SMS, un mail, pour voir s'ils ont pris des précautions* », deux jours avant les coupures, explique encore Laurent Méric, qui précise que ces personnes auront un numéro de téléphone dédié. Elles seront ensuite « *déplacées* » dans un endroit sans coupure d'électricité, où une aide leur sera garantie. Le HuffPost/AFP 6 décembre 2022

J-C - Le représentant d'Enedis s'est exprimé comme si des coupures de courant allaient forcément avoir lieu et qu'il s'y était préparé, ce qui me fait dire qu'on est en présence d'un scénario similaire à celui employé lors des mystifications sur le climat et la pandémie imaginaire, autrement dit ces coupures sont de nature politique ou que les conditions ont été fabriquées pour les rendre inévitables, les présenter comme telles ou c'était le but que le gouvernement poursuivait. La preuve, l'aveu de Véran, même s'il a tenu à le tempérer, il n'allait tout de même pas dévoiler qu'à l'origine ce scénario reposait sur une supercherie.

Paris Match - "*Nous avons la pleine capacité collectivement d'éviter tout risque de coupure, quelles que soient les conditions hivernales*", a affirmé Olivier Véran. "*Le principe numéro un, c'est qu'il n'y a rien d'inéluctable*".

J-C - Et c'est Macron qui a vendu la mèche :

Paris Match - Le président Emmanuel Macron a invité samedi les Français à ne "*pas paniquer*" face aux risques de coupures d'électricité, jugeant même qu'elles pourraient être évitées si la consommation était baissée de 10%. Paris Match/AFP 6 décembre 2022

J-C - Plus précisément, cette nouvelle opération fait partie de la panoplie des instruments participant à la fabrication du consentement pour contraindre la population à accepter de nouveaux sacrifices ou d'adopter le récit officiel dans le cadre du volet Green New Deal du Great Reset, la régression sociale généralisée étant une fatalité que chacun devrait accepter sans chercher ailleurs un responsable aux difficultés qui accablent la population, surtout pas du côté du gouvernement ou du régime, encore moins de Davos.

Ce sont eux la pire menace qui plane sur l'humanité.

J-C - Ils appellent à se mobiliser contre les méfaits qu'ils ont eux-mêmes produits pour en tirer profit.

Quand on a cela en tête, on ne les écoute pas, on ne peut pas être sous leur influence, on sait d'avance que leur récit sera falsifié, on est armé pour les combattre. Dans le cas contraire, on se laissera manipuler. "*L'humanité*" qu'ils dénoncent, ce sont eux qui l'ont rendue telle qu'elle est et personne d'autres, pas nous en tout cas puisque nous, les peuples, nous ne disposons d'aucun pouvoir, ce sont eux qui concentrent tous les pouvoirs entre leurs mains, mais c'est à nous qu'ils réclament de payer la facture de leurs méfaits à leur place, nous refusons, nous devons nous y opposer, les chasser du pouvoir.

Et dire qu'il y a encore des intellectuels pour s'en remettre à l'ONU, pareil déni est insupportable.

COP15 : l'humanité est devenue une « arme d'extinction massive », dénonce Antonio Guterres - Le HuffPost 7 décembre 2022

L'humanité est devenue une « *arme d'extinction massive* » et il est temps de cesser notre « *guerre à la nature* », a déclaré ce mardi 6 décembre le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, appelant les pays à des décisions courageuses à la veille de la COP15 sur la biodiversité.

« *Avec notre appétit sans limite pour une croissance économique incontrôlée et inégale, l'humanité est devenue une arme d'extinction massive* », a-t-il martelé lors du lever de rideau de cette conférence à Montréal, qu'il voit comme « *notre chance d'arrêter cette orgie de destruction* ».

Les défis que la COP15 doit relever sont considérables : un million d'espèces sont menacées d'extinction, un tiers des terres sont gravement dégradées et les sols fertiles disparaissent, tandis que la pollution et le changement climatique accélèrent la dégradation des océans.

Les produits chimiques, les plastiques et la pollution atmosphérique étouffent la terre, l'eau et l'air, tandis que le réchauffement de la planète dû à la combustion des énergies fossiles provoque un chaos climatique - des vagues de chaleur et feux de forêt aux sécheresses et aux inondations.

J-C - L'anarchie qui caractérise le développement du capitalisme relève effectivement d'une « *cacophonie du chaos jouée avec des instruments de destructions* » de l'espèce humaine et de notre planète en toute connaissance de cause au nom du sacro-saint profit.

Le HuffPost - « *Aujourd'hui nous ne sommes pas en harmonie avec la nature, au contraire nous jouons une mélodie bien différente* », une « *cacophonie du chaos jouée avec des instruments de destructions* », a résumé le secrétaire général de l'ONU.

« *Et en fin de compte, nous nous suicidons par procuration* », a-t-il ajouté, avec des répercussions sur l'emploi, la faim, la maladie et la mort.

J-C - Quand plus loin Le HuffPost signale que "*le constat scientifique*" sur lequel repose leur récit "*est peu discuté*", ils avouent que parce qu'ils l'ont entièrement fabriqué pour parvenir à leurs fins, ils ne peuvent pas donner la parole aux représentants des milliers de scientifiques qui par le monde contestent la manipulation frauduleuse des données qui ont été récoltées par le GIEC lui-même et qui contredisent ses conclusions.

Totalitarisme. L'Union européenne des multinationales.

Albert Bourla, patron de Pfizer, refuse de témoigner devant la commission du Parlement européen - lemediaen442.fr 6 décembre 2022

Le PDG de Pfizer, Albert Bourla, a de nouveau refusé de témoigner devant la commission spéciale covid du Parlement européen. « *Depuis l'audience covid d'octobre, nous n'avons aucune autre information à partager avec le Comité, déclinons donc respectueusement l'invitation à réexaminer ces questions* », indique sa lettre du 2 décembre.

Albert Bourla n'en est pas son premier échappatoire. En octobre il devait témoigner devant le comité du Parlement européen et répondre à des questions difficiles sur la manière dont les accords secrets sur les vaccins avaient été conclus. Était notamment concerné un contrat de plusieurs milliards d'euros entre le PDG de l'industrie pharmaceutique et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Alors qu'une audition sur les vaccins était organisée au Parlement européen le 10 octobre 2022, le PDG de Pfizer, Albert Bourla, avait refusé d'être présent. Janine Small, présidente des marchés internationaux, l'avait remplacé. La députée Virginie Joron s'était exprimée en ces termes : « *La journée d'hier était une mascarade. Aucune des questions que nous avons posées, que ça soit sur les contrats, les SMS, les prix, les effets secondaires... aucune des questions n'a reçu de réponse. On sait tous que c'est le contrat d'achat le plus important qui a été négocié au sein de la commission. Je rappelle que c'est 2,4 milliards de doses pour au moins 36 milliards d'euros.* »

Le 28 octobre, le comité covid a adressé une deuxième invitation au PDG. « *Notre commission a estimé que lors de la précédente audition avec des représentants de l'industrie pharmaceutique, où Pfizer était représenté par Mme Janine Small, des questions importantes concernant les accords d'achat anticipé entre l'Union européenne et Pfizer, qui relèvent de la responsabilité du PDG et auquel lui seul a le pouvoir de répondre, sont restées sans réponse* », a déclaré la présidente du comité Kathleen Van Brempt (groupe S&D) dans un communiqué. « *En tant que présidente de la commission covid, je regrette profondément le refus du Dr Bourla de discuter de cette question avec les membres du Parlement européen. En tant que co-législateur du budget européen, le Parlement a le droit d'obtenir une transparence totale sur les modalités de ces dépenses et les négociations préalables qui y conduisent* », a-t-elle déclaré.

L'entreprise Pfizer, condamnée aux États-Unis à 91 reprises pour plus de 10 milliards de dollars d'amendes depuis 2000, ne semble pas disposée à répondre sur ces contrats. « *Pfizer a fourni une contribution au comité spécial sur la pandémie de covid-19 et au Parlement européen au sens large, alors qu'il cherche à comprendre et à tirer des enseignements de la réponse à la pandémie* », a déclaré un porte-parole de la société au média Politico.

En complément.

La vérité sur l'ivermectine - Réseau International 6 décembre 2022

<https://reseauinternational.net/la-verite-sur-livermectine/>

Inde. Ils sont toujours animés de bonnes intentions, et en guise d'information ils diffusent leur propagande.

Inde: dans le Gujarat, la mémoire des émeutes de 2002 influence encore les votes - rfi.fr 5 décembre 2022

J-C - Depuis 2014 où Modi est devenu Premier ministre, les médias occidentaux et ses détracteurs n'ont cessé de mettre en garde contre une éventuelle guerre civile de nature religieuse en Inde, dont Modi serait l'instigateur, en vain 8 ans plus tard, alors et ils désespèrent !

A Davos ils n'apprécient pas du tout que le Premier ministre indien Modi refuse de sanctionner la Russie de Poutine. Modi est issu du parti nationaliste BJP allié à des organisations hindouistes orthodoxes (RSS) classées à l'extrême droite, dès lors pour ses adversaires acquis idéologiquement à Davos ou ses agents, n'importe quelle occasion sera bonne à exploiter pour l'attaquer ou le diaboliser.

De préférence ils agiront sournoisement ou en avançant masqué comme il se doit, pour que leurs réelles intentions n'interfèrent pas avec leurs motivations, qu'ils estiment conformes "aux règles" démocratiques adoptées par "l'occident collectif" ou la "communauté internationale" ou aux aspirations légitimes du peuple qu'ils prétendent incarner, cela peut faire sourire quand on sait à quels ordures on a affaire, mais c'est ainsi qu'ils fonctionnent.

Comment ils s'y sont pris cette fois-ci ?

C'est simple, ils ont trouvé un musulman habitant dans un bidonville de Bombay, au passage Mumbai depuis 1995, les colons nostalgiques de RFI n'ont toujours pas actualisé le nom de la capitale économique de l'Inde, et pour mieux émouvoir les lecteurs ils n'ont pas recueilli n'importe quel témoignage, ils ont recouru à un misérable vieillard indien qui fera pitié, avouons que ce n'est pas trop mal joué jusque-là.

Poursuivons le récit de LFI.

Ce brave musulman racontera que "3 personnes de sa famille ont été tuées lors des émeutes de 2002 par des extrémistes hindous", ce dont on n'a aucune raison de douter, bien qu'on n'en sache pas davantage. Il faut noter qu'à l'époque de ce massacre qui fit plus de 1000 morts principalement des musulmans, il se trouve que l'État du Gujarat était dirigé par Narendra Modi, il sera accusé d'en avoir été l'instigateur sans qu'aucune charge n'ait jamais été retenue contre lui, bref, d'où le titre de l'article de RFI qui n'avait rien d'anodin, puisqu'il visait le parti (BJP) de Modi au moment même où se tiennent des élections au Gujarat. Là cela commence à sérieusement sentir le souffre pour RFI.

La suite va nous révéler pourquoi ils ont publié cet entretien et évoqué cet événement qui remonte à deux décennies, comme si depuis il ne s'était rien passé à Mumbai ou en Inde.

Nous avons tout lieu de penser que le témoignage de ce musulman n'aurait présenté aucun intérêt pour RFI s'il n'avait pas poursuivi en précisant que "dans ce ghetto, tout le monde vote pour le parti du Congrès", or, ce parti est soutenu par Washington ou Davos dont Macron et RFI partagent l'orientation politique, ceci explique cela.

Un peu d'histoire ou rappel.

(Source : <https://www.universalis.fr/chronologie/inde/>)

Inde. Violents affrontements entre sikhs et hindous au Pendjab 14 février 1984
Inde. Émeutes religieuses à Bombay 17 mai 1984
Inde. Recrudescence du terrorisme sikh 10 mai 1985
Inde. Attentat terroriste sikh contre un Boeing d'Air India 23 juin 1985
Inde. Assassinat de soixante-seize hindous par des terroristes sikhs 6 juillet 1987
Inde. Aggravation du terrorisme au Pendjab 9 mai 1988
Inde. Émeutes intercommunautaires et crise politique après la destruction de la mosquée d'Ayodhya. 6 décembre 1992
Inde. Série d'attentats à la bombe. 12 mars 1993
Inde. Violences interreligieuses meurtrières au Gujarat. 27 février 2002
Inde. Attentats meurtriers à New Delhi. 29 octobre 2005
Inde. Attaque terroriste meurtrière à Bombay. 26 novembre 2008
Inde. Élection régionale de Delhi et émeutes à New Delhi. 8 février 2020
Inde. Affrontement meurtrier dans l'Uttar Pradesh lié à la révolte des paysans. 3 octobre 2021

L'article de RFI.

Inde: dans le Gujarat, la mémoire des émeutes de 2002 influence encore les votes - rfi.fr 5 décembre 2022

On continue de voter, depuis le 1er décembre, pour les législatives au Gujarat, place forte du parti nationaliste hindou BJP. Il y a vingt ans, des émeutes anti-musulmanes y faisaient plus de 1 000 morts et 100 000 déplacés. Une tragédie qui continue d'influencer les dynamiques politiques de la campagne.

Dans le bidonville musulman de Bombay Hotel, la mémoire des affrontements de 2002 oriente les votes. « *Trois personnes de ma famille ont été tuées en 2002 par les extrémistes hindous. C'est pour cela que j'ai dû fuir. Dans ce ghetto, tout le monde vote pour le parti du Congrès. Leurs députés sont les seuls à se soucier de notre sort, à se battre pour amener l'eau et l'électricité* », raconte, Munaf Sheik, un habitant de 60 ans.

De son côté, le BJP affirme avoir ramené la paix civile dans le Gujarat. Le ministre de l'Intérieur Amit Shah a récemment choqué en affirmant que les tueries avaient servi de leçon aux auteurs de troubles.

J-C - Il aurait pu aussi citer un fait que les lecteurs auraient pu approuver, ce qu'il fallait éviter, sa mise en examen restée sans suite "pour avoir ordonné l'enlèvement et l'assassinat de mafieux de la région". Source : Inde: Narendra Modi nomme le radical Amit Shah à l'Intérieur - RFI 31 mai 2019 - Libération le présentera le 6 février 2020 comme " *le féroce ministre de l'intérieur*" de Modi, " *le Machiavel du nationalisme hindou*".

RFI - Élu un an avant les émeutes, Narendra Modi a su calmer les tensions, juge Yogesh Bhatt, un hindou de 66 ans : « *Les divisions entre hindous et musulmans ont été créées artificiellement. Pour nous, les musulmans, les chrétiens sont aussi des "hindous", ils font partie de l'Inde. Dans ce pays, tout le monde est égal* ».

J-C - Après avoir diabolisé le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, pour faire bonne mesure ou déstabiliser les lecteurs sur le mode, parle toujours il en restera quelque chose, RFI s'est fendu d'un témoignage qui sert à faire oublier que les conflits entre hindous et musulmans n'ont jamais cessé depuis l'indépendance en 1947 quel que soit le parti ou la coalition au pouvoir.

RFI - Dans cette campagne, le nouveau parti d'opposition AAP, qui chasse sur les terres du BJP, a évité toute référence au drame, y compris lors de la libération polémique de violeurs et meurtriers hindous, emprisonnés à l'époque. Preuve que vingt ans plus tard, cette tragédie façonne les positionnements des partis qui s'affrontent au Gujarat. rfi.fr 5 décembre 2022

J-C - Cela ne prouve rien, RFI cherche à camoufler son instrumentalisation des événements de 2002. En réalité, il était facile de s'en prendre à Modi, pour nous mais pas pour eux, parce qu'ils cautionnent les mesures néolibérales que Modi a adoptées, parmi lesquelles, la diminution des dépenses sociales et de santé et la libéralisation du marché du travail notamment, tout s'explique.

Guerre de l'OTAN contre la Russie.

Capables du pire, l'union de certains gouvernants rend la Guerre mondiale possible par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 6 décembre 2022

Alors que nous réagissons avec effroi à la résurgence de groupes fascistes, nazis ou impériaux japonais, nous ne voyons pas que ce ne sont pas ces idéologies qui ont provoqué la Guerre mondiale, mais l'alliance de gouvernants prêts au pire. La même configuration est sur le point de se reproduire avec d'autres groupes. Dans quelques mois, si nous ne réagissons pas maintenant, une Troisième Guerre mondiale sera peut-être rendue possible.

Pour lire l'article en entier :

<https://www.voltairenet.org/article211737.html>

L'Ukraine interdit l'Église orthodoxe - Réseau Voltaire 4 décembre 2022

Le Conseil de Sécurité nationale et de Défense ukrainien a décidé, le 1er décembre 2022, d'« *interdire aux organisations religieuses affiliées à des centres d'influence de la Fédération de Russie d'opérer en Ukraine* », a annoncé le président Zelensky en signant le décret 820/2022.

Les « *nationalistes intégraux* » avaient déjà interdit l'Église orthodoxe durant la Seconde Guerre mondiale.

Le « *Service d'État pour l'ethnopolitique et la liberté de conscience* » (joli nom pour un concept raciste !) a été chargé de fermer les bâtiments de l'Église orthodoxe relevant du patriarcat de Moscou. Une dizaine de papes ont été arrêtés pour commencer.

La présidence ukrainienne considère qu'elle respecte la liberté de conscience selon les normes du Conseil de l'Europe, puisque la Fédération de Russie n'en fait plus partie.

Il y a deux semaines, les services de sécurité ukrainiens (SBU) avaient violemment perquisitionné un monastère orthodoxe de Kiev et arrêté un prêtre qui avait osé évoquer la « *Mère patrie* » de l'Ukraine, c'est-à-dire la Russie.

Sur Twitter, Donald Trump Jr. (le fils de l'ancien président) s'est étonné de sa conception de la liberté et a proposé qu'on lui envoie encore 100 milliards de dollars sans en vérifier l'usage.

Arrivée le 3 décembre à Kiev, la sous-secrétaire d'État US, Victoria Nuland, s'est exclamée : « *Vous vous battez aujourd'hui non seulement pour votre liberté, mais aussi pour les valeurs démocratiques* ».

Moscou, 6 décembre (SANA) Le ministère russe de la Défense a annoncé aujourd'hui que plus de 80 militaires ukrainiens ont été neutralisés et que deux chars, trois véhicules blindés de transport de troupes et deux camionnettes ont été détruits dans la direction Krasno-Limansky, où les troupes russes ont effectué des opérations offensives et saisi des lignes avantageuses et de nouvelles positions.

De même, jusqu'à 65 soldats de Kyiv ont été éliminés et deux véhicules de combat d'infanterie et une camionnette ont été détruits en direction de Kupiansk, où des tirs d'artillerie préventifs ont empêché une tentative d'attaque de l'ennemi contre la colonie de Kuzemovka de la République populaire de Lougansk.

Pendant ce temps, les opérations offensives des troupes russes se poursuivent avec succès en direction de Donetsk, où les forces armées ukrainiennes ont subi plus de 60 pertes dans leurs rangs et perdu cinq véhicules blindés.

Sur le front sud de Donetsk, l'ennemi a tenté en vain de reprendre les positions perdues dans les colonies de Vladimirovka de la République populaire de Donetsk et de Novodarovka de la région de Zaporozhie. Les unités ukrainiennes ont été arrêtées par des attaques aériennes et d'artillerie et sont retournées à leurs positions d'origine.

Les pertes ennemies sur ce front s'élèvent à plus de 30 soldats ukrainiens tués et blessés, deux véhicules de combat d'infanterie et trois véhicules de guerre.

À leur tour, les forces d'aviation tactique et de missiles et d'artillerie ont vaincu quatre postes de commandement des forces armées ukrainiennes, ainsi que 83 unités d'artillerie et 176 sites de concentration de troupes et de matériel militaire.

En outre, un point de déploiement temporaire de mercenaires étrangers a été atteint dans la colonie d'Ilichovka dans la région de Kharkiv, ainsi qu'une station radar du système de missiles anti-aériens ukrainien S-300.

Dans la région de Zaporozhye, trois dépôts de roquettes et d'armes d'artillerie et de munitions ont été détruits dans les zones des colonies de Gulyaipole, Stepne et Primorskoye.

En outre, un avion de chasse des forces aérospatiales russes a abattu un avion MiG-29 de l'armée de l'air ukrainienne et, dans le même temps, des systèmes de défense aérienne ont abattu six drones et intercepté 15 roquettes à partir de systèmes de missiles à lancement multiple HIMARS et Uragan.

Moscou, 6 décembre (SANA) Le ministère russe de la Défense a déclaré lundi que ses forces aérospatiales et navales avaient mené une attaque massive avec des missiles de haute précision et à longue portée contre des cibles du système de commandement et de contrôle militaire ukrainien.

Il a ajouté que les installations énergétiques et le complexe de défense ukrainien avaient également été attaqués.

Les attaques ont arrêté la production et la réparation d'armes ukrainiennes dans les entreprises du complexe militaro-industriel, et ont également interrompu le transport ferroviaire d'équipements militaires pour les Forces armées ukrainiennes, y compris des livraisons d'armes en provenance de l'étranger, a indiqué l'entité militaire.

Le ministère a précisé que le transfert des forces et du matériel logistique ukrainien est désormais plus difficile en raison de ces attaques.

Il a précisé qu'il n'y avait pas eu d'attaques de missiles contre la ville de Kyiv.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 décembre 2022.

Confirmation. J'ai constaté hier, que les vidéos de la chaîne CrowdBunker de Réinfocovid totalisaient en moyenne à peine quelques centaines de vues, ce qui est insignifiant, alors que Réinfocovid est connu dans la France entière.

Du coup, je me suis dit que notre portail ayant reçu 75.000 visites (hors robots) début décembre 2022 (145.000 en 2021 quand les causeries figuraient dans la page d'accueil), c'est insignifiant ou confidentiel comme fréquentation, mais mieux que d'autres sans aucun moyen ou en étant inconnu.

Parole d'internaute.

- « *Comment se fait-il qu'on regarde toujours la violence des opprimés, et jamais celle des États oppresseurs, des institutions, de l'ordre établi qui harcèle les humains, les communautés dans leur corps, dans leurs terres, dans leurs vies ? Pourquoi la violence d'Etat n'est-elle jamais condamnée ? Pourquoi ceux qui doivent défendre leur vie sont-ils toujours accusés de violence et pas ceux qui sont les véritables agresseurs ?*

Les puissants, les riches, les nantis, sont ceux qui profitent du système capitaliste pour placer, engranger, spéculer, délocaliser, affamer ! »

Dans mon bloc-notes ou ma boîte à réflexion.

Quand la CIA infiltrait la culture - ARTE 2006

<https://www.youtube.com/watch?v=so4SGtScPW0>

Quand la CIA infiltrait la culture [ARTE] - de Hans-Rüdiger Minow - 2006. Dans les années de l'après-guerre, les services secrets américains lancent une vaste opération d'infiltration des milieux européens de la culture. Ils lui consacrent plusieurs millions de dollars et s'appuient sur un organisme, le "Congrès pour la liberté de la culture", dont le siège se trouve à Paris. La capitale française est un lieu stratégique pour publier des revues lues jusqu'en Afrique, en Amérique latine et dans les pays arabes. Le Congrès pour la liberté de la culture s'intéresse aux artistes et intellectuels de gauche, qu'il essaie de soustraire à l'influence marxiste et de gagner à la cause américaine. En France, la revue Preuves dirigée par Raymond Aron constitue le fer de lance de cette diffusion de la pensée anticommuniste. Ce documentaire montre comment les services secrets américains ont manipulé les milieux artistiques et intellectuels européens pendant la guerre froide. Beaucoup d'écrivains travaillèrent ainsi pour la CIA.

A 28 minutes :

- Werner Spies (Historien de l'art) - D'une manière ou d'une autre l'art a toujours servi les structures officielles, que ce soit au XIX^e siècle, à la Renaissance ou dans l'Eglise, l'art a toujours été l'expression de la puissance, la politique s'est toujours servie de l'art pour affirmer son pouvoir...

J-C - En réalité cela n'a jamais cessé dans toutes les catégories artistiques. On a vu l'autre jour le cas de Bono de U2 par exemple via l'Open society foundations de Soros, Hollywood où les majors en sont la caricature pour le cinéma, idem pour la musique et la littérature.

On a beau avoir entendu parler de tout cela ou le savoir, tant qu'on n'a pas vu en détail comment cela se passe en réalité on n'y réfléchit pas trop, on peut même se dire que c'est un phénomène secondaire, mais on commet là une grave erreur, car cela va influencer le mode de penser des intellectuels, des classes moyennes et des masses en général, parce qu'ils visent finalement l'ensemble de la population avec leur propagande déguisée pro libérale ou atlantiste, américaine, finalement en faveur du régime capitaliste auquel on attribuera des qualités qu'il n'a pas ou qui sont usurpées.

En y réfléchissant avant de m'endormir hier soir, juste après avoir terminé de regarder cette vidéo, j'ai été pris d'un affreux doute en me disant qu'ils avaient ainsi réussi à enlaidir ou vulgariser tous les arts sans exception à l'instar de la société toute entière.

C'est le constat que l'on peut faire en comparant la production littéraire du XX^e siècle ou les ouvrages indigestes que les éditeurs ont publiés avec la littérature des siècles précédents par exemple. De même avec la musique qui n'atteindra jamais les sommets harmoniques ou lyriques de la musique dite classique, qui exprima toute la gamme des émotions humaines à la perfection, et qui rendit avec un charme incomparable la diversité et la splendeur de la nature jusqu'à la sentir vivre ou vibrer en nous, contribuant à une révélation spirituelle qui élèverait les auditeurs au-dessus de la médiocrité de la condition humaine, en invoquant l'idéal de liberté qui leur restait à conquérir ou pour lequel les hommes devaient lutter...

C'est ce que j'ai ressenti en écoutant le meilleur de la musique classique exécutée par des virtuoses et les orchestres les plus talentueux, bien que j'en écoute beaucoup moins que la musique moderne, parce qu'elle nécessite des dispositions qui sont trop rarement remplies, un grand silence, une concentration d'esprit particulière ou qu'on soit en mesure de faire abstraction de tout le reste pour que la fusion prenne et qu'on en retire un plaisir indicible. Chaque fois que j'en écoute, ensuite j'ai l'esprit apaisé, mes tourments se sont envolés, je me sens bien, heureux, j'ai l'impression d'avoir touché ou approché quelque chose qui me dépasse, de m'être élevé à un niveau de conscience supérieur sans avoir eu à produire le moindre effort, et si mon imagination était fatiguée ou en panne, la voilà rechargée à bloc et mon moral aussi.

Il m'arrive évidemment d'éprouver de grandes sensations en écoutant du hard rock, mais c'est beaucoup plus brouillon, cela part dans tous les sens et j'ai du mal à suivre et à je ne vais en tirer autant profit. Les effets produits par le blues ou le jazz se rapprochent plus de ceux de la musique classique, c'est plus profond, plus sensuel, moins désordonné. Et puis, bien qu'il n'ait aucune influence sur moi et qu'il paraisse anodin, l'aspect satanique qui entoure souvent le hard, heavy ou metal rock n'est pas de nature à procurer de saines et de durables sensations. Il se dégage de cette musique des impressions contradictoires qui s'annulent, du coup après l'euphorie succède la gueule de bois comme après une grosse cuite, ce qui ne se produit pas avec la musique classique, qui nous invite plutôt à prendre conscience de la réalité tout au long de cette expérience, et cet état se poursuit par la suite sans interruption, l'atterrissage se fait en douceur et on est plus disponible qu'auparavant pour affronter la réalité parce qu'on ne l'a jamais réellement quittée, le hard rock et ses déclinaisons servent plutôt à nous en éloigner, à l'oublier, quand j'ai dit qu'il fallait faire

abstraction de tout le reste pour écouter de la musique classique dans les meilleures conditions, je ne faisais pas allusion à la réalité, mais uniquement à nos tracasseries de la vie quotidienne qui nous occupent l'esprit et nous empêchent de penser à d'autres choses. La musique classique, c'est la vibration de la dialectique de la nature mise en musique. Quand j'ai évoqué le hard rock, je parlais uniquement de la musique, pas des paroles qui ne m'intéressent pas ou peu. A suivre une autre fois...

Atterrissage forcé avant le crash final, pas du tout, c'était une fausse alerte.

Le Point.fr - Selon les prévisions de l'Association internationale du transport aérien (IATA), les compagnies aériennes devraient redevenir profitables en 2023 en dégageant à l'échelle mondiale des bénéfices de 4,7 milliards de dollars.

Toujours selon les projections de l'IATA, le nombre de passagers aériens devrait par ailleurs repasser l'année prochaine au-dessus de la barre des 4 milliards pour atteindre 4,2 milliards. Le trafic passagers resterait toutefois, en 2023, encore inférieur de 14,5 % à son niveau d'avant crise sanitaire.

Selon les statistiques de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le nombre de passagers aériens avait atteint un niveau record de 4,56 milliards en 2019 avant de s'effondrer de 60 % en 2020 pour tomber à 1,81 milliard, retrouvant ainsi son niveau de 2004. Pour rappel, le nombre de passagers aériens était de 310 millions en 1970, 1,02 milliard en 1990, 1,67 milliard en 2000 et 2,6 milliards en 2010. En Chine, le nombre de passagers aériens a été multiplié par près de 1 000 depuis 1974, date à laquelle il n'était que de 710 000. Il avait atteint 16 millions en 1990, 62 millions en 2000, 266 millions en 2010 et 660 millions en 2019. **Le Point.fr** 7 novembre 2022

J-C - Entre nous, quelle folie ce besoin devenu compulsif parmi bien d'autres, d'aller se changer les idées ailleurs très loin de chez soi, ce qui est révélateur du mal-être dans leur société devenue irrespirable.

Un peu par la force des choses, vivant en Inde avec des moyens financiers très réduits, j'ai été amené à exclure de mon alimentation tous les produits importés très chers, et depuis je mange indien ou très simplement et je m'en porte très bien, je ne me sens nullement frustré, je me suis habitué à cette situation, je fais avec les produits locaux, et franchement rien ne me manque, ni l'avion et surtout pas la France !

Bienvenue chez les sadiques. Stratégie de la paranoïa collective. Vous pouvez tous mourir à tout instant !

Si vous êtes de ces groupes sanguins, vous avez plus de risques de faire un AVC précoce - Ça m'intéresse 8 novembre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "Attention, il faut prendre le paracétamol uniquement pendant les repas car pris entre les repas, il peut provoquer la destruction fulgurante du foie" - Yahoo 5 décembre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "Les ruptures d'anévrisme tuent sans prévenir et peuvent toucher tout le monde" - Yahoo 30 novembre 2022

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "Attention aux cacahuètes, cet aliment peut vous tuer et tuer vos enfants" - Yahoo 18 novembre 2022

Comment ils terrorisent la population.

60% des Français prêts à réduire leur consommation énergétique cet hiver - LePoint.fr 8 novembre 2022

Selon une enquête Elabe commandée par BFM TV, ces Français veulent éviter des coupures d'électricité cet hiver, et vont donc réduire leur consommation. LePoint.fr 8 novembre 2022

Ils osent tout. Après les avoir pris pour des cobayes en les obligeant à se faire injecter des substances géniques en phase expérimentale.

Emmanuel Macron à des ministres sur les risques de coupure: "Les Français ne sont pas des cobayes" BFMTV 8 novembre 2022

Emmanuel Macron a recadré certains ministres ce matin à l'Élysée, juste avant le Conseil des ministres. Autour de la table, étaient présents Élisabeth Borne, Bruno Le Maire et Agnès Pannier-Runacher. Il leur reproche leur communication sur les risques de coupures de courant. BFMTV 8 novembre 2022

Même dans leur camp, il s'inquiètent le tyran va trop loin...

Coupures d'électricité : Macron «donne le sentiment de gouverner par la peur», observe Olivier Marleix (LR) - Europe1 7 décembre 2022

"Le gouvernement a fait tout ce qu'il fallait pour nous faire peur... La gestion de la peur des Français tient lieu de l'absence de cap" pour Emmanuel Macron, a déclaré le président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale au micro d'Europe 1. Europe1 7 décembre 2022

Totalitarisme. Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais.

Le Royaume-Uni autorise un projet de mine de charbon controversé - LePoint.fr 8 novembre 2022

Le projet d'une mine de charbon souterraine a été autorisé mercredi par le gouvernement britannique, malgré les nombreuses critiques. LePoint.fr 8 novembre 2022

Ceux qui instrumentalisent la peur légitime de la population mal informée qui craint une Troisième Guerre mondiale en seront pour leurs frais.

J-C - Les chroniqueurs de la plupart des médias officiels et alternatifs en ont fait leur fonds de commerce depuis fin février, parfois depuis bien plus longtemps, ces salopards révèlent ainsi qu'ils ne valent pas mieux que Macron et Zelensky.

Guerre en Ukraine: Washington dit "ne pas encourager" Kiev à lancer des frappes en Russie - BFMTV 7 décembre 2022

Les États-Unis ont déclaré mardi "ne pas encourager" l'Ukraine à lancer des frappes en Russie après des attaques de drones considérées comme émanant de Kiev sur plusieurs bases aériennes russes.

"Nous n'aidons pas l'Ukraine à organiser des frappes au-delà de ses frontières, nous n'encourageons pas l'Ukraine à lancer des frappes au-delà de ses frontières", a martelé à la presse le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price.

Joe Biden a dit publiquement qu'il n'encourageait pas l'Ukraine à se doter de missiles de longue portée, redoutant une escalade qui pourrait conduire les États-Unis à jouer un rôle plus direct contre la Russie. BFMTV 7 décembre 2022

Légalisation du nazisme en Ukraine.

Division SS « Galicie » : La Cour suprême ukrainienne ne voit aucun lien avec le nazisme - Karine Bechet-Golovko 7 décembre 2022

Puisque l'on vous dit, qu'il n'y a pas de nazisme en Ukraine ! La Cour suprême ukrainienne vient de blanchir le régime néonazi post-Maïdan en déclarant très sérieusement que la Division « Galicie » ou 14e division d'infanterie SS Galicienne N°1 n'a pas de symboliques nazies, elle ne peut donc être interdite en Ukraine aujourd'hui. Et pour cause, la symbolique de cet organe, intégré dans les SS, qui a été utilisé pour lutter contre la résistance en Europe de l'Est, est reprise aujourd'hui par de nombreux membres de cette nouvelle armée atlantico-ukrainienne.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/division-ss-galicie-la-cour-supreme-ukrainienne-ne-voit-aucun-lien-avec-le-nazisme/>

Ils le disent eux-mêmes et cela ne date pas d'hier.

Non, ce n'est pas Poutine qui a commencé la guerre en Ukraine - Réseau International 7 décembre 2022

« L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est la plus brillante de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement pour Poutine). En plus de deux ans et demi de conversations avec des acteurs russes clés, des traîne-savates des recoins sombres du Kremlin aux critiques libéraux les

plus acérés de Poutine, je n'ai encore trouvé personne qui considère l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct aux intérêts russes. » (William Burns, ambassadeur américain à Moscou, écrivant à la secrétaire d'État Condoleezza Rice, 2008.)

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/non-ce-nest-pas-poutine-qui-a-commence-la-guerre-en-ukraine/>

Inversion accusatoire. La CIA et les milieux d'affaires péruviens réalisent un nouveau coup d'Etat.

J-C – Alors que c'est le président élu qui est renversé par un coup d'Etat !

Il est accusé d'« *incapacité morale* ». Quand des chefs d'Etat livrent des armes lourdes à un régime néonazi ne sont pas en état d'« *incapacité morale* » ?

Pérou: le président tente un "coup d'État", le Parlement le destitue et le remplace immédiatement - BFMTV 8 décembre 2022

La vice-présidente du pays, Dina Boluarte, a été investie mercredi à la tête du pays, peu après la destitution par le Parlement du président Pedro Castillo. Ce dernier avait annoncé, quelques heures avant le vote d'une motion de destitution à son encontre, la dissolution du Parlement et la formation d'un "gouvernement d'exception."

Il assurait également qu'il voulait "convoquer dans les plus brefs délais un nouveau Congrès doté de pouvoirs constituants pour rédiger une nouvelle Constitution dans un délai ne dépassant pas neuf mois".

Jusqu'à la mise en place d'un nouveau Parlement, "le gouvernement agira par décrets-lois", avait-il poursuivi, annonçant également un "couvre-feu national à partir d'aujourd'hui" entre 22 heures et 4 heures.

Mais Castillo ne restera pas en poste. Il a été arrêté par la police et placé en détention.

Crise politique et institutionnelle

"J'assume (le pouvoir) conformément à la Constitution du Pérou, à partir de ce moment et jusqu'au 26 juillet 2026", a déclaré ce mercredi devant le Parlement Dina Boluarte, une avocate de 60 ans, première femme à diriger le Pérou.

La diplomatie américaine a fait savoir qu'elle ne considérait plus Pedro Castillo comme le président du pays en exercice. "Ce que je comprends, c'est qu'avec l'action du Congrès, il s'agit désormais de l'ancien président Castillo", a déclaré le porte-parole du département d'État américain Ned Price à la presse, saluant le rôle des parlementaires

Pedro Castillo, au pouvoir depuis juillet 2021, fait l'objet de six enquêtes pour corruption présumée, dont sont également accusés sa famille et son entourage politique.

Sa destitution pour "*incapacité morale*", retransmise en direct à la télévision, a été approuvée par 101 des 130 parlementaires, dont 80 dans l'opposition. Il avait auparavant échappé à deux motions similaires, dont la dernière en mars 2022.

Le 7 décembre 2022, après avoir tenté en vain un auto-coup d'État, il est destitué pour « *incapacité morale* » par le parlement et arrêté par l'armée. Sa vice-présidente Dina Boluarte lui succède. BFMTV 8 décembre 2022

Qui est Pedro Castillo ? Un ennemi pour Washington.

J-C - Ils n'ont eu de cesse de le harceler avant même son élection, ensuite ils ont tenté à deux reprises de le renverser, la troisième sera la bonne.

En lisant cette brève biographie du Président du Pérou destitué, vous comprendrez tout de suite que du point de vue des intérêts des Américains, ils avaient tout faux. Avant lui, Dilma Rousseff au Brésil, Morales en Bolivie avait connu le même sort, ainsi que d'autres chefs d'Etat d'Amérique latine ou d'Amérique centrale renversés par des coups d'Etat fomentés avec la participation de la CIA tout au long de la seconde moitié du XXe siècles jusqu'en 2022, jugés trop "*à gauche*", pas suffisamment malléable selon Washington, résistant à son idéologie néolibérale, ils avaient eu la mauvaise idée de vouloir redistribuer davantage de richesses à leurs peuples sans s'attaquer frontalement au pouvoir détenu par la réaction ou s'engager sur la voix du socialisme, une intention et une erreur qui leur seront fatales.

Wikipédia - José Castillo Terrones, né le 19 octobre 1969 à Puña (province de Chota), est un syndicaliste et homme d'État péruvien. Il est président de la République du Pérou du 28 juillet 2021 au 7 décembre 2022.

Issu d'un milieu pauvre et rural, il est instituteur de profession et l'un des meneurs d'une grève nationale d'enseignants qui dure près de trois mois en 2017.

Lors de l'élection présidentielle de 2021, il se présente comme candidat de Pérou libre, un parti marxiste-léniniste qu'il rejoint sept mois avant le scrutin. Affrontant au second tour la populiste de droite Keiko Fujimori, il est proclamé élu avec 50,1 % des suffrages exprimés à l'issue de six semaines de recomptage des bulletins de vote.

Il affiche des positions de gauche radicale sur l'économie et la politique étrangère, tout en se montrant conservateur sur les sujets sociétaux.

Pedro Castillo fait campagne pour une réforme constitutionnelle (Il estime que l'actuelle Constitution du Pérou, promulguée en 1993 sous le président Alberto Fujimori, est responsable des inégalités économiques du pays parce qu'elle consacre un modèle de libre marché), une restructuration du système des retraites et la nationalisation de l'industrie du gaz. Son programme s'appuie sur trois thématiques principales : la santé, l'éducation et l'agriculture, qu'il compte renforcer pour stimuler le développement du pays. Il bénéficie d'une certaine image de probité puisqu'il fait partie des huit candidats (sur dix-huit) à n'être cité dans aucune affaire dans un pays où la corruption politique est importante.

Pedro Castillo est classé à gauche ou à l'extrême gauche sur l'économie et la politique étrangère. Il tient un discours socialiste et populiste, réclamant en particulier de fortes hausses des budgets de l'éducation et de la santé. Il s'engage à défendre les intérêts des entreprises privées péruviennes. Il

affirme vouloir revoir les contrats des compagnies minières, les accusant de "*pillages*", afin de retenir dans le pays 70 % des revenus générés par les projets miniers et gaziers pour œuvrer à une meilleure redistribution des bénéfices. Il exclut toutefois leur nationalisation.

Catholique conservateur, Pedro Castillo est considéré comme de droite sur les questions sociétales. Il exprime son opposition au mariage homosexuel, à l'euthanasie, à la légalisation du cannabis ainsi qu'à « *l'approche de l'égalité des sexes* » dans l'éducation.

Il propose de faire élire une Assemblée constituante pour remplacer la Constitution de 1993, héritée du régime d'Alberto Fujimori, le texte étant selon lui excessivement favorable à l'économie de marché. Il indique qu'il dissoudra la Cour constitutionnelle si celle-ci s'oppose à son projet de changement de Constitution.

Les analystes comparent parfois Pedro Castillo à Evo Morales, ancien président de la Bolivie. Il considère que le régime dirigé par Nicolás Maduro au Venezuela constitue un gouvernement démocratique et non une dictature, et estime qu'il revient aux Vénézuéliens eux-mêmes de résoudre les problèmes de leur pays, sans ingérence étrangère ; ce soutien au régime de Maduro est minoritaire au sein de la gauche péruvienne.

Alors que la monnaie nationale, le sol, tombe à un niveau historiquement bas face au dollar à quelques jours du second tour, le *Financial Times* indique que l'élite péruvienne s'inquiète de la perspective d'une victoire de Pedro Castillo et que les plus grandes fortunes cherchent à transférer leurs économies à l'étranger et à les convertir en dollars.

Les semaines qui suivent sont particulièrement tendues, alors que plusieurs centaines d'officiers à la retraite, parmi lesquels l'ancien dictateur Francisco Morales Bermúdez, appellent l'armée à empêcher l'investiture de Castillo et qu'ont lieu des manifestations anticommunistes parfois émaillées de violence ; cependant, aucun militaire actif ne prend position, la Constitution péruvienne l'interdisant. Le chef de l'armée présente toutefois sa démission trois jours après la proclamation de la victoire de Pedro Castillo. Les origines rurales « *cholo* » - c'est-à-dire métis d'Européen et d'Amérindien, ce qui au Pérou est stigmatisant – du président élu provoquent une vague de rejet raciste d'une partie de la population, surtout à Lima, contre les paysans amérindiens. Un partisan de Castillo est tué.

Premier chef d'État péruvien sans lien avec les élites économiques et politiques du pays, Pedro Castillo promet dans son discours d'investiture, d'éradiquer la corruption et renouvelle son souhait de mettre en place une nouvelle Constitution. Il s'engage à garder de la rémunération présidentielle uniquement l'équivalent de son ancien salaire d'instituteur ainsi qu'à réduire de moitié les indemnités des ministres et parlementaires.

Le nouveau président doit composer avec un Congrès pour lequel les élections législatives d'avril 2021 ont accordé une confortable majorité aux partis centristes, de droite et d'extrême droite.

Les tensions avec le Congrès, dominé par des partis conservateurs, sont particulièrement vives. Celui-ci approuve une loi d'interprétation de la Constitution qui restreint la possibilité pour l'Exécutif de dissoudre le Parlement, alors que ce dernier conserve le droit de destituer le président. En décembre 2021, le Congrès vote une loi en vertu de laquelle un référendum visant à convoquer une Assemblée constituante, l'une des promesses phares de Pedro Castillo pendant l'élection présidentielle, ne pourra se tenir sans une réforme constitutionnelle préalablement approuvée par le Parlement. Lors d'une visite au Parlement espagnol, la présidente du Congrès péruvien María del Carmen Alva demande aux députés du Parti populaire d'approuver une déclaration affirmant que «

le Pérou a été capturé par le communisme et que Pedro Castillo est un président dépourvu de toute légitimité ».

Un vote sur l'ouverture d'une procédure de destitution de Castillo pour « incapacité morale » est convoqué au Parlement en décembre 2021 mais il ne parvient pas à atteindre le seuil nécessaire de voix pour initier la procédure.

Castillo échappe une première fois à la destitution le 28 mars 2022, la motion n'étant votée que par 55 députés alors que 87 étaient nécessaires. Une lobbyiste l'accuse d'avoir demandé des pots-de-vin à des entreprises lors d'un appel d'offres pour la construction d'un pont, ce qui a permis au Parlement d'enclencher une procédure de destitution pour « *incapacité morale* » le 14 mars 2022. « *Des ficelles qui ressemblent à celles de la déstabilisation* », estime Arthur Morenas, chargé d'enseignement et de recherche à Sciences Po Strasbourg interrogé par RFI, qui rappelle que les accusations « *reposent sur la parole d'une seule personne qui a financé la campagne de Keiko Fujimori en 2016* ». Le jour même du vote sur la destitution, la justice a émis onze mandats d'arrêts, dont trois contre deux neveux du président et un autre contre l'ancien secrétaire général de la présidence de la République.

Une série de manifestations se déroulent dans tout le Pérou à partir du 28 mars 2022 pour dénoncer l'inflation et protester contre le gouvernement du président Pedro Castillo. Les manifestations interviennent directement après l'échec de la tentative de destitution du président Castillo, dans un contexte de hausse de l'inflation et des prix du gaz résultant des sanctions internationales contre la Russie à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022.

Pedro Castillo annonce des mesures sociales dont une réduction de la TVA pour la vente d'aliments de base et une augmentation de 10 % du salaire minimum. Mais face au caractère non immédiat et limité de ces mesures – la plupart des travailleurs au Pérou exercent dans le secteur informel –, les grévistes ont décidé de poursuivre le mouvement. Les violences policières et les affrontements ont fait six morts et des dizaines de blessés. Les médias nationaux demandent la démission du président. (Source : Wikipédia)

En complément.

Argentine : la vice-présidente Cristina Kirchner condamnée à six ans de prison et à une inéligibilité à vie - Journal du Dimanche 7 décembre 2022

Ce mardi, l'ancienne cheffe d'État et actuelle vice-présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, a été condamnée à six ans de prison et à une inéligibilité à vie, d'après l'Agence France-Presse.

À l'issue du procès, Cristina Kirchner a dénoncé, dans des propos relayés par l'AFP, « *une mafia judiciaire* » et un « *procès politique* » mené par des juges instrumentalisés par l'opposition de droite. « *La sentence était écrite. L'idée était de me condamner* », a-t-elle assuré. Elle a aussi affirmé qu'elle « *ne sera candidate à rien, ni sénatrice, ni vice-présidente, ni présidente* » lors des prochains scrutins électoraux et a défié les autorités : « *Qu'ils me mettent en prison !* ». Avec cette décision, la figure politique sud-américaine ferait donc une croix sur le maintien de son immunité.

Le président argentin, Alberto Fernandez, a lui, réaffirmé son soutien à sa vice-présidente sur les réseaux sociaux. « *Aujourd'hui, en Argentine, une personne innocente a été condamnée. C'est quelqu'un que les pouvoirs en place ont tenté de stigmatiser à travers les médias et qui a été*

persécutée par des juges complaisants. Quand la politique entre dans les tribunaux, la justice passe par la fenêtre », a-t-il tweeté.

Le chef de l'État mexicain Andrés Manuel López Obrador a également exprimé sa solidarité envers Cristina Kirchner, qu'il a désignée comme une victime « *d'une vengeance politique et d'une bassesse antidémocratique du conservatisme* ». Journal du Dimanche 7 décembre 2022

**La campagne du principal opposant d'Orban est financée par une ONG américaine -
Courrier international 5 décembre 2022**

Le mythe du 8 mai 1945 - Réseau International 6 décembre 2022

<https://reseauinternational.net/le-mythe-du-8-mai-1945/>

Totalitarisme. Les imposteurs peaufinent leur ministère mondial de la Vérité

“Grotesque” : Google et YouTube investissent 12 millions de dollars dans un réseau médiatique mondial de vérification des faits. - mondialisation.ca

Affirmant que “*la lutte contre la désinformation est un défi mondial permanent pour la société*”, Google et YouTube ont annoncé mardi qu'ils allaient consacrer 12 millions de dollars à la création d'un fonds mondial de vérification des faits qui soutiendra un réseau de 135 organisations de vérification des faits opérant dans 65 pays et dans plus de 80 langues.

Selon Mashable, cet argent fait partie d'une subvention de 13,5 millions de dollars accordée par les entreprises technologiques à l'International Fact-Checking Network (IFCN), une division de l'institut médiatique à but non lucratif Poynter.

L'argent servira à développer les opérations existantes de l'IFCN de Poynter, ainsi qu'à lancer de nouvelles initiatives pour élever ce que l'IFCN considère comme de l'“information” et réduire ce qu'il considère comme de la “désinformation”, rapporte Mashable.

“*Le monde a plus que jamais besoin de la vérification des faits*”, a déclaré Baybars Örsek, directeur exécutif de l'IFCN. “*Ce partenariat avec Google et YouTube apporte un soutien financier aux vérificateurs de faits mondiaux et constitue un pas dans la bonne direction.*”

Cependant, Mark Crispin Miller, professeur d'études des médias à l'université de New York, a déclaré au Defender qu'il trouvait le développement “*grotesque – presque au point d'être comique, sauf que ce n'est pas drôle*”.

Michael Rectenwald, Ph.D., auteur de “*Google Archipelago: The Digital Gulag and the Simulation of Freedom*” (le goulag numérique et la simulation de la liberté), a également critiqué le partenariat financier de Google et YouTube avec l'IFCN, déclarant au Defender :

“*Google et YouTube ne sont pas des pourvoyeurs d'information, ce sont des outils pour le contrôle totalitaire de l'information. Ils se livrent à la censure, au déclassement et à la mise sur liste noire des informations, probablement depuis leur création.*”

“L’externalisation de ces fonctions à l’IFCN n’est pas du tout une surprise. L’IFCN n’est qu’un agent du régime totalitaire.”

La distinction entre ce qui constitue une “*information*” et ce qui constitue une “*désinformation*” est arbitraire et dépend du fait qu’elle s’aligne sur le récit préféré des personnes au pouvoir, a déclaré Rectenwald.

“La ‘désinformation’ désigne tout ce qui va à l’encontre des récits du régime sur un grand nombre de sujets, notamment la politique internationale et la guerre, l’économie et la récession, les pandémies et les vaccins, la politique et les élections, les élites mondiales, le changement climatique et la Grande Réinitialisation qui est mise en place en ce moment même.”

Pour lire l’article en entier :

<https://www.mondialisation.ca/grotesque-google-et-youtube-investissent-12-millions-de-dollars-dans-un-reseau-mediatique-mondial-de-verification-des-faits/5673327>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 décembre 2022.

Lu. Plutôt un suicide collectif perpétré par les acteurs politiques qui nous représentent.

- Le pire, ce n'est pas les États qui privent leurs citoyens de libertés, mais les citoyens qui font encore confiance à ces États qui mentent, manipulent et fraudent en permanence ! Comment peut-on croire la parole "officielle" d'un État qui censure pour la liberté ? C'est contradictoire !

Comment ils veulent vous rendre fou. Faites attention où vous marchez, un pas de travers et vous êtes mort !

Les symptômes du cancer que vous pouvez remarquer lorsque vous marchez - Yahoo 8 décembre 2022

Ils osent tout. Terrorisme d'Etat. Ils ne savent plus quoi inventer pour vous faire peur.

J-C - Je vous le donne en mille, dans les deux cas cités ci-dessous, cerise sur le gâteau, un "Russe" serait impliqué.

Frénésie policière dans la satrapie « Allemagne » - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Extrait

Le président de la police judiciaire fédérale lui-même, Holger Münch, vient de déclarer à la chaîne de télévision ARD « Morgenmagazin » que ses polices ont carrément arrêté des gens « *dont nous savons vraiment pas encore quel statut ils sont susceptibles avoir par rapport à ce groupe* ».

Ah bon ? Alors pourquoi les arrêter ?

Ensuite et surtout Holger Münch reconnaît qu'il s'agit d'un gigantesque raid spectacle : « *le système étatique allemand n'a jamais été en danger, à aucun moment. N'allez pas imaginer qu'un groupe qui compte quelques dizaines, tout au plus quelques petites centaines de membres, aurait véritablement été en mesure de mettre en péril le système étatique de l'Allemagne.* »

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/frenesie-policiere-dans-la-satrapie-allemande/>

Mimétisme, c'était inévitable que la DGSI « passe à l'acte » !

La DGSI a interpellé à Strasbourg sept individus radicalisés soupçonnés de vouloir « passer à l'acte » RT 9 décembre 2022

Selon des informations révélées le 8 décembre par Franceinfo, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a procédé le 18 novembre à l'interpellation à Strasbourg de sept jeunes radicalisés soupçonnés de préparer un attentat en France.

Deux d'entre eux, l'un de nationalité russe et l'autre de nationalité tadjik, ont été mis en examen et écroués, a fait savoir une source proche du dossier, citée par la radio française. Sans poursuites à ce stade, les cinq autres ont été remis en liberté.

Pour le moment, aucune preuve tangible n'a permis de démontrer le commencement d'une tentative d'attentat sur le territoire français. « *La nature de leur projet n'est pas établie avec précision mais de nombreux éléments laissent penser qu'ils souhaitaient passer à l'acte* », précise tout de même la source proche du dossier. RT 9 décembre 2022

Le bras armé de l'oligarchie financière anglo-saxonne omniprésent.

L'armée américaine est déployée dans bien plus de pays qu'on ne le croit - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Selon un nouveau rapport important publié la semaine dernière par le Brennan Center for Justice de la faculté de droit de l'université de New York, les forces armées américaines ont été engagées dans des hostilités non autorisées dans beaucoup plus de pays que ce que le Pentagone a révélé au Congrès, sans parler du public.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/larmee-americaine-est-deployee-dans-bien-plus-de-pays-quon-ne-le-croit/>

La plupart ne sauront jamais écrire correctement, ils ne pourront jamais s'exprimer normalement.

Les performances en orthographe des élèves de CM2 continuent à baisser, selon une étude RT 8 décembre 2022

Selon une étude du ministère de l'Education nationale menée sur une longue période, le maniement de la langue française à l'écrit est de moins en moins maîtrisé. L'orthographe grammaticale est en particulier source de fautes plus nombreuses.

Les performances en orthographe des élèves de fin d'école élémentaire sont toujours en baisse en 2021, à en croire une étude publiée le 6 décembre par le ministère de l'Education nationale.

Selon cette enquête sur l'orthographe menée à quatre reprises depuis 1987 avec la même dictée pour des élèves de CM2, le nombre moyen d'erreurs a augmenté régulièrement, passant en 34 ans de 10,7 erreurs à 19,4, selon la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, le service des statistiques du ministère.

L'étude relève, en outre, que le pourcentage d'élèves faisant peu d'erreurs «*a constamment diminué*» : 12,9% des élèves faisaient deux erreurs ou moins en 1987, contre 5,8% en 2007 et 2% en 2015, puis 1,9% en 2021. Du côté des élèves les moins «*performants*», le ministère relève qu'ils sont, en 2021, 27,5% à faire 25 erreurs ou plus. «*Entre 1987 et 2021, la part des élèves faisant 25 erreurs ou plus a ainsi quadruplé*», relève l'étude.

Les différences de performances à la dictée continuent en outre d'être liées à l'environnement social des élèves. Ainsi, le groupe composé des élèves d'écoles les moins favorisées fait en moyenne 21,9 erreurs, contre 15,5 dans le quart composé des écoles accueillant les élèves les plus favorisés. Les deux groupes médians ont, eux, des performances assez proches, avec environ 19 erreurs en moyenne.

Le texte de la dictée est le suivant : «*Le soir tombait. Papa et maman, inquiets, se demandaient pourquoi leurs quatre garçons n'étaient pas rentrés. – Les gamins se sont certainement perdus, dit maman. S'ils n'ont pas encore retrouvé leur chemin, nous les verrons arriver très fatigués à la maison. – Pourquoi ne pas téléphoner à Martine ? Elle les a peut-être vus ! Aussitôt dit, aussitôt fait ! À ce moment, le chien se mit à aboyer.*» AFP/ RT 8 décembre 2022

J-C – Combien de jeunes plus âgés ou d'adultes auraient fait des fautes à cette dictée d'une facilité déconcertante, 50%, 70%, 90% ? Je pose la question, parce que je n'ai pratiquement pas pu lire un courriel depuis 20 ans sans y remarquer de nombreuses fautes, hormis celles d'inattention qu'il m'arrive aussi de faire.

En CM2 j'étais nul en orthographe parce que je ne lisais pratiquement pas, par contre j'avais toujours de très bonnes notes en grammaire, j'apprenais les règles par cœur, pareil en mathématiques. J'aurais fait zéro faute à cette dictée. Je me suis vraiment mis à lire à 19 ans, et depuis je n'ai jamais arrêté, et je crois avoir un peu progressé.

Mon père né en 1931 voulait devenir ébéniste, la guerre est arrivée, les écoles fermèrent. En 1945, plus question d'aller à l'école, sa mère décida qu'il irait en apprentissage en menuiserie, c'est ainsi qu'il devint menuisier en bâtiment.

Quelques décennies plus tard, il était devenu un menuisier hautement qualifié bénéficiant d'un salaire aux pièces de misère. Il était très minutieux et il adorait son métier. Plusieurs fois je l'ai accompagné sur les chantiers. Ses patrons ne tarissaient pas d'éloges à son égard, au point de lui confier la tâche d'accompagner l'architecte ou son représentant lors de la réception des appartements une fois les travaux achevés et un an après que les propriétaires en aient pris possession, généralement il s'agissait d'appartements de luxe ou destinés aux classes moyennes supérieures. Mon père procédait à un contrôle de la menuiserie, plancher, fenêtres et portes, placards, etc. Il livrait ses observations à une secrétaire, pas la sienne évidemment, il était simple ouvrier, et à la fin il devait transmettre un rapport à son patron.

Ce n'est pas lui qui allait le rédiger et l'écrire ou le mettre au propre, mais la secrétaire. Lui, il n'était pas capable d'aligner deux mots sans faire trois fautes d'orthographe, il était archi nul, et en calcul, il ne savait pas faire une division comportant une virgule, un terrible handicap qu'il traînera

toute sa vie, et qui l'empêchera de gravir les échelons de l'échelle sociale comme on disait hier encore.

Voilà ce qui attend la plupart de ces jeunes.

Si vous voulez leur donner un conseil, qu'ils lisent un maximum de livres et non des pages d'écran, et qu'ils écrivent le plus possible, je ne sais pas, ce qui leur passe par la tête, par exemple des petits mots qu'ils glissent dans la poche de leurs parents ou de leurs petits camarades, pour s'amuser, leur faire des blagues ou les distraire agréablement. S'il y a des enfants dans votre entourage, faites-leur un beau cadeau de Noël, offrez-leur un livre.

Charlie Hebdo ou la pourriture néofasciste du libéralisme libertaire.

«Yoda des violeurs» : nouvelle charge infamante de Charlie Hebdo contre Julian Assange - RT 7 décembre 2022

Dans les colonnes de Charlie Hebdo, le fondateur de WikiLeaks vient d'acquérir le statut de... «Yoda des violeurs». L'expression figure au détour d'une phrase repérée par le comité de soutien français à Julian Assange, dans un article issu de l'édition du 7 décembre de l'hebdomadaire satirique.

La formule fielleuse émane de l'écrivain irlandais Robert McLiam Wilson, qui contribue à l'hebdomadaire satirique depuis 2016.

Quelques semaines plus tôt (le 23 novembre dernier), cette plume anglophone, régulièrement traduite par Charlie Hebdo, avait usé d'une expression non moins grossière, en qualifiant Julian Assange de «Gandalf violeur et mentalement diminué».

Comme le relève aujourd'hui le comité de soutien français au fondateur de WikiLeaks, déjà en 2018, Robert McLiam Wilson avait publié un article «portrait» dans lequel il avait abondamment insulté le ressortissant australien, alors confiné dans l'ambassade équatorienne de Londres depuis six ans.

On retrouvait dans cet écrit une importante quantité d'éléments infamants visant Julian Assange, que ses soutiens dénoncent régulièrement comme faisant partie d'une campagne politico-médiatique de dénigrement à son endroit. «On a du mal avec son narcissisme titanesque», «un bouffon ignorant», ou encore : «Julian Assange s'est un tantinet lâché rayon viol»... Autant de considérations à charge reprises depuis plus d'une décennie par les détracteurs du journaliste australien. RT 7 décembre 2022

Totalitarisme. La France est tombée dedans.

Budget de l'État : Élisabeth Borne active pour la huitième fois le 49-3, LFI dépose une motion de censure - Journal du Dimanche 8 novembre 2022

Pour faire passer en force, sans vote, la partie « *recettes* » du projet de budget de l'État pour 2023 en nouvelle lecture, Élisabeth Borne a déclenché l'article 49-3 de la Constitution pour la huitième fois depuis son arrivée à Matignon. Journal du Dimanche 8 novembre 2022

Après la scission du POI, au tour du NPA ?

"La situation est intenable": le Nouveau Parti anticapitaliste au bord de la rupture - BFMTV 10 décembre 2022

"La situation est intenable" entre les défenseurs d'une ligne révolutionnaire stricte et les partisans d'une vision plus "large et unitaire" du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), a confié vendredi Philippe Poutou, candidat NPA lors des trois dernières élections présidentielles.

"On ne peut plus rester un parti avec deux lignes politiques différentes. Les luttes internes, autant au niveau organisationnel que politique, nuisent au parti. La séparation peut apparaître comme une solution", a ajouté le dirigeant du petit parti d'extrême gauche.

"C'est le résultat d'une politique générale très difficile: on prend les coups, on n'arrive pas à gagner, on recule et c'est la confrontation avec le pouvoir style Macron", a-t-il lancé vendredi soir sur BFMTV.

J-C - Vous savez comment ils comptent s'y prendre pour "gagner" ? Quoi et avec qui, au détriment de quoi ou de qui ? Vous en avez des exemples dans cette causerie avec LFI et la Nupes : En s'associant avec eux ou le parti de Macron, cela revient au même remarquez bien, c'est-à-dire, en proposant ou adoptant des amendements à l'Assemblée nationale compatibles avec le parti de Macron ou qui ne lui font pas de l'ombre, en capitulant sur toute la ligne pour ceux qui n'auraient pas encore compris la nature du NPA. Ils vont poursuivre leur double jeu en rejoignant la Nupes tout en prétendant être indépendant comme le POI, on prend les paris. Il se pourrait que le POI et le "clan" du NPA qui refuse de se fondre dans la Nupes tente de fusionner, ce qui ne ferait pas davantage notre affaire, puisqu'ils ont adhéré à la mystification de Davos sur le climat et la pseudo-pandémie, mais aussi la guerre en Ukraine, entre autres. Vous auriez les opportunistes intégrés à la Nupes et les opportunistes qui demeureraient en dehors à la manière du PCF par exemple.

BFMTV - Cette "guerre des clans dure depuis des années. Dans le parti, certains camarades se détestent et ces rancœurs personnelles ont mené le parti au bord de l'implosion. Maintenant, il y a deux chemins possibles: soit on trouve un accord, soit on se sépare", a confié un délégué du parti qui préfère rester anonyme.

L'ultimatum est fixé à samedi, lors du congrès du NPA qui a lieu ce week-end à la Bourse du Travail de Saint-Denis, quatre ans après le dernier congrès du parti.

Philippe Poutou et Olivier Besancenot, un autre ancien candidat du parti à la présidentielle, suivis d'une courte majorité des adhérents, optent pour une "gauche radicale qui peut travailler avec LFI".

"On est d'accord sur certaines actions et thèmes défendus par la Nupes. On a tout intérêt de réaliser des actions ensemble. Qu'on le veuille ou non, Mélenchon est aujourd'hui le représentant de la gauche", lance Julien, 39 ans.

"Le choix du parti de soutenir la Nupes après la présidentielle n'était pas le bon. On pense qu'on aurait dû continuer à soutenir Poutou pour les législatives et affirmer nos idées. Si on est amenés à se séparer, ce sera la fin du NPA tel qu'il existe aujourd'hui", a rétorqué Damien Scali, porte-parole de la campagne de Philippe Poutou lors de la présidentielle 2022. 45% des 2000 adhérents du NPA sont du même avis.

"Ça ne s'est pas vu de l'extérieur mais en réalité, il y a eu plusieurs campagnes pendant les élections cette année. Il y a ceux qui ne souhaitent que travailler avec Lutte ouvrière, et les partisans d'un parti plus ouvert", a résumé Julien Salingue, le responsable presse du parti.

J-C - On a eu raison de renvoyer dos-à-dos ces deux "clans", car rien ne justifiait de participer à l'élection présidentielle compte tenu des conditions dans lesquelles elle s'est déroulée et le contexte général, à part vouloir légitimer les institutions de la Ve République et le monarque qui serait élu. Et rappelons que tous les "clans" ou fractions du NPA sont plus que dégénérés, ils ont adopté le wokisme, l'écriture inclusive, tous les communautarismes propulsés depuis Davos...

Tout ce qu'ils ont "gagné", c'est d'avoir brisé par leur opportunisme des milliers de jeunes et de travailleurs qui les avaient rejoints et qui les ont quittés, dont la plupart se seront détournés du socialisme ou ont cessé le combat politique contre le régime. Cependant, en repensant à ma propre expérience, je me dis qu'il doit y avoir un grand nombre d'ex-militants du NPA, de LO, du POI ou POID, du PCF, qui seraient prêts à se tourner à nouveau vers le socialisme si l'occasion se présentait à eux.

BFMTV - Au-delà des oppositions internes sur la ligne politique du NPA, les adhérents sont "embarqués depuis des années dans un dialogue de sourds", à cause "d'une construction du parti qui rassemble plusieurs fractions qui ne communiquent jamais ensemble", a rapporté un membre de la direction. BFMTV 10 décembre 2022

Tribune libre.

J-C – Nous rencontrons toute sorte de travailleurs qui abordent la situation sous des angles différents ou qui sont différents du nôtre, qui ne se placent pas sur le même terrain que nous, qui manifestent plein d'illusions, aussi nous devons les écouter au lieu de les mépriser ou vouloir les convaincre de quoi de que ce soit, parce que leur manière de poser un certain nombre de questions révèle des contradictions, auxquelles nous pouvons proposer des réponses qui les feront réfléchir.

Les trois mythes qui nous oppriment et qui nous ruinent - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Nous sommes confrontés à divers problèmes liés le plus souvent à des décisions politiques absconses prises dans l'ignorance complète (volontaire ou pas) des réalités scientifiques, économiques ou sociales. Il est important de les situer correctement dans les contextes qui les concernent : les mensonges et la propagande outrancière auxquels nous sommes soumis font que la population ne sait pas toujours relier les événements aux causes profondes qui les suscitent. De même, des faits secondaires peuvent apparaître comme initiaux alors qu'ils ne sont que des aboutissements de processus pernicious. La population qui ne connaît que les médias grand public ne sait plus discerner le vrai du faux et vit dans la confusion et la peur, savamment entretenues par les experts en communication qui discréditent ceux qui parlent vrai en utilisant des qualificatifs malhonnêtes.

La réalité est inversée, le droit international est bafoué et ceux qui le bafouent se posent en victimes, réclamant un tribunal exceptionnel (hors toute légalité) pour juger les soi-disant auteurs de crimes de guerres et d'atrocités, alors qu'en réalité c'est leur camp qui en est l'auteur.

C'est ainsi que les présidents comme Slobodan Milosevic, Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Hugo Chavez et Nicolas Maduro, Bachar al-Assad, Vladimir Poutine, etc. sont d'abord qualifiés de dictateurs sanguinaires pour justifier la destruction de leur pays et la mainmise sur les ressources énergétiques et minérales.

Les USA continuent de voler le pétrole syrien dans un silence médiatique total. Et pendant 8 ans, les néo-nazis ukrainiens ont massacré 14 000 russophones du Donbass, pendant que l'Ukraine, sous couvert des accords de Minsk (dont la France et l'Allemagne étaient garants) procédait au renforcement de son armement dans le cadre de l'OTAN, alors que l'Ukraine n'est ni dans l'OTAN, ni dans l'UE, cette dernière s'étant constituée comme telle dans la subordination aux ordres de Washington. Ce qui en résulte est une cascade de dictatures emmenée par les USA.

C'est ainsi également que les pénuries énergétiques ne sont pas tant des conséquences de la guerre en Ukraine et de décisions de Poutine, que de la volonté des USA et de l'OTAN d'affaiblir les pays qui connaissent la prospérité et qui leur apparaissent comme des menaces à l'égard de leur hégémonie et donc comme des ennemis. L'UE est visée (affaiblissement de la Russie et de l'UE dans le processus de destruction de leur partenariat traditionnel), mais les oligarques, heureux et fiers dans leurs habits de laquais se précipitent à Washington pour lécher les bajoues de leurs maîtres, les présidents en place, eux-mêmes tenus entre les griffes du Pentagone et de Wall-Street.

Nous sommes en démocratie et cela signifie que la population est amenée à voter pour élire des représentants (« *démocratie représentative* », d'ailleurs remise en question par ceux qui souhaiteraient la démocratie directe ; il s'agit d'un autre débat qui n'est pas simple).

Les élections supposent que la population soit éclairée sur les enjeux et les projets des uns et des autres. Sans la connaissance des véritables enjeux, le système démocratique ne peut fonctionner que de manière viciée. C'est dire que l'information et les médias sont au cœur du bon fonctionnement de la démocratie. Quand la liberté d'expression est abolie et que les diseurs de vérités sont persécutés, la circulation des idées est bloquée et les débats interdits. Le déblocage ne peut s'opérer que par un renversement du pouvoir en place et la libération des médias muselés. Le port obligatoire du masque est le symbole parfait du musellement de la population et des contre-pouvoirs. Tant que la dictature fonctionne, la vérité ne peut éclater sinon par le moyen des réseaux alternatifs de réinformation, à condition que les paroles qu'ils véhiculent soient entendues et comprises. La politique répressive des manifestations dissuade les gens de descendre dans le rue, mais les gouvernants ont tellement peur qu'ils réquisitionnent les armes des Français !...

Les attaques contre nos valeurs, notre culture, contre l'enseignement et l'éducation traditionnels ne sont pas anodins : il s'agit d'une volonté délibérée de destruction et de nivellement par le bas au profit d'un certain consumérisme dirigé par la haute finance et les multinationales avides de réaliser du profit, particulièrement sur les chimères à la mode comme le réchauffement climatique prétendument de nature anthropique et la transition énergétique ou la pandémie créée de toute pièce par les laboratoires pharmaceutiques qui s'appuient sur la partie corrompible des différents corps : médical, scientifique, politique et médiatique.

Les mouvements sociétaux particularistes, eux-mêmes créateurs de discriminations au nom de la diversité et de l'inclusion, tels que le féminisme, les LGBT, le wokisme, la théorie du genre, etc. ne sont rien en soi et ne seraient qu'insignifiants et marginaux s'ils ne se constituaient en lobbies actifs

et parfois influents sous la pression de la haute finance et de la franc maçonnerie hostile au Christianisme. Ils sont utilisés pour fomenter les troubles dans les pays visés par l'hégémon. Ils nous polluent la vie, ce qui leur confère une importance médiatique. Ils font partie des conséquences observables, souvent sous-évaluées quant à leur pouvoir de nuisance : ce sont des instruments de déstabilisation de notre civilisation qui s'attaquent à la jeunesse et même à l'enfance. Leur dangerosité vient du fait qu'ils sont plongés, parfois de manière indiscernable, dans des mouvances sataniques, maléfiques, lucifériennes, comme la franc maçonnerie, qui les meuvent et qui trouvent place dans le haut du tétraèdre, comme les rats sur l'étagère des bocaux de confiture. La plupart du temps, on retrouve la CIA, le MI6, le Mossad et l'inénarrable BHL qui figure dans tous les mauvais coups.

J-C - *"Nous sommes en démocratie et cela signifie que la population est amenée à voter pour élire des représentants (« démocratie représentative », d'ailleurs remise en question par ceux qui souhaiteraient la démocratie directe ; il s'agit d'un autre débat qui n'est pas simple).*

Les élections supposent que la population soit éclairée sur les enjeux et les projets des uns et des autres. Sans la connaissance des véritables enjeux, le système démocratique ne peut fonctionner que de manière viciée."

C'est la théorie que j'avais soutenue dans plusieurs causeries.

Donc nous n'avons jamais été en démocratie, pourquoi faire croire le contraire ? Bonne question, n'est-ce pas ? Alors, pourquoi ? Je vous propose une réponse qui me semble cohérente.

Parce que l'existence d'un régime économique basé sur l'exploitation et l'oppression est incompatible avec un niveau d'information ou de connaissance de la population lui permettant de s'exprimer librement en fonction de ses intérêts ou ceux de la société en générale, autrement dit, si vous vous empariez du pouvoir politique au cours d'une révolution ou que vous parveniez au pouvoir à l'issue d'une élection, ensuite vous ne pourriez pas gouverner conformément aux besoins ou aspirations du peuple si vous ne vous attaquiez pas aux fondements du capitalisme.

Il va de soi que si vous ne vous attaquiez pas aux fondements du capitalisme, vous violeriez la démocratie et on ne donnerait pas chère de votre peau ou vous seriez renversés à la première occasion ou à l'occasion d'un coup d'Etat par exemple, en tout cas vous ne pourriez vous maintenir au pouvoir et changer quoi que ce soit avant d'en être évincé.

Voyez ce qui s'est arrivé dans le monde au cours du XXe siècle à la plupart des gouvernements dits de gauche mais qui ne l'était pas, les seuls qui s'en sont tirés ont refusé de s'attaquer aux capitalistes ou ils s'appuyaient sur l'armée dont la majorité des soldats étaient issus de la paysannerie ou des classes populaires...

Ils sont dépités et se consolent comme ils peuvent.

Inde: le BJP de Narendra Modi remporte une victoire écrasante dans le Gujarat - RFI 9 décembre 2022

En Inde, le parti nationaliste hindou du BJP, au pouvoir au niveau national, vient de remporter une victoire écrasante dans l'État du Gujarat, son bastion d'où vient le Premier ministre Narendra Modi. Mais a perdu le contrôle d'un autre État du nord et de la municipalité de Delhi.

La victoire est assommante. Le BJP remporte 85% des sièges de l'assemblée régionale du Gujarat. Cela fait 27 ans que le parti nationaliste hindou est au pouvoir dans cet État, mais il renforce encore plus sa présence. Cela démontre l'ancrage du modèle du BJP, basé sur un système économique libéral et une politique sociale favorable à la majorité hindoue.

Cependant il échoue à convaincre les électeurs de l'Himachal Pradesh, une région du nord où le parti du Congrès remplace le BJP. C'est l'un des rares succès électoraux récents pour le vieux parti des Gandhi. (En 2022, l'Himachal Pradesh c'est 7,45 millions d'habitants, Delhi, 32 millions, le Gujarat, 60 millions. – J-C)

À New Delhi, le vote religieux et de castes perd exceptionnellement de son importance, et le BJP perd la municipalité à la faveur du parti de l'Aam Admi, qui dirige déjà la région de la capitale. Celui-ci est le vrai parti urbain de l'Inde, qui se concentre avec succès sur l'amélioration de l'éducation et la santé publique, ainsi que les subventions pour les pauvres. RFI 9 décembre 2022

Quand le résultat d'une élection ne leur convient pas, au nom de la démocratie ils vous envoient l'armée, vous arrêtent et s'emparent du pouvoir à l'aide d'un coup d'Etat.

Pérou: la nouvelle présidente Dina Boluarte appelle au calme après de violentes manifestations - BFMTV 10 décembre 2022

Dina Boluarte a reçu jeudi le soutien de l'Union européenne dans « *tous les efforts visant à rétablir le dialogue et à renforcer l'État de droit et les institutions démocratiques au Pérou* » mais aussi des États-Unis pour le « *gouvernement d'union* » qu'elle a « *promis de former* ». Le ministère français des Affaires étrangères a appelé à « *un dialogue qui assure la stabilité du cadre institutionnel* ».

La nouvelle présidente du Pérou Dina Boluarte a appelé au calme vendredi au lendemain de violentes manifestations de supporters de l'ex-président Castillo réclamant sa libération et de nouvelles élections, une alternative qu'elle a dit ne pas exclure tout en annonçant la formation imminente de son gouvernement.

De nombreuses manifestations ont éclaté jeudi à Lima et dans plusieurs villes du pays, notamment les régions andines où Pedro Castillo, un ancien instituteur en milieu rural, bénéficie du plus grand soutien.

Vendredi les blocages ponctuels de la route panaméricaine, la principale qui traverse le pays et s'étend du nord au sud du continent américain, entamés la veille, se poursuivaient. Et de nouveaux rassemblements sont attendus en fin de journée dans la capitale.

Jeudi, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui se dirigeaient vers le Parlement arborant des pancartes "*Liberté pour Castillo*", "*Boluarte ne me représente pas*" ou "*Dissolution du Parlement*".

Un "*coup d'État*"

"Nous vivons un coup d'État décrété par le Congrès putschiste. Ce n'est pas possible qu'un petit groupe de cent personnes puisse destituer un président élu par des millions de personnes", a déclaré une manifestante, Ana Zevallos. BFMTV 10 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

En famille, l'Assemblée nationale se nazifie un peu plus chaque jour.

L'Assemblée nationale adopte une résolution condamnant le crime d'agression de la Russie - ouest-france.fr 1er décembre 2022

L'Assemblée nationale a affirmé mercredi 30 novembre 2022 son « soutien le plus total » à Kiev et condamné « le crime d'agression » de la Russie envers l'Ukraine, dans une résolution adoptée à une forte majorité.

Déposé par les groupes de la majorité présidentielle, à l'initiative de Pieyre-Alexandre Anglade (Renaissance), le texte appelle à « une zone de protection autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia » et affirme le « soutien le plus total » de l'Assemblée « à l'Ukraine, son peuple, sa souveraineté et son intégrité territoriale ».

La résolution, qui n'a pas de valeur législative, a été adoptée avec 303 voix pour (une voix contre, 95 abstentions).

Elle « condamne avec la plus grande fermeté l'attaque brutale, injustifiée et illégale » de la Russie et ses « crimes de guerre, voire crimes contre l'humanité ». ouest-france.fr/AFP 1er décembre 2022

J-C – L'unique vote contre est celui d'un député Nupes du POI, si je ne me trompe pas.

Comment ils se partagent les rôles et s'entendent comme larrons en foire.

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2022-2023/deuxieme-seance-du-mercredi-30-novembre-2022>

Six pays de l'UE demandent à Bruxelles de lâcher du lest sur les sanctions antirusse - Réseau International 8 décembre 2022

Les sanctions contre la Russie n'en finissent plus de semer la zizanie entre Européens. Après les atermoiements pour instaurer un plafond au prix du pétrole, ce sont désormais les exportations d'engrais et de céréales qui posent problème, annonce le Financial Times.

Six pays de l'UE – l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Espagne, les Pays-Bas et le Portugal – ont ainsi critiqué les restrictions sur ces approvisionnements. Ces États considèrent que les recommandations édictées par la Commission européenne ne sont pas fondées juridiquement et portent atteinte à la sécurité alimentaire des Vingt-Sept.

« *La situation juridique actuelle amène à critiquer ces sanctions, qui entravent le commerce de denrées alimentaires et d'engrais [...]. Ceci est contraire à la politique de sécurité alimentaire commune de l'UE* », indique un mémorandum signé par les six pays et relayé par le Financial Times.

Les cargaisons alimentaires sont parfois retenues dans les ports européens, car les entreprises ont peur de participer à des transactions liées à la Russie et à des entités sous sanctions, soulignent encore les signataires.

Ils demandent donc des clarifications, qui exonéreront de responsabilité « *les fonds ou ressources économiques* » nécessaires à l'achat et au transport de produits agricoles et alimentaires.

Ras-le-bol et allègements

Depuis quelques semaines, des voix s'élèvent pour que l'Europe assouplisse certaines de ses restrictions vis-à-vis de la Russie. Les compagnies aériennes européennes pourraient notamment recommencer à utiliser l'espace aérien russe, pour éviter la concurrence de leurs homologues asiatiques, avait demandé récemment Willie Walsh, ancien patron de British Airways et président de l'Association du transport aérien international.

Source : Sputnik Afrique

La Hongrie oppose son veto à une aide de 18 milliards d'euros à l'Ukraine - Réseau International 8 décembre 2022

L'agence de presse Reuters a rapporté le 6 décembre que la Hongrie a opposé son veto à un prêt de 18 milliards d'euros à l'Ukraine, financé par un emprunt commun de l'Union européenne (UE). Le ministre hongrois de l'Économie et des Finances Mihaly Varga, cité par la même agence, l'a confirmé lors d'une réunion des ministres de l'Économie et des Finances de l'UE à Bruxelles, le 6 décembre, ajoutant que Budapest fournirait une aide bilatérale à Kiev.

Le versement d'une aide de 18 milliards d'euros à l'Ukraine, par le moyen d'un emprunt sur les marchés financiers dont les États membres payeraient les intérêts, et dont Kiev ne rembourserait que le capital à partir de 2033 au plus tôt, requiert l'unanimité des 27.

Ausrinë Armonaitė, la collègue lituanienne de Mihaly Varga, a déclaré à Reuters, avant les pourparlers, qu'elle jugeait « *immoral* » que la Hongrie bloque l'aide de l'UE à l'Ukraine et a accusé Budapest d'utiliser son droit de veto comme monnaie d'échange pour la levée du blocage de fonds européens destinés à Budapest.

Source : RT France

L'Opep+ maintient sa décision de réduire la production de pétrole d'ici la fin 2023 - RT 4 décembre 2022

Les représentants des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) conduits par Riyad, et leurs dix alliés emmenés par Moscou, ont convenu ce 4 décembre de garder le cap décidé en octobre d'une réduction de deux millions de barils par jour jusqu'à fin 2023.

Un communiqué de l'Opep+ a confirmé le maintien de la précédente décision, qui avait été prise pour soutenir les cours et avait suscité l'ire de la Maison Blanche soucieuse de faire baisser les prix à la pompe.

Depuis, les cours des deux références mondiales de l'or noir ont perdu du terrain et se situent entre 80 et 85 dollars, loin de leurs sommets à plus de 130 dollars atteints en mars après le début de l'opération militaire russe en Ukraine.

Le cours du baril de brut de l'Oural évolue actuellement autour de 65 dollars, soit à peine plus que le plafond de 60 dollars, impliquant un effet limité à court terme. Mais le Kremlin a prévenu qu'il ne livrerait plus de pétrole aux pays qui adopteraient ce mécanisme.

Une position réaffirmée ce 4 décembre par le vice-Premier ministre russe en charge de l'Energie, Alexandre Novak. Cité par les agences de presse russes, il a affirmé que la Russie travaillait «sur des mécanismes pour interdire l'utilisation de l'outil de plafonnement, quel que soit le niveau fixé». «Une telle ingérence ne peut que provoquer une plus grande déstabilisation du marché et une pénurie de ressources énergétiques», a-t-il prévenu. AFP/RT 4 décembre 2022

Les accords de Minsk étaient juste une mise en scène pour gagner du temps et armer l'Ukraine avant d'attaquer la Russie.

Angela Merkel admet que les accords de Minsk n'ont été signés que pour donner du temps à l'Ukraine - donbass-insider.com 9 décembre 2022

Six mois après la déclaration de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko, qui a dit lors d'une interview qu'il n'avait jamais été question d'appliquer les accords de Minsk, et qu'ils n'étaient qu'un moyen pour l'Ukraine de gagner du temps, l'ancienne chancelière allemande, Angela Merkel, vient de dire la même chose dans une interview au Zeit, finissant ainsi de jeter le peu de crédibilité des pays occidentaux à la poubelle.

En juin 2022, lors d'une interview accordée à plusieurs médias occidentaux, dont le Deutsche Welle, l'ancien président ukrainien Petro Porochenko, a admis publiquement qu'il n'avait jamais été question d'appliquer les accords de Minsk, et que ces derniers avaient juste eu pour but de donner du temps à l'Ukraine.

« Nous avons obtenu ce que nous voulions. Nous ne croyions pas Poutine, tout comme nous ne le croyons pas maintenant. Notre tâche était, tout d'abord, d'écarter la menace, ou au moins de retarder la guerre. Nous nous sommes donnés huit ans pour rétablir la croissance économique et renforcer la puissance des forces armées. C'était la première tâche – et elle a été accomplie [...]. Malgré le fait que la guerre ait duré huit ans – en ce qui concerne une opération militaire de grande envergure, je pense que les accords de Minsk ont rempli leur rôle », a déclaré Petro Porochenko.

Cette déclaration n'est pas la première de Petro Porochenko concernant le fait que les accords de Minsk n'étaient qu'un moyen pour l'Ukraine de gagner du temps, et elle n'a donc pas particulièrement attiré l'attention de ceux qui savent depuis longtemps que Kiev n'avait aucunement l'intention d'appliquer ces accords.

Mais là où cela devient choquant, c'est lorsque l'ancienne chancelière allemande, Angela Merkel, dit exactement la même chose, le 7 décembre 2022, dans une interview accordée au Zeit.

Angela Merkel - « J'ai considéré que la discussion de 2008 sur l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN était une erreur. Ces pays n'avaient pas les conditions nécessaires pour cela, et les conséquences d'une telle décision n'avaient pas été envisagées jusqu'au bout, tant en ce qui concerne les actions de la Russie contre la Géorgie et l'Ukraine que pour l'OTAN et ses règles d'assistance. Et les accords de Minsk de 2014 étaient une tentative de donner du temps à l'Ukraine. »

« Nous savions tous qu'il s'agissait d'un conflit gelé, que le problème n'était pas résolu, mais c'est précisément ce qui a donné à l'Ukraine un temps précieux. »

Je rappelle quand même que l'Allemagne était garante des accords de Minsk, et surtout de leur mise en œuvre par l'Ukraine ! En clair dès le départ Angela Merkel, et donc aussi François Hollande et Emmanuel Macron, savaient pertinemment que non seulement l'Ukraine n'appliquerait pas les accords de Minsk, mais qu'en prime, cela laisserait juste le temps à Kiev de se préparer pour une résolution du conflit par la force ! D'ailleurs la conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron qui a eu lieu quatre jours avant le lancement de l'opération militaire spéciale russe, et qui a été divulguée par le président français, montrait clairement que ce dernier savait que l'Ukraine allait attaquer, puisqu'il demandait au Président russe de ne pas réagir aux provocations ukrainiennes (en clair de ne pas intervenir pour défendre le Donbass).

Quand on a cette information en mains, et qu'on se remémore les litanies sans fin de la France et de l'Allemagne se plaignant que la Russie (garante comme elles et non partie au conflit) n'appliquait pas les accords de Minsk, on se dit que le niveau d'hypocrisie des autorités allemandes et françaises est littéralement cosmique !

Les autorités russes ont bien sûr vivement réagi à la déclaration d'Angela Merkel, à commencer par Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, qui a déclaré que cette interview donnait la preuve à la Russie de ce qu'elle disait depuis des années sur le manque de volonté des Occidentaux de pousser l'Ukraine à appliquer les accords de Minsk. Et surtout le but de ces accords était de servir de diversion pendant que les pays de l'OTAN gavaient l'Ukraine d'armes pour relancer ensuite le conflit.

« Dans cette révélation, l'essentiel était que, du point de vue de l'Occident, tout cela n'était qu'affabulations, flirtant avec l'utilisation du droit international dans le seul but de gaver le régime de Kiev d'armes. Il s'agissait de « détourner » les yeux de la communauté internationale des événements réels sur le territoire de l'Ukraine, cette catastrophe humanitaire, ces tueries sans fin, qui ont fait plus de 13 000 victimes de tous côtés avant 2022. Cela n'avait qu'un seul but : gaver le régime de Kiev d'armes et le préparer politiquement à lancer les hostilités que nous avons vues au début de 2022, lorsque le régime de Kiev a commencé à lancer des frappes meurtrières contre le Donbass. Cela ne laissait aucune place à une autre action que celle entreprise par la fédération de Russie : reconnaître d'abord ces territoires comme souverains, puis les accepter comme faisant partie de la Fédération de Russie pour pouvoir les défendre réellement, pour sauver leurs vies », a déclaré Maria Zakharova.

Mais surtout pour la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, la déclaration d'Angela Merkel prouve que l'Occident ne recule devant aucun mensonge, et s'assoit sur le droit international quand ça l'arrange, peu importe les conséquences pour les civils innocents.

« Cette confession de l'ancienne chancelière allemande A. Merkel semble terrible : faux (comme méthode d'action de l'Occident), machinations, manipulations, toutes sortes de distorsions de la vérité du droit et de la loi que l'on ne peut qu'imaginer. Ils savaient déjà à l'époque, en 2015, alors qu'ils menaient des pourparlers de plusieurs heures, qu'ils ne le mettraient jamais en œuvre et qu'ils fourniraient des armes au régime de Kiev. Ils n'avaient aucune pitié pour qui que ce soit : les femmes, les enfants, les civils du Donbass, et même l'Ukraine dans son ensemble. Ils avaient besoin d'un conflit. Ils étaient prêts à le faire dès 2015 », a-t-elle ajouté.

Puis, c'est le Président de la fédération de Russie, Vladimir Poutine, qui a commenté la déclaration de l'ancienne chancelière allemande, en déclarant que les propos d'Angela Merkel l'ont non seulement surpris, mais déçu.

« Pour être honnête, cela a été une surprise totale pour moi. C'est décevant. Franchement, je ne m'attendais pas à entendre cela de la part de l'ancienne chancelière fédérale, car j'ai toujours supposé que les dirigeants de la République fédérale [d'Allemagne] se comportaient sincèrement avec nous. Oui, ils étaient bien sûr du côté de l'Ukraine, ils soutenaient l'Ukraine, mais je pensais toujours que les dirigeants de la République fédérale avaient toujours sincèrement cherché un règlement sur les principes dont nous avons convenu et auxquels nous étions parvenus, y compris dans le cadre du processus de Minsk », a-t-il déclaré en guise d'introduction.

Il a ensuite souligné que les propos d'Angela Merkel ne font que prouver que Moscou avait pris la bonne décision en lançant l'opération spéciale, puisque l'ancienne chancelière allemande dit clairement que le but de l'Ukraine était bien de reprendre les hostilités et de régler le conflit du Donbass par les armes, et donc, dans le sang.

« Ce qui a été dit maintenant prouve seulement que nous avons fait le bon choix en lançant l'opération militaire spéciale. Pourquoi ? Parce qu'il s'avère que personne n'allait mettre en œuvre les accords de Minsk. Les dirigeants ukrainiens, selon les mots de l'ancien président Porochenko, qui l'a également dit : il les a signés, mais il n'allait pas les mettre en œuvre. Mais j'espérais encore que les autres participants à ce processus étaient sincères avec nous. Il s'avère qu'ils nous trompaient aussi. Il s'agissait uniquement d'arroser l'Ukraine d'armes et de la préparer à une action militaire », a ajouté le Président russe.

Vladimir Poutine a ensuite déclaré qu'au vu de la déclaration d'Angela Merkel, la Russie aurait peut-être dû intervenir plus tôt. Mais ce que n'a pas compris Angela Merkel en faisant cette déclaration tonitruante, c'est qu'elle vient définitivement de saper toute confiance que la Russie aurait pu placer dans les gouvernements des pays occidentaux, ce qui veut dire des problèmes à venir en matière de diplomatie.

Il semble qu'Angela Merkel n'a pas tiré les leçons du désastre diplomatique qu'a été la divulgation de la conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron par ce dernier. Je rappelle que depuis, le Président russe ne s'est plus entretenu avec son homologue français.

La déclaration d'Angela Merkel concernant les accords de Minsk a non seulement privé Kiev d'une porte de sortie diplomatique concernant le conflit en cours (puisque pour reprendre les termes de Vladimir Poutine la question se pose de savoir « s'il y a quelqu'un avec qui négocier »), offert une preuve de la légitimité de l'intervention russe dans le Donbass (en jetant à la poubelle le narratif occidental de la pauvre Ukraine qui voulait la paix), mais en prime, elle vient de torpiller pour de bon les relations entre la Russie et l'Allemagne.

À ce stade, quand je vois les conséquences désastreuses de la déclaration de l'ancienne chancelière allemande, j'hésite entre une démence précoce ou un goût prononcé pour le masochisme. Quelle que soit l'option, ce sont les populations d'Ukraine, de Russie (surtout du Donbass) et de l'Union Européenne qui payent et vont payer les conséquences de la décision de la France et de l'Allemagne d'opter pour des accords de Minsk bidons, l'hypocrisie totale, et le chemin de la guerre, plutôt que celui de la paix. donbass-insider.com 9 décembre 2022

Mystification ou instrumentalisation du climat.

Le Green New Deal du Forum économique mondial en famille.

L'Assemblée vote l'obligation d'installer des panneaux solaires dans les grands parkings extérieurs - BFMTV 10 décembre 2022

L'Assemblée a adopté vendredi une obligation d'équiper les parkings extérieurs de plus de 1500 mètres carrés d'ombrières photovoltaïques, une mesure du projet de loi visant à accélérer la production d'énergies renouvelables.

L'article prévoyant cette mesure a été adopté avec 42 voix contre 6, après des débats marqués par une série de compromis entre le gouvernement et la gauche, qui souhaitait durcir le dispositif.

Le gouvernement défendait initialement un seuil à 2500 mètres carrés, tandis que députés écologistes et insoumis demandaient de descendre à 500 mètres carrés.

Après échanges, le gouvernement ne s'est pas opposé à un curseur placé à 1500 mètres carrés, comme le demandaient également des députés macronistes, donnant ainsi un nouveau gage de bonne volonté à la gauche dont il compte obtenir le soutien pour ce projet de loi.

Le Sénat, qui avait examiné le texte en premier, avait substitué la logique de surface voulue par le gouvernement par une logique de nombre d'emplacements, retenant le seuil de 80 places. L'Assemblée a donc rétabli le critère initial exprimé en mètres carrés.

Les députés ont également voté des amendements écologistes réduisant la portée des dérogations prévues dans certains cas, en donnant des possibilités "*d'adaptation*" plutôt que "*d'exonération*".

Ils ont aussi voté des amendements identiques déposés par la gauche et des députés de la majorité, comme l'ex-ministre de la Transition écologique Barbara Pompili, supprimant le caractère initialement optionnel des sanctions et les rendant systématiques en cas de non-respect de l'obligation.

Un amendement LFI doublant les sanctions prévues (à 20.000 euros et 40.000 euros, selon la taille du parking) a aussi été adopté avec le soutien du gouvernement. BFMTV 10 décembre 2022

A quoi peut bien servir leur créature, sinon à nuire à nos intérêts.

Journée mondiale du climat : À quoi sert Dernière rénovation ? - Le HuffPost 8 décembre 2022

À l'occasion de la journée mondiale du climat, ce jeudi 8 décembre, Le HuffPost vous propose un dossier spécial consacré à ce mouvement, qui symbolise la période que nous vivons dans la lutte contre le changement climatique... Le HuffPost 8 décembre 2022

71 % des Français ont entendu parler des actions dans les musées, ils sont 80 % à les rejeter. - Le HuffPost 8 décembre 2022

A lire dans la causerie du 31 octobre 2022 :

Quand leurs créatures dégénérées deviennent incontrôlables. Qui les manipulent ?

Aveu. La réussite de leur plan repose sur la fabrique du consentement destinée à la population, ils le disent eux-mêmes.

J-C - Autrement dit vulgairement, pour vous baiser on a besoin de votre accord ! On va vous amener à adopter ou mieux, à réclamer, un ensemble de mesures destinées à vous protéger contre une menace qui n'existe pas ou qu'on aura fabriquée, sans qu'on sache si leurs conséquences ne seront pas nuisibles à vos intérêts. On croirait entendre le président de Pfizer !

« Vers une planification écologique à l'échelle européenne ? » - Le Journal du Dimanche 8 décembre 2022

À la veille de la clôture des Rencontres du Développement Durable organisées par l'Institut Open Diplomacy à Berlin, la coprésidente de ce think-tank, la professeure Laurence Monnoyer-Smith revient sur ce cycle de huit journées complètes de débat en partenariat avec Le Journal du Dimanche.

« Tout l'enjeu de l'organisation de cette planification écologique européenne est de parvenir à convaincre le citoyen européen qu'elle vise à le protéger, ainsi que son environnement, dans un mouvement de transition dont personne ne mesure aujourd'hui réellement l'ampleur des implications concrètes. » Le Journal du Dimanche 8 décembre 2022

En complément. Dommage que le ridicule ne tue pas.

Julien Bayou veut repeindre les toits en blanc face aux canicules - BFMTV 9 décembre 2022

L'énergie du désespoir. Ils ont tout manigancé.

Les énergies « vertes », une source inédite de chômage ? - reseauinternational.net 9 décembre 2022

Sur CNEWS, Loïk Le Floch-Prigent, ancien patron de Gaz de France (GDF) a indiqué la situation anormale de voir le non-fonctionnement des centrales nucléaires : *« Normalement, le 1er janvier de chaque année, toutes les centrales nucléaires sont là, en l'occurrence 56 réacteurs. Là, pour une*

fois, ce n'est pas le cas ». Il dénonce « le retard pris dans les opérations de maintenance de plusieurs sites » et « la peur liée à de la corrosion sous contrainte ». Selon lui, cette menace de corrosion n'est « pas du tout » justifiée pour fermer les centrales nucléaires.

Pire encore, l'ancien responsable de GDF, évoquant « des tas de possibilités », accuse le gouvernement français : « On aurait pu ouvrir Flamanville depuis longtemps. De la même façon, on aurait pu faire un programme se demandant comment on pouvait rouvrir Fessenheim » ; « Ces possibilités n'ont pas été regardées et par conséquent aujourd'hui le problème qui se pose n'est pas, est-ce qu'on va avoir des coupures ou pas ? Mais est-ce qu'on va faire marcher les centrales nucléaires à temps et est-ce qu'il y a un dispositif d'urgence qui a été mis en place par le gouvernement ? »

Loïk Le Floch-Prigent pointe le gouvernement français car il n'y a pas eu de plan d'urgence mis en place. « L'urgence pour le gouvernement, c'est de – rappelant le slogan publicitaire de EDF – dire « vous avez des éoliennes, il faut absolument en faire » », a déploré l'ancien patron de Gaz de France sur CNEWS tout en lançant : « Je suis plus inquiet pour les hivers prochains ». En France, un document a été envoyé par le gouvernement aux préfets pour préparer « des coupures d'électricité ciblées et programmées » en cas de forte tension sur le réseau, rappelle le média français. La crainte de ces coupures domine l'actualité car l'utilisation de sources d'énergie « vertes » par les pays de l'UE entraînera la destruction de leur production industrielle, une réduction du nombre d'emplois et une baisse du niveau de vie de la population.

Destruction de l'industrie, des entreprises et de l'emploi. Sur son Blog, Loïk Le Floch-Prigent dénonce, à cause du « drame actuel », l'augmentation des factures pour l'énergie en France : « Certains industriels doivent signer des contrats d'approvisionnement multipliant par 5 ou 6 leurs factures pour les trois ans qui viennent ». Il dénonce la non-volonté politique de réagir rapidement en quittant sa politique idéologique sur les énergies vertes : « Le retour d'expérience, le vade me cum de tout industriel conduit donc à dire qu'il y a eu échec et qu'il faut réaliser le diagnostic de l'échec pour redresser la situation. Force est de constater que c'est ici tout l'inverse qui nous est proposé, on veut réformer sans s'interroger, on ne se donne donc aucune chance de réussir ! » Plus loin, il accuse : « Tout d'abord depuis plus de vingt ans, nous avons organisé la pénurie électrique de notre mix pour pouvoir augmenter les prix et ainsi satisfaire les anti-monopoles de l'Europe » ; « Nous avons fermé des réacteurs, nous n'en avons pas construit de nouveaux, nous n'avons pas maintenu convenablement l'existant ». « Nous étions exportateurs avec une base de 75% nucléaire et les prix étaient attractifs pour la satisfaction de la machine EDF. Nous avons voulu casser l'outil, et nous avons réussi avec l'aide de la Commission européenne, de la priorité donnée sur le réseau aux énergies solaires et éoliennes et la création d'un marché artificiel instituant des « fournisseurs » qui ne produisaient pas, de transportaient pas et ne distribuaient pas ! », rajoute-t-il.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/les-energies-vertes-une-source-inedite-de-chomage/>

Tout ça pour 0,05°C au mieux. Question : Alors pourquoi ?

Un rapport dénonce la nocivité et l'inutilité de la politique climatique européenne - Association des climato-réalistes 9 décembre 2022

L'Institut de Recherche Économiques et Fiscales (IREF) vient de rendre public un rapport, relu et validé par l'Association des Climato-Réalistes, sur les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne. Ce rapport, librement accessible en ligne, est sans appel. D'une part, s'ils étaient suivis, ces objectifs de réduction feraient chuter le PIB européen de 25% les dix prochaines années, une catastrophe économique inimaginable. D'autre part, selon les propres formules de sensibilité climatique utilisées par le GIEC, l'impact de la mise en œuvre de ces efforts herculéens serait négligeable aussi bien à l'horizon 2030 qu'à l'horizon 2100, avec au mieux 0,05°C de réchauffement qui serait ainsi "économisé" à la fin du siècle.

L'UE a déjà réduit ses émissions de 25% les trente dernières années, elle est donc déjà le bon élève de la classe (l'autre étant les États-Unis en termes de réduction des émissions). Si réchauffement climatique anthropique il doit y avoir lors du XXIe siècle, celui-ci proviendra essentiellement des pays émergents, qui ont clairement annoncé lors de la COP27, non sans arguments valables, qu'ils utiliseraient les combustibles fossiles sans remords si cela peut leur permettre de se développer. Le rapport, rédigé par Vincent Bénard, prend acte de cette réalité pour proposer des stratégies adaptées : le Net Zero européen étant inutile et contreproductif, c'est en libérant la recherche et développement de ses absurdes contraintes réglementaires que l'Europe contribuera, si elle le souhaite, à la réduction des émissions globales. Association des climato-réalistes 9 décembre 2022

Les politiques climatiques "Zéro Émissions Nettes" de l'Union Européenne : un examen critique

Face à la déferlante d'idées liberticides supposées contribuer à la lutte contre le changement climatique, consécutives au vote d'objectifs drastiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne, l'IREF a voulu vérifier le bien-fondé de ces politiques, tant en terme de faisabilité économique que d'impact réel sur le climat. Voici, en 8 points clé, les principales conclusions de notre rapport :

1. L'Union Européenne est le seul continent à avoir réduit ses émissions de CO2 depuis 30 ans, et ce de façon significative. Culpabiliser les populations de l'union pour leurs émissions est injustifié.
2. Poursuivre à tout prix les objectifs de réduction des émissions de CO2 votés par l'Union Européenne à l'horizon 2030 et 2050 entraînerait une forte décroissance économique. Ces objectifs sont impossibles à atteindre sans saccager à la fois l'économie et les libertés individuelles.
3. L'augmentation des températures mondiales liée aux émissions de CO2 de l'UE serait amoindrie de seulement 2,5 millièmes de degrés en 2030 du fait de ces politiques. Une mise en œuvre stricte de ces politiques saccagerait donc l'économie pour rien.
4. En 2100, l'impact climatique mondial de l'Union Européenne, sous le plus pessimiste – et le moins réaliste- des scénarios d'émissions, sera inférieur à 1 dixième de degré Celsius, sur la base des données climatiques du GIEC. La différence maximale de hausse de température entre une politique climatique purement "technologique" et des mesures coercitives sera au plus de cinq centièmes de degré Celsius (0.05°C) en 2100.
5. Par conséquent, les politiques écologiques coercitives, qui détruiront la qualité de vie d'un grand nombre d'européens dans 10 ans, pour un résultat climatique proche de zéro dans 80 ans, doivent être strictement bannies de toute politique européenne, et ce définitivement.
6. L'Asie et l'Afrique représentent déjà 60% des émissions de CO2 et cette proportion augmentera probablement dans les 30 ans à venir. C'est là-bas que se joue l'avenir des émissions de CO2 globales.

7. Ces deux continents pourraient représenter 85% de la population mondiale en 2100, et leurs principaux dirigeants ont déjà fait savoir qu'ils ne commenceront à décarboner leur économie que lorsque des solutions économiquement viables seraient à leur disposition. De fait, la hausse de leurs émissions prévisibles d'ici 2050 sera supérieure à 40 fois la baisse envisageable des émissions de l'UE dans les scénarios les plus coercitifs.
8. Si la relation CO2 climat est aussi préoccupante que l'affirme le GIEC, la seule stratégie viable pour l'UE est la recherche et le développement de solutions de production d'énergie bas carbone rentables (c'est à dire sans subventions) et commercialisables facilement dans tout type de pays pour que la croissance des autres continents, et notamment l'Asie et l'Afrique, soit, à terme, carboniquement aussi vertueuse que ne l'est déjà celle de l'Union Européenne.

L'étude, 54 pages.

<https://frirefeurope.b-cdn.net/wp-content/uploads/sites/2/2022/11/IREF-Politiques-Climatiques-de-lUE-Un-examen-critique-Novembre-2022.pdf>

C'était déjà de la faute des activités humaines il y a deux millions d'années.

Le Groenland, où a été découvert le plus vieil ADN du monde, abritait des forêts il y a deux millions d'années - lejdd.fr 8 décembre 2022

Aujourd'hui un désert polaire, la partie la plus septentrionale du Groenland abritait autrefois des forêts. Des scientifiques ont extrait le plus vieil ADN du monde dans le Nord de l'île et ont rendu les conclusions de leurs travaux, débutés en 2006, mercredi dans la revue spécialisée *Nature*. Datant de deux millions d'années, cet ADN offre un aperçu sans précédent du passé préhistorique de cette région, mais également de l'adaptabilité des espèces face à la menace du changement climatique. Il a été mis à jour après le séquençage et l'analyse de 41 échantillons de sédiments d'argile et de quartz, grâce à une technologie novatrice. Ces fragments étaient nichés dans l'embouchure d'un fjord à Cap Copenhague et ont pu être conservés à travers les âges dans la glace et le pergélisol.

« *Les rivières (ont transporté) des minéraux et des matières organiques dans l'environnement marin, où ces sédiments terrestres ont été déposés. Et puis, à un moment, il y a environ deux millions d'années, cette masse terrestre sous l'eau a été soulevée et est devenue une partie du Groenland du Nord* », a expliqué Mikkel Winther Pedersen, l'un des chercheurs à l'origine de cette découverte, à l'Agence France-Presse. Ces sédiments ont révélé « *un environnement que nous ne voyons nulle part sur Terre aujourd'hui* », a poursuivi le maître de conférences à l'Université de Copenhague.

Dans cet « *environnement forestier* » luxuriant cohabitaient des mastodontes, des rennes, de lièvres et d'autres mammifères de l'ère glaciaire « avec un grand nombre d'espèces végétales différentes ». Durant leur étude, les scientifiques ont notamment identifié « *102 taxons végétaux différents* ». La présence avérée de mastodontes dans cette partie du globe est particulièrement mise en avant, car elle n'avait jamais été relevée aussi au nord. lejdd.fr 8 décembre 2022

Santé et dictature sanitaire.

"On voit qu'il y a une organisation globale pour augmenter la censure" Christian Perronne - FranceSoir 06 décembre 2022

Le Pr Christian Perronne est l'invité de ce nouvel "Entretien essentiel" dans lequel il vient nous présenter son dernier ouvrage "Les 33 questions auxquelles ils n'ont toujours pas répondu".

Le Covid était "une pandémie de peur, de manipulation et de scandales financiers", selon Christian Perronne.

Pour lire l'article :

<https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/christian-perronne-organisation-globale-augmenter-censure>

La vidéo :

<https://app.videos.fr/embed/c9612718-7313-4ebe-bfa0-e9c3b48fba7a/#>

ou

<https://odysee.com/@francesoir:2/le-covid-etait-une-pandemie-de-peur-christian-perronne:5?src=embed>

J-C - J'ignorai que la maladie chronique de Lyme, dont il parle dans cet entretien, était due à une bactérie qui avait été modifiée en laboratoire, d'où la chape de plomb qui s'est abattue sur cette maladie.

Étude du Pr Raoult: "La présentation des preuves de Complément d'enquête est frauduleuse" Nicolas Védrines - FranceSoir 07 décembre 2022

Le reportage à charge de "Complément d'enquête" sur le Pr Didier Raoult qui voulait démontrer une fraude dans une étude de l'IHU Méditerranée à propos de l'hydroxychloroquine... était-il lui-même frauduleux ? "Au moins une dizaine de fake" : c'est le nombre de fausses preuves qu'affirme avoir identifiées Nicolas Védrines, soignant diplômé en ingénierie et passionné par les études de méta-analyses. Dans ce "Debriefing", il accuse l'enquête de 52 minutes intitulée "Didier Raoult, le savant flou" et diffusée le 17 novembre par France Télévisions, d'être une "construction de fausses preuves". Mettant en cause le "manque de déontologie" et d'objectivité des journalistes chargés de ce reportage, dont Nathalie Sapena, il n'hésite pas à dénoncer "une volonté de nuire".

Pour lire l'article et assister à l'entretien :

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/nicolas-vedrinesla-presentation-des-preuves-de-complement-d-enquete-est-frauduleuse>

Et les terroristes enragés.

Des effets secondaires du vaccin anti-Covid sont causés par... le mouvement "anti-vax", selon un article scientifique - FranceSoir 04 décembre 2022

Des effets secondaires de la vaccination anti-Covid sont causés par... le mouvement "anti-vax". Telle est l'affirmation faite par un article scientifique, publié en septembre dernier dans la revue scientifique BioMedicine. Son auteur affirme que *"la désinformation perpétuée par le mouvement anti-vaccination peut causer plus de décès et d'effets secondaires"* du vaccin anti-Covid.

Cet article estime que *"l'alarmisme"* et la *"désinformation"* colportés par des *"personnes sans formation scientifique"* pour *"terroriser"* des individus afin qu'ils ne se fassent pas vacciner, exposent non seulement ces derniers à une contamination mais *"causent également plus d'effets secondaires"*.

Le résumé fait état *"d'une revue"* qui offrirait des données démontrant l'affirmation avancée par cet article : *"Une mini-revue de la littérature publiée a été menée et a révélé que le stress mental provoque clairement une vasoconstriction et une constriction artérielle des vaisseaux sanguins"*.

Un internaute a expliqué avoir contacté Raymond D. Palmer, l'auteur de cet article. Après avoir partagé un lien sur son *"passif"* et retracé son parcours sur LinkedIn, il écrit : *"Selon son LinkedIn, Palmer est un ingénieur électricien et un amateur d'astronomie. En 2019, il commence à suivre des cours de thérapie génique, de biochimie, etc. Cette même année, il commence à publier des articles dans des revues médicales"*, écrit-il.

L'internaute @dystopian_DU rapporte que Raymond Palmer se définit comme *"un scientifique axé sur les données"*. *"J'ai demandé ses preuves 'axées sur les données' pour l'affirmation selon laquelle le stress dû à la 'désinformation' sur les vaccins produit des symptômes de type événement indésirable ... 'Silence'... La littérature n'a pas encore été écrite"*, écrit-il. FranceSoir 04 décembre 2022

L'article en entier :

<https://www.francesoir.fr/societe/des-effets-secondaires-du-vaccin-anti-covid-causes-par-le-mouvement-anti-vax>

La tyrannie sans masque.

Covid-19: Emmanuel Macron remet un masque au nom de la "responsabilité" - BFMTV 8 novembre 2022

Vous voyez qu'il sera facile de liquider les « emmerdeurs ».

Covid-19 : « On a décidé de ne plus emmerder les gens avec le port du masque, c'est un manque de courage politique », dénonce Mathias Wargon - Publicsenat.fr 9 novembre 2022

Invité de la matinale de Public Sénat, vendredi 9 décembre, Mathias Wargon, médecin urgentiste et chef de service à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis, estime que le gouvernement tarde à mettre en place une politique de prévention face au risque de 9e vague. Publicsenat.fr 9 novembre 2022

Ils avaient gardé le pire ministre de la Santé pour la fin.

Covid-19 et grippe : François Braun appelle à un « sursaut » de la vaccination - Le HuffPost 9 décembre 2022

Covid-19 : le principe d'une dose de rappel tous les six mois défendu par le ministre de la Santé - Journal du Dimanche 9 décembre 2022

Le ministre de la Santé, François Braun, a rappelé vendredi sur BFMTV que « *tout le monde peut se faire vacciner, la vaccination n'est pas réservée aux personnes à risque ou aux plus de 60 ans* ». Il a plaidé pour une dose de rappel « *tous les six mois* » du vaccin contre le Covid-19. « *Si on veut faire simple : les doses de rappel, c'est tous les six mois* », a-t-il encore assuré. Mais le ministre de la Santé le concède : il existe « *des cas particuliers* », notamment « *si vous êtes plus à risque si vous avez eu une maladie, on peut raccourcir ce délai à trois mois, mais ça, c'est votre médecin qui va vous le dire* », explique-t-il. Journal du Dimanche 9 décembre 2022

Dans quelle société vivons-nous ? Big Pharma vous empoisonne délibérément.

Attention, ces médicaments sont à éviter en 2023 - Yahoo 6 décembre 2022

Pour la onzième année consécutive, la revue Prescrire recense de manière documentée des médicaments plus dangereux qu'utiles. Dans le rapport de cette année, il est précisé qu'il s'agit de médicaments à écarter des soins dans toutes les situations cliniques dans lesquelles ils sont autorisés en France ou dans l'Union européenne.

Pour l'année 2023, Prescrire recommande d'éviter 107 médicaments actuellement autorisés mais plus dangereux qu'utiles. Précisément, 88 médicaments sont commercialisés en France.

Par rapport au bilan de l'année dernière, trois nouveaux médicaments ont fait leur entrée car les effets indésirables auxquels ils exposent sont disproportionnés par rapport au gain d'efficacité qu'ils apportent.

À commencer par une poudre de graine d'arachide contenant des protéines d'arachide (Palforzia). Prescrire explique que ce médicament a réduit la fréquence et l'intensité des réactions allergiques à l'arachide lors d'un test réalisé à l'hôpital "*mais elle augmente la fréquence des réactions allergiques dans la vie quotidienne des patients, y compris celles motivant l'administration d'adrénaline*".

Autre médicament à écarter : le roxadustat (Evrenzo). Il est autorisé dans l'anémie liée à une insuffisance rénale chronique. La revue scientifique formule une mise en garde et assure que ce

médicament "*semble augmenter la mortalité chez certains patients et que son profil d'effets indésirables est plus chargé*". Yahoo 6 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 12 décembre 2022.

86 % des Péruviens désapprouvent le Parlement. Soutien inconditionnel à Pedro Castillo.

Pérou : deux morts lors des manifestations contre Dina Boluarte - LePoint.fr 12 décembre 2022

Fraîchement investie mercredi, après la destitution de Pedro Castillo, la nouvelle présidente péruvienne suscite la fronde d'une large partie de son pays.

Le Pérou en proie à de vives tensions. Deux personnes sont mortes et cinq personnes au moins ont été blessées dimanche 11 décembre, lors de manifestations grandissantes contre la présidente Dina Boluarte après le coup d'État manqué et l'arrestation de l'ancien président Pedro Castillo.

Signe de la tension qui monte : une séance au Congrès sur la situation dans le pays a été suspendue après des incidents. Des images publiées sur les réseaux sociaux montrent un homme en train de donner un coup de poing par-derrière à un autre dans une allée de l'hémicycle puis une bousculade au centre de celle-ci, sans qu'il soit possible de savoir la cause. La séance était toujours suspendue dimanche en début de soirée.

Les protestations se sont multipliées à travers le pays, notamment dans les villes du nord et du sud des Andes. Des milliers de personnes se sont mobilisées dans les rues de Cajamarca, Arequipa, Tacna, Andahuaylas, Cusco et Puno, réclamant la libération de l'ancien chef de l'État et de nouvelles élections et appelant à une grève nationale.

La veille, des affrontements à Andahuaylas (sud) s'étaient soldés par un bilan de 20 blessés (16 civils et 4 policiers). Les violences ont repris dimanche avec des tirs de gaz lacrymogènes de la police et des jets de pierres de manifestants. Des renforts de la police antiémeute devaient arriver par avion pour contenir les manifestations, a-t-on appris auprès de la police.

Andahuaylas, située dans la région d'Apurimac, est la région d'origine de Dina Boluarte, qualifiée de « *traîtresse* » par les partisans de l'ex-président destitué. Le poste de police de Huancabamba, une ville d'Apurimac, a été incendié, selon la radio RPP. À Lima, entre 1 000 et 2 000 personnes ont manifesté devant le Congrès aux cris de « *Castillo, tu n'es pas seul, le peuple te soutient* » et en brandissant des pancartes accusant « *Dina (Boluarte) et le Congrès* » d'être des « *rats corrompus* ». Ils ont été dispersés avec des gaz lacrymogènes dimanche en début de soirée.

Lima a toujours tourné le dos à Pedro Castillo, enseignant rural et leader syndical déconnecté des élites, tandis qu'il était soutenu par les régions andines depuis les élections de 2021. Des syndicats agraires et organisations sociales paysannes et indigènes ont appelé dimanche à une « *grève indéfinie* » à partir de mardi, rejetant le Congrès et demandant des élections anticipées et une nouvelle Constitution.

Selon le communiqué du Front agraire et rural du Pérou, qui demande la « libération immédiate » de Pedro Castillo, celui-ci « *n'a pas perpétré de coup d'État* » lorsqu'il tenté, le 7 décembre, de

dissoudre le Parlement et d'instaurer un État d'urgence. Il a été arrêté quelques heures plus tard par son propre garde du corps alors qu'il se rendait à l'ambassade du Mexique pour demander l'asile politique. Il est accusé de « *rébellion* ».

Dina Boluarte, vice-présidente jusqu'à son investiture le 7 décembre après la destitution de Pedro Castillo, a formé samedi un gouvernement au profil indépendant et technique, avec un ancien procureur, Pedro Angulo, comme Premier ministre. « *Jusqu'à présent, la présidente n'a pas été claire sur la grande question : est-ce un gouvernement de transition ou un gouvernement qui a l'intention de rester jusqu'en 2026 ?* » a déclaré à l'Agence France-Presse l'analyste politique Giovanna Peñaflores.

La demande de nouvelles élections est associée à un rejet massif du Congrès : selon les sondages de novembre, 86 % des Péruviens désapprouvent le Parlement. Vendredi, Dina Boluarte n'avait pas exclu de convoquer des élections anticipées afin de trouver une sortie pacifique à la crise politique.

Parallèlement, la théorie avancée par l'ancien chef de cabinet et l'avocat de Pedro Castillo selon laquelle l'ancien président a été drogué à son insu lors de sa tentative de coup d'État ratée passionne le pays.

Dans une lettre que Pedro Castillo aurait écrite en prison, celui-ci assure qu'un médecin et des infirmières « *camouflés* » et un procureur « *sans visage* » (cagoulé) l'ont « *forcé* » à faire des prélèvements sanguins sans son consentement, évoquant un « *plan machiavélique* ». Le président de l'Institut de médecine légale, Francisco Brizuela, a, lui, indiqué que l'ex-président avait « *refusé de se soumettre* » aux tests.

Détruire un pays, piller sa richesse, massacrer sa population ne leur suffisaient pas, il leur faut supprimer sa culture ou le supprimer tout court.

Des objets d'art du Yémen volés, vendus aux enchères aux États-Unis et dans d'autres pays. - Press TV 3 décembre 2022

Le centre Al-Hodhod indique dans un nouveau rapport que plus de 4 265 objets d'art ont été passés en contrebande et vendus aux enchères dans six pays.

Le Centre d'études archéologiques al-Hodhod a publié un rapport documentant le vol d'antiquités yéménites et leur vente dans des enchères internationales.

Le rapport indique que les objets ont été vendus en Amérique par le biais de 5 ventes aux enchères, en Grande-Bretagne par le biais de 4 ventes aux enchères, en France par le biais de 3 ventes aux enchères, deux ventes aux enchères dans le régime d'apartheid israélien, et une vente aux enchères en Allemagne et aux Pays-Bas.

Le rapport indique que le nombre de pièces vendues et exposées s'élève à 2 167 objets aux États-Unis, tandis que 501 objets ont été introduits clandestinement dans le régime israélien et vendus là-bas.

Le rapport indique également que le centre al-Hodhod a été en mesure de reconnaître 2523 objets qui ont été vendus jusqu'à présent, pour une valeur estimée à 12 millions de dollars. Certains de ces objets ont une valeur de 800 000 dollars, comme un manuscrit datant du XVe siècle de notre ère.

Le centre a confirmé dans son rapport que les premières statistiques montrent que 1 384 artefacts sont désormais répartis dans sept musées internationaux.

Au début du mois d'août, un document classifié a révélé qu'un haut fonctionnaire de l'administration de l'ancien président yéménite en fuite, Abd Rabbuh Mansur Hadi, est en contact étroit avec des réseaux criminels qui pillent des biens archéologiques et des œuvres d'art sur des sites du patrimoine ancien dans tout le pays en guerre, et les vendent à des trafiquants d'antiquités.

Depuis la guerre dévastatrice menée par l'Arabie saoudite contre le Yémen en 2015, les forces saoudiennes et émiratiennes ont soutenu le trafic d'antiquités pour soutenir les pays occidentaux tout en affamant et en bombardant la population du Yémen. Selon les estimations, un million d'objets culturels se vendant à des millions de dollars ont été sortis clandestinement du pays, notamment des statues, des pièces de monnaie, des manuscrits et des inscriptions.

La guerre saoudienne a fait des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés parmi les Yéménites. La guerre a également détruit les infrastructures du Yémen et répandu la famine et les maladies infectieuses dans ce pays du golfe Persique. *Press TV 3 décembre 2022*

A bas Charlie ! Soutien à FranceSoir.

J-C – Là aussi les faits nous ont donné raison, quand les corrompus du mouvement ouvrier publiaient des caricatures de Charlie Hebdo en soutien à une opération qui relevait du terrorisme d'Etat. On s'est déjà expliqué dans les précédentes causeries quant à notre soutien à FranceSoir, j'y renvoie les lecteurs.

Décision de la CPPAP : FranceSoir fait appel – Xavier Azalbert apporte de nouvelles informations - FranceSoir 10 décembre 2022

À la suite du retrait de l'agrément de la Commission paritaire des publications et agences de presse, FranceSoir fait appel de cette décision purement politique. Xavier Azalbert, directeur de la publication, apporte de nouvelles informations aux lecteurs et les remercie pour leur soutien.

La vidéo de Xavier Azalbert :

<https://lemediaen442.fr/decision-de-la-cppap-francesoir-fait-appel-xavier-azalbert-apporte-de-nouvelles-informations/>

Libération et l'art de la manipulation : un complot par récit réécrit - FranceSoir 10 décembre 2022

Paru seulement 10 heures après l'enquête de FranceSoir, l'article rédigé par le service CheckNews de Libération sur le scandale Fact & Furious est un cas d'école des travers du fact-checking. Son principe, louable mais dévoyé, vise à fournir au lecteur une version biaisée d'un récit, si ce n'est pas parfois le réécrire dans son intégralité, en recourant à plusieurs procédés.

Pour lire l'article :

<https://www.francesoir.fr/opinions-edits/liberation-et-lart-de-la-manipulation>

La manifestation des troupes de l'OTAN qu'il fallait boycotter. Ils sont nos ennemis.

Troupe de Poutine hors de toute l'Ukraine !

Manifestation samedi 10 décembre à 14 h 00 - Parvis des droits de l'homme - Place du Trocadéro en direction de l'ambassade de la Fédération de Russie à Paris

Premiers signataires:

A Manca - Assemblée européenne des citoyens – Association autogestion - Aplutsoc - ATTAC France Cedetim - Club Politique Bastille - Coopératives Longo Maï – Éditions Syllepse - Émancipation Lyon 69 Ensemble ! - Entre les lignes entre les mots - Fondation Copernic - Forum civique européen – FSU 03 - Gauche démocratique et sociale - Gauche écosocialiste - L'Insurgé - Les Humanités - Mouvement national lycéen - Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) - PEPS Pour une écologie populaire & sociale - Rejoignons- nous – Réseau syndical international de solidarité et de luttes – RESU France (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) - Réseau Penser l'émancipation - Union des Ukrainiens de France Union syndicale Solidaires

J-C - Dans leur appel ils trouveront le moyen de ne pas citer une seule fois l'OTAN, le Pentagone, Washington, l'UE. Pire, en appelant la Russie à quitter "*toute l'Ukraine*", ils apportent leur soutien à Zelenski et son régime néonazi qui bombardent et terrorisent le Donbass et toutes les régions de l'Ukraine russophone depuis 2014, et y ont fait entre 15 et 20.000 morts parmi la population civile.

Toutes ces organisations sont vraiment des ordures, à fuir absolument.

Confirmation. Le parti le plus dégénéré d'extrême gauche scissionne.

J-C – Dans tous ces partis il existe une fraction de dirigeants et de cadres frustrés qui voudraient tirer profit de leur engagement politique, vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ? Permanent dans un syndicat, c'est pas mal, ça casque assez peu et les places sont rares ou très convoitées. Finalement ce sont les éternels dindons de la farce, il faut que ça cesse, bordel ! C'est un aspect de cette crise, la suite après cet article.

"On ne pouvait plus continuer comme ça": scission du NPA à l'issue de son cinquième congrès - BFMTV 12 décembre 2022

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) s'est scindé en deux à l'issue de son cinquième Congrès ce week-end, le courant des figures historiques Philippe Poutou et Olivier Besancenot prenant acte de ses désaccords politiques avec les défenseurs d'une ligne jugée trop "*sectaire*".

"On était dans une situation, depuis longtemps, où il y avait plusieurs partis dans le parti, avec plusieurs orientations et plusieurs pratiques militantes, et nous qui avons pris l'initiative de la

séparation. On ne pouvait plus, on ne voulait plus continuer comme ça", a expliqué dimanche lors d'une conférence de presse Philippe Poutou

"*Nous décidons de continuer le NPA en actant de la séparation avec ces groupes*", ont précisé dans un communiqué les délégués de son courant, celui de la plateforme B qui avait recueilli 48,5% des suffrages des 2000 adhérents du parti avant ce congrès.

Le porte-parole du parti a plaidé pour "*une volonté à la fois radicale et unitaire*", toujours "*dans une perspective anticapitaliste*" mais avec une plus grande "*disponibilité*" aux luttes LGBT, féministes et écologiques.

Avec cette séparation, "*le NPA a fait le choix de ne devenir ni un front de tendances et d'organisations, ni une secte politique*", a-t-il ajouté, sans se prononcer sur les rapprochements avec la gauche, et notamment LFI.

Avec la plateforme C, qui avait obtenu 45,3% des suffrages, il y a désormais "*une bagarre de légitimité*" autour du NPA, a reconnu lors de cette conférence de presse la porte-parole Christine Poupin, tout en soulignant que son courant B est "*le plus nombreux*" et en revendiquant la "*légitimité historique et politique*".

"*Les porte-parole Olivier Besancenot et Philippe Poutou rompent avec le NPA. Un acte irresponsable!*", a dénoncé dimanche sur Twitter l'un des porte-parole de la plateforme C, Gaël Quirante, qui revendique notamment le soutien du secteur jeunes du NPA.

"*Partout les comités, les fédérations, les branches du NPA doivent se réunir et prendre clairement position*", a-t-il demandé.

Dans un communiqué publié dimanche soir, les partisans de la plateforme C assurent que "*le NPA continuera malgré le départ de ses principaux porte-parole*" et indiquent que "*dès lundi*", ils "*réuniront toutes les instances du NPA*".

Mis en minorité, les intéressés ont donc décidé de quitter le navire, qui tient à conserver sa dimension révolutionnaire.

« *Les quelques scissionnistes de la direction sortante ont fait le choix de tenter de faire exploser le parti au mépris du vote démocratique des militants et militante* », cingle le NPA dans un communiqué, dénonçant un choix « *irresponsable* » dans un contexte où « *la situation nationale et internationale exige que les révolutionnaires resserrent leurs rangs et avancent des perspectives d'émancipation révolutionnaire pour le monde du travail et la jeunesse* ».

« *Il n'y aura pas, comme le défend la France insoumise, de capitalisme à visage humain, ni de révolution citoyenne par les urnes. Nous réaffirmons la nécessité et la possibilité de construire un parti révolutionnaire, car faire reculer le patronat et à terme lui arracher le pouvoir, ne se fera pas par les élections* », poursuit le parti issu de la Ligue communiste révolutionnaire.

Des conclusions partagées par la branche jeunesse du mouvement trotskiste, qui entend également rester fidèle au NPA, accusant Olivier Besancenot et Philippe Poutou de « *quitter le parti pour se tourner vers la gauche institutionnelle, en tournant le dos à tout un pan de l'organisation et ses militants* ». BFMTV et huffingtonpost.fr 12 décembre 2022

J-C - Bref, tous les courants qui se réclament du trotskysme se sont construits principalement dès le départ au détour des années 50 ou depuis la mort de Trotsky en 1940, sur la base de deux

orientations politiques distinctes, l'une liée à la social-démocratie dégénérée, l'autre au stalinisme, le rapprochement avec l'un et l'autre se réalisera dans les syndicats, ceux liés à la social-démocratie rejoignant FO, les autres la CGT contrôlée par le PC. La ligne de fracture entre le courant dit lambertiste et le courant dit pabliste, respectivement l'OCI-PCI-MPPT-PT-POI-POID et la Ligue communiste révolutionnaire ne sera pas incarnée, comme on a voulu nous le faire croire depuis pratiquement la mort de Trotsky ou la scission de la IVe Internationale en 1952-53, soit pendant plus de 70 ans jusqu'à nos jours, par un antagonisme entre partisans de différentes conceptions révolutionnaires, non, elle reposera sur l'abandon des enseignements du marxisme et du socialisme.

Et si certains militants ou ex-militants lisent ses lignes, s'ils sont honnêtes et indépendants, ils auront pu observer de quelle manière la politique que les uns et les autres ont adoptée au cours des trois dernières années l'ont magistralement illustrée, en adoptant le récit frauduleux du réchauffement de nature anthropique et d'une pandémie virale entièrement fabriquée par le Forum économique mondial (Davos) ou encore en accusant la Russie d'être responsable de la guerre actuelle en Ukraine au profit de l'OTAN, le bras armé du clan le plus puissant de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Dans la politique nationale ou internationale de ces différents courants se réclamant du trotskysme, on retrouvera systématiquement cette répartition des rôles au côté du PS ou du PCF. La crise du capitalisme n'en finissant plus et se transformant en crise politique larvée, elle allait conduire à la quasi disparition du PS et du PCF en aiguisant leurs contradictions et les forçant à prendre toujours plus en charge les intérêts des capitalistes, ce qui forcément se répercuterait sur leurs satellites respectifs, qui finalement connaîtraient le même sort, dégénérescence, scission, puis conservation à l'état de débris ou déchets fossilisés. Ils rejoindront Lutte ouvrière qui les avait précédé depuis sa création, en refusant de situer son combat dans la perspective de la construction de la IVe Internationale, son orientation politique oscillant entre un ralliement au stalinisme et un dogmatisme compulsif ou fanatique serviront de marqueur à ce fossile politique demeuré en parfait état de conservation 70 ans plus tard, mais inutile ou nuisible à notre combat.

Personnellement, ayant rejoint initialement le courant lambertiste au cours de ma jeunesse pendant une brève période à la fin des années 70, pendant deux décennies j'allais cesser totalement de militer. Puis, au lendemain du choc du 11 septembre 2001 je renouai avec ce courant politique pour définitivement rompre avec lui en 2005. Pourquoi, qu'est-ce qui s'est passé ? J'avais imaginé que j'allais retrouver un courant politique resté fidèle au marxisme et au socialisme, mais au cours des deux décennies précédentes j'avais acquis une certaine indépendance de penser qui me faisait défaut autrefois que j'allais peaufiner en relisant très attentivement une grande partie des ouvrages des maîtres du marxisme à partir du 11 septembre 2001.

Cette relecture allait donc se passer dans des conditions tout à fait particulière, puisqu'à l'époque j'habitais sur une plage, sous les cocotiers bercé par le ressac de la mer, et non plus dans une HLM d'une ville ouvrière de la région parisienne particulièrement laide. Elle allait se passer pour ainsi dire avec des yeux nouveaux ou fort d'une plus riche expérience de la vie et des hommes, et grâce à cette ouverture d'esprit nouvelle et salutaire, j'allais enfin pouvoir me débarrasser des traces du dogmatisme que j'avais hérité de ce courant politique et qui me collait à la peau, soit dit en passant, on ignore à quel point il peut être ancré dans notre inconscience et il est difficile de l'en déloger.

Je mis peu de temps à comprendre qu'autrefois je m'étais mépris sur la nature de ce courant politique ou que j'avais été trompé sur la marchandise. La lecture d'Informations ouvrières me suffit amplement. Je découvris ensuite que d'autres militants ou dirigeants étaient parvenus à la même conclusion que moi durant ces longues années pendant lesquelles je n'avais pas milité. Mais leurs argumentations comportaient trop de contradictions pour ne pas dire pire, pour que je partage les

enseignements qu'ils en avaient tirés, ce qui les conduisit à reproduire les erreurs qu'ils avaient reprochées à leur dirigeants, j'essayai d'en discuter avec eux, en vain, c'était prévisible, ils n'étaient pas plus honnêtes finalement.

Voilà comment je fus amené en 2008 à dédier ce portail à un nouveau courant politique socialiste dans le cadre du mouvement ouvrier, en rupture avec tous les courants officiels se réclamant du trotskysme. On devrait peut-être en conclure que le trotskysme cessa d'exister à la mort de Trotsky, et que ceux qui s'en réclamèrent furent des imposteurs pour la plupart d'entre eux, surtout chez les dirigeants. Toujours est-il que j'ai décidé depuis quelque temps déjà de ne plus m'en réclamer. Je suis issu d'un milieu ouvrier très pauvre, je suis resté un ouvrier, je suis devenu un militant ouvrier, j'ai adopté le marxisme comme mode de penser ou le matérialisme dialectique, et le socialisme comme méthode pour transformer le monde et nous émanciper du capitalisme, conquérir la liberté.

Depuis que je ne traîne plus le boulet du dogmatisme qui entrave l'esprit, j'ai réalisé d'énormes progrès et qu'on nous avait caché énormément de choses, nos braves révolutionnaires sont les champions de l'autocensure et de l'embrigadement. J'ai fait des découvertes formidables ou je n'ai pas cessé d'accumuler des connaissances dans plein de domaines, encore a-t-il fallu les sélectionner minutieusement car là aussi les charlatans pullulent. J'ai essayé de les exploiter au mieux en les intégrant dans mon orientation politique, et à ma grande surprise je me suis aperçu que tout se tenait, évidemment cela nécessite une actualisation permanente. Quand on a adopté une démarche scientifique, rien n'est figé pour l'éternité ou scellé dans le marbre. On progresse pas à pas, et on ne doit pas craindre de se contredire au besoin, faut-il encore le justifier honnêtement. Ma démarche est logique.

Je tenais juste à préciser que durant toutes ces années, je n'ai jamais changé d'orientation politique, je n'ai jamais rien renié, je suis demeuré fidèle à mes engagements, j'ai combattu la réaction sur tous les plans sans jamais rien lui céder contrairement à mes détracteurs. Etonnant, non ? Non, logique. Voyez à quoi ils en sont arrivés.

Vous vous souvenez que tous ces gens-là sans exception ont voulu vous faire porter une muselière ou vous faire piquer, moi pas, jamais et les faits m'ont donné raison.

Dès lors qui est légitime, qui est réellement indépendant, qui n'est pas corrompu, qui représente les intérêts de la classe ouvrière ou plus largement ceux des opprimés, ces courants politiques ou le mien ?

Cela valait bien un déplacement. Le 2 décembre Macron est venu saluer le maintien de l'esclavage légal en Louisiane.

Mercredi 9 novembre 2022, 790 133, c'est le nombre de personnes qui ont voté pour maintenir l'esclavage légal en Louisiane, a écrit Max Parthas, coordinateur de campagne pour le National Abolish Slavery Network, une organisation qui travaille à augmenter le nombre d'États qui interdisent l'esclavage sans exception.

Dans l'État de Louisiane, 61% ont rejeté la suppression de l'article qui autorise la servitude volontaire comme punition pour un crime. De même, l'interdiction expresse de la servitude et de l'esclavage n'a pas été entérinée au motif que la question référendaire prêtait à confusion. Sana 12 décembre 2022

Totalitarisme. La France s'enfonce dans la dictature dans l'indifférence générale.

Budget : Élisabeth Borne déclenche un neuvième 49.3 - LePoint.fr 12 décembre 2022

La Première ministre a une nouvelle fois engagé la responsabilité de son gouvernement. LePoint.fr 11 décembre 2022

J-C - Et pendant ce temps-là les dirigeants syndicaux et des partis dits ouvriers du mouvement ouvrier continuent de discuter avec le tyran au pouvoir comme si de rien n'était...

A droite toute !

Éric Ciotti président des Républicains, avec un projet (très) proche de celui de Marine Le Pen - Le HuffPost 11 décembre 2022

C'est fait. Éric Ciotti est désormais le président des Républicains. Il s'est imposé (sans grande surprise) face à Bruno Retailleau, en récoltant 53,7 % des voix. Les 91 000 militants LR ont donc comme chef le député des Alpes-Maritimes qui, outre sa volonté de faire de Laurent Wauquiez le candidat de la droite en 2027, a aussi soumis un projet lors de cette élection interne.

Une courte victoire pour le député des Alpes-Maritimes qui montre la division au sein d'un parti tiraillé entre deux camps et deux lignes politiques. La participation a atteint 69,70% au deuxième tour contre 72,67% au premier, a précisé Annie Genevard, la secrétaire générale du parti, au moment d'annoncer le nom du vainqueur.

Un document de 10 pages qui définit ce qui sera désormais la ligne officielle du parti de la rue Vaugirard, et que Le HuffPost a disséqué. Et ce qui saute aux yeux, ce sont les (très) nombreux points que Les Républicains ont désormais en commun avec le Rassemblement national. Et plus précisément avec le projet présenté par Marine Le Pen lors de la dernière présidentielle. Le HuffPost et Journal du Dimanche 11 décembre 2022

Le sénateur Hervé Marseille succède à Jean-Christophe Lagarde et devient officiellement président de l'UDI - Journal du Dimanche 11 décembre 2022

Hervé Marseille, est devenu officiellement ce samedi 10 décembre le nouveau patron du groupe lors d'un vote en congrès où il était le seul candidat. Un parti en difficulté, passé de 30 000 adhérents à sa création en 2012 à 10 000 aujourd'hui. - Journal du Dimanche 11 décembre 2022

EELV : qui est Marine Tondelier, la nouvelle cheffe des écologistes ? - Europe1 10 décembre 2022

Élue samedi à la tête d'Europe Ecologie Les Verts, Marine Tondelier, 36 ans, est connue pour son combat contre le RN à Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais.

La végétarienne aux yeux verts et aux cheveux châains entend créer "*un grand mouvement de l'écologie politique*" et "*rassembler un million de sympathisants écologistes*" d'ici la fin de son mandat. Dans l'équipe de direction du parti depuis 2013, cette fan de foot et de trail était chargée de l'organisation des journées d'été.

Elle fut notamment assistante parlementaire de Cécile Duflot, directrice de campagne du maire de Grenoble Eric Piolle pendant la primaire écologiste, et porte-parole de Yannick Jadot à la présidentielle.

"*La Nupes, je l'ai fait sur le terrain avant la Nupes*", répond la nouvelle cheffe d'EELV, qui veut "*une suite*" à cette alliance, mais en revoyant la gouvernance. Elle défend aussi une liste EELV autonome aux européennes de 2024.

Elle est originaire d'Hénin-Beaumont, ancienne ville minière du Nord, comme ses grands-parents agriculteurs et pharmaciens, sa mère dentiste et son père homéopathe.

Pour le député RN Bruno Bilde, ex-président du groupe majoritaire au conseil municipal d'Hénin-Beaumont, Marine Tondelier est "*une opportuniste, attirée par la lumière*", qui "*a tout de suite vu l'intérêt médiatique d'exister à travers nous*".

Il affirme qu'elle n'est "*pas du tout appréciée de la population*", rappelant qu'elle n'a fait que 18% aux municipales de 2020, "*alors qu'elle avait réussi à faire une liste PS-PCF-LFI-EELV*". La nouvelle patronne des écolos a combattu à plusieurs reprises Marine Le Pen aux législatives, sans succès, même en 2022 en étant candidate Nupes. Europe1 10 décembre 2022

Qui détient les sous ? Leurs intérêts individuels l'emportent sur nos intérêts collectifs, conclusion : Ils ne sont pas aptes à nous représenter.

La France insoumise se réorganise (et ça passe mal) - Le HuffPost 10 décembre 2022

C'est l'histoire d'un parti accusé de fonctionner en petit comité qui décide, au moment de sa réorganisation, de fonctionner en petit comité. Voilà comment résumeraient ceux qui, à la France insoumise, observent d'un œil sceptique la façon dont Manuel Bompard prend les rênes du mouvement.

A l'Assemblée représentative de LFI à Paris, la composition des différents pôles de la direction a été annoncée aux 160 cadres et militants présents.

Tandis que plusieurs jeunes partisans de Jean-Luc Mélenchon comme Bastien Lachaud, Paul Vannier ou Antoine Léaument font partie de cette "*coordination*", ce n'est pas le cas de figures comme les députés Alexis Corbière, Clémentine Autain, François Ruffin ou encore Eric Coquerel.

Une réorganisation qui intervient dans un contexte où Jean-Luc Mélenchon veut prendre de la hauteur et où son dauphin désigné, Adrien Quatennens, a dû se mettre en retrait de son poste de coordinateur après avoir admis des violences conjugales à l'encontre de son épouse.

Ce samedi 10 décembre, la formation a réuni une Assemblée représentative visant à valider le travail de restructuration entamé il y a plusieurs semaines, et qui devrait faire de Manuel Bompard le nouveau coordinateur du mouvement.

Particulièrement remontée, Clémentine Autain (souvent perplexe sur le fonctionnement de LFI) ne cache pas son amertume. « *J'ai postulé pour être dans le pôle communication, on m'a dit que Sophia Chikirou était déjà dessus. Donc j'ai dit que j'étais disponible pour d'autres tâches et je n'ai aucune nouvelle à ce jour* », dénonçait vendredi l'élue de Seine-Saint-Denis auprès de Libération. (Clémentine Autain est un cheval de Troie. – J-C)

Rebelote ce samedi auprès de l'AFP : « *Alors que le moment appelle pour LFI à la cohésion et l'ouverture, la direction choisit la fermeture et le verrouillage* ». Au centre des crispations, la fameuse « *coordination* » de LFI, cœur du réacteur des décisions du parti.

Une instance à laquelle ne siège ni Clémentine Autain, ni François Ruffin, ni Éric Coquerel, ni Alexis Corbière, ni Raquel Garrido. « *Il serait souhaitable que soit représentée dans la direction toute la nuance du mouvement* », expliquait à l'AFP vendredi Éric Coquerel.

Un appel que n'a pas vraiment entendu Manuel Bompard. « *Ruffin, Autain, Corbière et Garrido n'étaient pas dans la coordination, donc on ne peut pas dire qu'on les met de côté. Quant à Coquerel, il est président de la commission des finances, c'est déjà une grosse charge* », a justifié dans Libération Manuel Bompard.

Ce qui ne convainc pas tout le monde en interne. « *On a l'impression que, pour certains, on a construit des critères pour les exclure, et, pour d'autres au contraire, on leur a trouvé des tâches* », regrette auprès du Monde l'eurodéputée insoumise Leïla Chaïbi.

Réagissant à l'article du quotidien du soir, un ex-collaborateur d'Éric Coquerel, par ailleurs co-référent du livret Quartiers Populaires de la France insoumise, a publié une série de tweets critiquant les orientations prises par le mouvement. Avec ce commentaire sans appel : « *On ne peut pas se satisfaire de cette organisation* ».

Anticipant les remous, Manuel Bompard avait annoncé qu'à défaut d'intégrer la coordination, les figures du mouvement pourront siéger au sein du « *Conseil politique* », composé d'élus, de personnalités et de cadres insoumis. Une sorte de lot de consolation qui peine à convaincre les plus critiques.

« *Ils ont décidé de nous mettre dehors, du coup ils créent un machin pour faire diversion. Il se réunira tous les mois, c'est une blague...* », cingle auprès de l'AFP un poids lourd du groupe LFI à l'Assemblée nationale, avant de charger le député des Bouches-du-Rhône : « *il a fait une direction à sa main - une purge - tout en détenant l'argent* » du parti. Ambiance. Le HuffPost 10 décembre 2022

Les journées d'action bidons en marche...

LFI organise une "marche pour nos retraites" le 21 janvier à Paris - BFMTV 11 décembre 2022

Contre la réforme des retraites, Roussel appelle à de "grands meetings" de la gauche en janvier - BFMTV 11 décembre 2022

CFDT et CGT prêtes à se mobiliser en janvier si le gouvernement maintient sa réforme des retraites - BFMTV 6 décembre 2022

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires et FSU ont réaffirmé leur opposition à "tout recul de l'âge légal de départ en retraite comme à toute augmentation de la durée de cotisation", dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la FSU aux Lilas, près de Paris.

"Il y aura forcément une première date au moment de l'annonce officielle de la réforme, courant janvier. Et après il y aura d'autres dates, qui seront construites pour faire en sorte que les salariés (...) s'opposent aux 65 ans" et "que ces dispositions soient retirées du projet de loi", a ajouté le "Monsieur retraites" du premier syndicat français (La CFDT-J-C). BFMTV 6 décembre 2022

Bientôt il n'existera bientôt plus que de boulangeries industrielles...

J-C – Plus de bon pain, dommage, quelle dégénérescence !

Je vous aurais bien dit que vous pourriez faire votre pain vous-même chez vous, mais au tarif où sera bientôt l'électricité, cela ferait très cher le pain ! C'est aussi un moyen de liquider tous les petits commerces.

Ils ont tout planifié, mais quand on le dit et qu'on appelle à s'organiser pour résister et les combattre, il n'y a plus personne, personne ne nous prend au sérieux, c'est cela le plus désolant, quitte à être condamné à bouffer de la merde. Finalement si tout le monde s'en fout sous un prétexte ou un autre, je ne blâmerais plus ceux qui s'en prennent à cette masse inerte ou qui refuse de réagir.

Chacun d'entre nous, selon qu'on reste passif ou qu'on s'organise peut aider les autres et s'aider lui-même, ou pourrir la vie des autres et la sienne par la même occasion. On n'est peut-être pas en droit de le dire, mais on a le droit d'y penser puisque c'est la réalité.

Alexandra Faure, boulangère, en pleurs : « Je suis désespérée pour mon travail, pour mes employés, mon mari... » - lemediaen442.fr 10 décembre 2022

La destruction de la France continue. Alexandra Faure, boulangère indépendante à Valdahon dans le Doubs, s'alarme du montant de ses nouvelles factures d'énergie (de 16 000 € elles passeront à 40 000 €/an) et prévoit une hécatombe des petits commerces.

« Je suis désespérée pour moi, pour l'investissement que j'ai donné, pour les dix-huit heures de travail quotidiennes, qui risquent d'être réduits à néant ! Je suis désespérée pour mon mari, je suis désespérée pour mes salariés, pour leur avenir, je suis désespérée pour mes collègues : trente-cinq mille collègues artisans. Donc voilà, je pense que chacun doit prendre conscience de ce qui risque de se produire dans les prochains mois, parce que notre avenir d'artisan d'artisans-commerçants, il est plus que jamais menacé. »

<https://lemediaen442.fr/alexandra-faure-boulangere-en-pleurs-je-suis-desesperee-pour-mon-travail-pour-mes-employes-mon-mari/>

Prix de l'électricité : Un boulanger en liquidation judiciaire alors que son carnet de commandes est plein à craquer - lemediaen442.fr 9 décembre 2022

« Avant, je payais 4 500 € annuellement. Alors là, maintenant, je suis passé à 13 000 € – 14 000 € annuels. C'est un scandale. Moi je veux dénoncer tous ces ministres, tous ces élus qui font de la propagande sur tous les médias. La semaine dernière, on a vu Bruno Le Maire sur BFM qui a dit qu'il ne laisserait crever personne, aucune entreprise, aucun commerçant. Moi, je suis scandalisé, je suis révolté, j'en ai envie de tout brûler, je suis en colère, je suis... je suis en liquidation judiciaire. Je suis endetté. Mais putain ! Mais les boulangers sont en train de crever à petit feu et on va mettre la baguette au patrimoine de l'Unesco. »

Face à l'augmentation des coûts de production, 80 % des boulangers risquent de fermer boutique. Les faillites de boulangeries sont en forte croissance selon le Bodacc (tableau ci-dessous).

2016 - 195 radiations
2017 - 218 radiations
2018 - 222 radiations
2019 - 301 radiations
2020 - 254 radiations
2021 - 297 radiations
2022 - 357 radiations

<https://lemediaen442.fr/prix-de-lelectricite-un-boulangier-en-liquidation-judiciaire-alors-que-son-carnet-de-commandes-est-plein-a-craquer/>

Règlement de compte entre clans mafieux de l'Union européenne sur fond de corruption généralisée.

Arrestation pour corruption de la vice-présidente du Parlement européen - Réseau Voltaire 11 décembre 2022

La police belge a mené une vaste opération pour enquêter sur les soupçons de corruption par le Qatar au Parlement européen. Vendredi 7 décembre, 16 perquisitions ont eu lieu à Bruxelles et en Italie.

La vice-présidente du Parlement européen, la Grecque Eva Kaili (photo), a été arrêtée en flagrant délit pour corruption et blanchiment d'argent. Son père également avec une mallette d'argent liquide. Le total des différentes saisies atteint 600 000 euros. Son compagnon et ancien parlementaire européen, l'Italien Antonio Panzeri, et son assistante parlementaire, la Belge Marie Arena, ont également été placés en garde à vue.

Le groupe socialiste au Parlement européen a immédiatement exclu ces personnalités. Réseau Voltaire 11 décembre 2022

Corruption. Le “Qatargate” au Parlement européen secoue la Grèce - courrierinternational.com 11 décembre 2022

Une vidéo publiée il y a deux semaines par I AVGI refait aujourd'hui surface : celle d'un discours prononcée par Eva Kaïli à la tribune du Parlement pour défendre les conditions de travail au Qatar. *“Eva Kaïli glorifie le Qatar”*, titrait le quotidien de gauche.

“Aujourd'hui, la Coupe du monde de football au Qatar est une preuve concrète de la façon dont la diplomatie sportive peut aboutir à une transformation historique d'un pays dont les réformes ont inspiré le monde arabe”, avait ainsi déclaré Eva Kaïli à la tribune du Parlement européen le 22 novembre.

“À la lumière de ces développements, le discours mémorable d'Eva Kaïli au Parlement européen dans lequel elle fait de formidables déclarations de soutien au Qatar ne devrait plus susciter autant de questions”, tranche le quotidien de gauche Efsyn.

La femme originaire de Thessalonique a également été exclue de son parti PASOK-KINAL.

“Avec l'exclusion de Mme Kaïli se termine une guerre interne qui provoquait des maux de tête au siège du parti”, écrit l'hebdomadaire To Vima. Trop proche de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur au pouvoir, trop éloignée des positions de son propre parti, Mme Kaïli se trouvait dans le viseur depuis plusieurs mois.

“J'ai annoncé il y a un moment que Mme Kaïli n'aurait pas été à nouveau candidate pour nous car elle fonctionnait en cheval de Troie de la Nouvelle Démocratie”, a accusé le président du PASOK, Níkos Androulákis.

La corruption : le plus gros problème du pays

Toutefois, les conséquences internes à la politique grecque sont relayées au second plan par le désespoir de la presse face à une corruption endémique, dans un pays qui multiplie les scandales.

Pour l'hebdomadaire de gauche Documento, *“la corruption généralisée, l'impunité des puissants et l'enchevêtrement de l'élite économique et politique reste le plus gros problème du pays, produisant plus de scandales que l'opinion publique ne peut en ingurgiter”*.

L'incompréhension gagne le média d'opinions Protagon, qui revient de son côté sur les rémunérations des députés européens et interroge *“avec déjà tellement d'argent dans les poches, quel vers vous ronge de l'intérieur au point d'accepter des cadeaux d'hommes en costume ou djellabas ?”* courrierinternational.com 11 décembre 2022

En complément. Les victimes collatérales.

lemediaen442 - Quatre autres arrestations ont eu lieu, dont le compagnon de Eva Kaili, l'italien Francesco Giorgi, qui travaillait comme conseiller parlementaire au Parlement européen dans le domaine des droits de l'homme. Trois autres Italiens ont également été arrêtés. L'ancien député européen social-démocrate Pier Antonio Panzeri, fondateur de l'ONG « *Fight Impunity* », qui lutte contre « *l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité* ». Il est considéré comme le chef d'orchestre dans ce complot de corruption ; le secrétaire de la Confédération européenne des syndicats et récemment élu secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), Luca Visentini ; et Niccolo Figà-Talamanca, secrétaire général de l'ONG « *No Peace Without Justice (NPWJ) – Pas de paix sans justice* », qui œuvre pour « *la*

protection et la promotion des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit et de la justice internationale ». lemediaen442.fr 11 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

L'OTAN n'exclut pas que le conflit en Ukraine mène à une guerre avec la Russie

J-C – Il prend ses désirs pour la réalité ou il veut vous faire peur ce salopard.

Bruxelles, 10 décembre (SANA) Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré que le conflit en Ukraine pourrait conduire à une guerre entre la Russie et l'Alliance atlantique.

"Je crains que la guerre en Ukraine ne devienne incontrôlable et ne devienne une grande guerre entre l'OTAN et la Russie", a déclaré Stoltenberg, dans une interview à la chaîne norvégienne NRK, citée par RT.

De même, le chef de l'Alliance atlantique a indiqué que *"si quelque chose ne va pas, les choses pourraient mal tourner"*.

10 décembre (SANA) - Le ministère russe de la Défense annonce l'abattage de quatre drones ukrainiens et la neutralisation d'environ 180 soldats et mercenaires ukrainiens dans les zones d'opérations au cours des dernières 24 heures

Moscou : L'armée américaine exploite les systèmes de missiles HIMARS du régime ukrainien

New York, 10 décembre (SANA) Le représentant permanent de la Russie auprès des Nations Unies, Vasily Nebenzia, a confirmé que l'armée américaine est celle qui exploite les systèmes de missiles « HIMARS » et ajuste leurs coordonnées pour le régime ukrainien.

"Parmi les armes fournies, il convient de faire la lumière sur le système de missile américain HIMARS, qui est guidé par des satellites militaires américains", a rapporté l'agence Tass, citant Nebenzia lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à l'initiative de Moscou.

Il a précisé que l'armée américaine est présente sur le terrain pour coordonner les données satellitaires et les informations de renseignement, télécharger des coordonnées précises et utiliser le logiciel HIMARS.

De même, le diplomate russe a regretté que le Secrétariat des Nations unies n'ait pas condamné les attaques du régime de Kiev contre la République populaire de Donetsk, et a rappelé le massacre qui s'y est déroulé ces dernières semaines avec des armes occidentales.

Rapport sur l'état d'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine.

Moscou, 11 décembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a annoncé aujourd'hui dans son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, que jusqu'à 30 militaires ukrainiens ont été neutralisés, et un véhicule blindé de transport de troupes, trois pièces d'artillerie et six véhicules de guerre ont été détruits lors d'actions actives contre des positions militaires ukrainiennes dans les colonies de la région de Kharkiv de Sinkovka, Tabaevka et Krakhmalnoye.

Sur le front Krasno-Limanski, les troupes russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans plusieurs directions distinctes et ont saisi de nouvelles lignes et positions.

En outre, trois groupes d'assaut ukrainiens renforcés par des véhicules blindés ont tenté en vain de contre-attaquer les positions des troupes russes en direction des colonies de Zhitlovka, Ploschanka et Kolomyychikha de la République populaire de Lougansk.

Toutes les attaques ont été repoussées et les unités ukrainiennes ont été renvoyées à leurs positions d'origine après avoir subi 65 pertes parmi leurs militaires, tandis qu'un véhicule blindé et deux camionnettes ont été détruits.

En outre, dans les zones de la colonie de Chervonaya Dibrova et dans la forêt Serebryansky de la République populaire de Lougansk, trois groupes ukrainiens de sabotage et de reconnaissance et trois mortiers des forces armées ukrainiennes ont été éliminés.

Dans la direction de Donetsk, les troupes russes ont mené des opérations offensives et tué 40 militaires ukrainiens et détruit deux véhicules blindés de combat et trois camionnettes.

De même, l'ennemi a été vaincu par des tirs d'artillerie et a perdu jusqu'à 40 soldats, un véhicule de combat d'infanterie, deux véhicules de combat blindés et deux camions dans la direction sud-Donetsk.

D'autre part, l'aviation tactique russe a détruit 86 pièces d'artillerie et 177 positions de concentration de troupes et d'équipements militaires ukrainiens en une seule journée.

Au cours de la lutte contre la batterie, deux batteries d'artillerie de la 101 Brigade de défense territoriale et de la 95 Brigade d'assaut aéroportée des Forces armées ukrainiennes ont été touchées sur le front de Krasny Liman, et dans cette même zone, un canon a été touché. peloton de lanceur.

En outre, un système de missile anti-aérien ukrainien Buk-M1 a été touché et les systèmes de défense aérienne ont abattu cinq roquettes du système HIMARS et deux autres du système de lance-roquettes multiples Uragan.

Santé et dictature sanitaire.

Traité international sur la pandémie : l'OMS se réunit pour imposer la censure de la « désinformation » - Réseau International 11 décembre 2022

L'agence de santé non élue se rapproche de l'octroi de pouvoirs de censure sans précédent et juridiquement contraignants.

Les membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une agence internationale de santé publique non élue, se réunissent pour examiner une version préliminaire d'un projet de traité international sur la pandémie qui donnera à l'OMS de nouveaux pouvoirs pour « *lutter contre les informations fausses, trompeuses, la mésinformation ou la désinformation* » et être juridiquement contraignant en vertu du droit international.

Le projet de traité contient diverses dispositions à l'article 16 («*Renforcement de la pandémie et de la littérature en santé publique*») qui obligent les 194 États membres de l'OMS (qui représentent 98% de tous les pays du monde) à cibler la soi-disant désinformation.

Les États membres sont invités à « *effectuer une analyse régulière des médias sociaux pour identifier et comprendre la désinformation* », à concevoir leur propre message pour « *contrer la mésinformation, la désinformation et les fausses nouvelles* » et à gérer les « *infodémies* » (une expression créée par l'OMS et décrivant « *trop d'informations, y compris des informations fausses ou trompeuses dans des environnements numériques et physiques lors d'une épidémie* »).

Alors que les dispositions de l'article 16 n'appellent pas directement les États membres à censurer le contenu considéré comme de la désinformation, une disposition de l'article 14 («*Actions pangouvernementales et autres actions multisectorielles*») ouvre la voie à Big Tech pour effectuer cette censure au nom de l'OMS.

En vertu de cette disposition, les États membres sont tenus de collaborer avec les acteurs non étatiques et le secteur privé par le biais d'une « *approche pangouvernementale globale, multipartite, multidisciplinaire et à plusieurs niveaux* ».

Avant l'existence de ce traité pandémique, Big Tech censurait volontairement en masse tout contenu qu'elle considérait comme de la «*désinformation Covid*», même s'il n'y avait aucun accord ou loi les obligeant à le faire. YouTube a même introduit une politique de grande envergure qui a fait d'aller à l'encontre de l'OMS une violation des règles de YouTube et a supprimé plus de 800 000 vidéos en vertu de cette politique.

Dans le cadre du traité sur la pandémie, les liens entre les gouvernements et les entreprises Big Tech favorables à la censure deviendront encore plus forts et une collaboration sera nécessaire.

Nous avons obtenu une copie du projet de traité international sur la pandémie pour vous ici (<https://docs.reclaimthenet.org/who-international-pandemic-treaty-zero-draft-december-2022.pdf>).

Non seulement ces liens Big Tech-gouvernement sont renforcés par le traité, mais l'OMS a également démontré sa volonté de censurer tout ce qui marque la désinformation. Plus tôt cette année, il a appelé Big Tech à travailler avec lui pour censurer la « *désinformation* » sur la variole du singe.

De plus, l'idée que l'OMS devrait agir en tant qu'arbitre de la vérité est particulièrement ironique étant donné qu'elle a été l'un des producteurs les plus tristement célèbres d'informations trompeuses pendant la pandémie de Covid. Dans un tweet du 14 janvier 2020, l'organisation a déclaré que « *les enquêtes préliminaires menées par les autorités chinoises n'ont trouvé aucune preuve claire de transmission interhumaine* » du coronavirus.

La réunion pour discuter du projet de traité a commencé le 5 décembre et se poursuivra jusqu'au 7 décembre. Elle est suivie par les membres d'un organe intergouvernemental de négociation (INB)

qui a été créé par l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'organe décisionnel de la OMS, en décembre 2021.

L'INB a été chargé de rédiger et de négocier un « *accord mondial sur la prévention, la préparation et la réponse à la pandémie* ». Cet accord mondial est devenu connu sous le nom de traité international sur la pandémie.

Sur la base du calendrier actuellement proposé, l'INB prévoit de finaliser le traité international sur la pandémie d'ici mai 2024 et de présenter un rapport final à la soixante-dix-septième réunion de l'AMS.

Nous avons obtenu une copie du calendrier actuel proposé par l'INB pour vous ici.

S'il est adopté, le traité international sur la pandémie sera adopté en vertu de l'article 19 de la Constitution de l'OMS. Cet article donne à la WHA le pouvoir d'imposer des conventions ou des accords juridiquement contraignants aux États membres de l'OMS si les deux tiers de la WHA votent en leur faveur.

Ce processus de législation contourne le processus habituel des élus votant sur les lois qui s'appliquent à leur pays en permettant à une poignée de représentants mondiaux de décider des règles qui s'appliquent à tous les pays. Même si les représentants d'un tiers des États membres de l'OMS votent contre le traité international sur la pandémie, celui-ci sera toujours appliqué à leur pays en vertu du droit international.

Non seulement ce processus limite le pouvoir des politiciens de décider des lois qui s'appliquent à leur pays spécifique, mais il limite également le pouvoir des citoyens de tenir les politiciens responsables dans les urnes. La plupart des représentants des États membres sont des diplomates non élus qui restent en poste, même lorsque de nouveaux gouvernements sont élus. Et la plupart des votes qui déterminent si une loi internationale s'applique à un pays spécifique sont exprimés par des représentants d'autres pays.

Malgré ce processus antidémocratique, le traité international sur la pandémie bénéficie du soutien de nombreux pays démocratiques, dont les États-Unis (États-Unis), le Royaume-Uni (Royaume-Uni), le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Conseil européen (CE) (qui représente 27 pays de l'Union européenne). (États membres de l'UE).

Certains politiciens de ces pays se sont opposés au traité et plusieurs pétitions, y compris celles qui peuvent forcer un débat parlementaire sur le traité, ont gagné du terrain.

Cependant, le traité international sur la pandémie est toujours en bonne voie d'être finalisé d'ici mai 2024 et l'OMS n'a montré aucune intention d'abandonner sa prise de pouvoir de grande envergure.
Réseau International 11 décembre 2022

C'est un phénomène naturel.

Chine : Le Covid « *se propage rapidement* » après l'allègement des mesures, alerte un épidémiologiste - 20minutes.fr 11 décembre 2022

J-C - Les virus n'ont pas besoin d'une autorisation administrative de sortie, ils sont libres. Ce que ne supportent pas les autorités, c'est qu'on le revendique aussi pour mener notre combat politique ou faire valoir nos aspirations légitimes. C'est uniquement cela l'origine ou le mobile de toutes leurs mesures dites sanitaires et qui sont politiques et de nature oppressive ou liberticide en réalité.

En empêchant les virus de se répandre normalement parmi les hommes, ils ont perturbé leur diffusion ou le cours normal de leur vie après toutes les contraintes qu'ils ont imposées à la population, particulièrement le port d'une muselière, la distanciation sociale et le confinement, du coup lorsqu'ils ont suspendu ces mesures, les virus ayant retrouvé pour ainsi dire la liberté de se nourrir et de se reproduire sans entraves se sont rattrapés donnant au passage l'impression trompeuse d'une épidémie. Ensuite, des scientifiques ou les autorités malintentionnées exploiteront ce phénomène pour justifier l'imposition à nouveau de leur dictature sanitaire et ainsi de suite.

L'avantage de ce procédé, c'est comme leurs guerres depuis des décennies, il est sans fin, ces sadiques peuvent le réactiver sur commande à tout moment, et le fait de le savoir leur confère un pouvoir si jubilatoire et si absolue sur la population, qu'ils ne l'abandonneront que lorsque nous les aurons éliminés ou chassés du pouvoir.

Imaginez ce que le régime totalitaire chinois avait imposé à la population sans qu'elle bronche pendant plus de deux ans sans aucune justification scientifique, sans que rien ne la menace, sinon le régime lui-même.

Il avait mis en place un système permettant de tracer la totalité de la population, qui fonctionnait 24h/24 et en tout lieu, autrement dit la liberté individuelle la plus fondamentale avait été abolie. C'est comme si un pays d' 1,4 milliard d'hommes et de femmes avait été transformé en un immense camp de concentration. J'ai lu des commentaires de lecteurs dans le blog Réseau International qui défendaient ce régime au nom de la liberté, dont un qui vit en Chine, c'est cela le plus préoccupant ou terrifiant.

La seule façon d'y échapper serait de ne pas emporter notre téléphone portable, à condition de ne pas en avoir besoin pour accéder à un lieu public ou pour effectuer une transaction, à moins qu'ils puissent s'en passer avec la reconnaissance faciale pour vous pister partout. Détruire les caméras de surveillance est légitime.

BFMTV - La Chine a annoncé ce lundi le retrait de l'application utilisée pour tracer les déplacements des habitants et s'assurer qu'ils n'étaient pas dans une zone touchée, nouveau symbole de la sortie de la stratégie zéro Covid.

L'application affichait la liste des villes voire des districts dans lesquels la personne s'était rendus. Si aucun n'était classé "*à haut risque*" (avec un grand nombre de cas), l'application affichait une flèche verte, synonyme de passage autorisé.

La "*Carte des déplacements*", sous la responsabilité du gouvernement central, sera désactivée à partir de mardi matin minuit, plus de deux ans après son lancement, selon un communiqué officiel. BFMTV 12 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 décembre 2022.

Quand le traitement de l'actualité sociale et politique par les médias mainstream ne relève pas de la propagande ou de la désinformation, il est tombé au niveau de la rubrique des faits divers et des chiens écrasés et ne présente pas plus aucun intérêt pour ceux qui tiennent à s'informer.

Infos sur la situation au Pérou. A bas le coup d'Etat fomenté depuis Davos !

J-C – Soutien inconditionnel au président élu par les travailleurs péruviens Pedro Castillo !

Twitter - Les manifestants attaquent la Cour supérieure de Justice à Huancavelica au Pérou. Les manifestations contre la nouvelle Présidente dégénèrent dans plusieurs villes du pays. Le bilan humain vient de grimper à 4 manifestants tués.

- Des manifestants prennent des policiers en otage au Pérou. Un agent de police a été échangé contre des manifestants arrêtés à Andahuaylas

Deuxième journée du Forum économique mondial (WEF) 2022

Dina Boluarte, vice-présidente du Pérou, lors d'une séance de discussion le deuxième jour du Forum économique mondial (WEF) à Davos, en Suisse, le mardi 24 mai 2022. Le rassemblement annuel à Davos de dirigeants politiques, de cadres supérieurs et de célébrités se déroule du 22 au 26 mai.

Pérou : la contestation ne faiblit pas, cinq nouveaux morts - LePoint.fr 13 décembre 2022

Les manifestations, qui ne faiblissent pas au Pérou malgré l'annonce de la nouvelle présidente Dina Boluarte de vouloir avancer de 2026 à avril 2024 les élections générales, ont fait cinq nouveaux morts lundi 12 décembre, portant à 7 le nombre de décès en deux jours. Parmi ces 7 victimes figurent trois adolescents de 15 et 16 ans.

Les gouvernements de gauche du Mexique, de l'Argentine, de la Colombie et de la Bolivie ont apporté leur soutien au président déchu, estimant qu'il avait été victime depuis le début de son mandat en 2021 d'un mouvement « *hostile et antidémocratique* ». À Lima, les avocats de l'ancien président Pedro Castillo ont pu s'entretenir avec leur client dans sa prison en périphérie est de Lima avant l'audience en appel mardi matin.

Me Ronald Atencio, l'avocat principal de l'ancien président, dit espérer obtenir la « *libération immédiate* » de son client, arrêté mercredi et en détention provisoire depuis jeudi pour sept jours. « *C'est son droit. On espère que le pouvoir judiciaire se montrera à la hauteur des circonstances [...], Le tribunal doit faire date, la décision [qu'il prendra] se lira pendant des années, on l'étudiera*

dans les écoles de droit ». « *La position du président, c'est qu'il est un prisonnier politique et il l'a dit à la procureure* », a ajouté l'avocat à la presse. AFP/LePoint.fr 13 décembre 2022

En complément.

- Des manifestants prennent d'assaut le Palais du gouvernement en Mongolie suite à un scandale de corruption et sur fond de colère face à la hausse des prix. Selon des informations, 12,8 milliards de dollars de charbon auraient été détournés par des responsables

J-C – A qui le tour ? Ça vient, ça vient, un peu de patience...

Ils passent leur temps à vous terroriser. Vivez en état de sidération permanente.

À cause d'une écharde, un homme victime d'un AVC - Yahoo 13 décembre 2022

Parole d'internaute.

1 - Il apparaît clairement désormais que les deux crimes contre la France, la désindustrialisation et la destruction du nucléaire, ont été programmées entre 1997 et 2002 par Jospin, Aubry et Voynet, puis facilitées par Chirac et Sarkozy, enfin accélérées par Hollande-Macron.

2 - La manipulation de masse pour les Nuls.

Quand les médias annoncent qu'un sondage révèle que les Français sont favorables à ceci ou favorables à cela, il s'agit en réalité de formater votre esprit : de vous conditionner afin que vous acceptiez l'idée dont le sondage parle.

3 - Lorsqu'un gouvernement vous dit que vous n'avez pas besoin d'armes, c'est que vous avez besoin d'une arme.

Lu.

- L'expert a rappelé que le néolibéralisme a réinstauré l'idée que les propriétaires de l'argent et du grand capital sont les véritables architectes de la politique publique et de l'appareil de sécurité, conçus pour protéger les intérêts des entreprises, et non les intérêts populaires.

"De plus en plus, au cours de la guerre de classe néolibérale, il y a eu des concentrations non signalées de pouvoir privé afin de contrôler les domaines politique et économique", a-t-il commenté.

Ils ne vous disent pas tout ou ils vous manipulent.

Moteur à combustion : leur avenir se trouve hors de l'Europe - AutoPlus 12 décembre 2022

Alors que l'Occident se prépare à la fin des moteurs à combustion, ceux-ci resteront demandés dans le monde entier pendant encore des décennies. Une bonne nouvelle pour nos constructeurs automobiles ? AutoPlus 12 décembre 2022

Dans le camp de la réaction. Le discours des libertariens farouchement anticommunistes.

- « *Zelensky est plus proche de Lénine que de George Washington. Il est un dictateur, un dangereux totalitaire. Au cours de l'année écoulée, Zelensky a interdit les partis d'opposition, il a fermé les médias critiques par la force, il a arrêté son adversaire politique.* » Tucker Carston - Fox News 8 décembre 2022

J-C – Comment les reconnaître ? C'est simple, chaque fois ils assimilent le communisme au totalitarisme, par exemple quand ils s'attaquent à l'Union européenne, au Parti démocrate, à Davos etc. qu'ils caractérisent de communistes.

Guerre psychologique. L'apologie de la guerre made in USA via la NSA, la CIA, le FBI et le Pentagone.

Ces documents prouvent que le jeu vidéo Call of Duty est une opération psychologique à l'initiative du gouvernement étasunien - Réseau International 13 décembre 2022

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/ces-documents-prouvent-que-le-jeu-video-call-of-duty-est-une-operation-psychologique-a-linitiative-du-gouvernement-etasunien/>

Commentaires postés à la suite d'un article publié par le blog Réseau International (*L'homme le plus riche du monde : Première partie*) qui donne raison à ses détracteurs?

CTRL + F tapez en bas de l'écran dans la fenêtre de gauche "juif" et cochez la case Tout surligner (Windows10)

Le mot "juif" est apparu 60 fois dans ce texte, vous pouvez les compter facilement, j'en déduis donc qu'outre l'intérêt qu'il peut avoir par ailleurs, il présente un caractère ou une orientation antisémite à peine déguisé. No comment, vaut mieux pas.

J'ajouterai un mot.

On ne peut rien retenir de valable d'un tel article très long au demeurant qui commence ainsi :

- Je ne prétends pas être en mesure de documenter de manière irréfutable toutes les affirmations faites dans cet essai, ni d'étayer définitivement toutes les déductions faites. Le sujet est tel qu'une

trop grande partie des preuves juridiques nécessaires est irrémédiablement cachée à la vue et à l'accessibilité du public, et nous devons dans de nombreux cas nous fier à la logique et aux preuves circonstancielles pour étayer nos affirmations et nos déductions. Bien que les preuves ne soient pas aussi complètes qu'on le souhaiterait, ce niveau de soutien probatoire est souvent suffisant, surtout lorsque nos affaires suivent un schéma établi et que nous disposons de ce type de raisonnement et de preuves en masse. Les descriptions et les preuves présentées dans cet essai serviront au moins à fournir une base raisonnable de compréhension et à *“attirer l'attention sur certaines des grandes forces qui ont façonné notre monde”*. Les chiffres présentés dans cet essai ne sont pas des calculs précis, mais ils visent à faire comprendre aux lecteurs l'ampleur des chiffres et des montants auxquels nous avons affaire.

J-C - Sans données sûres, sans sources, comment voulez-vous faire confiance à l'auteur, vous ne pouvez retenir ou utiliser aucun des éléments qu'il nous fournit, tout du moins en ce qui me concerne, et j'ai renoncé à lire cet article pour ne pas perdre de temps.

2 - Il semblerait que leur idéologie ait favorisé leur épanouissement financier, ainsi que certaines circonstances ou opportunités qu'ils ont su saisir...

Ce qui devrait davantage questionner, c'est comment sont-ils parvenus à concentrer autant de richesses entre leurs mains au cours du développement du capitalisme au XIXe siècle jusqu'à nos jours, pour ne pas remonter au XVIIe siècle ou même avant.

C'est le fonctionnement de l'économie sous les différents modes de production qui devrait nous intéresser, le rôle des usuriers et des banquiers, et non les croyances de certains acteurs, dont les intérêts devaient être en rapport avec la répartition des richesses entre les différentes classes, sachant qu'il existait des communautés d'intérêt entre certains d'entre eux, ce qui leur permettait de mieux les défendre ou de s'en servir pour influencer le pouvoir politique, s'agissant des plus riches qui n'étaient pas forcément les plus puissants, mais ils le deviendront beaucoup plus tard, puisque tel était leur idéal ou objectif, nous y sommes à notre époque.

3 - Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais dans l'état épouvantable dans lequel est le monde et notre environnement soumis à une énorme pression démographique, si la même orientation devait encore durer jusqu'à la fin du XXIe siècle ou même bien avant, vous finiriez par vivre dans une société tellement pourrie que même avec tout l'or du monde vous ne trouveriez plus votre bonheur ou le sommeil.

Je crois que c'est cela qui les tараude les super riches, et pourquoi ils en sont arrivés à la conclusion qu'il fallait à tout prix liquider rapidement une grande partie de l'humanité, faire décroître la population mondiale. Cela s'avérera très difficile, même si le processus naturel adoptera cette orientation... Mais dans combien de temps ? Après avoir franchi quel sommet, 10, 15 milliards d'habitants ? Qu'est-ce qui resterait de la nature et de l'humanité ? Pas grand-chose, peut-être pas de quoi avoir envie d'y vivre encore. Alors vaut mieux prendre les devants et employer des méthodes eugénistes déguisées, qui à défaut de supprimer d'un coup des milliards d'êtres humains, contribuera à accélérer la diminution de la population mondiale. J'ai essayé de me mettre à leur place, et sachant qu'ils ne reculeraient devant rien pour parvenir à leur fin, je n'ai pas trouvé d'autres explications. Ils veulent réduire la population, de sorte que celle qui reste soit stable et serve leurs intérêts, ce qui inclurait qu'elle serait réduite en esclavage par un moyen ou un autre, en recourant au transhumanisme par exemple.

L'époque où ils voulaient amasser encore et encore des richesses appartient au passé, c'est le contrôle du monde qui les obsède dorénavant, la rationalisation de tout ce qui est apte à figurer dans la marchandisation. Ils ont dit que le capitalisme était leur ennemi, ils voulaient dire l'anarchie qui domine dans le capitalisme, mais pas l'exploitation, parce que l'anarchie est antinomique avec le contrôle de toute la société. Même les comportements doivent être soumis à une norme unique, notre manière de penser, notre alimentation, cela on le sait.

Ils concentrent tous les pouvoirs, ils veulent dicter leur volonté au monde qui doit s'y soumettre. Cette prétention est tellement exubérante qu'elle suscite le rejet ou rencontre une farouche résistance un peu partout dans le monde, d'où la guerre avec la Russie par exemple. C'est cela l'unique mobile de leur provocation qui a poussé Poutine à déclencher son "*opération militaire spéciale*".

A Davos, ils se prennent pour les maîtres du monde, voilà tout. Ils contrôlent tous les Etats occidentaux, mais face à la crise sociale qui est en train de prendre forme sur tous les continents et qui ne peut que s'amplifier. C'est un véritable cauchemar qu'ils vont bientôt vivre, et il leur sera fatal, car les peuples finiront par trouver les moyens de les terrasser, d'anéantir leur puissance en leur retirant tout pouvoir, toutes leurs richesses.

Twitter en accès libre.

- Manifestation en Guadeloupe pour la réintégration des soignants suspendus sans salaire depuis plus d'un an

- Les habitants manifestent en Martinique contre le non-lieu requis par le parquet de Paris dans l'enquête sur l'empoisonnement à grande échelle lié à l'utilisation du chlordécone aux Antilles françaises

- Plus de 115 000 postiers se sont mis en grève au Royaume-Uni pour exiger une hausse des salaires face à une inflation à 11%

Fonction publique, autoroutes, trains, transport aérien... les préavis de grève se multiplient menaçant de paralyser le pays pour la période de Noël

- La grève à Sanofi continue depuis 3 semaines sur 16 sites pour exiger une hausse de 10% des salaires. La chaîne du Doliprane est à l'arrêt, avec un début de pénurie. Le groupe a prévu d'augmenter de 16% les dividendes des actionnaires en 2023 soit 700 millions d'euros de plus

- Plus de 1 500 personnes ont manifesté à Champagnole (8 000 habitants) dans le Jura contre la fermeture du service des consultations non programmées et de la ligne de SMUR de l'hôpital de la ville depuis le 1er novembre

- Dans un courrier aux lycées de la région Auvergne Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, qui a organisé des banquets à plus de 1.100 € d'argent public par personne, appelle à un effort « *plus marqué* » contre le gaspillage dans les cantines en raison du contexte économique...

- Pas de prison ferme pour l'ex-directeur de l'Institut Montaigne et compagnon de la macronie : Laurent Bigorgne a été condamné à 12 mois de prison avec sursis et 2.000 € d'amende pour avoir drogué à son insu sa collaboratrice lors d'une soirée en février.

- Indulgence dont bénéficient les politiques aux prises avec la justice : pourquoi les élus corrompus ne dorment-ils pas en prison, alors qu'on y envoie volontiers les petits voleurs ? La question revient à chaque affaire ou presque.

- Le gouvernement des riches, par les riches, pour les riches ! Selon *Le Monde*, le gouvernement Borne est encore plus fortuné que celui de 2017. Les ministres détiennent un patrimoine moyen de 1,9 million d'€ et figurent en majorité dans les 10% des plus riches du pays.

- L'ancien élu LR et actuel député macroniste Damien Abad (Renaissance), accusé de viols et de tentative de viol par 4 femmes, vient de prendre la tête du groupe d'amitié franco-libanais à l'Assemblée nationale, avec l'assentiment du parti présidentiel.

- Les Ripoublicains ? Clientélisme, nombre étonnant d'adhérents dans une maison de retraite... Libé révèle les méthodes scandaleuses des adhésions à LR sur la Côte d'Azur qui remettent en cause la sincérité du scrutin pour la présidence du parti.

- Le JDD a réussi à faire voter 2 chattes, Kalli et Zizou, au congrès des LR qui a lieu aujourd'hui pour élire le président du parti. En février, Libération avait révélé qu'un chien avait pu adhérer aux Républicains pour désigner le candidat du parti à la présidentielle.

- Les atteintes à la liberté de la presse se multiplient : énième exemple avec la convocation par les services de renseignement intérieur français de 3 journalistes qui ont enquêté sur les contrats passés entre l'armée et des entreprises privées...

- Le chanteur Francky Vincent, connu pour ses titres « *Tu veux mon zizi* », « *Fruit de la passion* » et « *Alice ça glisse* », est nommé chevalier des Arts et des Lettres. (Arrêté ministériel)

« *J'ai toujours été fédérateur* », explique Francky Vincent après avoir été élevé au rang de chevalier des Arts et des Lettres. « Je suis agréablement surpris », ajoute l'interprète de « *Tu pues du cul* » et de « *Ta touffe m'étouffe* ». (BFMTV)

- Espérance de vie en bonne santé : 64 ans en moyenne

- À 62 ans, 25% des 5% les plus pauvres sont déjà morts. Il faut attendre 80 ans pour arriver à la même proportion chez les 5% les plus riches. Chez les hommes, les cadres vivent 6 ans de plus que les ouvriers (Insee)

- Pourrissement démocratique : selon une étude officielle, les atteintes à la probité (corruption, détournement de fonds publics, favoritisme) ont augmenté de 28 % entre 2016 et 2021. Parmi les mis en cause : le ministre de la justice en exercice...

Toujours plus liberticide.

Cette station de ski est la première en Europe à interdire le tabac - LePoint.fr 13 décembre 2022

Dès son ouverture programmée samedi, la station française des Gets va interdire l'usage de la cigarette sur son domaine skiable...

"Un futur sans tabac": les Néo-Zélandais nés après 2008 ne pourront jamais acheter de cigarettes - BFMTV 13 décembre 2022

Le nombre de vendeurs autorisés à vendre les produits du tabac va également être réduit de 6000 à 600 sur tout le territoire. BFMTV 13 décembre 2022

La France, l'Union européenne et toutes les institutions internationales rongées par la corruption

J-C – Les ont-ils aussi achetés ? Quoi ? Les résultats des sondages, la baballe en or ou les deux ?

France-Maroc: 53% des Français approuvent le déplacement de Macron au Qatar pour la demi-finale - BFMTV 13 décembre 2022

Si les Français approuvent le déplacement du chef de l'État à Doha pour le match, ils ne s'opposent pas au boycott de la Coupe du monde par certaines villes françaises.

Mondial au Qatar: 64% des Français voient les Bleus remporter la compétition - BFMTV 13 décembre 2022

Les médias cautionnent le fascisme, tout est dans l'ordre des choses.

Le RN gagne en crédibilité chez les Français, selon un sondage - Europe1 13 décembre 2022

Et l'art de nous prendre pour des cons ! Ils ne peuvent pas s'en empêcher.

Juste un soupçon de corruption...

- UE : des **soupons** de corruption... - LePoint.fr
- **Soupons** de corruption: réunion de crise... - BFMTV
- Quand Eva Kaili, **souponnée** de corruption... - Le HuffPost
- **Soupons** de corruption : quand un eurodéputé belge... - Publicsenat.fr

Un aveu. La présence de lobbies au sein des institutions signifie qu'ils sont complices de la corruption et qu'ils ne la combattent pas.

Transparence : en France, quelle est la régulation des lobbies ? - Publicsenat.fr 13 décembre 2022

La France a commencé en 2016 à réguler l'activité de lobbying des représentants d'intérêts. Mais alors que le Parlement européen est secoué par un scandale de corruption, quel est l'état de la réglementation française en la matière ? Quelles sont les pistes d'amélioration ? Publicsenat.fr 13 décembre 2022

Soupçons de corruption au Parlement européen : comment sont encadrés les lobbies ? - Publicsenat.fr 13 décembre 2022

Dans la tourmente à cause de soupçons de corruption visant sa vice-présidente, le Parlement européen fait pourtant figure de modèle d'encadrement des pratiques de lobbying. Publicsenat.fr 13 décembre 2022

En complément on rajoute une couche :

Twitter - Elon Musk s'en prend à Fauci : « *Il a menti au Congrès et a financé des recherches sur les gains de fonction qui ont tué des millions de personnes* »

- Quand on apprend, d'après Transparence Santé Public du ministère de la Santé, que le ministre de la Santé a des liens avec les labos Novartis, Astra Zeneca, Sanofi et j'en passe...

Pékin. Les États-Unis ne sont pas en mesure d'agir comme un "gendarme du monde"

Pékin, 13 décembre (SANA) Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré jeudi que les sanctions américaines imposées contre Pékin sous prétexte de la situation des droits de l'homme au Tibet étaient illégales.

"*Ces sanctions constituent une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, violent de manière flagrante les règles fondamentales des relations internationales et minent gravement les relations sino-américaines*", a déclaré Wang, cité par RT.

"*Les États-Unis n'ont pas le droit d'imposer des sanctions injustifiées à d'autres pays et ne sont pas en mesure d'agir comme un 'policier mondial'*", a-t-il ajouté.

Au secours il fait froid ! A ben ça, c'est pas normal !

- La France a connu ce dimanche un record de froid depuis près de dix ans...mais où sont donc passés les gaz à effets de serre, responsables, disent-ils du réchauffement climatique...?

- Royaume-Uni: les transports paralysés à cause de la neige et du gel - BFMTV 12 décembre 2022

Dans les airs, sur les rails ou sur les routes, les transports britanniques ont été confrontés à d'importantes perturbations... BFMTV 12 décembre 2022

- Après l'hiver, c'est le printemps en Australie. L'un des plus froids depuis 10 ans.

Cherchez l'erreur.

- Difficile d'écarter le lien entre le masque prolongé chez les enfants et les épidémies, rebond records de toutes les infections respiratoires jusqu'au streptocoque A.

« *Les réactions en chaîne en santé publique doivent toujours être considérées. Ce fut une erreur !* »
(Martin Blachier, médecin spécialiste santé publique)

- Les personnes non vaccinées en Europe VS en Chine

Les premiers enfreints les règles, les seconds crient pour la liberté.

Politique. France.

Ils osent tout. Le cynisme dont ils font preuve permet de mesurer le degré de sadisme auquel ils sont arrivés.

"*Pourquoi avez-vous si peur du débat?*", a demandé la Première ministre ce dimanche à l'Assemblée nationale... tout en annonçant le recours à un neuvième 49.3 pour faire adopter le budget.

Visiblement surpris par cette question, les députés des oppositions ont largement applaudi ironiquement la Première ministre... et cette dernière s'est esclaffée de rire. BFMTV. 12 décembre 2022

En famille. Il avait férocement réprimé les Gilets jaunes. Y a-t-il quelque chose qui vous choque ici ? Il n'y a vraiment pas de quoi.

Lallement se dit « de gauche » - Le HuffPost 13 décembre 2022

Lallement (ex-Préfet de police de Paris) : "*Je suis historiquement un homme de gauche*". Le HuffPost 13 décembre 2022

Retraite à 65 ans: le macroniste François Patriat la justifie par les "exosquelettes des déménageurs" - BFMTV 12 décembre 2022

LFI. Ils osent tout. Ils récoltent ce qu'ils ont semé.

J-C - Ils participent à des institutions qui ont refusé de condamner la propagande nazie et qui arment un régime néonazi. Monsieur Mélenchon, vous êtes si dégueulasse qu'on se demande bien qu'est-ce

qui pourrait encore vous salir. A LFI ils ont les mêmes états d'âme existentiels que chez « *les riches* », qui n'ont pas vraiment les mains propres.

Le député Bastien Lachaud (LFI) dénonce "d'immondes menaces" néonazies après des tags à Pantin - Le HuffPost 13 décembre 2022

"Toute la une pour nous salir": Mélenchon fustige l'interview d'Autain dans "Libération" - BFMTV 12 décembre 2022

"Un problème de riche": Bompard élude les critiques de Ruffin et Autain sur la nouvelle direction de LFI - BFMTV 12 décembre 2022

Européennes 2024 : EELV ferme (définitivement) la porte à une liste commune avec LFI - Le HuffPost 13 décembre 2022

Affaire Quatennens. Lâcheté et trahison.

J-C - Tout cela pour une gifle. Un jugement politique et une sanction disproportionnée et injuste cautionnée et alourdie par les dirigeants de LFI.

Mais quelle horreur, ce mouvement n'a rien à envier au PS ou à EELV, il est aussi pourri que le parti démocrate américain.

Quatennens condamné à 4 mois de prison avec sursis pour violences conjugales - LePoint.fr 13 décembre 2022

Le député LFI du Nord, Adrien Quatennens, a été condamné mardi 13 décembre à Lille dans une procédure de plaider-coupable à quatre mois de prison avec sursis notamment pour des « violences » sur son épouse, une peine plus lourde qu'attendu. « *Cette peine est un avertissement solennel qui ne l'empêche pas de réintégrer l'Assemblée et de poursuivre son mandat électif* », a estimé son avocate, Me Jade Dousselin, à la sortie de l'audience. Selon son avocate, il lui est reproché une gifle « *il y a plus d'un an dans un contexte extrêmement tendu* », ainsi que « *des SMS répétés, dont le juge homologateur a reconnu aujourd'hui devant nous qu'ils n'avaient aucun caractère harcelant, malveillant ou menaçant* ». Dans la foulée de ce verdict, les députés LFI ont indiqué dans un communiqué leur décision d'écarter Adrien Quatennens pour la durée de sa peine, c'est-à-dire « *jusqu'au 13 avril 2023* ».

« *Fidèles à notre engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes, nous nous devons de prendre collectivement une décision politique* », a déclaré le groupe, radiant temporairement M. Quatennens. Son retour est « *conditionné à l'engagement de suivre un stage de responsabilisation sur les violences faites aux femmes* ». AFP/LePoint.fr 13 décembre 2022

J-C - La pire humiliation qu'on pouvait lui infliger. Ce sont vraiment des salopards à LFI, et leurs alliés de la Nupes sont les pires charognards. Macron doit se marrer.

BFMTV - Les socialistes, les écologistes et les communistes veulent, eux, aller beaucoup plus loin.

"Un député condamné pour violences conjugales ne peut pas siéger. Il doit démissionner. Par respect pour les femmes, pour nos combats et les valeurs que nous défendons", a assuré la députée Sandrine Rousseau sur son compte Twitter.

Cyrielle Chatelain, la patronne du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, partage son point de vue, jugeant que tout *"élu condamné pour des violences sexistes et sexuelles doit démissionner"*.

De son côté, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'exige pas son départ du Palais-Bourbon.

"Nous (les socialistes) aurions prononcé l'exclusion. Un homme condamné pour des faits comme ça ne peut pas siéger sur nos bancs", a expliqué le Premier secrétaire du PS au micro de BFMTV.

"Je ne vais pas plus loin. Je ne suis pas président de LFI", a cependant nuancé Olivier Faure. BFMTV 14 décembre 2022

J-C - Il y a de quoi être dégoûté de partager la vie de quelqu'un, c'est peut-être le but de cette sentence injuste ou totalement démesurée au regard d'actes de violence quotidiens qui récoltent des peines similaires. Gardez vos distances, gardez-vous bien d'avoir des relations intimes avec un homme ou une femme, vous ignorez jusqu'où cela pourrait vous entraîner dans l'avenir et vous pourriez le regretter amèrement un jour... En règle générale, vivez seul, ne tissez des liens avec personne comme cela vous ne courrez aucun risque, vous serez protégé, en sécurité, contentez-vous de relations virtuelles.

Il fallait être très con pour avoir confiance dans la justice corrompue de ce pays. Et dire qu'ils le présentaient comme une lumière à LFI, ils avaient oublié de préciser, éteinte ! Cela dit je plains ce pauvre garçon qui n'a pas l'air mauvais, juste bête.

Le juge a privilégié le témoignage de cette femme. C'était un procès à charge. M. Quatennens avait été désigné coupable dès le départ. A aucun moment le juge n'a tenu compte du contexte explosif ou propice à la violence verbale ou physique. Il ne s'est pas demandé non plus si ce n'avait pas été cette femme qui aurait été à l'origine de leur dispute, et si elle ne partageait pas la responsabilité de la scène de violence qui en a suivi, c'est généralement le cas, je dis cela pour l'avoir vécu, chacun accuse l'autre de tout et de rien... Non elle était divinement innocente, on ne pouvait absolument rien lui reprocher, tous les torts étaient forcément du côté de l'homme, le monstre, le diable ! Le législateur n'est pas neutre, il se tient au côté des femmes réputées faibles ou fragiles, les malheureuses, c'est lui qui les encouragent à adopter une attitude provocatrice sachant qu'elles bénéficieront de l'impunité ou de la bienveillance de ce qu'ils osent encore appeler la justice.

Il y a aussi de quoi être dégoûté de rejoindre un parti politique, en observant à quel point ceux qui se présentent comme les plus honnêtes ou humanistes, n'ont en réalité rien à envier aux partis les plus pourris ou réactionnaires.

Vous pouvez rejoindre mon courant politique, jamais vous ne serez victime d'une telle mésaventure, jamais je ne vous trahirai.

J'estime que les militants sont des hommes et des femmes aussi perfectibles que les autres, donc qui ne sont pas forcément des modèles de vertu, je m'inclus dans le lot, aussi nous nous interdirons de porter un jugement sur leur comportement en dehors du champ politique, même si parfois certains comportements peuvent nous contrarier ou s'avérer condamnables selon les principes ou les valeurs qu'on a adoptés, toujours est-il, ils sont le produit de conditions sociales qui leur sont imposées par le régime en place qui par conséquent en porte la responsabilité, s'il y a un procès à faire ici, répétons-le, c'est celui du régime capitaliste et non celui d'Adrien Quatennens ou son

épouse. Le procès de Mélenchon et sa clique de malfaisants n'est plus à faire, ils s'en sont chargés eux-mêmes et la sentence est sans appel : Irrécupérables !

Adrien Quatennens aurait dû savoir que son témoignage sincère allait se retourner contre lui compte tenu de l'état d'esprit vindicatif de son épouse. Il a eu la naïveté de croire en la justice, il paie très cher cette illusion qui est à l'image de celle qu'il colporte en politique, ce qu'apparemment il n'a toujours pas compris, sinon il aurait rompu avec LFI. Voici quelques éléments qui le prouvent.

AFP - Sur le fond de l'affaire, il regrette d'avoir "*enduré en silence un lynchage médiatique inédit*".

"L'enquête a conclu à ce que j'avais reconnu: une gifle donnée dans un contexte de dispute, il y a plus d'un an et jamais reproduite, et l'envoi de trop nombreux SMS amoureux suite à une annonce de divorce incomprise", a-t-il expliqué.

"Ce geste ne me ressemble pas", a-t-il poursuivi à propos de cette gifle qu'il dit avoir "*beaucoup regrettée*".

Il affirme que son épouse l'"*a ouvertement menacé*" de "*détruire (son) engagement politique*" s'il ne répondait pas favorablement à ses demandes concernant le divorce. "*Aujourd'hui encore (...) je subis son chantage à la plainte ou aux médias*".

J-C - Tu as commis une grave erreur mon garçon. Je pourrais être son grand-père. Je ne le connais pas, mais je l'aime bien, je suis comme ça, j'ai horreur de l'injustice.

Quand une femme veut se barrer, laisse-là partir, ne cherche surtout pas à la retenir, elle a ses raisons, sa décision est irrévocable, tu vas y laisser ta santé. Tu ne pourras pas la rattraper, et si tu insistes lourdement, elle te pourrira la vie au point de te rendre dingue et de vous haïr. Vois-tu, une séparation à l'amiable dans le calme est toujours préférable, même si c'est douloureux. Après tu auras toute ta vie pour essayer de comprendre pourquoi vous en étiez arriver-là. Si tu as la chance de le découvrir, tu t'apercevras alors que toute cette histoire vous dépassait, et qu'il n'y avait ni innocent ni coupable à chercher, mais juste la combinaison d'un certain nombre de circonstances qui vous dépassaient ou dont vous ne pouviez pas avoir conscience, et note bien que c'est valable pour les couples qui sont ensemble pendant 50 ans ou plus, il n'y a donc à avoir ni remord ni regret.

En réalité, la ou les causes d'une éventuelle séparation dans le futur existaient avant même de vous rencontrer, tout comme celles qui vous auraient réunis pour la vie, car quand on y réfléchit un peu, on s'aperçoit qu'on n'est jamais vraiment séparé, c'est un peu comme tous les membres de notre classe quel que soit le destin des uns et des autres, ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous oppose, non ? J'allais oublier qu'on ne partage pas la même interprétation du monde dans lequel nous vivons, les lecteurs auront compris de quoi je parlais, c'est l'essentiel, lui, il ne lira jamais ces lignes.

AFP - "*Je sais que nous n'en serions pas là si j'avais nié comme le font tous les autres. Mais je ne le regrette pas. Surtout si cela peut servir utilement la cause de la lutte contre les violences faites aux femmes*", a-t-il insisté.

"J'ai simplement découvert à 32 ans qu'en France, quand on pose un genou à terre, qu'on reconnaît une faute et qu'on accepte sa sanction, l'acharnement ne cesse pas", a-t-il ajouté. "*Le message envoyé a le mérite de la clarté: niez !*" Il estime être victime d'un coup "*politique*" destiné à l'"*abattre*".

"Plusieurs sources concordantes me disent que cela a été directement orchestré depuis le ministère de l'Intérieur. Je ne suis pas en mesure de l'affirmer moi-même aujourd'hui", a-t-il déclaré. AFP/parismatch.com 13 décembre 2022

J-C - Du coup, les ordures du régime profitent de la trahison des dirigeants de LFI pour s'acharner sur leur proie sans défense.

Gérald Darmanin porte plainte en diffamation contre Adrien Quatennens - Le HuffPost 14 décembre 2022

Gérald Darmanin a « *décidé de porter plainte en diffamation* » après des propos du député LFI Adrien Quatennens mettant en cause le ministère de l'Intérieur dans la chute de l'élu, a-t-on appris ce mardi 13 décembre dans la soirée auprès de l'entourage du ministre. Le HuffPost 14 décembre 2022

J-C – Il n'y avait aucun élément de diffamation dans la déclaration d'Adrien Quatennens, puisqu'il avait pris soin de préciser qu'il n'était pas « *pas en mesure (d')affirmer* » lui-même les propos qui lui avaient été rapportés.

Un modèle de démocratie. Cachez-moi vite ces miséreux, nos déchets...

États-Unis: la maire de Los Angeles déclare l'état d'urgence face au nombre de sans-abri - BFMTV 13 décembre 2022

La maire de Los Angeles a déclaré lundi l'état d'urgence suite à la montée en flèche du nombre de sans-abri, affirmant vouloir "un changement radical" afin de résoudre ce problème épineux pour la plus deuxième plus grande ville américaine.

Des dizaines de milliers de personnes dorment dans les rues de Los Angeles, leurs tentes éparpillées dans la ville étonnant les touristes qui viennent visiter l'une des zones urbaines les plus riches de la planète.

Une population qui est aussi davantage concernée par les problèmes de santé mentale ou d'addiction.

J-C - Ce serait plutôt la population immonde à laquelle la maire de Los Angeles appartient qui est mentalement déséquilibré et addictive à une cruelle idéologie qui baigne dans l'alcool, la drogue, la prostitution, l'homosexualité, la pédophilie, le wokisme, etc. et s'accommode de la misère humaine que le capitalisme engendre...

BFMTV - Karen Bass, la première femme élue maire de la ville en novembre, a pris ses fonctions dimanche et déclaré dès le lendemain l'état d'urgence.

"Je ne tolérerai pas une crise des sans-abri qui touche plus de 40.000 personnes et affecte chacun d'entre nous", a-t-elle expliqué.

"Ma mission est de mener Los Angeles vers une nouvelle direction avec une approche rapide et stratégique pour résoudre l'un des plus difficiles défis auxquels notre ville doit faire face."

Dans les prochains jours, l'édile a indiqué qu'elle signerait une série de décrets s'attaquant à ce problème, par exemple en fournissant des logements temporaires via la location d'appartements et de chambres d'hôtel.

Elle a été élue maire face au riche promoteur immobilier Rick Caruso, au terme d'une campagne dominée par la question des sans-abri, devenue omniprésente dans le débat public local.

Les loyers parmi les plus chers du pays, le coût de la vie élevé et des impôts bien supérieurs à la moyenne nationale compliquent encore la situation.

Los Angeles s'appêtant à accueillir les Jeux olympiques en 2028, nombre d'observateurs jugent que la municipalité sera d'autant plus motivée à faire disparaître les multiples tentes, parfois installées à seulement quelques mètres de boutiques de luxes ou d'imposantes villas. BFMTV 13 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

Le régime ukrainien est fasciste. Les preuves.

Volodymyr Zelensky et l'ethnopolitique par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 décembre 2022

Le président Zelensky vient d'être désigné par la revue Time « *homme politique de l'année 2022* ». C'est ne pas avoir réalisé son coup de force de juillet, à la faveur de la guerre. Il a fait interdire tous les partis politiques qui s'opposaient à lui ; assassiner les personnalités qui lui résistaient ; contrôler tous les médias, écrits, audiovisuels et internet ; interdire la langue russe ; détruire 100 millions de livres ; confisquer de nombreux biens des oligarques, y compris de celui qui l'a personnellement financé ; nationaliser les biens des investisseurs et sociétés russes ; et enfin interdit l'Église orthodoxe.

Ce faisant, il se conforme à l'objectif énoncé en 1996 dans la Constitution (art. 16) par les « *nationalistes intégraux* » : « *préserver le patrimoine génétique du peuple ukrainien* » (sic). C'est l'ethnopolitique, c'est-à-dire une politique reconnaissant les droits des individus, mais fondée sur l'ethnie ukrainienne.

Pour lire cet article très intéressant :

<https://www.voltairenet.org/article218505.html>

En complément.

Oleksander Tkachenko, ministre ukrainien de la Culture, appelle au boycott de la culture russe - BFMTV 13 décembre 2022

Le gouvernement se préoccupe du froid. En France ? Mais non, en Ukraine.

Incroyable ! Des lycéens en cours dans le noir à 15°C, sans électricité et sans chauffage - lemediaen442.fr 13 décembre 2022

Fenêtres cassées, pannes de chauffage, coupures d'électricité... Alors que les températures chutent, le lycée Voillaume d'Aulnay-sous-Bois passe un hiver hors normes. Les promesses du président Macron concernant la fin de l'abondance sont tenues. Le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, doit considérer les cours de sexualité prioritaires largement avant le chauffage et l'électricité. lemediaen442.fr 13 décembre 2022

La vidéo de 2 mn.

<https://lemediaen442.fr/incroyable-des-lyceens-en-cours-dans-le-noir-a-15c-sans-electricite-et-sans-chauffage/>

Ukraine : pour faire face au froid, la France acheminera 63 générateurs et quatre transformateurs - Europe1 13 décembre 2022

La communauté internationale se réunit mardi matin au ministère des Affaires étrangères à Paris. La conférence baptisée "*Solidaires du peuple ukrainien*", se tient en présence du président français Emmanuel Macron et du premier ministre ukrainien Denys Schmyhal. Selon les informations d'Europe 1, la France acheminera vers l'Ukraine 63 gros générateurs et quatre gros transformateurs.

Santé et dictature sanitaire.

Confirmation. Ils ont fabriqué le virus de la grippe aviaire.

On vous explique pourquoi cette pénurie de foie gras à Noël et au Nouvel An dans les rayons des supermarchés - lemediaen442.fr 13 décembre 2022

Il ne s'agit pas d'une manipulation pour faire peur, bien évidemment, car le foie gras n'est pas un produit de première nécessité. Ce n'est pas la faute de la guerre en Ukraine ou des sanctions économiques, mais celle de la grippe aviaire qui a ravagé les exploitations françaises, si le foie gras est devenu rare et donc encore plus cher. L'épidémie de grippe aviaire de cette année a été sans précédent : plus de dix millions de volailles ont été abattues et un millier de foyers détectés.

L'Ukraine y serait quand même pour quelque chose. En 2005-2006, en Crimée, à Kherson, Odessa et Soumy, 42 foyers de grippe aviaire (le sous-type H5N1 hautement pathogène) ont été détectés. En 2008, en Crimée, trois autres foyers avaient été repérés d'un virus ayant touché les poulets, les canards, les oies, les dindes, les cygnes et les cormorans.

Une grippe aviaire produite en laboratoire en Ukraine ?

Une épidémie due à une arme biologique, comme la variole du singe (selon le Dr Braun) ? En entrant en Ukraine en 2022, les Russes ont annoncé avoir découvert un programme biologique militaire financé par le ministère américain de la Défense.

En septembre 2022, Igor Kirillov, chef de la force russe de protection contre les radiations, les produits chimiques et biologiques, a dénoncé un projet « *dont l'objectif était de rechercher un potentiel de propagation d'infections particulièrement dangereuses via les oiseaux migrateurs, notamment la grippe hautement pathogène H5N1, dont la létalité pour l'homme peut atteindre 50 %, ainsi que la maladie de Newcastle.* »

Un des fact-checkers de France Info nous informe qu'il s'agit d'un secret de Polichinelle ! Lorsqu'un sujet gênant ne peut vraiment plus être nié, les détenteurs de la Vérité le banalisent. Et en effet, les projets cités par les autorités russes ont déjà fait l'objet de publications dans des revues scientifiques à plusieurs reprises.

En avril 2020, l'ambassade américaine en Ukraine avait avoué le soutien financier du ministère de la Défense américain à des recherches sur des agents pathogènes : « *En Ukraine, le programme de réduction des menaces biologiques, développé par le ministère américain de la Défense en association avec le gouvernement ukrainien, travaille pour (...) sécuriser les agents pathogènes et les toxines préoccupants pour la sécurité des installations gouvernementales ukrainiennes, tout en permettant la recherche pacifique et le développement de vaccins.* »

Conséquence ? Le *Focal Point for animal disease notification* a transmis, le 2 mars 2021, à l'Organisation mondiale de la santé animale sa découverte, le 28 janvier 2021, d'un foyer de grippe aviaire hautement pathogène à virus A(H5) chez 21 cygnes trouvés morts dans un parc naturel dans le district de Kherson.

En 2018-2020, l'Ukraine avait reçu 1,6 million de dollars pour étudier le mode de transmission des infections par les oiseaux migrateurs. Plus de 60 scientifiques des États-Unis, d'Ukraine et de Géorgie participèrent à ces recherches. Pendant la migration de printemps, certains oiseaux étudiés ont migré vers le nord-est et une petite partie vers l'ouest et le sud. Quoi d'étonnant à une transmission du virus en France ?

Avant la convention de l'Onu interdisant le développement, la production et le stockage d'armes biologiques, la CIA avait financé aux États-Unis une étude des oiseaux liée aux armes biologiques par le bureau de recherche Human Ecology Fund (HEF), dans le cadre du projet MKULTRA, entre 1959 et 1963.

Les recherches sur les armes biologiques sont arrêtées aux États-Unis

Dans les années 80, le Washington Post avait enquêté sur les recherches menées au milieu des années 60 sur la migration d'oiseaux, par le Smithsonian Institute avec le financement de l'armée. L'objectif des Dr Jekyll et Mr Hyde était double : identifier les sites où des expériences biologiques pourraient être menées sans risque de propagation de pathogènes par voie aviaire et, à l'inverse, et là, nous retrouvons le maléfique Mr Hyde, identifier les routes de migrations propices à des attaques en territoire ennemi. Le programme a été arrêté en juin 1970. Le Washington Post a souhaité connaître les liens entre la CIA et l'institut Smithsonian lors de ces études sur les oiseaux. La CIA a actuellement déclassifié le dossier contenant l'article du Washington Post. Aujourd'hui il semble que le Pentagone ait été autant impliqué que la CIA.

Les laboratoires du Pentagone ont été exportés en Ukraine

En 1972, la convention de l'Onu interdisant le développement, la production et le stockage d'armes biologiques a été signée, entre autres, par les États-Unis et l'Ukraine. Malgré les déclarations officielles des autorités américaines, l'Onu continue d'affirmer qu'il n'y a aucune trace d'un

programme secret d'armes biologiques en Ukraine. Quant à la France, elle s'est opposée à une enquête sur les laboratoires en Ukraine. - lemediaen442.fr 13 décembre 2022

Comment ils ont corrompu la médecine pour en prendre le contrôle.

Comment la Médecine Naturelle a été détruite en 1910 - nouveau-monde.ca 1er mars 2019

Extrait.

Les origines de la médecine occidentale

La création de la médecine moderne commence avec John D. Rockefeller (1839 – 1937), qui était baron du pétrole, et premier milliardaire d'Amérique. Dans les années 1800, l'industrie pétrochimique furent créés via la « chimie biologique » ou la chimie du charbon. Dans les années 1800, il est devenu apparent que divers remèdes à base d'herbes traditionnels contenaient des ingrédients actifs appelés « alcaloïdes ».

Ces alcaloïdes pouvaient souvent être produits de manière synthétique par l'industrie pétrochimique. Parfois, l'ingrédient actif d'une herbe médicinale pouvait être chimiquement modifié et breveté. Ce nouveau business était appelé « *l'industrie pharmaceutique* ». Le brevet médical en résultant pouvait se vendre très cher, en comparaison avec l'herbe dont il était dérivé.

Dès le début du 20ème siècle, Rockefeller contrôlait 90% de toute la production pétrolière aux USA, à travers une multitude de compagnies pétrolières qu'il possédait. En 1900, il y avait environ 1 000 voitures qui roulaient à l'essence. Les voitures ne pouvaient donc pas rapporter beaucoup. Cependant, l'industrie pétrochimique était florissante.

L'industrie pétrochimique promettait d'être l'une des parties les plus profitables de l'industrie pétrolière. Rockefeller investit fortement dans les compagnies pharmaceutiques nouvellement créées. Il fonda la Fondation Rockefeller en 1913, et se focalisa sur les industries pharmaceutiques, et l'éducation médicale.

En 1900, Andrew Carnegie était lui aussi très riche. À la base, il avait fait fortune en investissant dans Columbia Oil en 1862, et il avait fait encore plus fortune dans l'acier. Il lança la Fondation Carnegie en 1905. La fondation était réputée pour son expertise en financement, et dans l'exécution d'entreprises à vocation éducative.

Le rapport Abraham Flexner

Début 1900, la toute récente American Medical Association, ou AMA, comprit que l'éducation médicale était dans un état chaotique. Elle décida donc de créer le Council of Medical Education, en 1904, afin d'étudier le besoin d'améliorations dans l'éducation.

Néanmoins, l'AMA ne pouvait se permettre de financer l'étude. Henry Pritchett, membre de la Fondation Carnegie, proposa de l'argent, et recruta Abraham Flexner pour mener à bien l'étude. La Fondation Carnegie reprit ensuite la direction du Conseil d'Education Médicale, et investit des millions de dollars dans le projet. Elle étudia chaque école médicale d'Amérique du Nord, et publia un compte-rendu en 1910, intitulé rapport Abraham Flexner. En toute honnêteté, le rapport

Abraham Flexner contribua au moins à standardiser les pratiques médicales. Mais il eut également de nombreux effets négatifs.

L'étude fut financée par la Fondation Carnegie, avec des donations de John D. Rockefeller et d'autres industriels. En 1909, le Council of Medical Education était dirigé par les industriels. Ceux-ci étaient fortement impliqués dans l'industrie pharmaceutique, une branche de l'industrie pétrochimique.

Ces industries entraient directement en compétition avec les méthodes de guérison traditionnelles, telles que la phytothérapie, l'électro-médecine, la naturopathie, le massage, l'alimentation, le sport, etc.

Les effets du compte-rendu sur d'autres branches médicales est bien résumé par l'entrée de Wikipedia sur le rapport Abraham Flexner :

« On ordonna aux écoles médicales offrant un entraînement dans diverses disciplines, y compris la thérapie par champ électromagnétique, la photothérapie, la médecine éclectique, le physio-médicalisme, la naturopathie et l'homéopathie, soit de laisser tomber ces cours de leur cursus, ou de perdre leur habilitation et leur soutien garanti. Quelques écoles résistèrent pendant un moment, mais elles finirent toutes soit par obtempérer, soit par fermer leurs portes. »

Le rapport Abraham Flexner a également marqué le début de la fin de la maïeutique aux USA et au Canada. Après 1910, aux Etats-Unis et au Canada, les Etats et provinces interdirent le métier de sage-femme les uns après les autres.

En 1929, l'Institut Carnegie fut habilité à exercer son autorité sur les écoles médicales du Canada et des USA. Toutes les écoles médicales qui ne respectaient pas le rapport Abraham Flexner mirent la clé sous la porte.

Après 1935, les écoles médicales ne proposaient que des approches pharmacologiques, y compris des vaccins et de la chirurgie. Toutes les autres approches sanitaires traditionnelles furent effectivement éliminées de l'éducation médicale.

Après la publication du rapport, les Afro-Américains et les femmes furent expulsés de la pratique médicale. Ce fut malheureux pour les femmes et les Afro-Américains, parce qu'avant 1910, il y avait beaucoup d'Afro-Américains et de femmes médecins.

En 1950, notre culture médicale nord-américaine avait été purgée de toute approche médicale traditionnelle. Seules les méthodes de l'industrie pharmaceutique, ainsi que les vaccins et la chirurgie, furent conservés.

Au fur et à mesure que les vieux médecins prirent leur retraite, la phytothérapie, la naturopathie, l'électro-médecine, les massages et autres thérapies alternatives furent toutes oubliées, sans exception. Elles furent qualifiées de « médecine de charlatans », un terme popularisé après le rapport Abraham Flexner. La médecine de Rockefeller devint la médecine du courant dominant.

L'article en entier :

<https://nouveau-monde.ca/comment-la-medecine-naturelle-a-ete-detruite-en-1910/>

Un article du Dr Joseph Mercola — La refonte de notre système alimentaire est un complot de contrôle : « *la nourriture est un médicament* » - nouveau-monde.ca 12 décembre 2022

La destruction planifiée de notre système alimentaire est bien engagée, sous la bannière d'une « *refonte* » pour une plus grande « *équité* ». Fin septembre 2022, la Maison Blanche a accueilli la Conférence sur la faim, la nutrition et la santé, au cours de laquelle le président Biden a défini un « *objectif audacieux* » pour « *éradiquer la faim et accroître une alimentation saine et l'activité physique d'ici 2030* ».

L'article en entier :

<https://nouveau-monde.ca/un-article-du-dr-joseph-mercola-la-refonte-de-notre-systeme-alimentaire-est-un-complot-de-contrôle-la-nourriture-est-un-medicament/#comment-5878>

Argumentaire pour détruire la propagande politique de la dictature sanitaire.

« *Ça peut pas faire de mal* » – « *C'est mieux que rien* » : Masque, peur, sidération, épuisement, etc. - Réseau International 12 décembre 2022

Préambule :

Ce texte s'appuie sur l'hypothèse que les trois théories (croyances) suivantes sont vraies :

Il existerait des entités virus¹ que l'on n'a jamais pu observer in vivo qui se reproduiraient et survivraient en tuant des cellules hôtes.

Ces virus seraient contagieux et il y aurait transmission depuis un patient zéro vers une population de plus en plus importante jusqu'à la « *vague* » suivante.

Il serait possible de contrôler ces virus, de contenir, de prévenir, voire de les éradiquer par des mesures pharmaceutiques (médicaments, vaccins, etc.) et non pharmaceutiques (masques, confinements, etc.).

Vous ne pouvez pas croire en l'épidémie de Covid et aux mesures préconisées depuis le début de la crise sans adhérer pleinement à ces trois théories précédentes. Ce texte s'adresse donc principalement à celles et ceux qui y croient.

La « *Vérité* » :

Les « *complotistes* » étudient, critiquent, se font leur vérité quand bien même ils se tromperaient. En revanche, la quasi-totalité des vérités des humains lambda semble une adhésion pure et simple à l'information reçue (famille, amis, enseignants, spécialistes, médias, etc.)

Pour dire autrement :

« *La vérité du commun des mortels est la vérité de la société.* »

Elle n'est en aucune façon le fruit d'une réflexion, d'une critique ou de recherches personnelles.

Plus « *l'information* » distillée par les médias sera monocorde et plus la vérité sera simpliste et binaire.

Nous en avons eu une preuve flagrante avec les trois sujets suivants :

Covid.
Guerre en Ukraine.
Réchauffement climatique.

Sur ces trois sujets, et il y en a plein d'autres, il y a « *consensus* ». 100 % des médias mainstream, qu'ils soient dits de gauche ou dits de droite, tiennent exactement le même discours (à un ou deux pour cent près).

Il m'est arrivé de « *discuter* » avec des membres de l'Église du coronavirus et leur demander de m'expliquer leurs croyances. En entendant leur discours, j'étais inexorablement poussé à leur dire :

« *Je ne te demande pas de me répéter le discours de BFM, du Figaro ou de Libération que je connais, je te demande TON opinion.* »

La plupart des humains croient « *savoir* » alors que dans les faits, ils ne sont que les « *croyants* » d'une religion inculquée par la société.

Pour être totalement honnête, les « *complotistes* » ne sont pas à l'abri de la croyance et peuvent parfois basculer dans une « *anti-foi* ». Ils prendront comme « *Vérité* » l'exact inverse du discours officiel sans étudier par eux-mêmes pour débusquer des mensonges.

Adhésion :

Hormis les « *complotistes* », espèce reconnue contagieuse par les autorités qui font tout pour les contrôler en espérant les éradiquer, la population a adhéré dans son ensemble aux mesures gouvernementales de « *lutte contre le virus* ».

Comme indiqué précédemment, cette adhésion est totalement déconnectée d'un travail de recherche, d'analyse et de critique personnelle.

« *Si tout le monde (civilisé, non pas les complotistes malades, antisémites d'extrême droite) le dit et le répète, c'est que c'est vrai !* »

Vérités :

Le public a donc majoritairement adhéré aux vérités suivantes citées au début de l'épidémie :

Le Covid est un virus inconnu « *vachement dangereux* ». (Dans les faits, il circulait des mois avant la déclaration officielle et n'est devenu dangereux qu'au moment où les médecins se sont vus interdits de soigner comme à l'accoutumée.)

Nouveau virus, donc absence de traitements, quand bien même il était d'une catégorie banale (coronavirus).

Les confinements sont efficaces – « *logique* », il suffit de s'isoler pour ne pas croiser de virus. (Ici encore, point de questionnement, point de références aux études passées, point de comparaison entre les pays qui confinent et ceux qui ne confinent pas. La Vérité vient d'en haut et on la croit. »

Le masque est « *efficace* ».

[Le public qui adhère à l'inefficacité et à la dangerosité du masque en début de crise, grâce aux conseils des autorités, vérité scientifique rapportée par l'OMS, se met à adhérer tout autant à son

« *efficacité* » et à l'obligation de le porter en tout lieu. Preuve s'il en est de l'adhésion aux paroles d'évangile sans la moindre réflexion de fond.]

Les gestes barrières sont efficaces.

(Idem, aucune référence aux études ou aux statistiques. Notez que le spécialiste médiatique affirme et on ne lui demande JAMAIS ses sources.)

Le « *vaccin* » est efficace.

(Se référer à mes écrits précédents. Il est intéressant de voir comment le public a suivi dès lors que les autorités ont déclaré qu'il était sûr et efficace. Et ce quand bien même l'autorisation de mise sur le marché était conditionnelle, que l'on était encore en phase expérimentale, que l'on vendait une technologie ARNm jamais déployée à grande échelle, et qu'il faut en général 10 ans de recul avant de commercialiser un nouveau vaccin. Ici, rien, même pas peur !)

Tout ceci étant bien entendu martelé 24 heures sur 24 par tous les médias, tout un chacun devenant à son tour le porte-parole de ces « *vérités* ».

Usure :

Notons qu'il existe un phénomène d'usure et de saturation.

L'objectif de la dictature est de nous maintenir dans la peur pour nous faire adhérer et même réclamer nos chaînes. La peur sidère, ou dit plus simplement, la peur rend con !

Le problème est que notre cerveau se lasse de la peur, il finit par mettre en place des contre-mesures afin de pouvoir se remettre à fonctionner.

Un exemple simple à comprendre est celui du soldat sur un champ de bataille. Je ne l'ai pas vécu, mais nous voyons bien que les premiers jours sont un enfer de chaque seconde.

« *Vais-je me prendre une balle, un obus, un gaz mortel, un missile ou pire, une visite de Macron ?* »

Impossible de dormir dans ces conditions !

Si vous retournez voir ce pauvre bougre quelques semaines plus tard, et s'il est encore vivant, vous pourrez voir qu'il dort comme un bébé au milieu de l'enfer et du chaos.

Pourquoi ? Pour la simple raison qu'il a fait de son quotidien (le champ de bataille) une réalité sur laquelle il n'a pas de prise.

Il en est de même du Covid :

Dans un premier temps nos gouvernants nous décrivent l'enfer.

Puis ils prennent soin de nous le rappeler au quotidien, le tout avec quelques permissions en dehors du front (faire souffler du chaud et du froid en permanence).

Ils nous expliquent enfin que nous pouvons vaincre et que notre survie dépend de nous, de notre capacité à obéir aveuglément aux injonctions, quand bien même celles-ci seraient contradictoires.

[C'est la même stratégie employée pour la crise de l'énergie. Les coupures aléatoires, pour faire peur, se sont pas « *le fait de sanctions énergétiques à l'égard de Poutine, le fait de céder aux lobbies dits écologiques et de fermer des centrales nucléaires* », mais de « la responsabilité du public qui doit faire cuire ses pâtes pendant 10 minutes dans de l'eau à 30 °C. »]

Semaine A, vous n'avez pas le droit de vous asseoir sur la plage avec le haut-parleur qui vous rappelle la menace et les consignes. Semaine B on vous dit qu'il ne faut surtout pas se déplacer, au risque de se faire contaminer ou de contaminer sur cette plage.

Les personnes sont dans la panique, elles obéissent sans se poser la moindre question.

Le battage médiatique est tel que l'être humain ne peut pas dormir dans sa tranchée, maintenu dans une même peur, durant des mois ou des années.

Nous assistons de plus en plus à la perte de peur du Covid.

Pas forcément qu'il est perçu comme « gentil », mais que le phénomène d'usure est là.

On n'y croit plus...

« Vous nous avez dit que si on se confinait on le flinguerait ! »

« Vous nous avez dit que si on portait un masque on le flinguerait ! »

« Vous nous avez dit que si on se faisait tester on le flinguerait ! »

« Vous nous avez dit que si on se vaccinait on le flinguerait ! »

« Vous nous avez dit que si on avait un QR code on le flinguerait ! »

Et là « vous dites qu'il faut faire une deuxième, troisième, quatrième, cinquième dose et vous n'osez plus dire que cela le tuera ! »

« Vous dites qu'il est indispensable de faire un truc auquel vous ne semblez même pas croire et qui ne servira de fait à rien ! »

Les autorités n'osent plus dire qu'une mesure sera efficace, mais juste « nécessaire » !

Il y a une combinaison de « c'est l'enfer » avec « on ne gagnera jamais », affirmant que l'ennemi aura toujours un coup d'avance.

Le discours est :

« il y a une pluie de bombes, prends un antalgique ! »

Raisons pour lesquelles nous avons eu droit à l'Ukraine 24 heures sur 24 et maintenant le réchauffement climatique.

Il n'y a plus que LCI qui fait de l'Ukraine non-stop à la télé.

Bruno Lemaire nous disait il y a plus de huit mois que la Russie serait à genoux avec les sanctions.

LCI continue de le répéter jour après jour.

« Poutine est foutu, l'économie russe est aux abois, ils n'ont plus de missiles, etc. »

Le Français voit que les prix de l'énergie ou des denrées alimentaires explosent et n'en a plus rien à faire de Poutine. Le « nous allons nous prendre une ogive nucléaire sur la gueule et Poutine va visiter la tour Eiffel avec les troupes » ne fonctionne plus.

Le cobaye humain standard est saturé, il en a marre !

Panne de la vaccination

Une grande partie des Français est lassée et semble ne plus avoir vraiment peur du Covid. Ils ne sont plus convaincus de l'efficacité des mesures et encore moins du « *sauveur* », l'injection expérimentale ! La preuve en est du taux ridiculement bas d'injections du bivalent2.

Au 4 décembre, il y avait officiellement (chiffres probablement mensongers comme tous les autres) 3,1 % de Français injectés pour 80 % avec une seule dose. Pour ce qui est de la première dose, l'électro-encéphalogramme est plat depuis le début de l'année, plus de candidats à la première.

J'en reviens au bivalent, seuls 10 % des plus de 70 ans sont censés l'avoir reçu. D'autant plus intéressant que les personnes de plus de 80 ans ne sont pas à plus de 10 % non plus.

On sait que c'est une population captive en maison de retraite ou une population qui suit presque aveuglément les conseils de son médecin traitant sans poser de questions. Cette donnée permet ainsi d'affirmer que :

« Les médecins généralistes ont, eux aussi, renoncé au vaccin Covid. »

Relance de l'épidémie ?

Depuis quelques jours le gouvernement essaie de lancer la 9e vague pour introduire de l'angoisse pour les fêtes. Je ne suis pas dans le secret de Satan et je ne sais donc pas si c'est juste pour relancer le marché d'un produit qui n'intéresse plus ou pour relancer la dictature sanitaire.

La relancer ou tout du moins prendre le pouls de la population...

Est-elle prête à gober de nouveau et repartir comme en 14 ? Masques, confinements, vaccination obligatoire, passe sanitaire ? Je ne le sais pas.

Pour autant même les autorités et les corrompus sont bien timides et semblent marcher sur des œufs. Les spécialistes et les politiques sont de retour, mais pour dire que « les personnes à risque » doivent porter le masque dans les lieux publics. Ils parlent d'une nécessité de rappel vaccinal uniquement pour cette même population. Exit les recommandations pour tout le monde.

Est-ce à dire qu'ils ont peur du procès, peur que les effets secondaires des injections expérimentales leur sautent au visage ? C'est assez crédible.

Le « *tous vaccinés, tous protégés* » est dans les poubelles de l'histoire, nul n'ose le dire encore.

De là à imaginer qu'ils vont relancer une fausse vague à un niveau biblique avec à nouveau des fausses saturations et des faux morts du Covid, j'ai quelques doutes, même si l'on peut s'attendre à tout de la part de psychopathes. Il n'en demeure pas moins vrai que la situation demeure anxiogène aussi bien pour les covidistes que pour les complotistes.

Les faits suite aux effets d'annonce

Pour autant nous voyons bien que les annonces gouvernementales, aussi bien des autorités que des médecins corrompus (ou avec conflit d'intérêts), ont leur effet.

Le fait est que le nombre de personnes masquées augmente. Je ne pense pas qu'elles soient toutes dans un mode « au secours on va tous mourir ». Le retour du masque chez les paniqués serait d'autant plus étrange que rien ne leur interdisait de continuer de le porter.

Jamais un quelconque responsable politique ou médecin médiatique n'a annoncé la fin de l'épidémie en France !

Au contraire, le discours sur le retour du Malin en automne est généralisé.

J'entends que le mouton paniqué ne pense pas ou peu, mais quand même, si vous avez vraiment peur de mourir du Covid, d'autant plus que vous avez 5 doses d'un vaccin « efficace », il demeure relativement « logique » de le porter.

Cette augmentation n'est donc pas un effet de panique, mais de « prudence » (cela me fait mal aux tripes d'écrire de telles contre-vérités scientifiques).

J'ai donc, sinon l'intime conviction, la croyance que cette augmentation du nombre de masques repose sur mon titre !

« Ça peut pas faire de mal, c'est mieux que rien. »

C'est pas bien grave ? Là est le danger ! (Pour la santé, nos libertés et la démocratie.)

Nous l'avons croisé si souvent depuis des mois le fameux « c'est pas bien grave ».

« Quelques semaines de confinement, c'est pas bien grave si ça peut permettre de se débarrasser du virus. »

« Quelques heures de masques par jour c'est pas bien grave si cela permet de contrôler l'épidémie et diminuer les contaminations. »

« Scanner un QR code, c'est pas bien grave, après tout qu'est-ce qu'elles (les autorités) en ont à faire de savoir si je suis allé au resto. »

« Se faire injecter un produit expérimental c'est pas bien grave si cela peut éviter un séjour en réanimation et de décéder d'une maladie mortelle. »

Etc.

Ce qu'il y a de formidable avec l'assujetti, c'est que « rien n'est grave », quel que soit le sujet!

Interdire la circulation de véhicules anciens ?

Interdire de dépasser le 90 km/h sur autoroute ?

Interdire (conseiller, car ils ne peuvent pas contrôler) de chauffer à plus de 19 °C ?

Interdire de fumer.

Obliger une ceinture de sécurité.

Censurer la liberté d'expression.

Interdire de prendre l'avion.

Obliger un vaccin expérimental pour des millions de personnes en contact avec le public.

11 vaccins obligatoires à la naissance.

Faire des délestages d'électricité dont nous serions les responsables.

Etc., etc., etc.

Il y a des centaines d'autres exemples que nous ne voyons même plus au quotidien tant nous sommes habitués. Que répondre ?

« C'est pas bien grave ! »

De toutes les façons, pour cette population obéissante, « rien n'est grave » du moment qu'elle a un toit, à manger et qu'elle peut regarder le foot !

Il faut dire que le matraquage est ininterrompu, nous expliquant en novlangue que « *la liberté c'est l'interdit* ».

« *Ça peut pas faire de mal* » et « *c'est mieux que rien.* »

Qu'est-ce qui pousse à l'adhésion aux mesures les plus délirantes ou liberticides ?

Cette masse obéissante n'est pas extrémiste, car :

Si la majorité des masqués actuels ne sont pas paniqués à l'idée de mourir du virus.

Si la majorité des masqués n'est pas intimement convaincue de l'efficacité de la mesure.

Si la majorité des masqués pense que « *c'est pas bien grave* » de le porter. À noter que le « *c'est pas bien grave* » pourrait durer pendant 40 ans en l'absence d'opposition...

Le moteur est certainement lié de fait au « *ça peut pas faire de mal* »

À noter que les croyances sont les mêmes pour les couvre-feux, distanciations, confinements, QR-codes, passe vaccinal, etc., le leitmotiv demeure : « *ça peut pas faire de mal* ».

La conjonction de « *y'a pas besoin d'en faire une affaire d'État* » combinée à « *ça peut pas faire de mal* » est la porte ouverte à la dictature de masse.

Ce concept de danger lié à des effets secondaires directs ou indirects semble difficilement appréhendable par cette population molle qui obéit sans se poser de (vraies) questions.

Il faut dire que les médias sont « *d'une grande aide* ».

Tout individu qui émet l'hypothèse d'une dangerosité du confinement, du masque ou du vaccin et j'en passe, est immédiatement factchecké, calomnié, censuré puis mis au ban de la société.

C'est d'une grande aide pour ne pas se poser de questions.

Concernant les masques, je pense qu'il est difficile pour le commun des mortels d'y voir une nuisance ou un danger. (Sans même tenir compte des autorités qui rassurent et mentent sur ce sujet).

Ils ne voient qu'un bout de tissu qui semble d'autant plus inoffensif qu'il est notamment utilisé par des chirurgiens. Le fameux argument « *imparable* ».

Bien heureusement, il est pris soin de passer sous silence :

Qu'un chirurgien ne le porte pas douze heures par jour.

Qu'il est changé à minima toutes les quatre heures ou entre chaque opération.

Qu'il est porté en atmosphère contrôlée, dans un lieu où la température n'excède pas les 19 °C.

Qu'il n'est jamais manipulé, enlevé, remis, déplacé.

Qu'il est porté par un adulte formé à son usage.

Qu'il a pour objet de protéger des bactéries et certainement pas des virus !

Quelques dangers directs ou indirects du masque :

Augmente la quantité de CO2 inhalé.

Nid à champignons, bactéries qui se développent dans le milieu humide (d'autant plus qu'il est gardé pendant des heures, des semaines ou des mois, rangé dans une poche et manipulé hors protocole).

Substances chimiques inhalées dont microparticules qui se retrouvent dans les poumons.

Graphène selon les modèles de masque.

Perturbations dans la communication non verbale

Problèmes d'apprentissage des langues et des émotions.

Induction de la peur d'autrui, autrui qui devient potentiellement un danger mortel.

Problèmes relationnels, amplification de troubles psychologiques.

Détruit la convivialité, la légèreté, le vivre ensemble.

Rend visible une épidémie dont on ignorerait l'existence sans les médias ou le masque.

Sentiment de sécurité illusoire. (Comme le contrôle technique générateur d'accidents du fait d'un excès de confiance dans un véhicule âgé.)

Et pour ceux qui croiraient à son efficacité, dangereux, car il mettrait à mal les défenses immunitaires, exposerait à des maladies et condamnerait le porteur à le garder jusqu'à sa mort.

Le plus délirant est qu'il est déclaré indispensable pour des personnes qui ont des problèmes respiratoires !

Les faits sur la dangerosité réelle du masque n'entrent pas dans le processus décisionnel de le porter ou pas.

Quand bien même l'ensemble des dangers sont ou seraient connus, ils ne sont jamais additionnés.

Le porteur pourra dire « *oui, c'est vrai* » à propos d'une affirmation, mais n'en fera pas un tout, un objet dangereux (sans même parler de son inefficace légendaire).

Penser que le masque c'est dangereux, c'est comme penser que l'excès de sucre c'est dangereux ou que la cigarette est dangereuse. C'est un danger relatif, presque imaginaire !

Paradoxe des peurs et de la réalité de la menace

C'est là que l'on touche du doigt un énorme paradoxe.

Ce public n'a pas peur de porter pendant des heures, des jours, des semaines, des mois un produit factuellement dangereux.

Une dangerosité dont on peut discuter des conséquences, mais dont nul (honnête) ne peut nier la réalité. Je vous rappelle que nous naissons sans masque et que l'espèce a pu survivre jusqu'à présent. Que le masque est à l'intérieur de notre corps dans nos systèmes de défense contre les agressions extérieures.

La peur de cet objet objectivement dangereux n'est pas conscientisée.

En revanche :

Les porteurs de masque ont peur d'un virus qu'ils n'ont jamais vu pour lequel ils ont besoin de faire un test pour savoir s'ils sont « *malades* » et dont la mortalité est statistiquement anodine.

Qui connaît une personne jeune, en bonne santé, non vaccinée, qui aurait été terrassée par ce virus ? Je pense que je peux répondre sans risque : Personne !

Je peux affirmer que les masqués dans la rue ou dans le bus sont aussi les vaccinés. Vous connaissez peut être une exception sait-on jamais ?!

Plus vous avez de doses de rappels et plus il est probable que vous ayez peur de ce virus et plus vous êtes masqué.

Et c'est là que l'on touche au merveilleux. Le multi-injecté croit que son vaccin le protège des formes graves. Il en est à ce point convaincu qu'à sa sortie de réa diagnostiqué Covid, il pourra déclarer sans sourciller :

« *Heureusement que j'étais vacciné* », sous-entendu que le vaccin lui a sauvé la vie.

N'espérons pas faire pénétrer le doute et lui suggérer que le dit vaccin serait totalement inefficace ou pire, à l'origine de ses troubles.

Le multivacciné est donc à la fois intimement convaincu de l'efficacité de ses injections et en même temps, a d'autant plus peur du Covid qu'il a de doses !

Plus il sera protégé et plus il sera prompt à remettre un masque.

Ce multirécidiviste de l'injection « efficace et inoffensive » se sentira protégé d'un virus mortel par un masque dont la dangerosité réelle sera de fait totalement inexistante.

Parler d'un rapport bénéfice vs risque pour le masque n'a donc pas de sens pour celui qui le porte « *volontairement* ».

Face à la peur de mourir :

La dangerosité réelle du masque devient imaginaire.

Tandis que :

L'efficacité imaginaire du masque devient réelle, réelle, car anxiolytique.

La question est donc :

Cette masse a-t-elle encore assez peur pour se masquer massivement et exiger plus de dictature ou pas ? L'augmentation du nombre de masques dans la rue ou les magasins n'est pas forcément rassurante, mais il est à mettre en balance avec le taux ridicule de personnes qui ont fait leur bivalent.

<https://7milliards.fr/tortosa20221207-masque-peut-pas-faire-de-mal.pdf>

Source : Nouveau Monde

Dictature climatique ou Green New Deal.

Totalitarisme et colonialisme. Dictature climatique ou Green New Deal sanctuarisé.

J-C - Ils ne survivent que grâce aux mesures dictatoriales qu'ils imposent aux pays en voie de développement dont ils pillent les richesses. Des mesures qui relèvent également du protectionnisme visant leurs principaux concurrents, la Russie et la Chine.

Taxe carbone aux frontières adoptée par l'UE : comment ça marche ? - publicsenat.fr 13 décembre 2022

Tard dans la nuit de lundi, le Parlement européen, la commission et les Etats membres, réunis en trilogue, ont acté les grands principes du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) communément appelé « taxe carbone ».

« *Fin annoncée, même si progressive, du dumping climatique, protection des industries qui décarbonent et levier de relocalisation. On avance !* », s'est félicité l'eurodéputé Yannick Jadot, sur Twitter.

Avec l'envolée du prix de la tonne de CO₂, cette taxe carbone a effectivement pour but d'éviter un « *dumping écologique* » qui verrait les industriels délocaliser leur production hors d'Europe, tout en encourageant le reste du monde à adopter les standards européens.

Ce dispositif consistera à appliquer aux importations des Vingt-Sept, les critères du marché du carbone européen, où les industriels de l'UE sont tenus d'acheter des quotas couvrant leurs émissions polluantes. En pratique, l'importateur devra déclarer les émissions liées au processus de production, et si celles-ci dépassent le standard européen, acquérir un « *certificat d'émission* » au prix du CO₂ dans l'UE. Si un marché carbone existe dans le pays exportateur, il paiera seulement la différence.

Les secteurs concernés

Le mécanisme, administré pour l'essentiel de façon centralisée au niveau de l'UE, visera les secteurs jugés les plus polluants (acier, aluminium, ciment, engrais, électricité), comme le proposait la Commission européenne. « *L'accord trouvé est satisfaisant car l'assiette est assez large. Certains voulaient notamment exclure les engrais ou l'électricité. Les émissions indirectes (générées par l'électricité utilisée pour la production) sont aussi concernées* », rappelle l'eurodéputé écologiste David Cormand.

Le Parlement a obtenu d'y ajouter l'hydrogène, certains produits dérivés (boulons...), et Bruxelles devra étudier l'éventuelle extension à la chimie organique et aux polymères (plastiques).

Les revenus attendus, qui pourraient dépasser 14 milliards d'euros annuels, alimenteront le budget général de l'UE.

Actuellement, les industriels européens se voient allouer des quotas gratuits couvrant une partie de leurs émissions, pour soutenir leur compétitivité face aux concurrents étrangers. A mesure que montera en puissance l' « *ajustement aux frontières* », les quotas gratuits distribués aux secteurs concernés seront supprimés progressivement.

« *C'est une belle idée la taxe carbone aux frontières mais elle est extrêmement complexe à mettre en place. On risque de se tirer une balle dans le pied en grevant notre compétitivité européenne déjà lourdement impactée par la hausse du prix de l'énergie. L'industrie automobile par exemple utilise des produits importés qui seront lourdement taxés. Ce coût s'en ressentira sur le prix de*

vente et sur les exportations », prévient Sophie Primas, la présidente LR de la commission économique du Sénat.

En juin dernier, le Parlement européen avait rejeté une proposition visant à instaurer une taxe carbone aux frontières. Le PPE (droite européenne) avec le soutien de l'extrême droite, de 22 Renew et de 18 sociaux-démocrates, exigeait un maintien jusqu'en 2034 des quotas gratuits dans l'Union, au nom de la compétitivité des entreprises. Ce qui repoussait également la mise en place complète d'une taxe carbone sur les importations. Ce report à 2034 était une « *ligne rouge* » pour les Verts et S & D.

Calendrier

« *Le nouveau projet de loi sera le premier du genre. Il est conçu pour être en totale conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'appliquera à partir du 1er octobre 2023, mais avec une période de transition pendant laquelle les obligations de l'importateur se limiteront à la déclaration* », détaille le Parlement européen dans un communiqué.

Quant au calendrier du démarrage effectif, il dépendra de pourparlers en fin de semaine sur le reste de la réforme du marché carbone européen.

Commission et Etats défendent une application progressive du mécanisme sur dix ans pendant laquelle la réduction des quotas gratuits baisse de 10 % par an entre 2025 et 2035. Les eurodéputés, eux, demandent une réduction des quotas gratuits de 20 % entre 2027 et 2032.

Le calendrier de suppression des quotas gratuits, âprement discuté, ne sera abordé que vendredi et samedi dans les pourparlers sur la réforme du marché carbone. « *On est train de se diriger vers 2035* », s'inquiète David Cormand. « *Après tout dépendra du rythme de baisse, si c'est 80 % la première année ce ne sera pas la même chose que 10 %. Je rappelle que l'Union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de CO2 de 55 % d'ici 2030 donc il vaudrait mieux s'accorder sur 2032 que 2035* », ajoute-t-il.

L'Union européenne devra également trancher d'autres points cruciaux comme le maintien des allocations gratuites aux industriels européens pour leur production destinée aux exportations vers des pays hors-UE. Mais pour les Etats membres les « *rabais à l'exportation, risquent d'être incompatibles avec les règles anti-subsidies de l'OMC.* » publicsenat.fr 13 décembre 2022

Économie.

L'analyse d'un économiste - L'Investisseur sans costume 13 décembre 2022

Soyons un peu marxistes pour une fois et acceptons que l'infrastructure précède la superstructure : Le fric est bien plus important que les bonnes intentions et les droits de l'homme finissent toujours par s'effacer devant les droits de l'asticot, surtout empilés en monceaux de cadavres.

Le fric avant les vies : Les intérêts économiques en Ukraine sont bellicistes

Alors que la Russie occupe toujours 1/5e du territoire ukrainien, le plus riche géologiquement et que la guerre prend bien plus sûrement le chemin de la radicalisation et l'internationalisation que celui

de la résolution, un rapport de plus de 400 pages a été publié mercredi dernier par la branche Parisienne du CEPR.

Le Center for Economic Policy Research est un gros organe néoconservateur financé par des banques centrales (y compris la Banque de France) et de grandes institutions financières. Il a été fondé il y a 40 ans par Richard Portes, professeur d'économie britannique et promoteur infatigable d'un élargissement agressif de l'Union Européenne à l'Est dans la plus pure tradition britannique d'achoppement à l'Est façon Mckinder. C'est le sempiternel jeu des puissances maritimes qui pourrissent les puissances terriennes à l'Est.

Le rapport s'intitule « *Reconstruire l'Ukraine : Principes et Politiques* ».

Alors que les Russes répétaient la veille de la publication qu'ils restaient disposés à mettre fin au conflit si les raisons qui les y avaient poussés étaient éliminées, nous lisons dans le rapport du CEPR que la position occidentale est un brin plus radical et exige une victoire ukrainienne complète pour permettre une reconstruction stable et un climat sûr... Au moins suffisamment pour envisager un scénario sécuritaire de type israélien.

Je vous laisser apprécier la modestie des ambitions des auteurs en faveur de la paix.

Démanteler ou isoler la Russie

Les auteurs imaginent candidement démanteler la Russie en une douzaine d'États indépendants ou l'isoler en un nouveau royaume ermite façon Corée du Nord. Ils n'envisagent jamais en revanche une Russie souveraine acceptée pour ce qu'elle est dans le concert des nations.

Cette ingérence est imprudente devant le soutien indéfectible de la Chinois à son voisin et au risque de contagion et de radicalisation du conflit.

Cette ingérence est folie devant la doctrine nucléaire russe et la déclaration de Poutine au début du conflit sur l'usage atomique : « *À quoi nous sert ce monde si la Russie n'y a pas de place ?* »

De Gaulle et la prophétie européenne

Nous avons également la « *joie* » d'apprendre dans ces pages que l'Europe a finalement décidé de prendre sa place géopolitique depuis que nous avons accepté l'Ukraine comme candidat à l'Union cet été.

Nous aurions pu nous cantonner à une union économique dégradante (degrading to just an economic union) mais fort heureusement nous avons choisi de « *remodeler l'Europe et même l'Eurasie / Reshape Europe and Eurasia* ».

Ben voyons.

La destruction de notre appareil énergétique tient sans aucun doute du génie géopolitique et d'une autonomie géostratégique à faire peur.

Résonne alors douloureusement l'extraordinaire prophétie formulée par de Gaulle face au risque de l'impossible fédéralisme européen :

« Dans une Europe intégrée, il n'y aurait peut-être pas de politique du tout, faute de pouvoir en imposer une à chacun des États. Mais alors, peut-être, ce monde se mettrait-il à la suite de quelqu'un du dehors qui, lui, en aurait une. Il y aurait peut-être un fédérateur, mais il ne serait pas européen. »

Nous ne pouvons qu'observer que nous finissons de nous asservir à notre fédérateur, les États-Unis profitent du conflit ukrainien pour nous passer la laisse énergétique par-dessus les lasses monétaires, militaires, juridiques et technologiques.

La déliquescence actuelle de l'Union Européenne dont nous effleurons la corruption et le vice ces jours-ci ne nous empêche pourtant pas de, littéralement, vendre la peau de l'ours russe avant de l'avoir tué ou pour reprendre le mot de Bruno Bertez de jouer à la roulette russe en Ukraine.

La peau de l'ours russe est déjà vendue...

Dans une sorte d'inconscience lubrique tout le monde sort en ce moment la calculette.

On estimait à 120 milliards d'euros les destructions du conflit en septembre, le coût de la reconstruction est désormais estimé entre 350 et 1 100 milliards d'euros.

Vous êtes peut-être affolé par l'ampleur de la facture mais d'autres se frottent les mains.

Ainsi l'Irak a produit plus de 1 000 milliards de dollars de pétrole depuis la guerre de Bush junior, ce qui a déjà engraisé considérablement les sponsors de l'ex-président texan et encore : 150 milliards se sont envolés, disparus en corruption et mauvais coups.

L'Ukraine ne dispose pas des réserves pétrolières irakiennes mais de ressources minières stratégiques et abondantes (charbon, fer, manganèse, graphite, uranium, titane, néon, xénon...) et d'immenses étendues de ses terres noires si fertiles.

Saccage à l'irakienne

Nous oublions bien trop vite l'importance des ressources ukrainiennes dans ce conflit. Nous oublions que l'Ukraine était déjà le grenier à blé de l'Empire romain et qu'Hitler détourna de Moscou la majeure partie de son armée lors de Barbarossa afin d'atteindre au plus vite les mines du Donbass.

Ajoutez à cela une main-d'œuvre abondante, à bas coût et haute qualification ainsi qu'une corruption endémique et vous avez tous les ingrédients pour un scénario de saccage à l'irakienne.

Rappelez-vous les collusions d'Hunter Biden en Ukraine et le limogeage sur instruction d'un procureur ukrainien qui voulait enquêter.

Mais cette fois, c'est promis, les États-Unis s'engagent pour l'honneur et la gloire et nous, à leur suite, apportons 1 000 milliards de financement par altruisme pour nos frères ukrainiens, enfin s'ils ne sont pas tous morts ou exilés d'ici là.

Bien évidemment : de telles sommes sont considérables et notre bible de la reconstruction ne manque pas de noter que seul un appel massif à des fonds internationaux permettra un redressement rapide de l'Ukraine.

BlackRock aux commandes et à la réception

C'est sans doute pour cela que BlackRock sera en charge de la feuille de route pour exécuter le cadre d'investissement de la reconstruction... De manière totalement objective bien sûr et en servant les intérêts du gouvernement ukrainien avant les siens, n'est-ce pas.

Il ne vous est pas permis de douter que la haute teneur morale de BlackRock leur permet d'être juge et partie en toute honnêteté.

Sans doute les efforts de guerre de chacun seront récompensés par de juteux budgets et c'est là que le bât blesse.

Le hochet contre la paix sans victoire... Non, non, rien n'a changé

Si l'Europe est un contributeur majeur au conflit, la France et l'Allemagne n'y ont encore que plongé un gros orteil, tant la situation est pourrie.

Il n'est pas anodin que ce gros rapport ait été sorti à Paris en pleine visite protocolaire ukrainienne : Il sonne comme un hochet pour amener les sponsors et financiers afin qu'ils fassent enfin rentrer dans le rang leurs gouvernements et débloquent crédits et matériels à grande échelle.

Il y a là comme un relent de John Pierpont Morgan quand il avait forcé la main à Wilson en mettant l'industrie américaine au service de l'Entente lors de la Première Guerre mondiale et interdisant la « *Paix sans victoire* » que recherchait Wilson si ardemment mais qui aurait été catastrophique pour JP Morgan... Les choses n'ont pas fondamentalement changé depuis un siècle.

Et l'on voit alors le cercle vicieux se dessiner.

Le mécanisme de la corruption

1- Les gouvernements débloquent des fonds publics massifs pour ce conflit.

2- Ils y gagnent des financements pour leurs élections comme on a pu l'entrevoir avec le scandale FTX qui a remonté des financements ukrainiens pour la campagne des démocrates aux midterms.

3- En échange de quoi les généreux sponsors récupèrent des contrats pharaoniques de reconstruction leur donnant des moyens d'influence disproportionnés sur les gouvernements.

Le cercle est bouclé et il n'y a plus qu'à recommencer.

La guerre au-dedans est le miroir de la guerre au-dehors

Finalement, une bonne guerre devient un excellent moyen de transformer des dépenses publiques massives en gains tout aussi massifs pour le secteur privé.

Finalement la guerre au-dedans contre les populations et au-dehors contre la Russie et derrière la Chine sont les deux faces d'une même pièce.

Et j'espère que vous n'êtes pas encore rassasié car il nous manque encore le plat de résistance.

Les réserves et actifs russes gelés échapperont difficilement aux appétits des banques affamées

Depuis le début du conflit ukrainien dorment 350 milliards de dollars d'actifs et réserves monétaires russes gelés par l'Occident. Bien sûr, une paix négociée devrait restituer ces réserves. Dans le cas

contraire, ils seraient définitivement saisis et attribués officiellement à la reconstruction de l'Ukraine. Ils pourraient aussi être détournés pour renflouer notre secteur financier en lambeau.

Je ne sors pas cette hypothèse du chapeau : En 2008 déjà l'argent de la cocaïne avait renfloué les banques américaines et le blanchiment des mafias russes avait contribué à sauver les banques européennes comme l'avait révélé le scandale Danske Bank.

En 2023 je ne serais pas étonné que l'on utilise les réserves russes pour éponger la crise financière et monétaire carabinée qui nous guette.

Le seul obstacle serait une paix négociée ou pire une défaite ukrainienne.

Il est sérieusement temps de nous demander pourquoi et surtout pour qui nous alimentons cette guerre et plus encore aujourd'hui que les appétits attendus se réveillent et révèlent leur horreur candide.

Le mécanisme morbide de la montée aux extrêmes

Poutine est régulièrement dépeint dans les médias comme un vieil autocrate acculé et dégénéré. Nous ne détestons jamais plus chez les autres que nos propres défaillances et il semble que nous devions les projeter sur Poutine afin de fabriquer l'ennemi à la mesure de notre névrose.

Nous sommes entrés dans un cycle mimétique de montée aux extrêmes si bien décrit par René Girard. Jusqu'ici les Russes et les Chinois refusent de se laisser entraîner et avancent prudemment... Mais pour combien de temps encore. Celui de désamorcer le cycle ou alors de l'alimenter encore davantage ?

L'erreur serait de croire que ces questions ne nous concernent pas et que nous n'y avons aucune prise.

La guerre au-dedans est le miroir de la guerre au-dehors.

C'est le caractère des grands peuples que de refuser la fatalité.

Et pas uniquement sur un terrain de foot climatisé ou devant une télé.

Un peuple qu'est-ce que c'est ? Si vous ne le faites pas, personne ne le fera à votre place.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 16 décembre 2022.

Même pas peur !

Nouvelle alerte au cobra, la deuxième en moins de 2 mois. Alerte cyclonique.

Un doute et un bon prétexte.

Plus le temps passe, plus on cherche à comprendre, plus on prend conscience de l'étendue de la folie des hommes, disons 99,99% de la population, surtout dans les pays les plus riches comme la France, ceux réputés parmi les plus instruits ou éduqués qui se croient épargnés, et qui en réalité sont un modèle d'hypocrisie, d'arrogance, de lâcheté et d'ignorance.

Ils le savent si bien, qu'ils reportent sur les masses leur propre inconsistance et inconscience. Ce sont généralement des nantis ou des retraités qui vivent confortablement. Ils ne sont pas forcément issus des classes moyennes, ils en partagent les privilèges.

Ce qu'on peut observer, c'est qu'ils existent des millions et millions qui bénéficient de conditions favorables qui leur permettraient d'accéder à un niveau de conscience supérieur, et ils n'en profitent pas pour prendre en mains leur destin, s'organiser et engager le combat pour en finir avec le régime en place, procéder à une transformation révolutionnaire de la société, passer au socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Un jour ou l'autre, ils seront broyés, à moins que ce soient leurs enfants ou petits-enfants, ce qui n'a pas l'air de les préoccuper plus que cela. S'ils observaient ce que vivent actuellement leurs semblables en Ukraine ou dans tous les pays qui ont été un jour en proie à une féroce dictature depuis 75 ans sur tous les continents, cela pourrait les faire réfléchir et les inciter à modifier le regard complaisant ou aberrant qu'ils portent sur la société et le monde, avant qu'il ne soit trop tard. C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

Pour adopter un tel comportement irresponsable ou d'esclave, car c'est bien de cela dont il s'agit, il faut avoir abdiqué ou renié ses aspirations de jeunesse légitimes à vivre dans une société meilleure et plus juste, libérée de toute forme d'exploitation et d'oppression, il faut avoir perdu tout espoir, renoncé à tout idéal. Je me demande comment on peut vivre au quotidien en ne pouvant plus se prévaloir de valeurs humanistes, car on ne peut pas se mentir indéfiniment, quel cauchemar !

C'est bien triste, et le plus triste, c'est qu'ils condamnent l'humanité toute entière à partager cet épouvantable destin, le leur en pire très souvent, alors que la vie pourrait être si belle et agréable sur cette planète si riche et généreuse, quel gâchis par pur individualisme et manque de volonté !

J'avoue ne pas comprendre pourquoi cela ne leur saute-t-il pas aux yeux, alors que j'en ai conscience, ce serait presque à regretter d'avoir évolué au cours de ma vie puisque cela ne sert à

rien, hormis peut-être mon entourage direct qui en profite, pour un peu cela donnerait raison aux imbéciles heureux qui ne se soucient pas de toutes ces considérations.

Dans deux semaines nous serons au bout d'une nouvelle échéance, et je me demande une fois de plus, si je ne devrais pas saisir cette occasion pour cesser ces causeries et profiter des quelques années qu'il me reste encore à vivre auprès des personnes qui me témoignent de la bienveillance et de la tendresse, personnes que j'ai tendance à négliger, ce qui au demeurant est fort injuste.

Indécrottables les Français ? Une mauvaise nouvelle "ne vient jamais seule".

L'audience de France-Maroc sur TF1 fait mieux que la finale de 2018 - Le HuffPost 15 décembre 2022

Une bonne nouvelle ne vient jamais seule. La victoire des Bleus contre le Maroc en demi-finale de la Coupe du monde 2022 a réuni, ce mercredi 14 décembre, 20,69 millions de téléspectateurs sur TF1. Une performance qui permet à la chaîne d'enregistrer un nouveau record d'audience, selon des données de Médiamétrie publiées ce jeudi 15 décembre.

Il s'agit même d'un record d'audience pour une Coupe du Monde depuis 2006, a précisé à l'AFP le groupe TF1 qui a comptabilisé, au cours de la soirée, un pic d'audience à 23,3 millions de téléspectateurs.

Comme le souligne Puremédias, c'est aussi la meilleure audience de l'année en France, toutes chaînes de télévision confondues. Le HuffPost 15 décembre 2022

Infos sur la situation au Pérou. A bas le coup d'Etat fomenté depuis Davos !

Twitter - Plusieurs Palais de Justice et bâtiments d'État incendiés au Pérou alors que les manifestations contre la nouvelle présidente se poursuivent suite à la destitution et l'arrestation de Pedro Castillo. Des barrages routiers sont érigés. Au moins 7 manifestants ont été tués
- Les manifestants attaquent la Cour supérieure de Justice à Huancavelica au Pérou. Les manifestations contre la nouvelle Présidente dégénèrent dans plusieurs villes du pays.

Pérou : l'ex-président Castillo restera détenu pendant 18 mois - AFP/LePoint.fr 16 décembre 2022

Le président péruvien déchu Pedro Castillo a été maintenu jeudi 15 décembre en détention provisoire pour 18 mois par la Cour suprême du Pérou, alors que des milliers de ses partisans continuent à manifester à travers le pays pour réclamer sa libération. « *On le sentait venir (...) Nous ne sommes pas allés à l'audience, car nous refusons de prendre part à cette mascarade* », a dénoncé l'avocat de Pedro Castillo, Ronald Atencio, en annonçant qu'il allait faire appel.

Dans les rues, la mobilisation des partisans de Pedro Castillo ne faiblit pas malgré l'état d'urgence décrété mercredi pour 30 jours dans tout le Pérou. Cette mesure permet à l'armée de participer aux opérations de maintien de l'ordre. Au moins dix personnes ont été tuées pendant des manifestations, dont deux jeudi lors d'un affrontement à l'aéroport d'Ayacucho (sud), selon le Défenseur du peuple

(ombudsman) qui a également dénombré 340 blessés. La police a précisé que presque la moitié de ces blessés provenaient de ses rangs.

« *Nous exigeons des forces armées l'arrêt immédiat de l'usage d'armes à feu et de bombes lacrymogènes lancées par hélicoptère* », a déclaré le bureau du Défenseur du peuple dans un communiqué. Les manifestations les plus virulentes ont eu lieu dans le sud du pays, où cinq aéroports restent fermés (Andahuaylas, Arequipa, Puno, Cuzco et Ayacucho). Plus d'une centaine de routes sont bloquées par des protestataires à travers le pays, et le train vers le célèbre site du Machu Picchu a cessé de fonctionner, laissant en rade plusieurs centaines de touristes.

« *Nous devons nous battre. Le président est Pedro Castillo* », a dit à l'Agence France Presse Milagros Quispe Diaz qui se dirigeait vers les abords du Parlement où se tiennent des rassemblements quotidiens depuis la destitution de Pedro Castillo par les députés. De nombreux policiers et membres des forces armées étaient visibles jeudi soir dans le centre de Lima. « *Il faut une réponse énergique, autoritaire" face aux violences, avait lancé le ministre de la Défense Alberto Otarola, soulignant que l'état d'urgence comprenait « la suspension de la liberté de circuler et de réunion » avec « possibilité de couvre-feu ».*

Devant la caserne de police où est détenu Pedro Castillo, à Até (est de Lima), nombre de ses soutiens campent et réclament sa libération. Sa nièce, Vilma Vasquez, 42 ans, a dénoncé devant la presse l'absence de « justice ». « *Dès le premier jour de sa prise de fonction et encore plus pendant la campagne, nous étions déjà des terroristes. Le jour où le président Castillo a pris ses fonctions, ils ne l'ont pas laissé gouverner, nous étions des voleurs, nous étions corrompus. Il n'y a pas de justice* », a-t-elle dit. AFP/LePoint.fr 16 décembre 2022

Quelles sont les demandes des manifestants au Pérou pour arrêter les manifestations ?

Damas, 15 déc. (SANA)

Les manifestations massives au Pérou, qui aggravent la crise politique et institutionnelle que traverse le pays depuis des années, sont dans les rues depuis une semaine avec une série de revendications qui visent à réformer les racines de l'État.

La vague de manifestations qui s'est propagée dans les différentes régions péruviennes, notamment dans le soi-disant "*Pérou profond*", a atteint son paroxysme mercredi dernier lorsque le Congrès a décidé de destituer le président Pedro Castillo pour "*incapacité morale*".

Le parlement a exécuté la mesure après que Castillo a annoncé la dissolution du Congrès, la mise en place d'un "*gouvernement d'urgence exceptionnel*", l'appel à un processus constituant, la réorganisation du système judiciaire, entre autres mesures conjoncturelles, telles que gouverner avec des "*décrets de loi*".

Après la vacance contre le chef de l'État et la nomination de la vice-présidente de l'époque, Dina Boluarte, comme nouveau président, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exiger le respect de la volonté populaire qui a donné la victoire à Castillo aux élections présidentielles.

Depuis, les manifestants ont exprimé quatre revendications transversales pour revenir à la normalité. Quelles sont les exigences?

1.- Libération et retour de Castillo à la Présidence

Depuis le début des manifestations, les manifestants ont souligné que pour eux le seul "*président constitutionnel*" est Pedro Castillo, car il a été élu par la majorité du pays lors d'élections démocratiques. C'est la principale raison pour laquelle ils considèrent qu'il devrait revenir au pouvoir et assumer des responsabilités devant l'exécutif.

De la même manière, ils considèrent que Castillo est un "*prisonnier politique*" qui a été détenu et privé de liberté par des organes judiciaires, de manière inconstitutionnelle et en violation des droits démocratiques des citoyens.

C'est un point important dans les revendications des partisans de Castillo, qui ont prévenu qu'ils resteraient dans la rue pour faire valoir leurs droits et qu'ils pourraient même se radicaliser avec une grève nationale illimitée, si leurs demandes n'étaient pas satisfaites.

2.- Départ de Dina Boluarte

Les manifestants exigent également que Dina Boluarte, nommée par le parlement à la présidence de la République, quitte l'exécutif, car c'est "*un gouvernement usurpateur*", qui de l'avis des mécontents ne représente pas le mandat populaire et fait partie d'un "*coup d'Etat institutionnel*". » et "*judiciaire*" qui couvrait contre Castillo, depuis qu'il a pris la tête de l'Etat en 2021.

Pour les partisans de Castillo, Boluarte est un "*traître*" et une "*marionnette*" qui, selon eux, s'est prêté à la "*persécution politique*" menée contre son chef par la "*droite péruvienne*" et "*l'oligarchie enracinée au Congrès, le parquet Bureau et le système judiciaire* ».

De plus, ils se souviennent que Boluarte a déclaré qu'il démissionnerait si Castillo était libéré, un problème qui ne s'est pas produit. Une fois l'enseignante rurale libérée, elle est allée au Congrès en tant que vice-présidente pour être investie en tant que présidente.

Après sa nomination, Boluarte a annoncé qu'il dirigerait le pays jusqu'en 2026. Cependant, face à la pression sociale et politique, il change de position et insiste actuellement sur le fait que son gouvernement sera un gouvernement de "*transition*" et qu'il cherche à faire avancer les élections.

3.- Dissoudre le Congrès

La dissolution du Congrès, comme Castillo l'a annoncé avant d'être démis de ses fonctions, est une autre des revendications défendues par les manifestants, car ils considèrent que la situation à laquelle le pays est actuellement confronté relève de la responsabilité du parlement, qui s'est consacré à "*boycotter*", restreindre et contrôler l'exécutif.

Dans leurs revendications, ils soulignent que les membres du Congrès ont outrepassé leurs pouvoirs pour influencer les décisions que le gouvernement devrait prendre en toute indépendance. De plus, ils estiment que le Congrès est devenu une sorte de « *secte* » ou de « *mafia* » qui répond aux intérêts de « *l'oligarchie* », qui viole la volonté populaire et les libertés démocratiques.

En ce sens, ils rappellent que le Congrès a été pendant des années l'épicentre des conflits politiques au Pérou et du climat d'ingouvernabilité, après avoir laissé vacant et forcé la démission des présidents Pedro Pablo Kuczynski, Martín Vizcarra et Castillo.

4.- Convoquer une Assemblée Constituante

Lorsque Castillo a annoncé qu'il dissolvait le Congrès péruvien, il est également revenu sur un point crucial de sa campagne présidentielle, à savoir convoquer un processus constituant qui permette de réformer l'État et la Constitution en vigueur depuis 1993.

Ainsi, les manifestants ont pris cette revendication comme un point transversal qui doit se traduire par la convocation de l'Assemblée constituante, qui permet aux Péruviens de changer l'actuel affrontement des pouvoirs entre le Législatif et l'Exécutif, qui peuvent se dissoudre, si certains les demandes sont satisfaites, ce qui contribue à la crise de gouvernance.

Mais en plus, les mécontents estiment que la réforme constituante que Castillo défend devrait viser le renouvellement total du parlement, qui a de faibles niveaux de popularité, ainsi qu'une restructuration de la justice, qui a ajouté à la confrontation et accentué la politique crise.

Source : RT

Pérou: l'ex-président Castillo reste en prison, les manifestations continuent - AFP/Paris Match 14 décembre 2022

Un tribunal a déclaré "*infondé le recours en appel introduit par la défense*" du président destitué, arrêté le 7 décembre, a indiqué le juge César San Martín en lisant sa décision lors d'une audience télévisée mardi.

Il estime notamment que l'échec de la tentative du coup de force de M. Castillo n'excuse pas son crime, soulignant qu'en voulant "*instaurer un gouvernement d'exception, l'ex-chef de l'Etat voulait altérer l'ordre constitutionnel*".

Le parquet a demandé dans la foulée, dans la nuit de mardi à mercredi, une demande de détention préventive de 18 mois et une audience été fixée à 09H00 locale (14H00 GMT) pour décider d'une éventuelle remise en liberté. Selon des experts judiciaires, il est probable que l'ancien président reste en prison.

Pendant l'audience, M. Castillo s'est montré combatif, saisissant l'occasion pour lancer: "*Je ne renoncerai jamais et n'abandonnerai pas cette cause qui m'a amené ici. J'exhorte les forces armées et la police nationale à déposer les armes et à cesser de tuer ce peuple qui a soif de justice*".

"*Je suis détenu de manière injuste et arbitraire, je ne suis ni un voleur, ni un violeur, ni un corrompu ou un voyou*", s'est-il aussi défendu.

Les manifestations exigeant la libération de M. Castillo, la démission de la nouvelle présidente Dina Boluarte - ex-vice-présidente de M. Castillo et issue du même parti radical de gauche que lui - et la dissolution du Parlement, se poursuivaient mardi avec de nombreuses routes bloquées dans 13 des 24 régions, selon la police.

"Les manifestations se sont intensifiées depuis le 7 décembre. Au début, il s'agissait d'une petite mobilisation (...) mais les jours suivants, elle est devenue plus importante (...) et plus violente", a estimé la médiatrice de la République Eliana Revollar à l'AFP.

"C'est une convulsion sociale très sérieuse, nous craignons que cela ne débouche sur un soulèvement parce qu'il y a des gens qui appellent à l'insurrection, qui demandent à prendre les armes", s'est-elle inquiétée.

Elle a confirmé le bilan de 7 morts, ajoutant que plus de 200 personnes avaient été blessées.

Lundi, le nouveau gouvernement avait déclaré l'état d'urgence pour 60 jours dans sept provinces de la région d'Abancay (Sud) et révoqué tous les préfets nommés par le gouvernement de M. Castillo.

Mardi soir, après une réunion de crise, le ministre de la Défense Alberto Otarola a annoncé que l'état d'urgence avait été déclaré dans deux autres régions dans le sud, Arequipa (qui comprend la deuxième ville du pays) et Ica. Un cadre qui permet notamment à l'armée d'intervenir en même temps que la police.

La partie sud du pays, avec la région touristique de Cuzco et la deuxième ville plus grande ville Arequipa, et celle au nord sont les zones les plus touchées par les manifestations.

Le train reliant Cuzco et la citadelle inca du Machu Picchu, le joyau touristique du Pérou, a été suspendu mardi et mercredi en raison de la situation, a annoncé l'opérateur.

"Nous demandons la dissolution du Congrès et la démission immédiate Madame Dina Boluarte", a affirmé à l'AFP Hugo Maquera, un responsable local qui participait au blocage du pont international de Puno à la frontière avec la Bolivie. AFP/Paris Match 14 décembre 2022

En complément.

Twitter -- Affrontements hier soir devant le Parlement au Monténégro suite à l'adoption d'une loi controversée limitant les pouvoirs présidentiels sur fond de crise politique entre les camps pro-occidental, pro-serbe et pro-russe

Mystification climatique. La fabrique du consentement s'enraille.

Les "causes naturelles" à l'origine du changement climatique pour 40% de la population mondiale, selon une enquête Ipsos - FranceSoir 14 décembre 2022

Selon une enquête mondiale de l'entreprise de sondages française Ipsos, couvrant deux tiers de la population mondiale, environ 4 sur 10 personnes pensent que le changement climatique est dû à des causes naturelles. Selon cette étude, le "*climatoscepticisme*" n'a pas cessé de croître ces dernières années, notamment en France, et le pouvoir d'achat semble devenir la principale priorité de la population interrogée qui, face à une forte inflation, relèguent leurs préoccupations environnementales au second plan, ou plutôt, pour reprendre le classement de l'étude, au quatrième plan.

Cette enquête, publiée pour la quatrième année consécutive pour le compte d'EDF, a été menée dans 30 pays sur les cinq continents, de quoi couvrir les deux tiers de la population mondiale et surtout, des pays grands émetteurs de CO2. Elle révèle, en premier lieu, que la crise économique et la forte inflation qui secoue l'économie mondiale, a pris le dessus parmi les préoccupations de la population mondiale.

L'environnement, une priorité pour les classes supérieures

62% de la population interrogée (10 points de plus par rapport à 2022) est surtout préoccupée par la hausse du coût de la vie, par la pauvreté et les inégalités (46%) et par les problèmes de santé (42%).

Le taux de préoccupation ne varie pas uniquement selon les critères géographiques. Cette étude révèle également que la question climatique figure parmi "*les principales préoccupations des classes sociales supérieures*" : l'environnement est à la seconde place (44 %) chez les ménages les plus aisés, qui s'inquiètent le plus à propos de la hausse du coût de la vie. Chez les ménages les plus modestes financièrement, l'environnement n'est que la sixième préoccupation (36 %). Cette classe se préoccupe surtout "*de la pauvreté et des inégalités (49%), du chômage (44%), du système de santé (41%) mais aussi de la corruption*", lit-on.

Le "*climato-scepticisme n'a cessé de croître ces 3 dernières années (37%, +6 pts en 3 ans)*". Le phénomène est particulièrement marqué en France cette année (37%, +8 pts en un an). Pourtant, l'inquiétude pour l'environnement est "*particulièrement forte dans ce pays*", explique l'étude.

Celle-ci souligne toutefois que les "*climatosceptiques*" ne nient pas le changement climatique, mais défendent l'idée selon laquelle "*c'est principalement dû aux types de phénomènes naturels que la Terre a connus tout au long de son histoire*". De moins en moins de Français considèrent que le réchauffement climatique est dû à l'activité humaine (63% contre 69% en 2019).

J-C – Que les Français soient parmi les plus corrompus idéologiquement ou réactionnaires n'a rien de surprenant, c'est dû en grande partie au consensus ou à l'union nationale qui existe entre la droite à l'extrême gauche avec les mystificateurs de Davos. Il faut insister sur le fait, que ce consensus présente un caractère permanent, organique, y compris sur l'escroquerie virale...

Mon commentaire posté à la suite d'un article publié par le blog Réseau International *Un milliard de morts : La mort suivant l'injection.*

- Comment peut-on s'abaisser à publier un tel ramassis de conneries ?

Comment peut-on accorder le moindre crédit à ce type d'articles, quel délire ! Pire, les commenter ne vaut guère mieux. C'est pathétique et révélateur du degré de dégénérescence que peuvent atteindre des gens qui se croient plus intelligents que la moyenne, et qui témoignent en réalité de graves perturbations mentales, de l'état misérable de leur esprit plutôt dérangé que critique.

Domage, pour moi c'est l'article de trop. Vous avez fini de vous discréditer en publiant un tel article. Je retire immédiatement le lien qui figurait dans mon portail vers votre blog. Je ne me connecterai plus non plus à ce blog et j'en informe mes lecteurs. Je préfère encore me passer des articles qui auraient pu m'intéresser, je trouverai ces derniers ailleurs.

Je rajoute un mot.

En fait, j'ai décidé de procéder autrement.

Je continuerai de visiter ce blog et de mettre des liens vers des articles intéressants quand ils s'en présentent, mais avant systématiquement je chercherai si ces articles ne figuraient pas dans des blogs plus fréquentables. Quand je ne reproduirai que de brefs passages, je n'en ferai pas figurer l'origine pour ne pas leur faire de publicité.

Mon portail est un portail dédié à l'information et au combat politique, personne ne peut l'ignorer en regardant la page d'accueil. C'est fait exprès évidemment, j'annonce la couleur, je n'avance pas masqué. Maintenant, c'est parfois difficile de concilier les deux activités sans être accusé injustement de compromission, j'en ai bien conscience. Depuis le temps, en lisant les causeries, il n'y a absolument aucune ambiguïté possible sur mon orientation politique.

Bref, c'est un casse-tête de s'informer sans passer par des supports de merde ! Tenez, hier je reçois le bulletin mensuel de l'Association des climato-réalistes, dedans il y avait un tas de liens, je clique dessus un par un, et sur quoi je tombe, des blogs d'extrême droite ! Ça fait vraiment chier à la fin !

Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de gauche ou d'extrême gauche dans ce pays, elles ont viré à droite, alors quitte à s'encanailler avec la droite pour publier un article ou vidéo, autant s'adresser à l'original et non à sa copie.

Pourquoi choisissent-ils de préférence des blogs d'extrême droite plutôt que de droite pour publier leurs articles ou vidéos ? Parce que la droite ou LR est compromise avec Renaissance ou soutient Macron. Dans le blog Réseau International ils y sont tous, souverainistes, libertariens et extrême droite déclarée.

Twitter en accès libre.

- «*Police partout, justice nulle part !*». Un CRS qui n'était pas habilité à utiliser une grenade de désencerclement et qui n'avait pas reçu l'ordre de s'en servir a été acquitté aux assises. En 2016, il avait éborgné un syndicaliste hospitalier.

- "*Il y avait une grosse proximité avec Emmanuel Macron, ça faisait une sacrée communauté chez McKinsey*", confie un ancien salarié. "*On vendait des fortunes des trucs effarants de nullité*", ajoute un ancien consultant du cabinet de conseil... (Mediapart)

- Affaire Bismuth : le ministre public estime qu'un pacte de corruption a bien été conclu entre Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog et Gilbert Azibert, ancien haut magistrat. Le parquet général a requis des peines de 3 ans de prison avec sursis à l'encontre des 3 prévenus.

- Le président de la Fédération française de rugby Bernard Laporte est condamné à 2 ans de prison avec sursis pour corruption au bénéfice du groupe Altrad. Le président du club de rugby de Montpellier, Mohed Altrad, est condamné à 18 mois de prison avec sursis. (Le Monde)

Les rats en famille.

François Ruffin aurait aimé que Quatennens prenne « une année sabbatique » - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Adrien Quatennens condamné: Raphaëlle Rémy-Leleu "continue de demander la démission" du député - BFMTV 15 décembre 2022

La conseillère EELV de Paris, invité de BFMTV ce mercredi soir, a réagi à l'interview du député LFI condamné pour violences conjugales. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Retour d'Adrien Quatennens en janvier à l'Assemblée : Fabien Roussel demande sa démission - BFMTV 15 décembre 2022

J-C – Avec Renaissance, le PS, EELV, le PCF, vous avez les pires ordures qui soient, et Ruffin s'y associe, Autain également, LFI en chœur... Vous me direz que c'est normal, puisqu'au bout de 10 49.3 ils ne démissionnent toujours pas, après l'envoi de canons au régime néonazi de Kiev pour bombarder la population civile du Donbass, il n'y a absolument rien à en attendre, sinon le pire.

Vive la guerre !

L'Union européenne s'accorde sur de nouvelles sanctions contre la Russie et une aide à l'Ukraine - RFI 15 décembre 2022

Le Japon s'apprête à réviser sa doctrine de défense face à la Chine - AFP 15 décembre 2022

Le gouvernement japonais doit approuver vendredi une révision radicale de sa doctrine de défense pour tenter notamment de contrecarrer la puissance militaire chinoise, perçue comme un défi à la sécurité de l'archipel. AFP 15 décembre 2022

Danemark : un jour férié supprimé pour augmenter le budget de la défense - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le nouveau gouvernement danois entend accélérer les investissements dans la défense après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, rapporte la « BBC ». AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

France, Union européenne : Toutes les institutions rongées par la corruption.

J-C - En famille ils soutiennent le terrorisme, normal.

Lobbying au sein de l'UE : « Quand allez-vous inscrire les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes ? », demande Nathalie Goulet - Publicsenat.fr 14 décembre 2022

Lors des questions d'actualité au gouvernement du Sénat, la sénatrice centriste Nathalie Goulet s'est inquiétée des sources de financement de certaines associations. Dans son viseur, les Frères musulmans qu'elle souhaiterait voir inscrits sur la liste des organisations terroristes. « *Ce n'est pas possible* », lui a répondu la ministre des Affaires étrangères. « *Car cette organisation ne répond à aucun des critères fixés par les règles européennes* ».

En réplique, Nathalie Goulet a rappelé que l'Autriche avait inscrit les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes. « *Vous savez très bien que les millions d'euros qui circulent sont véhiculés par le Qatar qui protège les Frères musulmans. Ils gangrènent notre République, nourrissent des think tanks, espionnent nos boîtes. Il faut en finir avec cette naïveté* », a-t-elle conclu. Publicsenat.fr 14 décembre 2022

Macron en est un produit et l'alimente. Ça doit rapporter...

Macron vante le Qatar - Le HuffPost 15 décembre 2022

« *Il faut reconnaître que le Qatar l'organise très bien cette Coupe du monde* », a déclaré le président de la République...

«Qatargate»: un réseau principalement italien, exploité par le Qatar et le renseignement marocain - RFI 15 décembre 2022

Un repentis parmi les personnes arrêtées à Bruxelles dans l'affaire des pots-de-vin au Parlement européen. Devant le juge, l'Italien Francesco Giorgi a longuement décrit l'organisation dont il était un pivot : un réseau de corruption principalement italien, exploité par le gouvernement du Qatar et le service des renseignements extérieurs du Maroc. Dans ses déclarations, Francesco Giorgi proclame l'innocence de la vice-présidente grecque du Parlement européen, sa compagne Eva Kaili.

Selon le parquet de Bruxelles, chaque geste visait à mener une « *activité d'ingérence* » au siège de l'UE et aux postes clés des institutions européennes, en particulier au Parlement. Le Qatar n'avait pas les mêmes objectifs que le Maroc : il s'intéressait principalement à l'image du pays en matière de droits civils.

Le parquet fédéral de Belgique n'infirme pas ces nouvelles révélations... RFI 15 décembre 2022

Qatargate : les députés demandent à suspendre l'accès du Qatar au Parlement - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Les eurodéputés, qui se disent consternés par ce scandale, ont voté la suspension des titres d'accès qatariens au Parlement européen. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Cadeau à leurs parrains. La "justice fiscale" : Un "impôt minimum" pour les milliardaires !

L'UE adopte l'impôt minimum de 15% sur les multinationales - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Les dirigeants des 27 pays membres de l'UE ont annoncé jeudi 15 décembre avoir approuvé la transposition en droit européen de l'impôt minimum de 15 % sur les bénéficiaires des multinationales, après la levée des blocages hongrois et polonais. L'entrée en vigueur de la mesure en Europe est prévue au 31 décembre 2023. L'unanimité des Vingt-Sept était nécessaire pour valider le projet de directive préparé par la Commission qui met en oeuvre l'accord historique pour plus de justice fiscale, approuvé l'an dernier par près de 140 pays sous l'égide de l'OCDE.

Le président français Emmanuel Macron, à la pointe sur ce dossier depuis plusieurs années, a salué « *une avancée majeure pour toutes celles et ceux qui tiennent comme nous nous y tenons à la justice fiscale* ». AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Quand Twitter favorisait la diffusion de la propagande pédophile.

Twitter dissout son «conseil de confiance et de sécurité», jugé inefficace sur la pédopornographie - RT 14 décembre 2022

Twitter a dissout le 12 décembre son «conseil de confiance et de sécurité», quelques jours après qu'Elon Musk a critiqué le groupe pour son manque d'action visant à supprimer de la plateforme des contenus relatifs aux abus sexuels sur mineurs.

«*Alors que Twitter entre dans une nouvelle phase, nous réévaluons la meilleure façon d'intégrer des points de vue externes dans le développement de nos produits et de notre politique. Dans le cadre de ce processus, nous avons décidé que le conseil de confiance et de sécurité n'était pas la meilleure structure pour ce faire*», peut-on lire dans un courriel adressé aux membres du conseil.

C'est un crime qu'ils aient refusé de prendre des mesures contre l'exploitation des enfants pendant des années

Composé d'une centaine de parties prenantes – dont des organisations indépendantes de défense des droits civils, des droits de l'homme et d'autres organisations – le conseil a été informé de sa dissolution peu de temps avant qu'il ne se réunisse dans la soirée du 12 décembre, selon Associated Press. Il avait été créé en 2016 notamment pour traiter sur la plateforme des problèmes tels que les «discours haineux», l'exploitation des enfants, le suicide, l'automutilation.

Le 8 décembre, trois de ses membres avaient annoncé leur démission, en signe de protestation contre la nouvelle politique de modération du réseau social, qui ne lutte selon eux pas assez contre les discours dits haineux. Une sortie à laquelle Elon Musk avait répondu par un tweet au vitriol le 10 décembre, expliquant que c'était «*un crime qu'ils aient refusé de prendre des mesures contre l'exploitation des enfants pendant des années*».

Expliquant que «*presque personne ne travaillait sur la sécurité des enfants*», Elon Musk a fait savoir qu'il faisait de la lutte contre l'exploitation d'image pédopornographique sur le réseau social sa «*priorité absolue*». Le 10 décembre, Twitter Safety avait annoncé qu'en novembre, l'entreprise avait augmenté de 57% la suspension de comptes de «*mauvais acteurs*» contenant du matériel d'exploitation sexuelle d'enfants par rapport à l'année précédente, soit nettement plus que pour tout autre mois depuis début 2022.

«*Nous avons amélioré nos méthodes de détection et d'application et étendu nos partenariats avec des organisations qui contribuent à prévenir le trafic de contenu pédopornographique*», a fait savoir la société. RT 14 décembre 2022

Politique. France.

Hold-up sur l'illusion démocratique. Un régime fascisant ? Un gang mafieux gouverne la France.

Budget 2023 : Élisabeth Borne déclenche un dixième 49.3 - LePoint.fr 15 décembre 2022

La Première ministre a une nouvelle fois engagé la responsabilité du gouvernement ce jeudi pour faire adopter un texte budgétaire. LePoint.fr 15 décembre 2022

J-C – Vous croyez qu'il y aurait un groupe parlementaire qui démissionnerait en bloc, vous n'y pensez pas, ils sont tous complices de la dictature. En réalité, cela les arrange bien dans tous les sens du terme, eux qui se plaignaient de surmenage, et ils pourront se défausser sur le gouvernement.

Déni. Le calcul du taux d'inflation est une escroquerie, elle est au moins du double.

J-C- Mon épouse, qui séjourne en Inde en ce moment, m'a dit qu'il y a 2 ans sa facture mensuelle d'électricité se montait à environ 20 euros et en septembre 2023 elle a atteint 98 euros, pour un T1, elle a ajouté que tous les prix s'étaient envolés depuis janvier 2020, les bienfaits du lancement du « *Great Reset* ».

L'inflation s'est stabilisée à 6,2 % sur un an en novembre - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le smic va augmenter de 1,8 % au 1er janvier - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le smic va ainsi passer à 1 709 euros brut mensuel et 11,27 euros à l'heure. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

En complément.

EDF : entre crise et nostalgie de l'âge d'or - COMMENTAIRE, N° 180, HIVER 2022-2023

<https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2022/12/2022.12.10-article-Commentaire-EDF-entre-crise-et-nostalgie-de-la%cc%82ge-dor.pdf>

Lu

- La Cristallerie d'Arques (Pas-de-Calais) et la verrerie Duralux (Loiret) avaient annoncé placer temporairement une partie de leurs salariés en chômage partiel. Arc France avait vu sa facture gazière passer de 19 millions à 75 millions d'euros, tandis que Duralux, aussi très affectée par la croissance de sa facture énergétique, avait décidé de mettre au chômage partiel 1.600 de ses 4.600 salariés. Ses fours ayant été mis en veille, plus aucun verre ni assiette n'est sorti de ses lignes de production.

Le groupe agroalimentaire Cofigeo commercialisant les célèbres marques de conserves William Saurin et Garbit a décidé d'arrêter de la moitié de ses chaînes de production françaises et de mettre au chômage partiel les deux tiers de ses 1.200 salariés. Cette décision est justifiée par une facture énergétique passée, en un an, de 4 à... 40 millions d'euros, mais aussi par le prix des matières premières et des emballages (constitués de plastiques fabriqués à partir de pétrole). Une hausse stratosphérique impossible à répercuter sur les prix à la consommation ! Même s'il dit « mettre tout en œuvre pour sortir au plus vite de cette situation », le groupe agroalimentaire n'avance aucune hypothèse quant à la reprise de la production.

Les bouchers et les boulangers (deux professions très consommatrices d'électricité : fours, rôtissoires, chambres froides) lancer un cri d'alarme. Étranglés par les prix de l'énergie, nombre d'entre eux seraient sur le point de mettre la clef sous la porte !

Racket aujourd'hui et demain otage du crédit social.

Ceux qui refusent le compteur Linky seront facturés 5 euros par mois dès janvier - lemediaen442.fr 15 décembre 2022

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait fait l'annonce en février dernier. À partir de janvier 2023, les Français qui refusent l'installation d'un compteur Linky seront facturés de 5 euros supplémentaires par mois.

Selon le magazine *Challenges*, « les personnes s'opposant au compteur Linky devraient ainsi être facturées de 61 euros supplémentaires par an, soit environ 5 euros par mois, sauf s'ils font au moins une auto-relève par an. »

Faire un relevé de compteur par an est le prix de la liberté du refus du contrôle par Linky. Ce n'est pas compliqué... pour l'instant.

À partir de 2025, Enedis pourra facturer l'ensemble des coûts « engendrés par la relève des derniers compteurs ancienne génération aux seuls clients générant ces coûts », confirme Enedis auprès de *Challenges*. lemediaen442.fr 15 décembre 2022

Toujours plus répressif, policier, militarisé, inégalitaire, injuste...

LOPMI: la loi sécurité définitivement adoptée : que contient le texte ? - publicsenat.fr 14 décembre 2022

Le Sénat a adopté ce mercredi 14 décembre le compromis trouvé en commission mixte paritaire (CMP) sur la loi de programmation et d'orientation du ministère de l'Intérieur, dite loi « LOPMI ». Le vote final de ce texte, qui prévoit pour les forces de sécurité le déploiement de 15 milliards d'euros sur les cinq prochaines années, n'était qu'une simple formalité au sein de la Chambre haute, qui avait eu la primeur de l'examen parlementaire.

La moitié du budget débloqué par la LOPMI est consacrée à la modernisation des usages numériques au sein des forces de l'ordre, afin de renforcer la lutte contre la cybercriminalité. Les fonds doivent être utilisés pour la création d'une école de formation cyber au sein du ministère de l'Intérieur, la mise en place d'un dispositif d'alerte en cas d'attaque mais aussi le déploiement de

1 500 agents « *cyber-patrouilleurs* », chargés de traquer les escroqueries en ligne, les trafics ou encore les atteintes aux mineurs. En tout, ce sont 8 500 postes de policiers et gendarmes en cinq ans qui vont être créés avec la LOPMI.

Alors que le gouvernement souhaitait élargir le recours à l'amende forfaitaire délictuelle (AFD) pour fluidifier les procédures judiciaires, la CMP l'a limitée à 29 délits. Les AFD permettent aux policiers de délivrer une sanction pécuniaire sur certains délits punis par des peines d'emprisonnement de moins d'un an.

Par ailleurs, les parlementaires ont renforcé les peines contre les violences faites aux élus, les rodéos urbains et le refus d'obtempérer, désormais passible de 3 ans de prison et 30 000 euros d'amende. L'outrage sexiste et sexuel est considéré comme un délit dans certains cas, notamment lorsqu'il vise un mineur. Il est passible de 3 750 euros d'amende.

Surtout, sous la pression du Sénat, le texte intègre plusieurs éléments liés à la réforme de la police judiciaire, qui doit être mise en œuvre par le ministère en début d'année prochaine. Cette réforme place la PJ et l'ensemble des autres services de police sous l'autorité d'un directeur départemental de la police nationale (DDPN), lui-même dépendant du préfet. Face à la grogne des fonctionnaires, redoutant une perte d'efficacité et l'intervention du politique via l'autorité préfectorale, les sénateurs ont obtenu la mise en place de plusieurs garde-fous à l'intérieur du texte LOPMI, initialement décorrélé de cette importante réorganisation administrative.

Un amendement présenté par Marc-Philippe Daubresse, et conservé en CMP, précise le libre choix du service d'enquête par le magistrat. Il s'agit d'une piqure de rappel, dans la mesure où l'article 12 du Code de procédure pénale indique que la police judiciaire exerce ses missions sous l'autorité du procureur de la République, un principe lié à la séparation des pouvoirs. L'amendement du sénateur Daubresse prévoit aussi le maintien de la « *cartographie des services* », afin de préserver le traitement de la grande criminalité. publicsenat.fr 14 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

La défense russe confirme l'élimination d'au moins 300 soldats ukrainiens et la destruction d'un entrepôt avec des milliers de roquettes et de projectiles

Moscou, 14 décembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a présenté son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, annonçant qu'au cours des dernières 24 heures, l'armée russe a neutralisé 100 militaires, détruits : un véhicule blindé de transport de troupes, un véhicule de combat blindé et six camionnettes, en direction de Kupiansk dans la région de Kharkiv et de la République populaire de Lougansk.

Dans la direction Krasno-Limansky, les tirs d'artillerie et les actions actives des troupes russes ont contrecarré les contre-attaques de trois groupes d'assaut des Forces armées ukrainiennes, en direction des colonies de Ploshchanka et Kremennaya de la République populaire de Lougansk.

De plus, dans la zone de la colonie Stelmakhovka de la République populaire de Lougansk, un convoi de réservistes des Forces armées ukrainiennes a été touché par le feu. En outre, cinq groupes ennemis de sabotage et de reconnaissance ont été détruits dans les zones des colonies de Chervonaya Dibrova en République populaire de Lougansk et de Torskoe en République populaire

de Donetsk, et les pertes de l'ennemi se sont élevées à plus de 60 militaires tués et blessés, une infanterie véhicule de combat et deux camionnettes.

De même, jusqu'à 50 soldats ukrainiens ont été neutralisés et un char, trois véhicules blindés et quatre camions ont été détruits en direction de Donetsk.

Les colonnes des Forces armées ukrainiennes dans les zones des colonies de Novoselka et de Prechistovka de la République populaire de Donetsk ont essuyé des tirs, et les pertes de l'armée ukrainienne dans cette direction pour une seule journée se sont élevées à 80 militaires, trois véhicules de combat blindés et quatre véhicules.

De leur côté, les troupes de missiles et d'artillerie ont touché 93 unités d'artillerie ukrainiennes en position de tir et 186 positions de concentration de troupes et de matériel militaire.

Un dépôt de munitions a été détruit dans la colonie de Kramatorsk en République populaire de Donetsk, contenant jusqu'à 2 000 roquettes du système Grad et plus de 3 000 obus d'artillerie de différents calibres.

En outre, un entrepôt de roquettes et d'armes d'artillerie des forces armées ukrainiennes a été détruit près de la ville de Kamianske, dans la région de Zaporozhye.

Dans les zones des colonies de Yampolovka et Kalinin de la République populaire de Donetsk, deux stations radar de contre-batterie AN / TPQ-37 de fabrication américaine ont été détruites.

À leur tour, les systèmes de défense aérienne ont détruit trois drones et intercepté un missile HIMARS.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale, les forces russes ont réussi à abattre 343 avions de combat, 183 hélicoptères, 2 658 drones et à détruire 396 systèmes de missiles anti-aériens, 7 099 chars et véhicules de combat blindés, 931 lance-roquettes multiples, 3 685 pièces d'artillerie et mortiers, et 7 599 unités de véhicules militaires spéciaux.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 décembre 2022.

Allez, donne la baballe à son maître !

**Coupe du monde 2022 : le coût exorbitant des allers-retours de Macron au Qatar - lepoint.fr
18 décembre 2022**

Les deux allers-retours d'Emmanuel Macron au Qatar pour la Coupe du monde de football, pour assister à la demi-finale contre le Maroc et à la finale contre l'Argentine, ont coûté environ 501 000 euros au contribuable, soit 31 ans de smic. Ce chiffre est issu des calculs du Point, à partir des coûts par heure de vol fournis par la Cour des comptes et l'Élysée ainsi que des données de déplacement des deux avions présents impliqués, l'A330 et le Falcon 7X. lepoint.fr 18 décembre 2022

Un internaute.

- Aujourd'hui on rappelle des barquettes de crevettes créoles potentiellement contaminées à la *Listéria*, bactérie responsable de la listériose. Mais pas les "vaccins" qui tuent, blessent parfois gravement et ne fonctionnent pas.

Comment s'y prennent-ils pour vous embobiner l'air de rien ?

Je me connecte au blog *Les-Crises.fr*, je découvre un article qui peut peut-être m'intéresser, je commence ma lecture, et sur quoi je tombe, devinez ?

Tout article qui reprend le récit de Davos sur le changement climatique, aura été conçu dans le seul but de vous comptiez parmi ses adeptes. Avant même de le lire, vous pouvez être certain que son contenu aura été construit de manière à vous orienter dans cette direction-là. Ensuite au fil de votre lecture vous approuverez les arguments qui vous seront soumis, parce qu'ils correspondaient effectivement à un besoin ou ils semblaient cohérents, à ceci près que les conditions dans lesquelles ils vous avaient été présentées étaient biaisées. C'est de cette façon-là qu'ils parviennent à manipuler même les esprits les plus critiques.

Ils partent du principe que personne nie ou ne peut nier le changement climatique. Ils considèrent que c'est un fait acquis, partant de là, vous approuverez les mesures qu'ils préconisent ou veulent vous imposer. Alors où est le biais ? Dans l'origine du changement climatique, selon qu'il est le produit d'un phénomène naturel ou lié à l'activité humaine, cela change tout. Si le changement climatique a une cause naturelle, les mesures consistant à obliger la population à modifier son comportement seront dérisoires, inutiles, il sera impossible de les justifier, tout leur échafaudage ou toute leur propagande s'écroulera parce qu'elle sera infondée, ridicule.

Ils ne peuvent pas s'aventurer sur ce terrain ou admettre la moindre discussion, pour la bonne raison que les rapports du GIEC reposent sur une affirmation jamais prouvée scientifiquement, frauduleuse, à savoir que le réchauffement climatique serait d'origine anthropique ou lié à l'activité humaine, et c'est à partir de cette affirmation qu'ils ont construit toute leur démonstration et calibré leurs algorithmes, dans le seul but de valider leurs conclusions et justifier les mesures qu'ils allaient préconiser, qui correspondaient aux objectifs qu'ils s'étaient fixés au préalable ou avant même d'aborder d'étudier ce sujet, ce qu'ils nient évidemment.

On est en présence d'un processus ou d'un mécanisme, qui repose essentiellement sur un déni, un mythe, une fable ou une réalité purement fabriquée que chacun doit croire sans se poser de questions, c'est un procédé malhonnête délibérément mis en œuvre, qui par conséquent relève de l'excès de pouvoir, de l'escroquerie intellectuelle, de la falsification des faits destinée à manipuler les consciences et tromper la population, pour qu'elle adhère à une théorie et en supporte toutes les conséquences par la suite, pour le meilleur ou plus sûrement pour le pire, car elle en sera la principale victime.

Pour que cette supercherie fonctionne, il faut que la population soit et demeure ignorante, c'est la condition indispensable pour mener leur opération à bonne fin ou atteindre leurs objectifs qui sont à la fois économiques et politiques. Dès lors qu'elle s'informe et qu'elle entend un autre récit, leur construction s'écroule comme un château de cartes, d'où la censure.

Allons plus loin.

Quand bien même ils sauraient qu'une partie de la population ne croit pas ou de moins en moins à leur récit, ils n'en changent pas pour faire croire que la majorité continue de le partager. Quand ils finissent par le modifier, c'est parce qu'ils ont atteint leurs objectifs ou qu'il est temps de passer à autre chose, une autre mystification, quitte à y revenir plus tard dans le même registre.

Pour eux se contredire ou tenir deux récits contradictoires coup sur coup, voire simultanément, ne les gêne pas, puisque dans tous les cas ils les présenteront comme véridiques. Ils se moquent qu'on s'en aperçoive, puisqu'ils ne tiendront pas compte des critiques qu'on leur adressera ou ils les censureront. Ils nieront toute contradiction, en expliquant que leurs récits respectifs étaient conformes aux connaissances communément admises au moment où ils les ont rédigés et le tour sera joué. C'est évidemment un énorme mensonge, peu importe, car la manière dont ils présenteront les choses sera suffisante pour embobiner leurs lecteurs ou téléspectateurs qui n'y verront que du feu. Ils ont l'art de la manipulation dans le sang, c'est même à cela qu'on les reconnaît !

En cherchant bien, vous n'auriez pas ce symptôme aussi ?

AVC : voici les symptômes que l'on détecte la semaine précédente chez 43 % des patients - Ça m'intéresse 18 décembre 2022

Nuire à votre équilibre biologique et psychique est une vocation chez eux, une obsession.

J-C – J'ai trouvé cela dans la page d'Info politique France de Yahoo dans la colonne de droite, et non dans un blog dédié à la santé.

Si vous vous croyez en bonne santé, c'est forcément parce que vous ignorez que vous êtes malade. Un conseil, vous devriez cesser d'écouter n'importe qui...

Si vous urinez plus d'une fois par nuit, vous êtes en mauvaise santé, en cause, le foie, le cœur, les reins, le cerveau, le sang, etc. bref, c'est grave docteur... Quel délire ! Ils sont affirmatifs : "*vous présentez certains problèmes de santé*", cela dit "*les autres causes de la nycturie ne sont pas forcément liées à des maladies*", toujours est-il que cela peut avoir des conséquences graves disent-ils, histoire de bien faire peur aux esprits faibles ou aux personnes mentalement perturbées ou déjà atteintes de psychose depuis janvier 2020.

C'est dégueulasse, c'est excercer une autre forme de tyrannie sur la population. Un conseil, cessez de vous connecter à Internet en dehors du strict nécessaire et bannissez les réseaux dits sociaux, les magazines dits spécialisées appartenant à des milliardaires.

Ça m'intéresse est un magazine mensuel français de vulgarisation scientifique créé et édité par Prisma Media racheté en 2021 par la multinationale française Bolloré.

Nycturie : combien de fois doit-on uriner la nuit pour être en bonne santé ? - Ça m'intéresse 17 décembre 2022

De nombreux praticiens comme le souligne Passeport Santé estiment qu'au-delà d'un réveil pour une miction, vous présentez certains problèmes de santé que voici :

- Une insuffisance rénale
- Hypertrophie de la prostate
- Prolapsus de la vessie
- Diabétique
- Une insuffisance cardiaque
- Un syndrome d'apnée de sommeil
- Une insuffisance hépatique
- Des lésions neurologiques
- Une modification physiologique due à l'âge
- Une insuffisance veineuse des membres inférieurs

Que vous soyez une personne moins âgée ou une personne très âgée, ces problèmes génèrent en effet des conséquences qui peuvent progressivement s'avérer très graves :

- Trouble de l'humeur
- Des problèmes cardiovasculaires
- Trouble de sommeil
- Chute nocturne
- Santé métabolique en berne
- Perte de connaissance
- Fracture

Comme nous l'observons, uriner pendant le sommeil est naturel et vital. Toutefois, au-delà d'une miction, vous êtes peut-être malade. Consultez rapidement votre médecin pour remédier à ce problème.

Quelles sont les autres causes de la nycturie ?

Les autres causes de la nycturie ne sont pas forcément liées à des maladies. Et c'est ici que certains s'y reconnaîtront. Vous vous levez un petit peu trop pendant votre sommeil si :

Vous consommez assez de liquide avant de dormir

Vous êtes enceinte. Certaines grossesses exercent de fortes pressions sur la vessie

Les effets secondaires de certains médicaments que vous consommez en ce moment

Votre vessie est naturellement hyperactive

Pas d'inquiétude si ces cas sont observés chez vous. En revanche, buvez moins d'eau avant d'aller vous coucher. Un verre d'eau deux heures avant d'aller dormir serait idéal. Pas d'alcool non plus. Ou, buvez votre verre d'alcool deux heures avant de rejoindre votre lit. Enfin, pratiquez régulièrement des activités physiques. Ça m'intéresse 17 décembre 2022

Les ONG : La pièce maîtresse de leur dispositif destiné à détruire les bases de la civilisation.

J-C – Ce sont des détraqués dans tous les sens du terme, y compris sexuellement, la nature de l'article qui suit. Quand j'évoque parfois la nécessité de les éliminer physiquement pour qu'ils cessent de nuire à la société, j'ai aussi cela en tête. Ils ont atteint un tel degré de sadisme en s'en prenant aux enfants, qu'aucun retour en arrière ne pourrait être envisageable.

Quand on sait que les dirigeants des pays occidentaux et particulièrement en Allemagne n'ont jamais rompu avec le nazisme après la guerre, et qu'on observe leur attitude face au régime de Kiev, ainsi que la passivité de la population allemande, on aurait pu aussi bien citer leur collaboration à cette monstrueuse créature qu'est l'Union européenne, pour comprendre qu'il n'y a pas de rémission possible, quand on a franchi le stade ultime de la cruauté, et qu'on s'est employé par la suite à le cautionner, parce qu'on ne peut pas condamner un comportement ou des événements aussi horribles auxquels on a participé, si parfaitement inhumains. Toute notre vie on passera notre temps à le justifier en recourant à divers prétextes ou arguments démagogiques misérables, histoire de pouvoir dormir tranquille.

Le Forum économique mondial réalise l'utopie totalitaire du IIIe Reich, ce que la population a beaucoup de mal à réaliser, parce qu'elle s'est laissé corrompre trop longtemps, mais surtout, parce qu'on s'est employé à la tromper délibérément en lui tenant des discours qui ne reflétaient pas la réalité, ce dont elle s'est aperçu. Cela eut pour conséquence, au lieu de l'inciter à prendre son destin en mains, de la dégoûter complètement de la politique, elle s'en est détournée, pour finalement être livrée à une bande de dangereux psychopathes livrant une guerre psychologique destructrice à la couche des masses la plus faible ou vulnérable, sans défense, à ses enfants pour les pervertir, les perturber mentalement, les déstabiliser psychologiquement, leur faire haïr leur propre corps, ceux qui ne leur ressemblent pas, les enfants de l'autre sexe que le leur, leurs parents, leurs familles, leurs frères ou sœurs, leurs collègues de classe, leurs voisins ou voisines du même âge qu'eux, les gosses de leur quartier.

Belgique : un guide sur l'éducation sexuelle à l'école fait polémique - LePoint.fr 16 décembre 2022

Un guide à destination des écoles primaires belges suscite la controverse à cause de passages sur les sextos dès l'âge de 9 ans, relaie « *Le Figaro* ».

Dans les écoles belges, un document officiel publié et distribué dans les établissements est dénoncé par certains pédopsychiatres. Il s'agit de la nouvelle version du guide EVRAS, le « *guide d'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle* », qui est utilisé dès les classes maternelles. Quatre publics sont visés : les 5-8 ans, les 9-11 ans, les 12-14 ans et les 15-18 ans. Mais le contenu interpelle, rapporte *Le Figaro*, jeudi 15 décembre.

Le guide en question a été parcouru par une pédopsychiatre spécialiste de la petite enfance. « *Il y a des parties qui sont très bien faites, je tiens à le souligner, mais il y a aussi des parties qui ne répondent pas du tout aux besoins des enfants, qui répondent à des questions que les enfants ne se posent pas* », estime Sophie Dechêne, signataire d'une pétition intitulée « *Non à l'hypersexualisation de nos enfants* ».

Des sextos dès 9 ans ?

Par exemple, le guide prévoit de sensibiliser l'enfant, dès 9 ans, à la liberté de choisir son, sa ou ses partenaires. Et toujours à 9 ans, de reconnaître que les partages de sextos ou de photos déshabillées peuvent être « *excitants* » et être source de « *plaisir* ». « *C'est tout à fait inadmissible. Cela doit être revu et corrigé. Un enfant de 9 à 11 ans ne doit pas faire de sexto, et s'il en fait un, c'est que quelque chose ne tourne pas rond dans sa vie quotidienne et il faut consulter* », souligne Sophie Dechêne auprès du journal. « *Il y a évidemment un risque d'intrusion psychique chez l'enfant qui est potentiellement traumatique avec un risque de conséquences sur la santé mentale au long terme et même sur la vie sexuelle d'adulte* », ajoute la pédopsychiatre.

Face à la polémique, la ministre socialiste de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Caroline Désir, a tenté de calmer l'affaire. « *Dans le souci de rechercher le plus grand consensus possible, nous avons chargé les acteurs de se pencher à nouveau sur ces parties du texte* », a-t-elle fait savoir à la presse belge. « *Le guide n'est pas pour les élèves, ni les enseignants ou les parents, mais uniquement pour les associations qui interviennent en milieu scolaire. Le but est qu'ils sachent répondre à n'importe quelle question d'enfant* », assure le porte-parole de la ministre auprès du quotidien. LePoint.fr 16 décembre 2022

Pérou. Confirmation. La CIA directement impliquée dans le coup d'Etat.

Pérou : L'ambassadrice des États-Unis à Lima était un agent de la CIA - bolivarinfos.overblog.com 16 Décembre 2022

L'ambassadrice des États-Unis au Pérou, Lisa Kenna travaillait pour la CIA et le Pentagone. La veille du coup d'Etat contre le président élu de gauche, Pedro Castillo, Kenna a rencontré le ministre de la défense du Pérou, qui ensuite ordonné aux militaires de se retourner contre Castillo.

Pendant ce temps, le Gouvernement des États-Unis a soutenu inconditionnellement le régime putschiste du Pérou qui a déclaré un « *état d'urgence* » dans tout le pays et déployé les forces armées dans les rues pour essayer de mater les protestations.

La plupart des Gouvernements d'Amérique latine a critiqué et même refusé de reconnaître le régime putschiste du Pérou : le Mexique, l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Honduras, le Venezuela, Cuba et plusieurs pays des Caraïbes.

La CIA a organisé de nombreux coups d'Etat contre des dirigeants de gauche élus démocratiquement en Amérique latine, du président, Jacob Arbenz au Guatemala en 1954 au président Salvador Allende au Chili en 1973.

Quand le Gouvernement de Donald Trump a nommé Lisa Kenna ambassadrice au Pérou en 2020, Département d'État a émis un « *certificat de compétence* » qui disait: « *Avant de rejoindre le service étranger, elle a été pendant 9 ans officier de l'Agence Centrale de Renseignements* » (CIA).

Ce fait important est curieusement absent de la plupart des biographies de Kenna et même de sa page sur le site officiel de l'ambassade des États-Unis.

Sous le gouvernement de Trump, Kenna a aussi été secrétaire exécutive du département d'État et « *assistante principale* » du secrétaire d'État de Trump, Mike Pompeo, qui dirigeait la CIA auparavant.

À propos de son travail, dans une audience au Congrès des États-Unis. En 2020, Kenna a admis qu'en tant que secrétaire exécutive, elle avait vu « *presque tous* », les mémorandum qui étaient envoyés à Pompeo et elle a ajouté : « *Je connais la plupart des appels qu'il a lancés.* »

Kenna a aussi, travailler pour le département de la défense est occupé déchargeant, département d'état en Irak, en Jordanie, en Égypte, en Swaziland et au Pakistan.

Quand le président Joe Biden est arrivé en janvier 2021, il a conservé Kenna comme ambassadrice au Pérou.

Le 6 décembre 2022, elle a rencontré Gustavo Bobbio Rosas, un général de brigade à la retraite qui avait été désigné la veille comme ministre de la défense du Pérou. « *Un média local a fait savoir que cette réunion a eu lieu le 5 décembre mais cela semble avoir été une erreur.* »

Le ministère de la défense du Pérou a publié une photo de cette rencontre amicale.

Au moment de cette réunion, on savait au Pérou, que le Congrès notoirement corrompu et contrôlé par les oligarchies de droite préparait un nouveau vote pour renverser le président élu démocratiquement, Pedro Castillo.

L'article 113 de la Constitution du Pérou, permet au Congrès unicaméral de destituer un président simplement en votant pour déclarer qu'il a une « *incapacité morale* » dans un processus connu sous le nom de « *vacance du pouvoir.* »

Le Congrès du Pérou est bien connu pour son extrême corruption. Dans l'infâme scandale des « *Mamanivideos* », on a enregistré des députés du parti d'extrême droite, Force Populaire en train de suborner d'autres membres du Congrès pour qu'ils votent contre la vacance pour défendre le président de droite précédent Pedro Pablo Kuczynski.

Le parti Force Populaire est dirigé par les membres de la famille d'Alberto Fujimori, le dictateur d'extrême droite qui a gouverné le Pérou d'une main de fer de 1990 à 2000. Avec le soutien des États-Unis, Fujimori a commis un génocide en stérilisant environ 300 000 indigènes tout en assassinant, en torturant et en faisant disparaître un grand nombre de dissidents de gauche.

Le scandale des « *Mamanivideos* » a montré qu'il est assez facile aux oligarques riches du Pérou d'acheter des voix au Congrès pour renverser le président élu par le peuple.

Et dès que Castillo a été investi en tant que président le 28 juillet 2021, le Congrès a essayé de faire exactement cela.

Juste le lendemain du jour où l'ambassadrice des États-Unis a rencontré le ministre de la défense du Pérou, le 7 décembre 2022, le Congrès dominé par la droite a lancé un coup d'Etat parlementaire contre Castillo en utilisant l'article 113.

C'était la troisième tentative de coup d'Etat en un peu plus d'un an de la part du Congrès qui, en septembre 2022, avait à peine 7 % d'approbation.

Dans l'espoir d'arrêter le coup d'Etat, Castillo a répondu en tentant de dissoudre le Congrès. Cela est permis par l'article 134 de la Constitution du Pérou si le Congrès fait obstruction.

Le ministre de la défense Bobbio a dénoncé immédiatement les actions du président et publié une vidéo annonçant sa démission, (il n'avait occupé sa charge que trois jours).

Bobbio a affirmé que Castillo était en train de lancer « *une tentative de coup d'Etat* », mais en réalité, il avait donné des instructions à l'armée péruvienne pour qu'elle soutienne un coup d'Etat contre le président élu au nom d'un Congrès notoirement corrompu, contrôlé par des oligarques sans le soutien de la population.

Pendant que Bobbio ordonnait aux militaires de se révolter contre le président, le Gouvernement des États-Unis attaquait rapidement Castillo.

« J'ai rencontré la présidente Boluarte pour lui confirmer l'engagement des États-Unis envers la défense de la démocratie et le respect des institutions. Avec la présidente du Pérou, et le Gouvernement d'unité qu'elle s'est engagée à former, nous espérons renforcer nos relations bilatérales. »

L'agent de la CIA actuellement ambassadrice Lisa Kenna a twitté: « *Les États-Unis rejettent catégoriquement tout acte anticonstitutionnel du président Castillo pour empêcher le Congrès de remplir son mandat.* »

Kenna n'a pas mentionné l'article 134 de la constitution du Pérou, qui stipule :

« Le président de la République a la faculté de dissoudre le Congrès si celui-ci a censuré ou refusé sa confiance à 2 conseils des ministres (le nom officiel du cabinet péruvien). Le décret de dissolution contient la convocation à des élections législatives. »

Lorsque Castillo a voulu dissoudre le Congrès, il a cité l'article 134 et a mis en évidence le fait que ce ne serait qu'une dissolution « *temporaire* ». Le président a dit qu'il y aurait de nouvelles élections législatives le plus rapidement possible.

Kenna ignorer tout ce contexte. Par contre, elle a déclaré : « *Les États-Unis, appellent instamment et très fermement le président Castillo à revenir sur son intention de dissoudre le Congrès et à permettre que les institutions démocratiques du Pérou fonctionnent selon la Constitution.* »

L'ancien agent de la CIA voulait dire ainsi que Castillo devait simplement permettre au Congrès antidémocratique et contrôlé par les oligarques de faire un coup d'Etat contre lui.

Ensuite, l'ambassade des États-Unis au Pérou a publié un communiqué officiel qui se faisait l'écho exact de ce que Kenna avait dit.

C'était le feu vert de Washington, pour que le Congrès corrompu du Pérou renverse le président Castillo et pour que les services de sécurité de l'État l'arrêtent sans jugement. bolivarinfos.over-blog.com 16 Décembre 2022

Pérou : le Parlement refuse les élections anticipées malgré les troubles - AFP/LePoint.fr 17 décembre 2022

Le Parlement péruvien, largement discrédité dans l'opinion publique, a refusé vendredi d'avancer les élections générales, alors que le pays est secoué par une grave crise politique, avec des manifestations sévèrement réprimées qui ont fait 18 morts, et que 5 000 touristes sont bloqués dans la célèbre région du Machu Picchu. L'échec du projet de loi, déposé par un parti qui était jadis dans l'opposition au président destitué le 7 décembre, Pedro Castillo, place la nouvelle présidente Dina Boluarte dans une situation difficile, et risque d'exacerber les manifestants dont deux des principales revendications étaient des élections générales immédiates et la dissolution du Parlement.

Plusieurs victimes ont été tuées par des balles tirées par la police et l'armée. 147 personnes ont été arrêtées, selon une ONG de défense des droits de l'Homme. *AFP/LePoint.fr 17 décembre 2022*

Pérou: Démission des ministres de l'éducation et de la culture - bolivarinfos.over-blog.com 17 Décembre 2022

La ministre de l'éducation Patricia Correa et son homologue du ministère de la culture Jair Perez ont démissionné vendredi à cause des morts provoquées par la répression des manifestations. bolivarinfos.over-blog.com 17 Décembre 2022

Pérou: le bilan des manifestations s'élève à 20 morts - aa.com.tr/fr com 17 Décembre 2022

Un communiqué, publié samedi par le ministère péruvien de la Santé, indique que 20 personnes ont été tuées lors des manifestations dans différentes villes du pays, et que 63 blessés ont été transférés aux hôpitaux pour recevoir les soins nécessaires.

Les médias locaux ont rapporté que le nombre de blessés lors des manifestations dans tout le pays dépassait les 500 et que les forces de sécurité avaient arrêté plus de 150 manifestants. aa.com.tr/fr com 17 Décembre 2022

Le Green New Deal a du plomb dans l'aile.

Le deuxième gestionnaire d'actifs mondial quitte l'Alliance pour le climat - lesechos.fr 8 décembre 2022

Coup de tonnerre dans la finance climatique. Alors que s'ouvre la COP15 sur la biodiversité, la plus grande coalition financière mondiale pour la réduction des émissions de carbone vient d'essayer un sérieux revers : Vanguard, deuxième plus grand gestionnaire de fonds au monde après BlackRock, a décidé de claquer la porte de la Net Zero Asset Managers initiative (NZAM).

Vanguard justifie son départ de la coalition financière climatique par un souci de « clarté » vis-à-vis de ses clients.

Fondée en décembre 2020 et composée de 291 membres représentant 66.000 milliards d'actifs sous gestion, soit plus de la moitié des encours de l'industrie, la NZAM a rejoint la Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) lors de sa création l'an dernier par l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney. lesechos.fr 8 décembre 2022

Bio-méthane, hydrogène, éoliennes : ruée vers les “chimères” - h16free.com 17 décembre 2022

Extrait.

Le programme sur les émissions de carbone englobe tous les aspects de la vie.

Mon associée Simone Wapler a évoqué le cas de l'hydrogène dans l'une de ses missives.

Elle écrit que *“l'hydrogène, est une chimère ... Le bilan énergétique de la production d'hydrogène par hydrolyse est ruineux. Le processus absorbe environ 80% d'énergie pour en restituer 20%.”* Cependant, des géants des énergies voient en l'hydrogène une énergie d'avenir. Le groupe pétrolier BP met des milliards d'euros sur des projets d'hydrogène.

Pour quelle raison ?

Comme avec les éoliennes ou les bio-carburants, les autorités donnent des subventions, ce qui élimine la nécessité de faire un bénéfice.

L'UE déploie en ce moment plus de 5 milliards d'euros pour l'hydrogène. Les États-Unis donnent jusqu'à 3 \$ par kg d'hydrogène aux producteurs s'ils promettent de capter le carbone par la suite. Ils ont aussi voté 9,5 milliards \$ de subventions pour la création d'infrastructures autour de l'hydrogène.

L'hydrogène d'aujourd'hui vient à 99 % du raffinage du gaz et du charbon. Il requiert donc beaucoup de consommation d'énergie. Il ne fournit pas une forme de carburant compétitive avec l'essence et le diesel en termes de coûts. Cependant, au nom des objectifs sur le climat, le monde va produire plus du double de la quantité d'hydrogène en 2030 par rapport à aujourd'hui.

BP mise donc sur un pactole de subventions au cours de la prochaine décennie. Le tout pour une source d'énergie qui soustrait de la richesse au monde !

Entreprises et agriculteurs courent après des “chimères” comme l'hydrogène, le bio-méthane, et les éoliennes. Chacun veut sa part du gâteau. Ils l'obtiennent via des subventions, et aux dépens des autres.

Mon associée Simone Wapler et moi pensons que les autorités vont continuer à empirer la situation. De plus en plus d'argent ira vers les "*chimères*," et de moins en moins vers la production d'énergies utiles, comme le nucléaire ou les énergies fossiles.

Clonage réussi.

L'ancien ministre à la Transition écologique François de Rugy se reconvertit comme banquier d'affaires - BFMTV 18 décembre 2022

L'ex président de l'Assemblée nationale avait quitté les écologistes pour rallier Emmanuel Macron. BFMTV 18 décembre 2022

Parole d'internaute.

L'objectif des très grands banquiers états-uniens est de s'emparer des richesses de la Russie.

Il faut toujours avoir à l'esprit qu'il s'agit à l'origine de familles venues de pays anglo-saxons, qui étaient devenues les maîtres de pays européens dominants le monde, avec à leur tête le Royaume-Uni. Ce Royaume-Uni, où la branche anglaise des banquiers Rothschild avait depuis longtemps pris l'ascendant sur la famille royale. Le royaume était dirigé (et est toujours) par leur organisation Chatham House. Les Rothschild possédait la livre sterling, étaient propriétaires de la Bank of England, Chatham House dirigeait le royaume en lieu et place de Buckingham Palace, Commonwealth y compris, et les grands banquiers, Rothschild en tête, engrangeaient les bénéfices de l'économie et des colonies.

Ceci est la réalité historique, et elle est évidemment cachée. Mais des faits sont visibles : par exemple la reine Elysabeth II n'eut jamais AUCUN pouvoir durant tout son règne long de 70 ans, pas plus que ses prédécesseurs. Les grands banquiers dirigent toujours le Royaume-Uni, et les dirigeants sont leurs exécutants.

J'en viens à l'Axe globaliste : ces familles de grands banquiers ont traversé l'océan Atlantique, et ont reproduit ce schéma de domination sur les Etats-Unis. Ni le Congrès, ni la Maison-Blanche ne détiennent le pouvoir réel. On le voit bien : Trump ne put RIEN faire, Biden ne fait que lire les textes de ses "*conseillers*". Car les conseillers, les ministres, les patrons de l'Administration sont tous des collaborateurs des très grands banquiers. Tous sont, de longue date, et sans exception, membres du Chatham House américain : le Council of Foreign Relations. Ceux qui ne sont pas rémunérés par les contribuables américains, en tant que hauts fonctionnaires, sont payés directement par les fondations des grands banquiers.

Je passe sur le principal : les grands banquiers sont les seuls actionnaires de la fameuse FED, et ils possèdent le Dollar. Ils assurent la direction du CFR et de ses "*filiales*" aux USA et de par le monde.

Je passe aussi sur des détails : les très grands industriels ont rejoint les grands banquiers. Les Halliburton, Gates, etc. font partie du CFR. Ce sont eux les maîtres du monde unipolaire, et donc de l'Axe globaliste.

Nous ne savons quasiment rien sur ces grandes familles historiques. Alors que leurs fortunes sont leurs fortunes sont incommensurables, ils ne sont même pas répertoriés dans les classements des grandes fortunes...

Nous ne savons rien non plus des intentions des grands banquiers américains, car la formidable organisation du (préssumé think tank) CFR ne publie pas leurs pensées secrètes. Ont-ils pris la décision que les armées américaines (et britanniques, fidèles petit caniche depuis 1945) devront livrer la guerre à la Russie ? L'histoire contemporaine a montré que les grands banquiers procèdent à une longue préparation pour faire monter en puissance leurs armements, et qu'ils font s'épuiser les armées d'autres nations avant de lancer les armées américaines (et anglaises).

Lu. Etats-Unis. « *N'est-ce pas le régime de notre propre pays qui devrait être changé?* »

1 – Aux USA, les 1% plus riches détenaient 17,2% de la richesse en 1989, ils en détenaient 27% au 3ème trimestre 2021. Cela confirme de manière incontestable, officielle et chiffrée, le constat mainte fois exprimé que les plus riches ne cessent de s'approprier une part toujours plus importante du gâteau, forcément au détriment des autres.

2 – Si les plus riches détiennent une part de plus en plus importante de la richesse nationale, les 20 % les plus pauvres ont vu leur part de la richesse nationale se réduire de 2,89% à 2,75% entre 1989 et 2021.

L'extrême pauvreté côtoie donc l'extrême richesse aux USA, comme ailleurs, et surtout l'écart entre les deux populations ne cesse de croître. Jusqu'où cette évolution pourra-t-elle aller sans révolte ? La mondialisation «*heureuse*» proposée par certains (qui représentent les plus riches) irait elle dans le sens d'une réduction de cet écart qui, aujourd'hui, ne fait que croître ?

Les 1% les plus riches sont les faiseurs de roi.

Il faut comprendre aussi que la quasi-totalité des personnes qui disposent d'argent à volonté pour pouvoir faire des dons importants aux personnalités politiques de leur choix, lors des campagnes électorales aux USA, font partie des 20% qui détiennent 70,6% de toute la richesse. Ce sont eux qui dominent la politique de la nation par l'argent et les médias. Presque tous les dons qui remplissent les caisses des partis politiques aux USA proviennent des 20% des américains les plus riches et les 1% les plus riches, dont près de 750 milliardaires, sont les «*faiseurs de rois*», les rois étant le Président US, ses proches conseillers, les membres de l'exécutif et ceux du Congrès. Et si vous faites partie des 80% des citoyens les moins riches aux États-Unis, vous n'êtes pas du tout représenté au sein du gouvernement états-unien.

Les 1% les plus riches ont individuellement beaucoup plus d'argent à leur disposition que le reste des 20% les plus riches pour faire un don à leurs politiciens préférés, car ces 1% les plus riches détiennent les sièges des conseils d'administration et sélectionnent les dirigeants d'entreprise qui embauchent les lobbyistes du Congrès pour «*traiter*» le mieux possible, récompenser et embaucher les membres les plus influents du Congrès, en clair, les corrompre, afin de servir les intérêts de leurs sociétés, et donc des 1% les plus riches qui contrôlent toutes ces sociétés. Sont incluses dans ces sociétés, les grandes banques, Big Pharma, le complexe militaro-industriel, les GAFAM (Google, Apple, Face Book, Amazon, Microsoft), Twitter, tous les grands médias, et la plupart des petits médias qui façonnent aussi l'information et l'opinion publique pour les rendre compatibles avec les intérêts des milliardaires.

Les milliardaires contrôlent la politique étrangère des USA et décident de la Paix ou de la Guerre

L'Amérique compte environ 750 milliardaires qui contrôlent à eux seuls tellement d'argent (plusieurs fois le PIB de la France) qu'ils peuvent amener le Congrès US à ne pas adopter de projet de loi auquel ils s'opposent, et à voter de nombreux projets de loi qu'ils souhaitent imposer au pays. Ce sont eux qui influencent la politique étrangère du pays dans le sens de leurs intérêts et qui décident donc de la paix ou de la guerre dans telle ou telle partie du monde.

Ainsi, le millier d'individus qui constituent le deep state US, et contrôlent donc, en coulisses, l'exécutif états-unien, sont presque tous des milliardaires. Ils contrôlent surtout les sociétés internationales. Ces «influenceurs», imprégnés de l'idéologie néoconservatrice et mondialiste, dominent dans les deux partis.

Par le biais de lobbies transnationaux ce système de contrôle des gouvernements par une brochette de milliardaires opérant en coulisse, finançant généreusement les campagnes électorales, corrompant les politiques, manipulant les opinions publiques à l'aide des médias dont ils ont fait l'acquisition, a essaimé dans les pays vassaux de l'Union Européenne, de l'OTAN, du G7 et quelques autres. Ces pays ne représentent que 12 à 15 % des habitants de la planète mais s'efforcent d'imposer au monde leur hégémonie et leurs valeurs. Cela explique la belle unanimité de l'occident global dans la gestion des crises majeures, souvent «provoquées» avec arrières pensées (Crise sanitaire et crise ukrainienne), crises qui ont émaillé ces trois dernières années. L'affaire de corruption en cours du Qatargate au parlement européen, ne représente aujourd'hui qu'une petite partie émergée de l'iceberg de la corruption. «On» la dénonce avec force pour mieux occulter le reste.

Sans doute devrait-on évoquer aussi le Pfizergate et l'Ukrogate dans lesquels les niveaux de duplicité, de corruption, de mensonge des gouvernances occidentales, relayées par les médias, atteint aujourd'hui des sommets. «*Nous avons menti, triché, volé, c'est comme si nous avions suivi des cours de formation pour apprendre à le faire*» Mike Pompeo.

On finit par comprendre pourquoi un nombre croissant d'États, excédés par l'attitude condescendante et les méthodes coercitives employées par les occidentaux pour imposer leur domination et leurs valeurs prétendument universelles, finissent par rejoindre le camp de la multipolarité sous la houlette de la Russie ou dans le cadre des organisations dans lesquelles les États traitent d'égal à égal en se respectant (BRICS, OCS, ...).

On comprend mieux aussi le rejet par une forte majorité de pays des valeurs proposées par l'occident et qualifiées d'universelles et de progrès, lorsque celles-ci ne correspondent pas à leurs valeurs traditionnelles.

Pour toutes ces raisons et parce qu'ils ne sont parvenus à isoler la Russie, l'occident et les milliardaires qui le dirigent vont probablement perdre la partie en Ukraine et cette crise aura précipité l'avènement d'un nouvel ordre mondial résolument multipolaire.

Les pouvoirs de l'argent, des médias, de la corruption, de la duplicité, des mensonges ne suffiront pas à une petite élite oligarchique occidentale, en perte de repères et d'intelligence de situation, pour l'emporter.

Au cours des siècles précédents, les aristocrates étaient publiquement connus, par des titres formels; mais dans les prétendues «*démocraties*» d'aujourd'hui, les personnalités qui contrôlent les gouvernements par l'argent sont, au contraire, aussi dissimulées que possible.

Elles ne souhaitent pas que le public sache que le gouvernement ne représente qu'eux, parce que, sinon, lorsque le gouvernement déclare que tel ou tel chef d'État étranger qui ne constitue aucune menace réelle pour la sécurité nationale, devrait être renversé et changé, aux éternels faux prétextes de «*lutte contre le terrorisme ou les dictatures*» et de «*défense des droits de l'homme (et de la femme) à géométrie variable*», les citoyens finiraient par se demander : «*N'est-ce pas le régime de notre propre pays qui devrait être changé?*»

L'observation attentive des médias grand public indique clairement qu'ils ne veulent surtout pas que cette question s'insinue dans l'esprit des citoyens. Les narratifs politiques et médiatiques sont toujours construits pour vendre les changements de régime que les milliardaires souhaitent voir aboutir dans leur intérêt. C'est le moyen d'amener le public à accepter de financer par l'impôt les budgets militaires et les guerres d'ingérence mais aussi à accepter les sacrifices de toute nature qui peuvent en découler.

Antisocial, leur véritable nature.

Suisse : la droite et l'extrême droite suppriment le salaire minimum - LePoint.fr 17 décembre 2022

Depuis cette semaine, les salariés de la restauration, de l'hôtellerie, de la coiffure, de Genève, du Jura ou du Tessin, maudissent Erich Ettlin, sénateur centriste du canton d'Obwald. Cet expert fiscal de 60 ans a déposé une motion intitulée «*Protéger le partenariat social contre des ingérences discutables*». Les «*ingérences discutables*», ce sont, selon ce parlementaire alémanique, les cantons, principalement latins, qui ont voté un salaire minimum (le premier est entré en vigueur à Neuchâtel en 2017). Dorénavant, «*les dispositions d'une convention collective de travail (CCT) étendue, qui concernent le salaire minimum, le 13e salaire et le droit aux vacances l'emportent sur le droit cantonal*».

En juin 2022, le Conseil des États (le Sénat) avait déjà voté cette motion. Il a été rejoint cette semaine par le Conseil national (l'Assemblée nationale), par 95 voix contre 93 et 4 abstentions. Une courte victoire, mais une victoire symbolique pour la droite et l'extrême droite, ainsi que pour le patronat, qui ont toujours estimé qu'un salaire minimum crée une «*insécurité juridique*».

Dans *La Tribune de Genève*, Vincent Subilia, directeur général de la chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (et par ailleurs député libéral-radical au niveau local), assure que la suppression du salaire minimum rendra au canton un élément de compétitivité perdu. LePoint.fr 17 décembre 2022

Malgré des aveux, les médias continuent d'évoquer des « soupçons », parce qu'ils sont tous aussi corrompus.

Soupçons de corruption au Parlement européen : le compagnon d'Eva Kaili passe aux aveux - europe1.fr 16 décembre 2022

Le scandale du "*Quatargate*" n'en finit plus de secouer le Parlement européen. 500.000 euros en liquide ont été découverts chez un ancien député italien, 150.000 euros ont été retrouvés dans

l'appartement de la vice-présidente de l'institution, Eva Kaili. Dernier rebondissement : selon "Le Soir", le compagnon de l'eurodéputée grecque est passé aux aveux.

L'eurodéputée grecque Eva Kaili a été écrouée avec trois autres personnes en Belgique dans une enquête sur des soupçons de corruption en lien avec le Qatar au sein du Parlement européen, où elle est l'une des vice-présidentes. Son compagnon, Francesco Giorgi, le reconnaît : il a fait partie d'un réseau d'influence destiné à peser sur les décisions européennes. Un réseau au service non pas d'un seul pays, mais de deux États : le Qatar et le Maroc.

Francesco Giorgi avoue. Lui, l'homme aux deux casquettes, à la fois assistant parlementaire d'un eurodéputé italien et compagnon de la vice-présidente du Parlement, explique aux enquêteurs que son rôle était de gérer l'argent liquide. Des petites coupures remplissant à elles seules de grosses valises. 500.000 euros ont été découverts dans l'appartement de l'ex-député italien Pier Antonio Panzeri.

Avec Panzeri, Giorgi aurait été en contact avec la DGED, le service de renseignements extérieurs marocains. Mais ils n'étaient vraisemblablement pas les seuls. Francesco Giorgi soupçonne deux eurodéputés socialistes, un Italien et un Belge, d'avoir aussi touché de l'argent pour déposer des résolutions contre les Émirats Arabes Unis, le pays rival du Qatar.

En famille. L'Union européenne mime le régime néonazi de Kiev en sanctionnant les partis politiques russes qui ne partagent pas son idéologie.

Bruxelles, 17 décembre (SANA) L'Union européenne a publié la liste des personnalités et des organisations qu'elle a incluses dans son neuvième paquet de sanctions anti-russes, et comprend les forces armées russes et ses différentes branches, dont l'armée, la marine et les forces aérospatiales, ainsi que le Répertoire Principal du Haut Etat-Major des Armées russes.

La liste noire comprend le régulateur russe des télécommunications Roskomnadzor, a rapporté RT.

Dans le cadre du nouveau train de mesures, des sanctions ont également été imposées aux ministres de la Culture, de l'Éducation et des Sciences, 40 députés à la Douma d'État, 44 membres du Conseil de la Fédération et 20 membres de la Cour constitutionnelle du pays.

En outre, cinq partis politiques ont été sanctionnés, dont Russie unie, le Parti libéral-démocrate de Russie et Russie juste.

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds ou quand les tyrans donnent une leçon de « liberté de la presse » et de « démocratie »

On a appris que le ministre français Jean-Noël Barrot, délégué chargé de la Transition numérique et des Télécommunications, s'est dit «*affligé par la dérive dans laquelle Elon Musk précipite Twitter*» et a rappelé que «*la liberté de la presse est au fondement même de la démocratie*», ou encore la vice-présidente de la Commission européenne, Vera Jourová, qui a pris le temps de rappeler que l'UE exigeait «*le respect de la liberté des médias et des droits fondamentaux*».

Comme l'ont relevé certains commentateurs, les deux personnages en question incarnent des institutions à l'origine d'une censure inédite au sein de l'Union européenne.

- «*Ils interdisent RT France, où il n'y a que des journalistes français, puis tout le gouvernement nous la joue indigné, au nom de la Liberté de la Presse et de la Démocratie, parce que des journalistes US ont leur compte Twitter suspendu. Et Le Monde participe à cette mascarade !*»

- «*Pourquoi n'avez-vous pas réagi quand votre gouvernement a interdit Rumble, Odyssee, fermé RT et mis au chômage des dizaines de journalistes ?*»

Ce message mis en ligne le 14 décembre sur Twitter par la ministre française des Affaires étrangères : «*J'ai reçu aujourd'hui Dmitri Muratov, rédacteur en chef de Noviaïa Gazeta, Prix Nobel de la Paix 2021. Ce journal a dû suspendre l'an dernier ses activités en Russie. La France défend la liberté de la presse partout dans le monde.*»

Quand le ministère chargé de la culture et de la communication retire l'agrément de presse à *FranceSoir*, quand Macron et son gouvernement soutiennent le régime néonazi ukrainien qui a interdit tous les partis d'opposition (et les syndicats ouvriers) et donc toute forme d'expression écrite ou orale non conforme à l'idéologie ultra nationaliste ou nazie, dans les deux cas ils se sont livrés à un exercice conforme à «*la liberté de la presse et de la démocratie*». Source : RT 17 décembre 2022

Comment l'information sur la Covid-19 a été censurée mondialement sur les réseaux sociaux - Réseau Voltaire 17 décembre 2022

America First Legal Foundation a obtenu, par voie juridique, des documents internes de l'agence fédérale de Santé publique, les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) d'Atlanta [1]. Parmi ceux-ci, certains attestent que le CDC avait accès à un portail secret de Google chargé de centraliser les notifications de nouvelles s'écartant du discours officiel sur la Covid-19.

America First Legal Foundation est présidé par l'ancien speechwriter du président Donald Trump. Son conseil d'administration comprend de hauts responsables de la Maison-Blanche du président Trump. Son budget annuel est de plus de 6 millions de dollars. Cette fondation fait partie, selon le Washington Post [2], de l'administration en attente de Donald Trump s'il gagne la prochaine élection présidentielle.

Le portail secret de Google est situé en Indonésie et géré par l'association islamiste de Fact Checking, Mafindo [3]. Il centralise la censure sur Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Whatsapp et Hello. Cette association est financée par l'État indonésien.

Le choix des informations considérées «*vraies*» ou «*fausses*» est opéré par la Kaiser Family Foundation (KFF) [4]. Contrairement à ce que son nom inique, KFF n'est pas une fondation familiale, mais une société californienne dont le directeur du Los Angeles Times est administrateur. Elle diffuse gratuitement aux journalistes des notes sur les discours hygiénistes à tenir. On ignore qui finance cette organisation.

Ce dispositif a notamment permis d'imposer plusieurs allégations mensongères telles que :

Les «*vaccins anti-Covid*» (ARN messenger) protègent de la transmission du virus.

Les «*vaccins anti-Covid*» (ARN messenger) sont recommandés pour les femmes enceintes.

Les « vaccins anti-Covid » (ARN messenger) protègent les enfants.

Les « vaccins anti-Covid » (ARN messenger) n'ont pas d'effets secondaires notables quels que soient l'âge et la condition des patients.

Il n'existe pas d'autre remède efficace contre la Covid-19 que les vaccins occidentaux.

Cette campagne d'intoxication s'est particulièrement concentrée sur les adolescents noirs pour les convaincre de ces inepties.

Les documents obtenus par l'America First Legal Foundation attestent que l'ensemble de ce dispositif est contrôlé par l'administration Biden depuis la Maison-Blanche.

[1] « AFL Releases More CDC Documents Revealing Bizarre “Equity” Agenda in COVID-19 Vaccination and Slides Discussing the Policy Objective of Injecting Children Even When “Parent Is Not Present” », America First Legal Foundation, December 15, 2022.

[2] « How a Trump-allied group fighting ‘anti-white bigotry’ beats Biden in court. America First Legal was founded last year by Stephen Miller, the architect of Trump’s immigrant family separation policy », Beth Reinhard & Josh Dawsey, Washington Post, December 12, 2022.

[3] Site officiel de Mafindo.

[4] Site officiel de la Kaiser Family Foundation.

Guerre de l'OTAN contre la Russie

Ukraine. Voici ce que disent ses dirigeants militaires par Moon of Alabama - lesakerfrancophone.fr 16 décembre 2022

The Economist a interviewé les trois dirigeants ukrainiens qui gèrent la guerre en Ukraine. Il les résume dans un compte rendu interprétatif. Je vais m'en servir pour en extraire les points importants.

<https://lesakerfrancophone.fr/ukraine-voici-ce-que-disent-ses-dirigeants-militaires>

Dès 1957, les États-Unis ont envisagé d'infiltrer et de déstabiliser l'Ukraine - strategika.fr 16 décembre 2022

<https://strategika.fr/2022/12/16/des-1957-les-etats-unis-ont-envisage-dinfiltrer-et-de-destabiliser-lukraine/>

Le "conflit en Ukraine" est une nouvelle véritable guerre mondiale - russiepolitics.blogspot.com 16 décembre 2022

Les Etats-Unis ont décidé d'intensifier la formation des militaires ukrainiens dès janvier, en plus de l'envoi d'une batterie de missiles Patriot. Cela répond à ceux, qui tentent de se convaincre de la volonté des Etats-Unis de conduire l'Ukraine à négocier ... Et afin de mettre les points sur les i :

non, les Etats-Unis ne font pas durer le conflit, ils font la guerre. Et ils la font pour gagner, non pas pour négocier. Leur but est simple : faire disparaître la Russie comme puissance potentielle, afin d'assurer la totalité de leur puissance. Il est temps d'appeler un chat un chat, les illusions coûtent toujours très cher en temps de guerre. La Russie n'en a pas les moyens. Cette guerre est déjà mondiale et l'une des batailles décisives se joue en Ukraine. Bataille, qui ne peut être remportée que militairement, ce à quoi l'Axe atlantiste travaille sérieusement. Le reste n'est que manoeuvre dilatoire.

Le NYT vient de l'annoncer : les Etats-Unis vont intensifier la formation des militaires ukrainiens et dès janvier, chaque mois, un bataillon de 500 à 800 personnes sera formé à la tactique avancée du champ de bataille sur la base américaine de Grafenwoehr en Allemagne. Cette base accueille également le Joint Multinational Training Group-Ukraine.

"La formation élargie mettra l'accent sur la guerre « interarmes » - une coordination étroite entre l'infanterie, l'artillerie, les véhicules blindés et, lorsqu'il est disponible, le soutien aérien, de sorte que chaque groupe soit renforcé et protégé par les autres."

Selon le NYT, depuis le début de la réaction de la Russie en février, les Etats-Unis ont formé environ 3 100 Ukrainiens, surtout au maniement des armes américaines. Depuis 2015, c'est plus de 27 000 militaires ukrainiens, qui ont été formés par les instructeurs américains dans un Centre d'entraînement dans l'Ouest de l'Ukraine, à proximité de Lvov.

Les pays de l'Axe atlantiste ont formé environ 12 000 Ukrainiens, militaires de carrière ou nouvelles recrues, qui sont allées en Grande-Bretagne pour suivre une formation d'infanterie. Ajoutons à cela, les militaires ukrainiens, dont la formation a commencé un mois après le début de l'offensive russe, en Allemagne et en Pologne.

De son côté, la Grande-Bretagne revendique la formation de plus de 10 000 Ukrainiens. Le programme a été lancé par Boris Johnson en juin :

"En outre, la Grande-Bretagne a lancé un programme visant à fournir une formation militaire en Grande-Bretagne à 10 000 recrues et membres du personnel de l'armée ukrainienne, un effort qui vise à renforcer la résistance locale à l'invasion russe. L'initiative, annoncée en juin par Boris Johnson, le Premier ministre de l'époque, a commencé avec plus de 1 000 soldats britanniques de la 11e brigade d'assistance aux forces de sécurité, spécialisée dans la formation à l'étranger."

Si l'on tient compte du fait, que se sont joint à cette initiative britannique d'autres pays comme le Canada, le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Norvège ou encore la Suède, l'on comprend que ce que l'on appelle pudiquement le "conflit en Ukraine" est une guerre mondiale, qui a déjà démarré. russiepolitics.blogspot.com 16 décembre 2022

Commentaire d'un internaute.

- Le conflit entre l'Axe globaliste et la Russie est très asymétrique :

La Russie est intervenue militairement

1. pour libérer les Russes et les russophones du joug et des bombes de Kiev,
 2. pour démilitariser un pays voisin dont la menace militaire constitue un risque existentiel.
- La voie diplomatique ayant échoué et Moscou a estimé nécessaire recourir aux armes dans une guerre qu'il voyait rester régionale.

L'empire états-unien a des objectifs multiples et à long terme :

1. soumettre la Russie, considérée comme un obstacle dans son parcours de domination mondiale,
2. s'appropriier les richesses de la Russie.
3. conserver sa prééminence dans son "*nouvel ordre mondial*" qui est remis en cause par le nouveau monde multipolaire.

Tout cela a été théorisé depuis des décennies.

La Russie s'est placée dans une situation difficile, puisque l'armée de Kiev s'est installée dans les villes pour lui résister, et tire depuis ses arrières des obus et des roquettes sur les villes russes (du Donbass) pour ruer des civils. Dans les conditions actuelles où l'armée russe veut épargner les civils et donc ne bombarde pas les villes, les troupes russes doivent progresser "*immeuble par immeuble*" : au final Bakhmut sera détruit. Et grâce à ses fortifications façon Ligne Maginot, l'armée ukrainienne est encore à proximité de Donetsk !

Sur le terrain, les militaires russes doivent se demander pourquoi les missiles hypersoniques ne veulent détruire que des centrales électriques...

Washington n'a donc qu'à fournir en armes son proxy ukrainien : l'armée américaine n'aura pas une égratignure tant que le conflit conservera ce format !

En résumé, la guerre était déjà mondiale car s'inscrivant dans les chocs, de tous ordres, entre l'empire globaliste et les pays qui résistent, et elle devient militairement mondiale au fur et à mesure que les dirigeants des pays de l'OTAN fournissent à Kiev : matériels, munitions, formations, etc. Mais elle concerne seulement deux pays sur leur frontière et les peuples européens ne voient pas, concrètement, ni la guerre ni les dangers !

En Europe, les peuples abrutis par la propagande de leurs tyrans valets de l'Axe globaliste, ne voient pas les préparatifs d'un conflit militaire qui pourrait devenir un (nouveau) suicide européen, voire mondial.

Alerte aérienne dans toutes les régions d'Ukraine... Ce que l'Ukraine a perdu en 24 h - french.almanar.com.lb 16 décembre 2022

L'armée russe a abattu un chasseur ukrainien MiG-29 près de Kiev et un hélicoptère Mi-8 dans la République populaire de Donetsk (RPD), a en outre indiqué le 15 décembre la Défense russe dans son bilan quotidien concernant son opération militaire spéciale.

Les troupes russes poussent leur offensive sur l'axe de Donetsk. Elles ont pu s'emparer de nouvelles positions avantageuses, tout en déjouant les offensives ennemies, précise l'instance.

Deux groupes de sabotage et de reconnaissance ont été éliminés près de Pavlovka, en RPD.

De plus, les militaires russes ont aussi entravé l'offensive de quatre groupes d'assaut ukrainiens dans la République populaire de Lougansk (RPL), dans la direction de Krasny Liman. Une attaque a également été déjouée sur l'axe de Koupiansk.

Les frappes russes ont également contrarié le redéploiement des troupes de réservistes ukrainiens dans le sud de Donetsk et détruit plusieurs postes de commandement ukrainiens dans la région de Kharkov.

Au total, l'Ukraine a vu 150 de ses soldats cumulés être mis hors de combat dans les différents affrontements de ces dernières 24 heures.

Armes détruites

Les forces armées russes ont pris pour cible une station radar de production américaine AN/TPQ-37, installée en RPD, près de la localité de Kletscheïevka.

Trois entrepôts de munitions et d'équipements militaires ont été détruits: près de Koupiansk, ainsi que dans les régions de Zaporojié et de Kherson.

La DCA russe a intercepté deux projectiles de lance-roquettes Ouragan, ainsi que 11 drones.

Enfin, 45 postes d'artillerie ainsi que du personnel et du matériel militaires ont été bombardés dans 86 zones.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine, l'armée russe a abattu 344 avions, 184 hélicoptères, 2.669 drones, détruit 396 systèmes de défense anti-aérienne, 7.127 chars et autres blindés, 931 véhicules de lance-roquettes multiples, 3.685 équipements d'artillerie de terrain et de mortiers, ainsi que 7.614 véhicules militaires.

Source: Avec Sputnik

Les infrastructures de Kiev ont été endommagées. La ville est privée d'électricité et d'eau - 16.12.2022

Une frappe aérienne massive sur des installations en Ukraine - 16.12.2022

Dans la matinée du vendredi 16 décembre, sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine a annoncé une alarme aérienne. Les missiles de croisière ont frappé des installations d'importance militaire et d'infrastructure dans au moins douze régions du pays. Cela a été rapporté par la publication Ukraine.ru, ainsi qu'un certain nombre de chaînes Telegram.

Initialement, il a été signalé le lancement de missiles de la mer Noire — environ 8 missiles — ainsi que d'environ 60 missiles de la mer Caspienne (par des bombardiers stratégiques Tu-95 FSM de Russie). En outre, les lancements ont été enregistrés à partir de la direction Nord. Plus tard, ils ont signalé le redémarrage des missiles des porte-avions.

« Nous devons être invulnérables » : Evgueni Prigojine a annoncé la volonté du CMP WAGNER de protéger l'Afrique des « faucons occidentaux » - politros.com 15 décembre 2022

L'homme d'affaires Evgueni Prigojine a parlé du désir du PMC Wagner de protéger les pays africains des « *faucons occidentaux* ». À ces fins, les combattants russes doivent être invulnérables et avoir des pensées pures, a-t-il déclaré.

En réponse à une demande de Reuters concernant la déclaration du président ghanéen Nana Akufo-Addo selon laquelle la société aurait déployé ses combattants au Burkina Faso voisin, l'entrepreneur a ironiquement noté que les contingents des pays occidentaux, notamment des États-Unis et de la France, sont présents dans 80% des États africains. Dans le même temps, l'Occident possède la plupart des minéraux du continent et extrait illégalement environ la moitié de l'or et des diamants de l'Afrique. En outre, des coups d'État militaires sont régulièrement fomentés et des unités de combattants de militants de Daesh et d'Al-Qaïda sont activement entraînées dans les pays africains sous les directives des manipulateurs de l'OTAN.

« Ils s'efforcent de faire en sorte que ce peuple devienne encore plus pauvre et meure en masse de faim et de maladie. Et pour cette raison, ils ont continué à vendre des vaccins coûteux par l'intermédiaire de l'ONU et d'autres structures sous leur contrôle. C'est le département d'État américain, c'est le gouvernement français, ce sont les pays occidentaux et leurs services spéciaux, dirigés par la CIA. Ce sont des unités armées de l'ONU, que certains appellent des casques bleus », a déclaré l'homme d'affaires cité par le service de presse de la compagnie Concord.

M. Prigojine a souligné que le CMP Wagner n'est pas engagé dans l'exploitation minière ou l'extraction de ressources, afin d'avoir les mains libres et des pensées pures.

« Nous devons être invulnérables ». Eugène Prigojine a affirmé la volonté du PMC Wagner de protéger l'Afrique des « faucons occidentaux ».

Selon l'homme d'affaires, le PMC « Wagner » devrait être invulnérable, car cela l'aidera à protéger ceux que ces « *ils* », les faucons occidentaux, « *tentent d'humilier, de voler ou de détruire* ». politros.com 15 décembre 2022

Les Chinois répliquent sur le mode russe aux Américains.

Pékin appelle Washington à « respecter les aspirations du peuple africain » - french.almanar.com.lb 15 décembre 2022

La diplomatie chinoise n'a pas laissé sans commentaire la déclaration du secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, qui au début du Sommet États-Unis-Afrique a accusé la Chine d'agir d'une manière qui « *n'est pas toujours transparente* », ce qui « *crée des problèmes qui finiront par déstabiliser* » la région.

« Les États-Unis doivent respecter les aspirations du peuple africain et prendre des mesures concrètes pour faire progresser le développement de l'Afrique, au lieu de s'acharner à salir et à attaquer d'autres pays », a déclaré Wang Wenbi, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

Partenariat sino-africain

Le diplomate a souligné que la Chine était « *un bon ami, partenaire et frère de l'Afrique* » et que la coopération entre la Chine et le continent était « *équitable, gagnant-gagnant, honnête et fructueuse* ».

« *Nous espérons également que les États-Unis verront la coopération sino-africaine avec un esprit ouvert. L'Afrique n'est pas un terrain de lutte pour la rivalité entre grands pays, encore moins la cible de tactiques musclées de la part d'un pays en particulier ou d'un peuple en particulier. Les pays et les peuples africains ont la sagesse et la capacité de choisir des partenaires de coopération qui peuvent aider à faire avancer les intérêts africains* », a-t-il ajouté.

D'après lui, le développement de l'Afrique est « *la responsabilité commune de la communauté internationale* ».

Par cette raison, Pékin est toujours « *heureux de voir l'Afrique diversifier ses partenaires de coopération* ».

« *Nous nous félicitons d'une plus grande attention internationale et d'investissements en Afrique, y compris de la part des États-Unis, ainsi que d'une coopération avec l'Afrique qui est réellement sur un pied d'égalité et mutuellement bénéfique* », a-t-il souligné.

Moscou surveille le sommet

Le sommet États-Unis-Afrique qui se tient entre le 13 et le 15 décembre à Washington a réuni les représentants d'une cinquantaine de pays.

Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères a indiqué lundi à Sputnik que Moscou surveillerait de près le sommet. Dans le même temps, il a indiqué que cette rencontre ne pourrait pas nuire aux liens entre la Russie et les pays du continent.

Gerald Horne, professeur d'études afro-américaines à l'université de Houston, a également expliqué à Sputnik que le sommet en question est « *un signe de désespoir* » des États-Unis face au rapprochement entre la Chine et l'Afrique. french.almanar.com.lb 15 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 décembre 2022.

Totalitarisme. Pourquoi sont-ils à l'affût de la moindre occasion pour vous pourrir la vie ?

J-C - C'est une obsession chez eux de nuire en permanence à la population. Pourquoi portent-ils une attention particulière à un tas de conneries ou de saloperies qui n'existent qu'à la marge ou qui ne concernent qu'une infime minorité de la population ? Pour que vous croyiez que cela concerne beaucoup de personnes et que vous finissiez par craindre, détester ou haïr la terre entière.

Ces trois choses que vous devriez supprimer de votre dîner de Noël - Yahoo 21 décembre 2022

Voilà ce qu'il se passe si vous ne croquez pas les huîtres avant de les avaler - Yahoo 21 décembre 2022

Flambée de cas graves de scarlatine : les 6 signes qui doivent vous alerter - Yahoo 21 décembre 2022

Bienvenue chez les pervers ou obsédés sexuels.

Masturbation : la mise en garde surprenante d'un médecin à l'approche de Noël - Yahoo 21 décembre 2022

"Les décorations de Noël peuvent avoir des aspects pointus ou des morceaux qui peuvent se casser pendant la masturbation, ce qui peut provoquer des douleurs et un risque de traumatisme. Elles sont généralement inadaptées à votre vagin", a déclaré le Dr Sarah Welsh, gynécologue. Yahoo 21 décembre 2022

Faites-le savoir. Ils doivent être de plus en plus nombreux dans ce cas-là.

Tim Robbins a des remords envers les non-vaccinés : « Vous passez de quelqu'un d'empathique à un monstre. J'en faisais partie » - lemediaen442.fr 21 décembre 2022

L'acteur Tim Robbins, connu pour des films tels que Top Gun, Duo à trois et Les Évadés, est venu s'exprimer sur la Chaîne YouTube de l'animateur de télé et humoriste Russell Brand. A cette occasion, Tim Robbins est revenu sur la période covid, faisant part de ses regrets quant à son comportement envers les non-vaccinés et les non-masqués.

L'homme primé aux Oscars s'est expliqué sur sa façon d'avoir strictement respecté les décrets gouvernementaux lors de la pandémie, écouté les experts de la santé sur les plateaux de télévision, de la vaccination, des confinements et du masquage. « J'y ai adhéré. ... Je me cachais partout. Je gardais mes distances sociales. J'adhérais aux demandes qui m'étaient faites et je me sentais en colère contre les gens qui ne le faisaient pas. » Tout en adhérant pleinement au récit officiel

construit autour du covid-19, ses rencontres dans la vie réelle vont bouleverser ses croyances et générer un sentiment de dissonance cognitive, pour finalement douter du récit officiel.

Alors qu'il se rendait en Grande-Bretagne, il a remarqué que beaucoup de gens ne respectaient plus les consignes faites par le gouvernement. *« J'ai pensé, eh bien, ils vont avoir une dure journée à venir, il y aura des morts ici. [...] Quand j'ai vu qu'il n'y avait pas un taux de mortalité énorme [en Grande-Bretagne], après avoir été personnellement témoin de ce qui se passait, j'ai commencé à me demander de plus en plus si ce qu'on nous disait était vrai ou non. »*

Par curiosité Tim Robbins s'est rendu à une manifestation contre les restrictions à Londres et s'est rendu compte de la différence de traitement des médias sur les manifestants et la réalité du terrain. *« J'ai vu la façon dont ils étaient décrits dans la presse, et ce n'était pas vrai. Ce n'étaient pas, vous savez, des nazis. C'étaient des gens qui croyaient en la liberté. »*

Dans un précédent entretien avec le journaliste d'investigation Matt Taibbi, Tim Robbins avait déclaré : *« Je pense que nous avons perdu beaucoup de nous-mêmes pendant cette période. [...] J'ai entendu des gens dire [pendant la pandémie], "Si vous n'avez pas pris le vaccin et que vous tombez malade, vous n'aurez pas droit à un lit d'hôpital." Cela m'a fait penser à devoir retourner dans une société où nous nous soucions les uns des autres. Si votre voisin est malade, et vous lui apportez de la soupe, peu importe sa politique, vous êtes son putain voisin »,* a déclaré Robbins.

Loin de vouloir se défilier face à ses responsabilités et à lui-même, il avouera être passé de l'autre côté, celui des bourreaux. *« Vous passez de quelqu'un d'inclusif, altruiste, généreux, empathique, à un monstre. Vous voulez geler les comptes bancaires des gens parce qu'ils ne sont pas d'accord avec vous. C'est une chose dangereuse. C'est un monde dangereux que nous avons créé. Et je dis "nous" parce que j'en faisais partie. J'ai adhéré à cette idée très tôt. »*

Alors que le silence sur cette période se fait par la honte d'avoir adhéré au lynchage des non-vaccinés — bien aider par les gouvernements et les médias —, certains comme Tim Robbins trouvent le courage de reconnaître leur erreur. Et c'est par ces paroles réconciliatrices que demain nous pourrions construire une société où, espérons-le, le bouc émissaire ne sera plus qu'un mauvais souvenir. lemediaen442.fr 21 décembre 2022

Lu.

- L'effondrement économique de l'Europe

Les États-Unis ont utilisé l'Allemagne en instaurant l'euro qui a détruit les industries française et italienne. Les États-Unis se débarrassent ensuite de l'Allemagne avec la planche à billets maniée par les anciens de Goldman Sachs de la banque centrale européenne. Les entreprises allemandes sont invitées à s'installer aux États-Unis. Avec la guerre en Ukraine, les financiers prédateurs américains poursuivent physiquement la destruction de l'économie européenne (destruction de NordStream 1 et 2).

La lutte des classes transversale

La finance a investi l'appareil d'État pour détruire l'économie réelle. La finance attaque une partie de la bourgeoisie, les patrons de PME, les classes moyennes et les ouvriers. Cette lutte est entre le monde de l'économie réelle, commerciale et productrice, et l'économie parasite, la finance.

L'industrie étant passée d'une propriété familiale à une propriété d'actionnaires qui exigent des profits à court terme. Cela achève la liquidation des entreprises. Il s'agit d'une guerre civile froide qui peut déboucher sur une guerre civile chaude. Contre leur ennemi commun et son projet politico-financier, une partie de la bourgeoisie peut donc s'allier avec les salariés et l'ensemble des classes moyennes.

J-C - J'ai évoqué cette perspective dans plusieurs causeries, le socialisme pourrait être une alternative pour un grand nombre de capitalistes et de membres des classes moyennes, qui ne se reconnaissent pas dans le modèle de société dégénéré et totalitaire de Davos.

En principe, ce devrait être à la classe ouvrière et à ses organisations dont le parti révolutionnaire, de prendre la direction du processus qui aboutirait à un soulèvement populaire balayant les institutions de la Ve République et instaurant une République sociale, mais malheureusement ce parti n'existe pas et le mouvement ouvrier est aussi corrompu que l'appareil d'Etat, donc on ne voit pas pour le moment comment on pourrait avancer dans cette direction-là.

J'ai proposé de construire un nouveau courant politique révolutionnaire qui pourrait contribuer à la construction de ce parti, mais apparemment personne ne me prend au sérieux ou tout le monde s'en fout.

Quelle est la tendance politique de tous ces blogs ? Réactionnaire.

Trois d'entre eux ont reproduit le même article dans lequel on peut lire :

- Les temps sont durs en Nouvelle-Zélande. Mais êtes-vous surpris ? Nous parlons d'un État autoritaire d'extrême gauche...

Les adresses de ces 3 articles et leur source.

- La Nouvelle-Zélande exige que les citoyens signalent comme « *terroristes* » les « *théoriciens du complot* » qui « *s'opposent aux politiques du gouvernement* » - Réseau International 20 décembre 2022

<https://reseauinternational.net/la-nouvelle-zelande-exige-que-les-citoyens-signalent-comme-terroristes-les-theoriciens-du-complot-qui-sopposent-aux-politiques-du-g/>

Source : Nouveau Monde

- La Nouvelle-Zélande exige que les citoyens signalent comme « *terroristes* » les « *théoriciens du complot* » qui « *s'opposent aux politiques du gouvernement* » - nouveau-monde.ca 19 décembre 2022

<https://nouveau-monde.ca/la-nouvelle-zelande-exige-que-les-citoyens-signalent-comme-terroristes-les-theoriciens-du-complot-qui-sopposent-aux-politiques-du-gouvernement/#comment-5951>

Source : anguillesousroche.com

La Nouvelle-Zélande exige que les citoyens signalent comme « *terroristes* » les « *théoriciens du complot* » qui « *s'opposent aux politiques du gouvernement* » - [anguillesousroche.com](https://www.anguillesousroche.com) 18 décembre 2022

<https://www.anguillesousroche.com/actualite/la-nouvelle-zelande-exige-que-les-citoyens-signalent-comme-terroristes-les-theoriciens-du-complot-qui-sopposent-aux-politiques-du-gouvernement/>

Liens d'extrême droite dans ce blog :

Dreuz.info

Breizh Info

AubeDigitale

Valeurs actuelles

Zero Hedge

(Notamment pas le temps de faire des recherches sur les autres liens)

Le blog nouveau-monde.ca publie un article dans lequel il est question d'un « *État autoritaire d'extrême gauche* » en parlant du gouvernement néo-zélandais, qui selon moi est ouvertement fasciste.

J'envoie un premier commentaire très bref :

- Ce ne serait pas plutôt un gouvernement d'extrême droite ?

Voici la réponse que je reçois d'un lecteur apparemment attiré de ce blog :

- <https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/gouvernement-neo-zelandais-place-barre-gauche-toute-590203.html>

J-C – Dans cet article daté du 17 mai 2018, France Info qualifiait "*le nouveau gouvernement néo-zélandais de centre-gauche*".

Ma réponse :

- Sachant que France Info et le gouvernement néo-zélandais partagent la même idéologie que Davos, ce média ne peut pas caractériser le gouvernement néo-zélandais selon sa véritable nature, il doit au contraire le qualifier à l'opposé de ce qu'il est vraiment.

J'ajouterai qu'il en va de même de tout autre acteur qui ne tient pas à ce qu'on connaisse ses véritables intentions, ils pullulent sur les réseaux dits sociaux.

J'ajoute un mot pour les lecteurs.

Ce ou ces blogs qui se présentent comme progressistes ou humanistes, ont l'habitude de flirter avec l'extrême droite, d'où la tournure de cet article et le type de lecteurs qu'on y trouve. Bref, ils n'ont pas vraiment bonne conscience ou ils ne sont pas vraiment très propres sur eux, il leur faut trouver un moyen d'attaquer l'extrême gauche, en recourant à des procédés forcément déloyaux ou dégueulasses, d'où l'amalgame rouge-brun à peine déguisé ici, dont ils se sont faits une spécialité ou la pratique de l'inversion accusatoire selon un mode bien particulier.

Quand ils se servent de l'Union européenne ou du Forum social économique (notamment) pour attaquer l'extrême gauche et/ou le communisme, c'est parce que ces représentants des classes moyennes sont issus de la pseudo-gauche qui s'est prostituée avec la droite avant de se rallier à l'extrême centre de Davos, historique que leurs lecteurs doivent ignorer évidemment, du coup on comprend pourquoi leurs attaques se concentrent contre l'extrême gauche et le communisme. Vous aurez noté au passage qu'ils ont en commun avec Davos d'avoir les mêmes ennemis, la classe ouvrière et son idéologie, le communisme. Il ne vous étonnera que certains propriétaires de ces blogs soient d'ex-militants ou cadres du PCF et qu'ils affectionnent les blogs d'extrême droite ou animés par des libertariens.

Dans le registre les classes moyennes anticommunistes ne savent plus à quel saint se vouer.

Après Bush, Obama et Biden, rétablir la liberté d'expression en Occident par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 20 décembre 2022

Les présidents républicain George Bush Jr, et démocrates Barack Obama et Joe Biden ont détruit la liberté d'expression en Occident. Tous trois sont parvenus à faire des principaux médias des soutiens de leur idéologie commune. En deux décennies, la presse a fermé les yeux sur tout ce qui contredit les discours officiels de Washington et s'est convertie à ses inepties. Le jacksonien Donald Trump a fait du rétablissement de la liberté d'expression l'axe de sa campagne de 2024. Il est pour le moment le seul candidat à se positionner ainsi. Réseau Voltaire 20 décembre 2022

<https://www.voltairenet.org/article218531.html>

J-C – Ce que monsieur Meyssan ne comprend pas ou ne veut pas comprendre, c'est qu'il est victime d'une pratique qu'il ne dénonçait pas hier ou avant, et qui de nos jours se retourne contre lui ou le concerne directement ainsi que ses semblables.

Je veux dire par là qu'il se plaint que la liberté d'expression aurait été « *détruite* », alors que dans le passé elle n'avait été accessible qu'à certains courants politiques, y compris les plus minoritaires quand il s'agissait pour le pouvoir de leur donner artificiellement de l'importance pour mieux ensuite les manipuler, il en a été ainsi du féminisme, de l'homosexualité, de l'écologie, de l'extrême droite, etc.

Force est de constater que certains courants politiques marxistes ou trotskystes considérés à tort ou à raison comme subversifs, ont toujours été systématiquement censurés. Ils étaient bien autorisés à jouer dans leur cour de récréation, mais au-delà ils devaient disparaître, pas question qu'on invite leurs représentants lors d'un débat télévisé ou radiophonique, même lorsqu'ils participaient à une manifestation, leurs noms n'y figuraient pas, alors qu'ils avaient une surface politique plus importante que certains acteurs systématiquement mis en avant parce que subventionnés par l'Etat par exemple.

En ce qui me concerne, certes, je ne représente rien puisque mes lecteurs ont fait en sorte qu'il en soit ainsi. Toujours est-il que je suis logé à la même enseigne, et je le resterais parce que je m'exprime librement. C'est justement cela que les uns et les autres ne supportent pas. Ils sont bourrés de contradictions et ils versent dans le déni ou le populisme, comme je ne me gêne pas pour le signaler à la première occasion, pour eux je suis infréquentable, normal, je m'en félicite.

L'orientation politique de monsieur Meyssan, par exemple, elle est indéfendable. Elle frise même le ridicule, et à force d'insister il va finir par se discréditer totalement, ce serait dommage parce que c'est un journaliste de grande valeur et il a d'autres qualités encore.

Il est tombé bien bas en se lançant dans de telle spéculation, lu dans l'article publié le 21 décembre 2022 par le Réseau Voltaire *Zelensky et Biden pourraient déclarer la Russie « État agresseur », (...)* *Il s'agirait alors de la dernière étape juridique avant la déclaration de guerre des États-Unis contre la Russie.*

Ce matin, soit le lendemain, j'ai lu les articles de presse, aucune annonce de ce type de près ou de loin, aucune allusion à une prochaine entrée en guerre des Etats-Unis contre la Russie. Bref, ce n'est pas sérieux.

Un regret ou un souhait, une prédiction sordide en guise d'aveu.

J-C - Ah, vous avez souhaité mettre fin à la dictature sanitaire, vous allez le payer très chers !

Un million de morts en Chine à cause du Covid : d'où vient ce chiffre ? - tf1info.fr 19 décembre 2022

Une étude américaine anticipe la levée des restrictions sanitaires en Chine. Elle pourrait conduire à plus d'un million de morts d'ici à 2023, depuis le début de la pandémie. En cause, la faible couverture vaccinale de sa population âgée et plus vulnérable.

Après deux ans sous cloche, Pékin a décidé de lever quelques mesures sanitaires, permettant aux Chinois de reprendre un semblant de vie normale. Les manifestations qui ont éclaté dans le pays ont contraint le régime à assouplir sa politique menée du "zéro covid". Mais les conséquences de ce changement de doctrine ont déjà été anticipées : plus d'un million de morts pourrait être à déplorer d'ici à la fin 2023.

L'épidémiologiste Eric Feigl-Ding relaye ainsi une étude d'Airfinity, une société d'analyse de données de santé, qui anticipe jusqu'à 2,1 millions de morts provoqués par le covid en cas d'abandon du zéro covid. tf1info.fr 19 décembre 2022

« En Chine, le Covid-19 pourrait faire 1,5 million de morts dans les prochains mois » - ouest-france.fr 14 décembre 2022

Plusieurs modélisations, qui simulent l'évolution de l'épidémie dans le temps, annoncent une flambée des cas. Elle est d'ailleurs corroborée par une modélisation du Wigram Capital Advisors, relayée par le Financial Times. Et l'hypothèse peut même sembler optimiste, à la vue de certaines données retenues. ouest-france.fr 14 décembre 2022

J-C - Savez-vous qui avait déclenché cette annonce ? The Economist.

L'abandon du "zéro-covid" met 1,5 million de Chinois en danger de mort - challenges.fr 19 décembre 2022

Selon un modèle mis au point par *The Economist*, le covid pourrait faire rapidement 1,5 million de morts en Chine. L'abandon brutal et mal préparé de la politique de "zéro-covid" serait catastrophique.

Selon le modèle de *The Economist* qui prend en compte les taux de vaccination, l'efficacité du vaccin, la létalité du covid pour différentes tranches d'âge et le nombre de lits de soins intensifs le bilan pourrait être très lourd. challenges.fr 19 décembre 2022

J-C - A qui appartient *The Economist* ? A la famille Rothschild et Agnelli, bref, c'est l'agence de presse du Forum économique mondial.

Mais les choses ne se sont pas du tout passées comme ils l'espéraient, hélas pour ces salopards ! Et en prime, ils lâchent le morceau.

Covid-19 en Chine : Pas de nouveau décès, mais l'OMS reste « très préoccupée » - AFP/20minutes.fr 21 décembre 2022

Selon les données officielles, seuls sept patients sont morts du Covid-19 depuis la levée des restrictions début décembre.

Les autorités chinoises ont précisé, mardi, que seules les personnes directement mortes d'une insuffisance respiratoire liée au Covid-19 étaient désormais comptabilisées dans les statistiques. Cette méthodologie, « scientifique », affirment-elles, donne cependant une vision bien plus restreinte de la situation.

« Cette nouvelle définition est un renversement de la norme internationale qui prévalait » et en vertu de laquelle est comptabilisée « comme morte du Covid-19 toute personne décédée avec le Covid-19 », a relevé l'expert de santé Yanzhong Huang, du Conseil sur les relations internationales, un groupe de réflexion américain. AFP/20minutes.fr 21 décembre 2022

J-C - Vous avez bien lu, depuis janvier 2020 dans le monde ils ont comptabilisés « comme morte du Covid-19 toute personne décédée avec le Covid-19 », ma mère par exemple décédée le 3 avril 2021, alors qu'elle était hospitalisée depuis un mois et en fin de vie. C'est leur sordide escroquerie qu'ils exposent ici.

Entre les personnes qui sont mortes d'une infection respiratoire ou d'un désordre cardio-vasculaire dû à ce virus ou à un autre qu'ils ont laissé mourir au lieu de leur prescrire les traitements efficaces existant, les personnes qu'ils ont achevées au Rivotril ou en leur injectant leur poison génique, sur les quelque 150.000 morts, plus de 100.000 auraient pu être évités et sont à mettre au compte de Macron et sa bande d'assassins.

L'AFP acquis à Davos en rajoute une couche pour bien montrer qu'on a affaire à de véritables ordures, lisez attentivement leur récit.

AFP- Pendant ce temps, des crématoriums sont à la peine, selon des témoignages recueillis par l'AFP, sans qu'un lien formel avec le Covid ne puisse être établi.

Certains hôpitaux sont débordés, tandis que les médicaments anti-grippaux sont plus difficiles à trouver dans les pharmacies face à la demande, au moment où le pays apprend à vivre avec le virus.

A rebours de la doctrine jusque-là en vigueur, plusieurs villes autorisent désormais leurs habitants à se rendre au travail normalement même s'ils présentent des symptômes du Covid-19.

Quelques semaines plus tôt, ils auraient été envoyés en centre de quarantaine au nom du "zéro Covid". AFP 21 décembre 2022

Qui est la "*honte internationale*", devinez ?

Finale de la Coupe du Monde : Macron décrié pour son attitude après la défaite des Bleus - Le HuffPost 19 décembre 2022

Les réactions sont d'autant plus vives que, face aux critiques touchant le Qatar, entre impact environnemental de l'évènement sportif et questionnements sur le respect des droits humains, le président avait appelé à ne "*pas politiser le sport*".

À l'issue du match, il était en effet difficile de manquer le président de la République, mis en valeur par les caméras des réalisateurs au chevet des Français abattus par leur défaite. Une image, particulièrement marquante, le montre aux côtés d'un Kylian Mbappé impassible. Malgré ses mots réconfortants, le meilleur buteur de la coupe du monde, regard perdu dans le vide, ne semble pas écouter une seule seconde Emmanuel Macron.

Dans la presse spécialisée, l'opportunisme du président a également été décrié. « *Le président n'est pas du terrain. Son rôle et sa fonction ne pouvaient se manifester de la sorte, à ce moment précis, qui n'appartient, dans le tragique ou la gloire, qu'aux joueurs et au staff éventuellement, écrit dans un éditorial le magazine So Foot. Mais nous savons à quel point Emmanuel Macron aime le mélange des genres pour écrire sa propre histoire et réciter son storytelling.* »

« *En descendant sur la pelouse du stade de Lusail (...) Emmanuel Macron prouva par « A + B » que le sport est, a été, et sera toujours politique, surtout lorsqu'il draine des milliards de téléspectateurs* », a étrillé de son côté le journal Libération. « *En venant voir Mbappé de cette manière, Macron a passé cette frontière entre sportifs et responsables politiques pour entrer dans la zone grise de la récupération* », a encore estimé le quotidien.

Sur les réseaux sociaux, les séquences montrant le chef d'État n'ont pas été plus appréciées, de nombreux utilisateurs dénonçant une attitude « *gênante* » et « *paternaliste* » d'Emmanuel Macron. « *Au-delà de la récup politique il y a ces touchers, ces gestes très gênants : tout dans l'attitude de Killian montre qu'il ne veut pas que le président le touche de cette manière, celui-ci s'en tape et continue. Le consentement c'est même pour les présidents* », a ainsi estimé une internaute dans la série de réactions sur Twitter que nous vous partageons ci-dessous.

Conscient de l'impact politique que peut avoir la proximité avec l'attaquant du PSG, l'une des personnalités préférées des Français, le président n'a donc pas hésité à se mettre en scène à ses côtés. Le locataire de l'Élysée s'est également rendu dans les vestiaires, s'adressant à eux pour les remercier d'avoir "*fait rêver des Françaises et des Français qui en avaient besoin*".

Si Emmanuel Macron n'a pas hésité à se mettre en scène dimanche soir, c'est parce qu'il garde en tête la hausse de 20 points de la popularité de Jacques Chirac après la première victoire des Bleus en Coupe du monde.

Dans un moment très compliqué politiquement, entre inflation, risque de coupures électriques et réforme des retraites, pas question donc pour l'Élysée de se passer du soutien d'un évènement aussi fédérateur, regardé par un nombre record de plus de 24 millions de Français ce dimanche, et de gestes d'affection auprès de joueurs très populaires. Au risque d'en faire donc un peu trop. Le HuffPost et BFMTV.com 19 décembre 2022

J-C – Le tyran Macron n'est pas mal avisé, il se croit tout permis, beaucoup trop, au point qu'il en devient indéfendable, y compris par les médias qui le soutiennent et qui craignent la suite...

Pour gaspiller son temps à regarder du sport à la télé, pire, se déplacer et payer pour assister à une compétition, il ne faut pas être très évolué. Si cela peut se comprendre quand on a été conditionné par la société du spectacle, ce n'est plus le cas quand on appartient aux classes moyennes ou supérieures. Là on a affaire à des esprits pour le moins perturbés pour rester poli, et qui passent leur temps à rêver par procuration de gloire ou de puissance ou qui s'identifient à leurs idoles en carton-pâte, célèbrent leurs exploits dérisoires, quand ce n'est pas à nous pourrir l'existence, c'est révélateur du degré de dégénérescence ou de médiocrité atteint par ce qu'on appelle à tort les élites de la société, la leur.

Et les dégâts collatéraux...

Estelle Denis crée un gros malaise en direct : ses propos sur le "peignoir" de Lionel Messi au Qatar ne passent pas – Yahoo/Purepeople 19 décembre 2022

Lionel Messi se fait habiller d'un bisht (par l'émir du Qatar, c'est moi qui le précise – J-C), un habit traditionnel du monde arabe lors de la victoire de l'Argentine face à la France, mais visiblement cette tenue n'a pas vraiment plu aux journalistes présents sur le plateau de BFMTV.

Présente sur le plateau de BFMTV, Estelle Denis a eu des mots qui ne sont pas passés inaperçus concernant Lionel Messi et son accoutrement au moment de recevoir le titre.

"Mais quel gâchis... C'est magnifique mais de le voir en peignoir, excusez-moi, soulever une Coupe du monde alors qu'il a le maillot de l'Argentine qu'on ne voit pas", balance excédée l'ancienne compagne de Raymond Domenech. "C'est la première fois qu'il gagne la Coupe du monde avec le maillot de l'Argentine et tu ne vois pas le maillot argentin, il y a un truc qui ne va pas", conclut-elle. Yahoo/Purepeople 19 décembre 2022

Le freluquet dans son rôle favori.

Emmanuel Macron rejoint le porte-avions Charles de Gaulle pour fêter Noël avec les troupes - Europe1 19 décembre 2022

Le président de la République se rend ce lundi sur le porte-avions Charles de Gaulle, actuellement en mission au large des côtes libyennes, pour rencontrer les membres de la marine française, dans le cadre de la traditionnelle fête de Noël des troupes. L'occasion pour le chef de l'État d'apporter son soutien et sa confiance aux armées, selon son entourage. Europe1 19 décembre 2022

Stratégie du chaos et de la terreur. La tyrannie par la peur comme mode de gouvernance.

J-C – Le gouvernement continue de falsifier et manipuler les faits à seule fin de justifier sa dictature insupportable. Désobéir, résister, s'organiser, se soulever... ou se soumettre, quelle autre voie ?

Dans la causerie du 17 avril 2020 j'avais affirmé qu'ils seront "*tentés d'agiter chaque année*" la même menace, on y est.

Avant les Fêtes, Borne appelle à vaccination et aux masques face à la triple épidémie - AFP/parismatch.com 20 Décembre 2022

"On fait face à une situation difficile. Et avec les fêtes, cette situation est encore plus tendue" face à trois épidémies "*qui se superposent*", de bronchiolite, de Covid et de grippe, "*qui est particulièrement dure cette année*", a rappelé la Première ministre après avoir participé à une réunion de pilotage de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France.

En "*responsabilité*", "*pour aider ces personnels soignants, on a tous un rôle à jouer*" avec les gestes barrières, a-t-elle poursuivi, en invitant à porter le masque "*dès qu'on est dans un espace clos où on est nombreux*", et à se vacciner contre la grippe et le Covid, alors qu'"*on doit se retrouver en famille*" pour les fêtes. AFP/parismatch.com 20 Décembre 2022

Tout est possible, ayez peur ! Attention, ils vous empoisonnent !

J-C - Cet avertissement est sérieux, il s'adresse particulièrement à ceux qui ont des enfants, ainsi qu'à ceux qui font une grande consommation de produits transformés, ils vous empoisonnent à petit feu, il faut donc les éviter ou s'en passer. Bien sûr que c'est possible, au lieu de consacrer son temps à un tas de conneries, à la télévision ou aux réseaux sociaux débiles par exemple, il suffit d'en réserver un peu pour cuisiner. Pour ne pas en être esclave non plus, il est préférable de préparer un plat qu'on mangera en plusieurs fois, s'il est bon, en manger deux fois ne devrait pas être mortel !

Jadis, consacrer du temps à rechercher de quoi se nourrir était une activité à laquelle se livraient tous les hommes. Ils ne mangeaient pas n'importe quoi, quelque part ils savaient ce qui était bon ou mauvais à manger. Depuis, non seulement on n'en sait plus rien, parce que c'est servi sur un plateau ou plutôt dans un bel emballage, une boîte, etc. on bouffe n'importe quoi. Bien entendu notre santé s'en ressent, mais tant qu'on ne tombera pas malade, on ne s'en apercevra pas, souvent on s'en remettra, parfois se sera plus sérieux ou fatal.

Bref, on joue à la roulette russe avec sa santé comme avec son destin en général. Au point où vous en êtes, vous laissez aller un peu plus ou un peu moins qu'est-ce que cela changera, foutez-nous la paix avec toutes ces conneries, vous voulez nous culpabiliser ou quoi, laissez-nous vivre, merde ! Ce que j'en disais, si ce comportement n'avait pas une répercussion sur le fonctionnement de l'ensemble de la société, et donc nous concerne tous, que cela vous plaise ou non, je ne vous aurais jamais soumis ces réflexions que vous pouvez ignorer.

Attention, si vous avez ce jambon chez vous, jetez-le immédiatement - Yahoo 19 décembre 2022

Lundi 19 décembre, le site officiel Rappel Conso a formulé un rappel concernant un jambon. Il s'agit d'un produit vendu chez Auchan sous la référence "*Jambon supérieur sans couenne -25% de sel*". Ce jambon est vendu, au frais, par quatre tranches.

Ce rappel a été décidé en raison d'un possible risque de listériose encouru par le consommateur.
Yahoo 19 décembre 2022

Attention, ces célèbres tablettes de chocolat noir pourraient être dangereuses - Yahoo 19 décembre 2022

Une association américaine de consommateurs a analysé 28 tablettes de chocolat noir. Mauvaise nouvelle, elles contenaient toutes des métaux lourds. Prudence.

Aux États-Unis, une association de consommateurs américaine, Consumer Reports, a testé 28 tablettes. Résultats ? Elles contenaient toutes des métaux lourds, dont le cadmium et le plomb. "*Pour 23 des barres, manger juste 28 grammes par jour placerait un adulte au-dessus d'un niveau qui, selon les autorités de santé publique et les experts de CR, pourrait être nocif pour au moins un de ces métaux lourds*", souligne l'association de consommateurs.

Même si l'étude a été menée aux États-Unis, certains chocolats sont en vente en France. Dans le détail, des tablettes de chocolat ont été jugées comme meilleures pour la santé, c'est le cas du Valrhona Abinao Chocolat Noir 85% Cacao ou de la tablette Ghirardelli Délice Crépuscule au Chocolat Noir Intense 72% Cacao.

D'autres tablettes étaient trop riches en cadmium, comme celle de Lindt Chocolat Noir Excellence 70% Cacao, Alter Éco Chocolat Noir Classique Blackout Bio 85% Cacao ou de Échange égal Chocolat Extra Noir Bio 80% Cacao. Toujours selon l'association de consommateurs, des chocolats étaient également riches en plomb comme le Godiva Chocolat Noir Signature 72% Cacao, Lindt Chocolat Noir Excellence 85% Cacao, Tony's Chocolonely Chocolat Noir 70% Cacao ou le Hershey's Chocolat noir légèrement sucré spécial.

De graves conséquences pour la santé

D'autres tablettes étaient riches en plomb et en cadmium, comme le Théo Chocolat Noir Pur Extra Noir Bio 85% Cacao. Cinq des barres étaient au-dessus de ces niveaux pour le cadmium et le plomb. "*Une exposition constante et à long terme à de petites quantités de métaux lourds peut entraîner divers problèmes de santé. Le danger est le plus grand pour les femmes enceintes et les jeunes enfants car les métaux peuvent causer des problèmes de développement, affecter le développement du cerveau et entraîner une baisse du QI*", explique Tunde Akinleye, le chercheur en sécurité alimentaire qui a dirigé cette enquête.

L'association de consommateurs alerte sur les conséquences d'une exposition fréquente au plomb chez les adultes. En effet, elle peut causer des problèmes du système nerveux, de l'hypertension, une suppression du système immunitaire, des lésions rénales et des problèmes de reproduction. Yahoo 19 décembre 2022

J-C – Vous aurez au moins appris pourquoi le chocolat devrait être banni de l'alimentation des « *chercheurs* » !

Esclavage. The show must go on. L'exploitation de l'homme par l'homme est un "crime contre l'humanité".

J-C - Avec les compliments empressés du groupe Bilderberg ou des monarchies occidentales et de l'oligarchie financière anglo-saxonne, sans oublier la Royal Dutch Petroleum/ Shell dont les trois principaux actionnaires (des fonds de pensions) sont BlackRock, The Vanguard Group et The Capital Group Companies.

L'opération consiste à faire croire qu'on peut très bien s'enrichir, devenir richissime sans recourir à l'exploitation ou l'esclavage moderne. Elle sert donc à cautionner le capitalisme, c'est aussi simple que cela.

Les Pays-Bas présentent des excuses officielles pour l'esclavage - AFP/LePoint.fr 20 décembre 2022

Les excuses ont été saluées comme un « tournant dans l'histoire du royaume » néerlandais.

Le Premier ministre, Mark Rutte, a affirmé : « *Nous ne pouvons que reconnaître et condamner l'esclavage dans les termes les plus clairs comme un crime contre l'humanité.* » « *Des personnes ont été transformées en marchandise. La dignité humaine a été foulée aux pieds, d'une manière horrible* ». « *Des siècles d'oppression et d'exploitation affectent le présent, dans les stéréotypes racistes, la discrimination et l'inégalité sociale* », a-t-il ajouté. (Ils en parlent comme si c'était un reliquat ou une séquelle du passé, alors qu'en réalité ils n'ont jamais cessé. Les inégalités sociales, qui sont à l'origine du capitalisme, disparaîtront avec lui et pas avant, c'est cela qu'il faut enseigner à la jeunesse. – J-C)

L'esclavage a contribué à financer le « siècle d'or » néerlandais, période de prospérité grâce au commerce maritime aux XVIe et XVIIe siècles. Le pays a procédé à la traite d'environ 600 000 Africains, principalement vers l'Amérique du Sud et les Caraïbes. À l'apogée de son empire colonial, les Provinces-Unies, connues aujourd'hui sous le nom de Pays-Bas, possédaient des colonies comme le Suriname, l'île caribéenne de Curaçao, l'Afrique du Sud et l'Indonésie, où la Compagnie néerlandaise des Indes orientales était basée au XVIIe siècle.

L'esclavage a formellement été aboli au Suriname et dans d'autres territoires détenus par les Néerlandais le 1er juillet 1863, mais n'a vraiment pris fin qu'en 1873 après une période de « transition » de dix ans. AFP/LePoint.fr 20 décembre 2022

Ils le font exprès ou quoi, devinez ? Quand ils sont « à peu près sûrs de trouver » ce qu'ils cherchaient.

J-C – Lisez très attentivement. Question : Pourquoi ont-ils entrepris ces travaux simultanément sur toutes ces centrales, ne pouvaient-ils pas les étaler dans le temps, quelques mois de plus ou de moins auraient-ils changé grand-chose ?

Ils ont trouvé des traces de « corrosion », « *sur des conduites de secours servant à refroidir le réacteur en cas d'urgence* », en voilà une affaire d'Etat ! A ce qu'on sache, ces centrales font pas face à des « *cas d'urgence* » tous les quatre matins, n'est-ce pas, cela arrive exceptionnellement, mais là subitement il faudrait passer outre et en faire une priorité absolue et arrêter un grand nombre

de centrales sur le champ, comme si soudain il planait une terrible menace sur la France, quel délire, quelle manipulation scélérate, idéologique, politique !

Électricité : deux réacteurs nucléaires supplémentaires à l'arrêt - lepoint.fr 19 décembre 2022

L'entreprise publique a annoncé, via une note d'information sur son site Internet, que deux réacteurs nucléaires supplémentaires ne pourront finalement pas redémarrer avant la fin de cet hiver, et six autres devront être arrêtés en 2023 pour des réparations liées à des problèmes de corrosion.

En cause, la décision d'EDF de remplacer systématiquement les tuyauteries de la catégorie de réacteurs la plus exposée à ces risques de corrosion, sur des conduites de secours servant à refroidir le réacteur en cas d'urgence. Ces réacteurs devront être arrêtés le temps des travaux. Sur ces six réacteurs de 1 300 mégawatts (MW), « *comme nous sommes à peu près sûrs de trouver des choses (traces de corrosion, NDLR), nous passons directement aux travaux* », a expliqué un porte-parole d'EDF à l'AFP lundi.

« *Les analyses réalisées depuis plus d'un an ont permis à EDF d'identifier les réacteurs dont les lignes des circuits d'injection de sécurité sont les plus sensibles au développement du phénomène de corrosion sous contrainte* » (CSC), indique EDF dans sa note d'information : « *il s'agit des 16 réacteurs les plus récents* ».

L'hiver 2022/2023 était déjà le plus tendu en termes d'approvisionnement électrique, avec un parc nucléaire concerné par de nombreuses opérations de maintenance, mais aussi touché par ces phénomènes de corrosion découverts ou soupçonnés sur une part croissante des centrales. Jamais EDF n'avait produit aussi peu d'électricité nucléaire de son histoire, forçant la France à importer des volumes records d'électricité des pays voisins.

Vendredi 16 décembre, 40 réacteurs nucléaires sur les 56 en France étaient en fonctionnement. Après les nouvelles annonces de réparations, les réacteurs Golfech 1 (Tarn-et-Garonne) et Penly 2 (Seine-Maritime) ne pourront redémarrer que le 11 juin, alors qu'ils devaient revenir respectivement en service le 18 février et le 29 janvier, ce qui aurait permis de couvrir la fin de l'hiver. EDF avait déjà annoncé vendredi deux autres retards, avec notamment la remise en service de Penly 1 le 20 mars, deux mois plus tard que prévu, pour cette même raison : le remplacement préventif d'une portion de tuyauterie menacée de fissures.

« *Les analyses réalisées depuis plus d'un an ont permis à EDF d'identifier les réacteurs dont les lignes des circuits d'injection de sécurité sont les plus sensibles au développement du phénomène de corrosion sous contrainte* » (CSC), indique EDF dans sa note d'information : « *il s'agit des 16 réacteurs les plus récents* ». Quatre réacteurs du « palier N4 » sont Civaux 1 et 2, sur lesquels les travaux sont terminés, et Chooz 1 et 2, où ils sont en cours. Restent 12 réacteurs de 1 300 MW dits de type « P'4 », sur lesquels EDF a décidé des réparations « préventives », sans même passer par le stade de l'examen, ce qui implique un arrêt de 160 jours, a expliqué le porte-parole à l'Agence France-Presse (AFP).

Sur ces douze réacteurs, un est déjà réparé et les cinq autres sont en cours d'opération. Il en restera donc six à réparer d'office au cours de l'année 2023 (Belleville 1, Belleville 2, Cattenom 2, Golfech 2, Nogent 1, Nogent 2), alors qu'EDF y prévoyait jusqu'à présent seulement des contrôles dans un premier temps. « EDF a décidé ce jour d'adapter sa stratégie de traitement pour l'ensemble des réacteurs du palier 1 300-P'4. Cette stratégie vise à traiter la problématique CSC pour l'ensemble des réacteurs 1 300-P'4 d'ici la fin de l'année 2023 », explique le groupe.

Selon le porte-parole, il n'y aura pas de production globale « inférieure à ce que l'on prévoyait » jusqu'ici, les réacteurs plus petits de 900 MW, l'essentiel du parc, étant in fine « vraisemblablement moins concernés » par ce problème. Mais les calendriers annoncés d'EDF pour le redémarrage de ses réacteurs n'ont cessé de connaître des retards en 2022, ce qui augure un hiver 2023/2024 encore compliqué.

La facture d'électricité de Cofigeo (William Saurin, Petitjean, Garbit...) est multipliée par 10 : le groupe arrête la production - lemediaen442.fr 19 décembre 2022

Mathieu Thomazeau, le président de William Saurin, a annoncé être contraint d'arrêter la production de quatre sites sur huit à compter du 2 janvier 2023, évoquant « *un point de rupture* » en faisant référence au coût de l'énergie (électricité et du gaz).

Pour l'industriel spécialiste des plats préparés, distribués sous les marques William Saurin, Garbit, Zapetti..., c'est la douche froide. Il ne peut que résigner face à ce mur du prix de l'énergie « *Nous sommes couverts pour 2023 à un prix proche de dix fois le prix actuel. Pour l'électricité, qui nous permet d'alimenter nos groupes froids et des automates, nous nous fournissons autour de 40 euros du MWh avant la crise. [...] Concrètement, pour janvier, sur les marchés à terme, nous risquons d'acheter notre électricité autour de 600 euros du MWh.* »

Résultat de la politique de nos dirigeants, huit cents des 1200 salariés se verront appliquer un accord d'activité partielle de longue durée (APLD). « *Cette décision a pour objectif de faire face à la hausse spectaculaire des coûts d'énergie (gaz et électricité nécessaires à la cuisson et à la stérilisation des plats et recettes cuisinés), qui seront multipliés par dix dès le début de l'année* », précise l'entreprise dans un communiqué. lemediaen442.fr 19 décembre 2022

Infos sur la situation au Pérou

Pérou : Des officiers se révoltent contre l'usurpatrice - Bolivar Infos 19 Décembre 2022

Nous, les officiers subalternes, techniques, les sous-officiers et les troupes en général cantonnés dans la vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM) et sur les frontières n'accomplirons aucun acte contraire à la vie humaine et nous déclarons en rébellion contre l'usurpatrice, Dina Arcelia Baluarte Zegarra. De même, nous sommes contre ce système exploiteur et corrompu auquel la Constitution politique du Pérou de 1993 donne son aval.

Nous, la glorieuse, armée péruvienne, ne respecterons pas l'état d'urgence que nous considérons comme une violation des droits fondamentaux de la nation péruvienne et déclarons la guerre aux généraux et aux colonels qui s'agenouillent devant les politiciens, les procureur et les trafiquants de drogue à cause de leurs appétit et de leurs intérêts personnels. Nous lançons un appel à notre police nationale du Pérou humaine pour qu'elle dépose les armes. Dans le cas contraire, pour la vie de notre famille paysanne, on procèdera au désarmement militairement grâce à des tactique de guerre.

Malheureusement, la guerre est souvent inévitable. Même si personne n'aime l'idée de devoir quitter sa famille, des millions de nos ancêtres se sont levés en arme pour défendre leur pays. C'est à cause de ces vaillants soldats que les menaces que notre pays a affrontées n'ont pas détruit notre liberté. C'est pourquoi le peuple péruvien auquel nous le devons, nous appelle à défendre ses droits fondamentaux : principalement l'éducation, la santé et le travail pour le peuple péruvien, que depuis

des années 90, un secteur qui se dit « politique » négocie au prix du sang et du feu pour protéger les intérêts privés. Bolivar Infos 19 Décembre 2022

Pérou : Dina Boluarte annonce la restructuration du cabinet - Bolivar Infos 19 Décembre 2022

La présidente de fait du Pérou, Dina Boluarte, a annoncé la destitution de son premier ministre Pedro Angulo dans le cadre de la crise politique que traverse le pays et qui a fait au moins 25 morts dans les protestations qui exigent la convocation d'élections anticipées et la libération de Pedro Castillo.

La présidente désignée par le Congrès qui a pris ses fonctions en tant que vice-présidentes de Castillo a indiqué qu'elle cherche un Gouvernement qui ait la connaissance des institutions mais qui soit aussi « un peu plus politique pour pouvoir affronter » les protestations sociales. Bolivar Infos 19 Décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

L'Occident force Zelensky à attaquer par Valentin Vasilescu - politros.com 19 Décembre 2022

Le plan du général Sergey Surovikin visant à mettre hors service les infrastructures critiques de l'Ukraine commence à montrer son efficacité. L'algorithme suivi par les Russes dans l'exécution de ce plan a fait que les armes fournies par l'OTAN sont restées bloquées dans les régions frontalières de l'Ukraine. Et leurs sites de stockage sont frappés quotidiennement par des missiles russes.

1. L'OTAN a compris que Surovikin a pris l'initiative stratégique et s'il parvient à conserver cette initiative, quelle que soit la quantité d'armes modernes que l'Occident enverra en Ukraine, elles n'atteindront jamais la ligne de front.

2. Sur le front, les Russes font un usage intensif de l'aviation tactique, de l'artillerie et des MLRS, infligeant à l'armée ukrainienne de lourdes pertes en technologie de combat. Des pertes qui ne peuvent être remplacées par l'Occident. Chaque jour qui passe, l'armée ukrainienne perd de plus en plus de sa force de frappe. En effet, l'absence d'appui-feu cloue les unités ukrainiennes, essentiellement composées d'infanterie et de réservistes, dans des tranchées et des fortifications. Une fois sorties de ces fortifications, les compagnies d'assaut ukrainiennes se retrouvent seules, et leurs contre-attaques et tentatives d'infiltration se soldent par de lourdes pertes et un retour à leurs anciennes positions.

3. Outre les missiles de croisière, les Russes lancent également des drones cibles tels que le E95M, doté d'un réflecteur polyédrique qui imite le signal radar des missiles de croisière, dans les régions de Kharkov, Donetsk, Zaporozhe, Dnepropetrovsk, Kherson et Nikolayev. Il s'agit de « leurres » pour les batteries de missiles AA ukrainiennes déployées dans ces zones. Ils sont ainsi en mesure de les localiser et d'en frapper un nombre croissant. L'objectif de Surovikin est de créer des voies sécurisées pour les avions russes dans toutes ces régions dans un délai de 30 à 45 jours.

4. La population urbaine ukrainienne commence à ressentir pleinement l'impact de l'absence de conditions de vie minimales et ne se réjouit plus des déclarations triomphalistes de l'administration

de Kiev. Bien qu'ils ne se rebellent pas encore, certains signes indiquent qu'un changement de mentalité des Ukrainiens est sur le point de se produire.

5. Zelensky a également commencé à perdre le soutien extérieur dont il bénéficiait au début de l'opération spéciale. Cela a été démontré par le refus de la FIFA et du Qatar de permettre à Zelensky de faire son discours habituel avant le début de la finale de la Coupe du monde.

Pour toutes ces raisons, les généraux de l'OTAN pressent l'Ukraine d'attaquer maintenant, avant qu'il ne soit trop tard. Même si cela signifie la perte de 30 000 à 50 000 soldats ukrainiens. Si l'Ukraine ne le fait pas d'ici le 31 décembre, en janvier 2023, elle sera tellement affaiblie qu'elle ne pourra même plus tenir ses lignes défensives actuelles. politros.com 19 Décembre 2022

Russie: Vladimir Poutine inaugure un nouveau champ gazier en Sibérie pour exporter vers la Chine - RFI 22 décembre 2022

Le vaste gisement de Kovykta situé à l'ouest du lac Baïkal a été découvert en 1987. Mais il n'a pas été exploité pendant des années, alors que ses réserves de gaz sont estimées à quelque 1 900 milliards de mètres cube.

Grâce aux réserves de Kovykta, Moscou compte augmenter ces exportations pour atteindre 20 milliards de mètres cubes de gaz chaque année. Le gaz provenant de ce vaste champ devrait alimenter le gazoduc Force de Sibérie 1, qui dessert le nord-est de la Chine.

La Russie prévoit par ailleurs la construction d'un autre gazoduc Force de Sibérie 2 qui devrait lui alimenter la Chine via la Mongolie. Sa construction devrait commencer en 2024, marquant définitivement un tournant vers l'Est de la stratégie énergétique russe. RFI 22 décembre 2022

La Tunisie est ingouvernable.

En Tunisie, "ce qui vient de se passer est un tremblement de terre" - Courrier international 18 décembre 2022

Les élections législatives organisées par le président Kaïs Saïed samedi 17 décembre viennent d'enregistrer le plus faible taux de participation de l'histoire récente du pays : seulement 8,8 % du corps électoral s'est rendu aux urnes, révélait peu après la fermeture des bureaux de vote Farouk Bouasker, le président de la commission électorale.

Les 1.055 candidats étaient pour la plupart inconnus avec moins de 12 % de femmes. Surtout, il leur était interdit d'afficher une affiliation politique. Presque tous les partis, s'estimant marginalisés, boycottaient le scrutin.

Monica Marks, spécialiste du Moyen-Orient à l'Université de New York à Abu Dhabi, explique :

“Les Tunisiens pensent que l'élection est une imposture et qu'ils ont perdu le contrôle du processus, mais ils sont tellement concentrés sur les biens de première nécessité qu'ils n'ont pas l'énergie de sortir dans la rue et de faire une autre révolution.”

Le scrutin de samedi a été précédé par trois semaines d'une campagne électorale plus que discrète, *“avec peu d'affiches dans les rues et aucun débat sérieux au sein d'une population largement préoccupée par les difficultés économiques”*, rapporte le *Jordan Times*.

De plus, alors que le Parlement précédent disposait de pouvoirs étendus, les candidats élus au scrutin de samedi *“ne pourront ni nommer un gouvernement ni le censurer, sauf dans des conditions draconiennes quasi impossibles à respecter”*, explique le politologue Hamadi Redissi. Comme toutes les lois depuis juillet 2021, la nouvelle loi électorale a été promulguée par décret, souligne *The New York Times*. Elle neutralise les partis politiques en obligeant les candidats à se présenter à titre individuel dans chaque circonscription. *“Et même une assemblée pleine d'opposants politiques serait largement impuissante, car la nouvelle Constitution augmente considérablement le pouvoir du président, réduisant le Parlement à un rôle consultatif.”*

Youssef Chérif, du *Columbia Global Center*, voit *« mal le président démissionner ni même reconnaître l'échec de ces élections »*. Même après le très faible score pour le référendum sur la Constitution cet été (30,5 % de participation), il a *« toujours refusé d'admettre une défaite »*, souligne-t-il. Et *« comme il a tout fait pour remettre en place le système présidentieliste qui existait avant 2011, les législatives sont marginales à ses yeux »*. *Courrier international* 18 décembre et *20minutes.fr* 19 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 23 décembre 2022.

Ils osent tout. C'est même à cela qu'on les reconnaît...

**Marcher 11 minutes "d'une façon idiote" pourrait vous faire vivre plus longtemps - Yahoo
22 décembre 2022**

A vous dégoûter d'en manger. Qu'est-ce qui est le plus indigeste ?

**Voilà ce qu'il se passe si vous ne croquez pas les huîtres avant de les avaler - Yahoo 22
décembre 2022**

Rappelez-vous, les huîtres sont vivantes et doivent l'être pour être consommables. *"Lorsque vous mettez l'huître dans la bouche, il faut la mâcher et l'avalier. Si vous ne la croquez pas, elle peut continuer à sécréter par stress dans votre estomac des sécrétions qui peuvent être extrêmement indigestes"*, a-t-il expliqué rappelant ainsi l'importance de la tuer, directement dans la bouche. Yahoo 22 décembre 2022

N'en mangez plus pour ne pas être (à nouveau) les cobayes des trusts pharmaceutiques.

**Grippe aviaire : les volailles françaises devraient recevoir un premier vaccin à l'automne 2023
- Journal du Dimanche 22 décembre 2022**

Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a annoncé vouloir établir une « *stratégie vaccinale* » pour la saison 2023-2024 et éviter un troisième hiver ravageur à la filière.

Pour « *éviter une nouvelle crise* », les grandes lignes d'un plan d'action multipliant les défis, car il n'existe à ce stade ni d'autorisation de mise sur le marché d'un vaccin ni réglementation européenne autorisant la vaccination, ont été dévoilées.

Bien qu'aucun vaccin ne soit encore considéré comme suffisamment efficace pour protéger les volailles d'une épizootie de grippe aviaire, l'exécutif dit s'attendre à l'obtention de premiers résultats significatifs des expérimentations en laboratoire d'ici mars 2023. « *À date, ils sont plutôt encourageants, avec une bonne réponse au virus* », a assuré le ministère de l'Agriculture que relaie l'Agence France-Presse. Journal du Dimanche 22 décembre 2022

J-C – Qui ignore encore que leur unique intention n'est pas de nuire à la santé de la population ?

Capitalisme : Stop ou encore ? Comment ils vous empoisonnent délibérément.

Insouciant: McDonald's, Walmart et Taco Bell alimentent la crise de la résistance aux antibiotiques - Mondialisation.ca, 20 décembre 2022

Les données publiées lundi par la Food and Drug Administration américaine révèlent une augmentation des ventes d'antibiotiques médicalement importants utilisés dans la production de poulet, de bœuf et de porc. Une enquête menée par le Bureau du journalisme d'investigation et le *Guardian* désigne des détaillants et des chaînes de restaurants qui s'approvisionnent en bœuf contenant des antibiotiques nocifs.

Pour lire l'article :

<https://www.mondialisation.ca/insouciant-mcdonalds-walmart-et-taco-bell-alimentent-la-crise-de-la-resistance-aux-antibiotiques/5673546>

La question qui tue l'idéologie monstrueuse du genre : Qu'est-ce qu'une femme ?

J-C – Je vous conseille de regarder attentivement la vidéo ci-dessous.

« Qu'est-ce qu'une femme ? » Le document qui remet à leur place les idéologues du genre - lemediaen442.fr 22 décembre 2022

« *Qu'est-ce qu'une femme ?* » est un documentaire américain de 2022 traitant des questions de genre et de transgenre, présenté par Matt Walsh, produit et publié par The Daily Wire et réalisé par Justin Folk. Faussement naïf, Matt Walsh a posé sa question (qui est une question piège) à des universitaires et à des bobos californiens, sans obtenir de réponse bien précise. La distinction entre imaginaire et réalité semble floue. Les Massais, eux, ont des réponses claires et nettes. Conclusion : les Occidentaux sont les meilleurs clients des laboratoires, que ce soit pour les vaccins expérimentaux, les médicaments hormonaux ou les théories perverses.

Walsh réussit un coup de force en mettant à nu les idéologues du genre en leur posant cette question très simple « *Qu'est-ce qu'une femme ?* » Il a été impossible aux interlocuteurs de répondre ! « *J'ai d'abord commencé à poser cette question : "Qu'est-ce qu'une femme ?" parce qu'il m'est venu à l'esprit, tout comme à beaucoup d'autres personnes, que c'est une question à laquelle les idéologues du genre ne peuvent pas répondre et cela fait tomber en quelque sorte toute la façade de l'idéologie du genre* », a déclaré Matt Walsh dans une interview avec National Review. Nous conseillons à nos lecteurs de découvrir ce documentaire qui met en évidence l'absurdité abyssale des idéologues Woke. « *Je pense que l'idéologie du genre peut être battue, car elle ne résiste à aucun examen. Et donc tout ce qu'il faut, c'est que nous ayons un peu d'audace, que nous la regardions en face et que nous posions quelques questions de base.* »

Une nouvelle clientèle : les enfants transgenres

Selon une étude de 2013, seulement 2 à 14 enfants sur 100 000 s'identifiaient comme transgenres. McKinsey, qui conseille Abbvie, a été convaincant : en 2021, ils étaient 9 000 enfants sur 100 000 ! Le laboratoire AbbVie, issu d'une scission d'Abbott, déjà été condamné 50 fois pour un total de 3,4 milliards de dollars pour infractions liées aux soins de santé. Ses principaux actionnaires sont les habituels Vanguard Group (8,1 %) et BlackRock (4,57 %). Chaque enfant transgenre traité avec un

bloqueur de puberté comme le Lupron représenterait plus de un million de dollars pour l'industrie pharmaceutique (trois mois de traitement à plus de 11 000 dollars, auxquels s'ajoutent les chirurgies de transformation de genre).

Une nouvelle maladie : la « *dysphorie de genre* »

Le Lupron Depot était un traitement du cancer de la prostate, mais il n'était pas assez lucratif. Ensuite, une tentative de l'utiliser contre l'autisme a vite été rejetée comme « *science de pacotille* ». À présent, la nouvelle vache à lait est la « *dysphorie de genre* », un trouble mental dans lequel une personne éprouve une détresse importante liée à un fort désir d'être d'un autre sexe biologique. Dans le documentaire de Matt Walsh, le Dr Michelle Forcier, « *convaincue* » de l'innocuité de Lupron, affirme que les bloqueurs de la puberté sont « *entièrement réversibles* » et « *n'ont pas d'effets permanents* » et... met brusquement fin à l'entrevue lorsqu'on lui demande des données à l'appui de ces affirmations.

Des savants fous, d'Alfred Kinsey à John Money (cela ne s'invente pas), leur ont préparé une théorie du « *genre* » propre à leur apporter une nouvelle clientèle ! George Soros les soutient au nom de la liberté de choix sexuel. Le lobby LGBTQ+ a le triple intérêt de mettre à l'arrière-plan les inégalités sociales, de vendre des médicaments et de limiter la population.

Un florilège des meilleurs moments du documentaire What is a Woman? (« *Qu'est-ce qu'une femme ?* »).

[https://odysee.com/@LePartage:8/qu'est-ce-qu'une-femme-\(version:0](https://odysee.com/@LePartage:8/qu'est-ce-qu'une-femme-(version:0)

En complément.

LGBT : l'Espagne vote sa loi sur l'autodétermination du genre - Le HuffPost 22 décembre 2022

Raison de plus de haïr la méritocratie.

Emmanuel Macron décore Elisabeth Borne des insignes de grand'croix de l'ordre national du Mérite - Paris Match 22 décembre 2022

Emmanuel Macron a salué jeudi chez Elisabeth Borne une "*femme de confiance*" et d'une grande "*capacité de travail*", lors d'une remise de décoration pour marquer ses six mois à Matignon, selon plusieurs participants. "*Vous êtes une femme de confiance plus que de confiance*", a affirmé le président de la République en remettant à sa Première ministre les insignes de grand'croix de l'ordre national du Mérite, comme le veut la tradition républicaine après six mois d'exercice du pouvoir à Matignon, où Elisabeth Borne est arrivée le 16 mai. Paris Match 22 décembre 2022

La tyrannie assumée.

En cadeau de Noël, l'équipe d'Élisabeth Borne lui a offert un maillot des Bleus portant le numéro 49-3 - Journal du Dimanche 22 décembre 2022

Un maillot de l'équipe de France de football au pied du sapin de Matignon. Accompagnés de leurs conjoint(e)s, les membres du gouvernement se sont réunis mardi soir dans l'hôtel particulier de la rue de Varenne pour le traditionnel dîner de fin d'année organisé par la Première ministre. Selon un article du *Point*, les participants à la soirée, répartis dans deux salles distinctes du lieu historique, n'ont pas manqué de faire preuve d'imagination quant au cadeau choisi pour leur patronne. En guise de présent de Noël, Élisabeth Borne a reçu un maillot bleu de l'équipe de France, floqué en couleur or du numéro « 49 » à l'avant et du chiffre « 3 » à l'arrière. Un clin d'œil non dissimulé aux dix recours à l'arme constitutionnelle du 49-3 par la Première ministre, pour faire passer en force les propositions du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Ce cadeau collectif de Noël, « *une idée originale du secrétaire d'État Hervé Berville* » selon un ministre, a séduit Élisabeth Borne qui a aussitôt enfilé le t-shirt devant ses collaborateurs. « *C'est une blague de mauvais goût, elle a mis le maillot pour faire plaisir, mais c'est un sujet qu'elle ne prend pas à la légère. Ce n'est pas drôle de devoir enchaîner les 49-3 et les motions de censure* », a par la suite commenté un convive auprès du *Point*, tandis qu'un autre invité a indiqué au *Figaro* avoir « *honte* » de cette offrande « *nulle* ». Journal du Dimanche 22 décembre 2022

Qui l'a oublié ? Quand dès novembre 2013 il faisait "le ménage" place Maïdan à Kiev au côté des néonazis pour le compte de l'OTAN.

Corruption au Parlement européen : Raphaël Glucksmann appelle à «faire le ménage» - 20minutes.fr 22 décembre 2022

A l'extrême droite toute.

En Israël, le Premier ministre Netanyahu forme le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays - Le HuffPost 22 décembre 2022

Benjamin Netanyahu, a annoncé mercredi 21 décembre tard dans la soirée être en mesure de former le prochain gouvernement avec ses partenaires des partis ultraorthodoxes et d'extrême droite.

Les partenaires sont toutefois connus, dans ce qui devrait être, selon les analystes, le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël : les deux partis ultraorthodoxes Shass et Judaïsme unifié de la Torah (UJT) ainsi que les trois formations d'extrême droite « *Sionisme religieux* » de Bezalel Smotrich, Force juive d'Itamar Ben Gvir et Noam d'Avi Maoz. Le HuffPost 22 décembre 2022

Fuyez-les ! Les réseaux sociaux infiltrés par Davos par différents canaux.

#TwitterFiles : En accusant les complotistes, le FBI évite de répondre sur la censure qu'il a exercée et les 3,4 millions qu'il a versés - lemediaen442.fr 22 décembre 2022

J-C - Laissons de côté la censure à géométrie variable.

Quand Le FBI donne des millions à Twitter.

L'ancien avocat général adjoint de Twitter, Jim Baker, a été informé dans un e-mail, partagé par le journaliste indépendant Michael Shellenberger, que la société avait collecté 3 415 323 dollars auprès du FBI. « *Jim, pour votre information, en 2019, SCALE a institué un programme de remboursement pour notre réponse au processus juridique du FBI. Avant le début du programme, Twitter a choisi de ne pas percevoir en vertu de ce droit légal de remboursement pour le temps passé à traiter les demandes du FBI,* » a écrit un ancien employé de Twitter, mais finalement : « *Je suis heureux d'annoncer que nous avons collecté 3 415 323 \$ depuis octobre 2019 !* »

Pour le FBI c'est la faute des complotistes

Dans une déclaration partagée avec Fox News, un porte-parole du FBI a déclaré : « *Les hommes et les femmes du FBI travaillent chaque jour pour protéger le public américain. Il est regrettable que les théoriciens du complot et d'autres alimentent la désinformation du public américain dans le seul but de tenter de discréditer l'agence.* » lemediaen442.fr 22 décembre 2022

Faites tomber les masques. A quoi se résument les "besoins de soins de la population" selon le POID ?

La Tribune des travailleurs a publié l'éditorial de Daniel Gluckstein intitulé *Causes et remèdes de la pénurie*. De quoi s'agit-il ? De la pénurie de certains médicaments.

Il nous assure que son journal est "*publié au service des seuls intérêts ouvriers et populaires*", et que le sujet qu'il traite s'inscrit dans le cadre de la "*lutte des classes*", la preuve étant que la Tribune des travailleurs se prononce pour une "*socialisation de l'industrie pharmaceutique*".

Permettez-nous de vous poser une question.

A quelle industrie pharmaceutique faites-vous allusion, celle qui produit tous ces vaccins et médicaments chimiques de synthèse responsables d'une multitude d'effets secondaires catastrophiques et en chaîne invalidants, du déclenchement de maladies immunes le plus souvent fatals ou réduisant l'espérance de vie ? Cela semble le cas puisque vous citez Sanofi, on connaît votre penchant pour Big Pharma. Dommage que votre sollicitude ne porte pas sur l'homéopathie ou la phytothérapie ou toute autre médecine naturelle.

Ce qui nous étonne aussi, c'est que pendant près de trois ans tout au long de l'épisode du covid-19, votre attention ne s'est jamais portée sur un médicament commercialisé par Sanofi, l'Hydroxychloroquine, puis vous avez ignoré l'Ivermectine commercialisée par le laboratoire Merck, alors que ces deux molécules étaient efficaces pour soigner le Covid-19, vous les avez censurés afin de ne pas faire de l'ombre à Pfizer, Moderna et Cie ou les marchands de substances génériques encore en phase d'expérimentation et testées sur la population réduite malgré elle à l'état de cobaye, partageant ainsi la politique sanitaire criminelle de Macron, c'est bien cela monsieur Gluckstein ?

Et vous osez terminer votre éditorial en voulant nous faire croire que votre intention consisterait en "*la seule satisfaction des besoins de la population en matière de soins et de médicaments*" ou vous vous prononcez pour "*un régime de protection sociale qui part du principe que la population doit être soignée*", dites, vous vous moquez de nous, n'est-ce pas ?

Infos sur la situation au Pérou

Des organisations sociales péruviennes tiennent une veillée en hommage aux victimes de la répression - telesurtv-net 22 décembre 2022

Des représentants de la Confédération générale des travailleurs du Pérou, du Nouveau Pérou, de la Centrale unitaire des travailleurs, entre autres, étaient présents.

Diverses organisations du Pérou se sont réunies ce jeudi devant le Palais de justice de Lima (capitale) en hommage aux personnes tuées par la répression des forces de sécurité contre les mobilisations qui demandent la fermeture du Congrès, une Assemblée constituante et la démission du président Dina Bolarte.

Il s'agit de la deuxième veillée, qui a commencé à 17h00 (heure locale), avec la participation de représentants de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), Nuevo Peru, de la Central Unitaria de Trabajadores del Perú (CUT), parmi autres.

Le président de la CUT Pérou, Julio César Bazán, a déclaré qu'*"il a été très clairement configuré que nous sommes confrontés à un gouvernement qui contrôle complètement les putschistes d'extrême droite qui ont une action au Congrès"*.

De plus, il a affirmé que la population est indignée et que les travailleurs s'organisent pour rejoindre *"les luttes qui des régions restent fermes"*.

Pour sa part, l'ancienne ministre des Femmes et des Populations vulnérables, Anahí Durand, a déclaré que *« malheureusement, nous vivons dans un régime autoritaire imposé par la force militaire et je crois que les meurtres de 27 Péruviens nous le montrent, mais aussi des centaines de blessés et de détenus »*.

"Ces raids sur les organisations sociales et politiques, ce n'est pas quelque chose qui se passe dans une démocratie. Malheureusement, le gouvernement veut que nous normalisons cela, que nous tournions la page (...) La population continue de se mobiliser, l'indignation continue", a-t-il souligné.

De son côté, la présidente de la Fédération nationale des femmes paysannes, artisanes, indigènes et autochtones du Pérou, Lourdes Huanca, a déclaré que *"nous devons récupérer la démocratie qui nous a tant coûté à l'époque de la dictature de (Alberto) Fujimori et nous n'allons pas les laisser nous la prendre à cette échelle, comme ils le font avec de nombreux abus de droits"*.

De même, des membres du Congrès du banc Peru Libre ont déposé une plainte contre le président Boluarte pour génocide devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour les morts enregistrées lors de la répression des manifestations.

La plainte est également dirigée contre le président du Conseil des ministres, Luis Alberto Otárola, qui était auparavant ministre de la Défense ; ainsi que l'ex-premier ministre Pedro Angulo Arana et l'ex-ministre de l'Intérieur, César Augusto Cervantes. telesurtv-net 22 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

Ukraine: le Kremlin accuse Washington de mener une "guerre indirecte" contre la Russie - BFMTV 22 décembre 2022

Face aux journalistes, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov a estimé qu'il n'y a pas eu "*de véritables appels à la paix*" lors de cette visite, la première pour le chef d'État ukrainien depuis le début de la guerre.

Le Kremlin déplore également l'absence de "mises en garde" américaines à Volodymyr Zelensky contre "*la poursuite du bombardement des immeubles résidentiels dans les zones peuplées du Donbass*", région de l'est de l'Ukraine en partie contrôlée par des séparatistes prorusses et régulièrement visée par les forces ukrainiennes.

"*Cela montre que les États-Unis poursuivent leur ligne de guerre de facto et indirecte avec la Russie, jusqu'au dernier Ukrainien*", a ajouté le porte-parole du Kremlin.

Selon lui, la visite n'a illustré aucune "*volonté d'écouter la Russie*" et que Washington menait en Ukraine une "*de facto une guerre indirecte*" contre Moscou. "*Jusqu'à présent, nous pouvons constater avec regret que ni le président (américain Joe) Biden ni le président Zelensky n'ont dit quoi que ce soit qui puisse être perçu comme une volonté potentielle d'écouter les préoccupations de la Russie*", a déclaré aux journalistes le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. BFMTV 22 décembre 2022

Les forces armées russes ont frappé plus de 1 300 installations critiques en Ukraine - fr.news-front.info 22 décembre 2022

Les forces armées russes ont frappé plus de 1 300 installations critiques en Ukraine, réduisant considérablement le potentiel de combat des troupes ukrainiennes, a déclaré M. Gerasimov.

Selon lui, les frappes de missiles russes ont paralysé le complexe militaro-industriel ukrainien, tandis que les missiles hypersoniques russes Kinnzhal se sont révélés invulnérables à la défense aérienne ukrainienne.

L'aviation tactique et militaire russe a déjà détruit 11 000 armes ukrainiennes, effectuant environ 150 sorties par jour, et les drones de frappe russes ont détruit plus de 600 cibles ukrainiennes, a déclaré le général. fr.news-front.info 22 décembre 2022

L'Ukraine vend des jouets de Noël portant des symboles néo-nazis - fr.news-front.info 22 décembre 2022

Un « *kit du patriote* » du Nouvel An avec des symboles néo-nazis peut être acheté en Ukraine pour seulement 450 hryvnias. L'annonce de la vente a été trouvée dans le segment ukrainien de l'Internet par un canal Telegram.

Des jouets en forme d'arbre de Noël d'une valeur de 450 hryvnias (environ 850 roubles) pour 12 pièces sont apparus en vente en Ukraine, selon la chaîne. Les photos postées montrent les jouets

avec des autocollants « *patriotiques* » d'Azov, du Secteur droit et même de la division SS allemande Dead Head, très populaire en Ukraine. fr.news-front.info 22 décembre 2022

Économie.

Michael Hudson : « *L'Europe est déjà en train de s'autodétruire* » - Mondialisation.ca, 22 décembre 2022

Le Prof Michael Hudson accorde une entrevue à un magazine allemand.

Cher Professeur Hudson,

Encore une fois : Meilleures salutations de Berlin !

Voici mes questions :

1. Dans notre dernière interview pour le magazine *Four*, vous avez fait quelques prédictions qui se sont réalisées.

Vous avez parlé de crise pour les entreprises allemandes dans la production d'engrais. Cela a fait la une des journaux quelques semaines après notre entretien.

Vous avez également dit : « Ce que vous qualifiez de « *blocage de Nord Stream 2* » est en réalité une politique « *Achetez Américain* ». Cela est devenu plus que clair après la destruction des pipelines Nord Stream.

Pouvez-vous commenter cela ?

Michael Hudson : La politique étrangère américaine s'est longtemps concentrée sur le contrôle du commerce international du pétrole. Ce commerce est l'un des principaux contributeurs à la balance des paiements des États-Unis, et son contrôle donne aux diplomates américains la capacité d'imposer un étranglement aux autres pays.

Le pétrole est le principal fournisseur d'énergie, et l'augmentation de la productivité du travail et du PIB des principales économies tend à refléter l'augmentation de la consommation d'énergie par travailleur. Le pétrole et le gaz ne servent pas seulement à brûler de l'énergie, ils constituent également un intrant chimique de base pour les engrais, et donc pour la productivité agricole, ainsi que pour une grande partie de la production de plastique et d'autres produits chimiques.

Les stratèges américains reconnaissent donc que couper les pays du pétrole et de ses dérivés étouffera leur industrie et leur agriculture. La capacité d'imposer de telles sanctions permet aux États-Unis de rendre les pays dépendants du respect de la politique américaine afin de ne pas être « *excommuniés* » du commerce du pétrole.

Les diplomates américains répètent depuis de nombreuses années à l'Europe de ne pas dépendre du pétrole et du gaz russes. L'objectif est double : priver la Russie de son important excédent commercial, et capter le vaste marché européen pour les producteurs de pétrole américains. Les diplomates américains ont convaincu les dirigeants allemands de ne pas approuver le gazoduc Nord

Stream 2, et ont finalement utilisé l'excuse de la guerre de l'OTAN contre la Russie en Ukraine pour agir unilatéralement et organiser la destruction des deux gazoducs Nord Stream 1 et 2.

2. Pour notre public, nos auditeurs : Dans votre nouveau livre « *Le destin de la civilisation : Capitalisme financier, capitalisme industriel, ou socialisme* »

Vous affirmez que l'économie mondiale se fracture désormais entre deux parties, les États-Unis et l'Europe est la partie dollarisée.

Et cette unité néolibérale occidentale entraîne l'Eurasie et la plupart des pays du Sud dans un groupe distinct. C'est ce que vous venez de déclarer dans une interview de novembre 1.

Pourriez-vous l'expliquer à notre public ?

Michael Hudson : La scission n'est pas seulement géographique mais reflète surtout le conflit entre le néolibéralisme occidental et la logique traditionnelle du capitalisme industriel. L'Occident a désindustrialisé ses économies en remplaçant le capitalisme industriel par le capitalisme financier, d'abord pour tenter de maintenir ses salaires à un bas niveau en s'expatriant pour employer de la main-d'œuvre étrangère, puis pour tenter d'établir des privilèges de monopole et des marchés captifs ou des armes (et maintenant du pétrole) et des produits essentiels de haute technologie, devenant ainsi des économies rentières.

Il y a un siècle, le capitalisme industriel était censé évoluer vers le socialisme industriel, les gouvernements fournissant des services d'infrastructure de base subventionnés (tels que les soins de santé, l'éducation, la communication, la recherche et le développement) afin de minimiser le coût de la vie et des affaires. C'est ainsi que les États-Unis, l'Allemagne et d'autres pays ont construit leur puissance industrielle, et c'est aussi ainsi que la Chine et d'autres pays d'Eurasie l'ont fait plus récemment.

Mais le choix de l'Occident de privatiser et de financiariser son infrastructure de base, en démantelant le rôle du gouvernement et en transférant la planification à Wall Street, Londres et d'autres centres financiers, l'a laissé avec peu de choses à offrir aux autres pays – si ce n'est la promesse de ne pas les bombarder ou de ne pas les traiter en ennemis s'ils cherchent à garder leurs richesses entre leurs mains au lieu de les transférer aux investisseurs et aux sociétés américaines.

Le résultat est que lorsque la Chine et d'autres pays construisent leurs économies de la même manière que les États-Unis l'ont fait de la fin de leur guerre civile à la Seconde Guerre mondiale, ils sont traités comme des ennemis. C'est comme si les diplomates américains voyaient que la partie est perdue, et que leur économie est devenue tellement endettée, privatisée et coûteuse qu'elle ne peut plus être compétitive, qu'ils espèrent simplement continuer à faire des autres pays des tributaires dépendants aussi longtemps qu'ils le peuvent jusqu'à ce que la partie soit enfin terminée.

Si les États-Unis réussissent à imposer le néolibéralisme financier au monde, alors les autres pays se retrouveront avec les mêmes problèmes que les États-Unis.

3. Aujourd'hui, les premiers terminaux pour le GNL en provenance des États-Unis sont ouverts en Allemagne. Comment cela affectera-t-il le commerce et l'interdépendance/dépendance entre l'Allemagne et les États-Unis ?

Michael Hudson : Les sanctions américaines et la destruction de Nord Stream 1 et 2 ont rendu l'Europe dépendante des approvisionnements américains, à un coût si élevé du gaz GNL (environ

six fois ce que les Américains et les Asiatiques doivent payer) que l'Allemagne et d'autres pays ont perdu leur capacité à être compétitifs dans la fabrication de l'acier, du verre, de l'aluminium et de nombreux autres secteurs. Cela crée un vide que les sociétés affiliées américaines rentrent chez elles pour le combler par leurs investissements dans d'autres pays ou même par les États-Unis eux-mêmes.

On s'attend à ce que les industries lourdes, chimiques et autres de l'Allemagne et d'autres pays européens soient obligés de se déplacer aux États-Unis pour obtenir du pétrole et d'autres produits essentiels qu'on leur dit de ne pas acheter en Russie, en Iran ou dans d'autres pays. L'hypothèse est que l'on peut les empêcher de se relocaliser en Russie ou en Asie en imposant des sanctions, des amendes et une ingérence politique dans la politique européenne par les ONG américaines et les satellites du National Endowment for Democracy, comme c'est le cas depuis 1945. Nous pouvons nous attendre à une nouvelle opération Gladio pour promouvoir les politiciens prêts à soutenir cette fracture mondiale et le déplacement de l'industrie européenne vers les États-Unis.

La question est de savoir si la main-d'œuvre qualifiée de l'Allemagne suivra. C'est généralement ce qui se produit dans de telles situations. Les États baltes ont connu ce genre de rétrécissement démographique. C'est un sous-produit des politiques néolibérales.

4. Quel est votre avis sur la situation militaire actuelle dans la guerre russo-ukrainienne ?

Michael Hudson : Il semble que la Russie va facilement gagner en février ou mars. Elle créera probablement une zone démilitarisée pour protéger les zones russophones (probablement incorporées à la Russie) de l'Occident pro-OTAN afin de prévenir le sabotage et le terrorisme.

On dira à l'Europe de continuer à boycotter la Russie et ses alliés au lieu de rechercher des gains mutuels par des échanges et des investissements réciproques. Les États-Unis pourraient exhorter la Pologne et d'autres pays à « *se battre jusqu'au dernier Polonais* » ou Lituanien, imitant ainsi l'Ukraine. Ils feront pression sur la Hongrie. Mais surtout, ils insisteront pour que l'Europe dépense une somme immense pour se réarmer, principalement avec des armes américaines. Ces dépenses évinceront les dépenses sociales destinées à aider l'Europe à faire face à sa dépression industrielle qui s'étend ou les subventions destinées à relancer son industrie. Ainsi, une économie militarisée se transformera en frais généraux croissants – tandis que la dette des consommateurs et des industriels augmentera, de même que la dette publique.

Dans ce contexte, la Russie pourrait exiger que l'OTAN ramène ses frontières à celles d'avant 1991.

5. Quel est votre avis sur la situation financière actuelle de cette guerre. Les gouvernements du G7 et de l'UE parlent déjà de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Qu'est-ce que cela signifie pour les entreprises occidentales et le capitalisme financier ?

Michael Hudson : L'Ukraine peut difficilement être reconstruite. Tout d'abord, une grande partie de sa population est partie, et il est peu probable qu'elle revienne, étant donné la destruction des logements et des infrastructures – et des maris.

Deuxièmement, l'Ukraine appartient principalement à un groupe étroit de kleptocrates – qui essaient de vendre aux investisseurs agricoles occidentaux et autres vautours. (Je pense que vous savez qui ils sont).

L'Ukraine est déjà criblée de dettes, et est devenue un fief du FMI (ce qui signifie en pratique, de l'OTAN). On demandera à l'Europe de « *contribuer* », et les réserves étrangères saisies à la Russie pourront être dépensées pour embaucher des entreprises américaines qui feront un malheur financier en reconstruisant un semblant d'économie en Ukraine – laissant le pays encore plus endetté.

Un nouveau secrétaire d'État du parti démocrate fera écho à Madeline Albright et dira que le massacre de l'économie, des enfants et des soldats ukrainiens « *en valait la peine* » comme coût de la diffusion de la démocratie à la sauce américaine.

6. J'ai lu beaucoup de rapports de fond sur les sanctions contre la Russie. Il semble que les sanctions frappent de plus en plus durement la Russie, car elle ne peut pas produire elle-même tous les produits, en particulier la technologie. D'un autre côté, la Russie a maintenant des affaires et des acheteurs plus stables avec et en Chine et en Inde.

Selon votre analyse, quel est l'effet réel des sanctions ?

Michael Hudson : Les sanctions américaines se sont avérées être une aubaine inattendue pour la Russie. Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, les sanctions contre les exportations de produits laitiers de la Lituanie et d'autres pays baltes ont conduit à la floraison d'un secteur national russe du fromage et des produits laitiers. La Russie est aujourd'hui le premier exportateur mondial de céréales, grâce aux sanctions occidentales qui ont eu à peu près le même effet que les tarifs protecteurs et les quotas d'importation du type de ceux que les États-Unis ont utilisés dans les années 1930 pour moderniser leur secteur agricole.

Si le président Biden était un agent secret russe, il n'aurait guère pu aider davantage la Russie. La Russie avait besoin de l'isolement économique du protectionnisme, mais elle était encore trop sous l'emprise de la politique néolibérale de libre-échange pour y parvenir par elle-même. Les États-Unis l'ont donc fait pour elle.

Les sanctions obligent les pays à devenir plus autonomes, au moins en ce qui concerne les besoins fondamentaux tels que la nourriture et l'énergie. Cette autosuffisance est la meilleure défense contre la déstabilisation économique des États-Unis visant à forcer un changement de régime et une conformité similaire.

L'un des effets est que la Russie aura besoin d'acheter beaucoup moins à l'Europe, même après la fin des combats en Ukraine. La Russie aura donc moins besoin d'exporter des matières premières vers l'Europe. Elle pourra les produire elle-même. Le noyau industriel qu'était l'Europe pourrait se retrouver davantage en Russie et chez ses alliés asiatiques qu'aux États-Unis.

C'est le résultat ironique du nouveau rideau de fer de l'OTAN.

7. Comment décririez-vous la Chine, la Russie et l'Inde ? Y voyez-vous du capitalisme industriel ou du socialisme ?

Michael Hudson : Les RIC était le noyau initial des BRICS, aujourd'hui largement étendu pour inclure l'Iran et une grande partie de l'Asie centrale et les routes concernées par l'Initiative Ceinture et Route chinoise. L'objectif est que l'Eurasie n'ait plus à dépendre de l'Europe ou de l'Amérique du Nord.

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a souvent qualifié la « vieille Europe » de zone morte en voie de disparition. Elle n'a pas suivi les plans qu'elle avait établis il y a un siècle pour évoluer

vers une économie de plus en plus socialisée, subventionnée par l'État pour améliorer le niveau de vie et la productivité du travail, de la science et de l'industrie. L'Europe a rejeté non seulement le marxisme mais aussi la base de l'analyse marxiste dans l'économie classique d'Adam Smith, de John Stuart Mill et de leurs contemporains. Cette voie a été suivie en Eurasie, tandis que le libéralisme anti-gouvernemental de droite des écoles autrichienne et de Chicago a détruit les économies de l'OTAN de l'intérieur.

À mesure que le centre du leadership industriel et technologique se déplace vers l'Est, les investissements et la main-d'œuvre européens suivront probablement.

Les pays d'Eurasie continueront à visiter l'Europe en tant que touristes, comme les Américains aiment visiter l'Angleterre, sorte de parc à thème de la gentry post-féodale, de l'affectation des gardes du palais et autres souvenirs pittoresques de l'époque des chevaliers et des dragons. Les pays européens ressembleront davantage à la Jamaïque et aux Caraïbes, les hôtels et l'hôtellerie devenant les principaux secteurs de croissance, avec des serveurs français et allemands vêtus de leurs costumes pittoresques quasi hollywoodiens. Les musées connaîtront une activité florissante, l'Europe elle-même se transformant en une sorte de musée du post-industrialisme.

8. Actuellement, nous avons assisté à l'effondrement et à la faillite de la plateforme d'échange de cryptomonnaies FXT. La gestion de cette société semble être hautement criminelle. Comment jugez-vous cela ?

Michael Hudson : Le crime est ce qui a fait de la crypto un secteur de croissance au cours des dernières années. Les investisseurs ont acheté des cryptos parce que c'est un véhicule pour les fortunes qui se font dans le trafic international de drogue, le commerce des armes, d'autres crimes et l'évasion fiscale. Ce sont les grands secteurs de croissance post-industriels des économies occidentales.

Les systèmes de Ponzi sont souvent de bons véhicules d'investissement dans leur phase de décollage – la phase de pompage et de vidage. Il était inévitable que les criminels ne se contentent pas d'utiliser la crypto pour transférer des fonds, mais qu'ils créent en fait leurs propres monnaies « *libres de toute réglementation gouvernementale oppressive* ». Les criminels sont les ultimes libertariens du marché libre de l'école de Chicago.

N'importe qui peut créer sa propre monnaie, un peu comme les banques du Far West américain l'ont fait au milieu du XIXe siècle, en imprimant de la monnaie à volonté. Lorsque l'on faisait ses courses au début du XXe siècle, les magasins avaient encore des listes des valeurs changeantes des différents billets de banque. Les billets les mieux conçus avaient tendance à avoir le plus de succès.

9. Avez-vous connaissance de relations commerciales entre FTX et l'Ukraine, le gouvernement de Kiev ? Il y a eu quelques rumeurs et articles de presse dans les médias alternatifs à ce sujet ?

Michael Hudson : Le FMI et le Congrès ont versé de grosses sommes d'argent au gouvernement ukrainien et à ses kleptocrates en charge. Les journaux rapportent qu'une grande partie de cet argent a été remis à FTX – qui est devenu le deuxième plus grand bailleur de fonds du Parti démocrate (derrière George Soros, qui tenterait également de racheter des actifs ukrainiens). Il semble donc qu'un flux circulaire soit à l'œuvre : Le Congrès américain vote un financement pour l'Ukraine, qui place une partie de cet argent dans la crypto FTX pour payer la campagne politique des politiciens pro-ukrainiens.

10. Il y a quelques mois, la presse américaine a publié des articles sur les plans de la FED : Ils prévoient d'établir un dollar numérique, une monnaie numérique de la banque centrale (CBDC). En Europe également, la présidente de la BCE, Mme Lagarde, et le ministre allemand des Finances, M. Lindner, parlent de l'introduction de l'euro numérique.

En Allemagne, certains experts critiques avertissent que cela ne fera qu'accroître la surveillance totale de la population et des clients.

Quel est votre point de vue sur les monnaies numériques ?

Michael Hudson : Ce n'est pas mon département. Toutes les opérations bancaires sont électroniques, alors que signifie « *numérique* » ? Pour les libertaires, cela signifie qu'il n'y a pas de surveillance de la part du gouvernement, mais entre les mains du gouvernement, ce dernier aura une trace de tout ce que chacun dépense.

11. Quel est votre avis sur la faiblesse ou la force actuelle du dollar américain, de l'euro, de la livre sterling, de l'or et de l'argent ?

Michael Hudson : Le dollar restera demandé, grâce à son succès à rendre la zone euro dépendante de lui. La livre sterling a peu de moyens de soutien, et peu de raisons pour les étrangers d'y investir. L'euro est une monnaie satellite junior du dollar.

En l'absence de dollar ou d'une autre devise dans laquelle ils pourraient détenir leurs réserves monétaires, les gouvernements continueront d'augmenter la proportion d'or, car celui-ci n'est pas assorti d'obligations gouvernementales et les autorités américaines ne peuvent donc pas simplement s'en emparer, comme elles l'ont fait avec les réserves étrangères de la Russie. On ne peut pas faire confiance aux pays de la zone euro pour ne pas suivre les ordres des États-Unis de s'emparer des réserves des pays étrangers, et l'or sera donc évité.

Au fur et à mesure que le taux de change de l'euro baissera par rapport au dollar, les investissements étrangers diminueront, car les investisseurs ne voudront pas investir dans (1) un marché qui se rétrécit, et (2) des entreprises qui gagnent des euros nationaux qui valent de moins en moins de dollars ou d'autres devises fortes pour les sièges sociaux.

Bien sûr, l'or devra être conservé chez soi, afin qu'il ne puisse pas simplement être saisi, comme la Banque d'Angleterre a saisi l'or du Venezuela et l'a donné au mandataire américain de droite. L'Allemagne serait avisée d'accélérer le transport aérien de ses propres réserves d'or depuis les coffres de la Réserve fédérale américaine à New York.

12. Quelle est votre analyse actuelle des crises énergétique et financière dans le monde ?

Michael Hudson : Il n'y a pas de véritable crise mais plutôt un lent crash. L'augmentation des prix payés pour ce que les États-Unis exportent : le pétrole, la nourriture et les produits monopolistiques de l'informatique, le coût de la vie pour les consommateurs augmentant plus vite que les salaires. Il y aura donc un resserrement de la pression sur la plupart des familles. La classe moyenne découvrira qu'elle est vraiment la classe salariée après tout, et s'endettera davantage – surtout si elle tente de se protéger en contractant un prêt hypothécaire pour acheter une maison.

J'ai étudié les XI^e et XII^e siècles pour mon histoire de la dette, et je suis tombé sur une histoire qui pourrait avoir un rapport avec les questions que vous avez posées. L'OTAN continue de prétendre qu'elle est une alliance défensive. Mais la Russie n'a aucune envie d'envahir l'Europe. La raison en

est évidente : aucune armée ne peut envahir un grand pays. Plus important encore, la Russie n'a même pas de motif pour détruire l'Europe en tant qu'adversaire fantôme des États-Unis. L'Europe est déjà en train de s'autodétruire.

Je me souviens de la bataille de Manzikert en 1071, lorsque l'Empire byzantin a perdu face aux Turcs seldjoukides (en grande partie parce que son général sur lequel l'empereur comptait, Andronikos Doukas, a fait défection, puis a renversé l'empereur. *Crusade of Kings*, un jeu complémentaire, couvre largement la bataille, et affirme que la conversation suivante a eu lieu entre Alp Arslan et Romanos :

Alp Arslan : « *Que feriez-vous si j'étais amené devant vous comme prisonnier ?* »

Romanos : « *Je te tuerais peut-être, ou je t'exposerais dans les rues de Constantinople* ».

Alp Arslan : « *Ma punition est bien plus lourde. Je te pardonne et te libère* ».

C'est la punition que l'Europe recevra de l'Eurasie. Ses dirigeants ont fait leur choix : être un satellite des États-Unis.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 décembre 2022.

Incroyable, ce qu'on a oublié : Puisque c'est obligatoire, ce devrait être gratuit pour tous, non ?

- Boire et manger, l'eau et la nourriture sont obligatoires pour vivre...
- Accéder aux soins et aux traitements, c'est obligatoire pour se soigner...
- Aller à l'école et à l'université, c'est obligatoire pour acquérir des connaissances et une formation...
- L'électricité et le gaz, c'est obligatoire pour s'éclairer, se nourrir, se chauffer...
- Le téléphone et Internet, c'est obligatoire pour vivre dans leur société...
- Se déplacer pour aller travailler ou étudier, c'est obligatoire...

J-C – C'est tellement basique, élémentaire que cela en est navrant de devoir le rappeler puisque personne n'ose le dire haut et fort. C'est révélateur de la corruption idéologique qui empoisonne la plupart des cerveaux, qui sont acquis à l'économie de marché, tout a un prix et se marchande, c'est normal, au capitalisme.

Ne serait-ce pas ce renoncement, cette soumission, qui expliquerait pourquoi nous en sommes rendus à vivre dans une société toujours plus monstrueuse de cruauté ?

Totalitarisme. Quand les Etats occidentaux menacent l'existence de l'espèce humaine.

J-C – Vous remarquerez que c'est une obsession quotidienne de nuire à la population.

L'Ecosse facilite la reconnaissance légale du changement de genre, dès 16 ans - RT 23 décembre 2022

Adopté par 86 voix pour, 39 contre, en raison de la majorité dont dispose le gouvernement indépendantiste (SNP), le Parlement écossais a adopté un texte qui vise à faciliter la reconnaissance légale du changement de genre, qui est autorisé dès 16 ans.

D'une part, le texte supprime l'exigence d'un diagnostic médical et psychiatrique lors de la demande d'un certificat de reconnaissance de genre.

D'autre part, il réduit la période durant laquelle un demandeur doit avoir vécu dans son genre acquis, de deux ans à trois mois, avec une période de réflexion supplémentaire de trois mois.

Le certificat pourra donc être obtenu au bout de six mois, selon ce texte, défendu par le gouvernement indépendantiste du Premier ministre Nicola Sturgeon.

En outre, l'âge minimal pour demander ce certificat passe de 18 à 16 ans, selon ce texte, comparable à celui qui vient d'être voté par les députés en Espagne. RT 23 décembre 2022

Totalitarisme. Vous serez vaccinés contre votre gré : “Des moustiques vivants plutôt qu'un vaccin avec seringue”.

J-C - Cela avait commencé avec les OGM d'une certaine manière puisqu'on en trouve partout, avec la médecine moderne reposant sur un biais ou une fraude scientifique.

Des chercheurs utilisent des moustiques vivants génétiquement modifiés pour “vacciner” contre le paludisme - FranceSoir 19 décembre 2022

Des chercheurs de l'Université de Washington ont annoncé avoir utilisé, dans le cadre d'une étude, des moustiques génétiquement modifiés pour “vacciner” contre le paludisme. La technique de l'étude, malgré ses résultats mitigés, est présentée comme une démarche qui va “bouleverser” la vaccination. Un projet de recherche dans lequel la Fondation Gates et des entreprises du milliardaire sont très présentes.

L'Université de Washington a sollicité une société, Sanaria, qui produit les parasites modifiés. Un beau monde prend part à son financement. Des multinationales, des institutions et centre de recherche américains ainsi que de célèbres organisations. Citons la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG), dont le co-fondateur a toujours exprimé son intérêt pour les gènes modifiés, Chevron, ExxonMobil ou surtout Open Philanthropy, dont le bailleur de fonds est le co-fondateur de Facebook, Dustin Moscovitz.

Pour lire l'article :

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/des-chercheurs-utilisent-des-moustiques-vivants-genetiquement-modifies-pour-vacciner>

Totalitarisme. En oligarchie, ploutocratie, technocratie.

« On assiste à une colonisation de l'appareil étatique par des influences extérieures et par des intérêts particuliers » Michel Cucchi - FranceSoir 19 décembre 2022

Michel Cucchi, docteur en médecine et cadre de la fonction publique hospitalière, est l'invité de ce nouvel “*Entretien essentiel*” dans lequel il vient nous présenter son livre *Influences et pandémies, expériences hasardeuses et tentations autoritaires*. Un texte qui explique comment la “*décision publique*”, durant l'épidémie de la covid-19, a cessé de servir l'intérêt général pour se mettre au service d'intérêt privés, des “*influenceurs*” qui répondent à un “*agenda industriel*”.

Michel Cucchi évoque même “*une colonisation de l'appareil étatique par des intérêts particuliers. Les décisions deviennent biaisées du point de vue de l'intérêt général et finalement, elles ne sont*

conformes qu'à une mission tacite du décideur qui va se conformer aux consignes de commanditaires non identifiés".

Il évoque des décisions "*prises sur la base de critères masqués, non explicites*". "*Plus grave encore, la reddition des comptes ne se fait plus auprès du public mais davantage à des donneurs d'ordre*". Le fonctionnaire alerte sur une "*sortie des limites du jeu démocratique*". "*Cela m'évoque la notion de désinstitutionnalisation des institutions qui ne sont que des paravents pour des groupes, des oligarchies ou des kleptocraties qui arbitrent pour leur propre compte*", affirme-t-il.

Pour lire l'article et accéder à l'entretien :

<https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/michel-cucchi-colonisation-appareil-etatique>

Quand les psychopathes enragés se perdent en superlatifs. A qui veulent-ils faire peur ?

Une tempête hivernale « historique » paralyse les États-Unis - LePoint.fr 23 décembre 2022

Vague de froid: les États-Unis se préparent à vivre une "bombe cyclonique" - BFMTV 23 décembre 2022

Les Etats-Unis plongés dans une tempête hivernale extrême - Paris Match 23 décembre 2022

Jusqu'à - 55 °C : une mégatempête de neige secoue les États-Unis - LePoint.fr 23 décembre 2022

Totalitarisme. Quand le tyran se lâche.

J-C - J'insiste lourdement pour les aveugles et les sourds. Et pendant ce temps personne ne veut caractériser Macron de tyran, personne ne veut rompre avec lui et les institutions au sein du mouvement ouvrier.

Crise au Liban : pour Emmanuel Macron, « il faut changer le leadership de ce pays » - Journal du Dimanche 23 décembre 2022

Dans une interview à trois médias dont le quotidien libanais An-Nahar parue ce vendredi, le président de la République Emmanuel Macron a évoqué la crise que traverse ce pays du Moyen-Orient. Pour lui, une seule solution : « *dégager* » les responsables politiques qui bloquent les réformes. Journal du Dimanche 23 décembre 2022

En famille chez les sionistes néonazis.

Israël: les charges criminelles contre le milliardaire Beny Steinmetz abandonnées - RFI 23 décembre 2022

Toutes les charges criminelles en Israël contre le milliardaire franco-israélien ont été abandonnées, indique le parquet israélien. RFI 23 décembre 2022

Economie de guerre.

**États-Unis : le Congrès adopte une loi de finance avec 45 milliards de dollars pour l'Ukraine -
Le HuffPost 23 décembre 2022**

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 27 décembre 2022.

Suite. Quand les psychopathes enragés se perdent en superlatifs. Ils dégainent le blizzard?

Le saviez-vous ?

Les blizzards sont fréquents en hiver dans l'arctique, l'antarctique, les Prairies canadiennes, les Grandes Plaines américaines, en Sibérie et dans le nord de la Chine. Ce phénomène est particulièrement craint au Canada et dans le nord des États-Unis car il réduit grandement la visibilité, parfois jusqu'à quelques mètres. (Source : Google et Wikipédia)

Vous avez lu, c'est un phénomène fréquent, la population concernée y est préparée, pas de quoi en faire un plat. Si, si, au contraire, on va rajouter "*du siècle*" pour faire croire à un truc exceptionnel et ensuite embrayer avec le changement climatique... L'Agence Française de Propagande en tête en France.

Le "*blizzard du siècle*" fait près de 50 morts aux Etats-Unis - AFP 26 décembre 2022

États-Unis : Les autorités appellent à la vigilance face au « *blizzard du siècle* », toujours vivace - 20minutes.fr 26 décembre 2022

Tempête aux États-Unis: le « *blizzard du siècle* » cause près de 50 morts - RFI 26 décembre 2022

Etats-Unis : « *le blizzard du siècle* » n'est pas encore terminé - LePoint.fr 26 décembre 2022

En images, c'est mieux pour faire peur !

Les images de la tempête de neige au Japon qui a fait au moins 17 morts - BFMTV 26 décembre 2022

La définition du travail : Une torture !

J-C – Travail : Étymologie vers 1210; du bas latin *trepalium*, variant de *tripalium* « *instrument de torture* », du latin classique *tripalis* « *à trois pieux* ». (Source : Le Grand Robert de la langue française)

Le mot travail fut généralement associé du XIIe au XVe siècle à la peine, à la souffrance, à la douleur, à une activité particulièrement pénible, imposée par nécessité ou devoir. Dès le XVe siècle ou peut-être un peu avant, le travail était employé pour décrire une activité manuelle ou intellectuelle, mais il était toujours associé à une corvée, une obligation. A partir du XVIIe siècle, le clergé et les féodaux qui étaient les seules couches de la société ayant accès à l'instruction, le

décrire davantage comme une activité « *utile* » en commençant par les animaux de peine, puis petit à petit ce fut au tour des hommes qui allaient être soumis au pire esclavage qui soit, le capitalisme.

Le contrat de travail, tel qu'il existe en régime capitaliste entre un employeur et un employé, est la pire formule ou le pire rapport d'exploitation qui puisse exister, puisque le salarié consent d'être exploité tout en renonçant à sa liberté.

Ce que je veux montrer ici, c'est que toutes les élites n'étaient pas ou ne sont pas pourries ou irrécupérables... Et puis, il fait réfléchir, je suis friand de personnages qui aident à réfléchir, qui possèdent cette intelligence-là.

En écoutant Albert Jacquard hier après-midi, j'ai constaté qu'il avait dit une grande partie de ce que je raconte dans mes causeries ou nous sommes assez proches. Bien qu'il n'ait pas été acquis au socialisme, il n'en était plus très éloigné comme Einstein qu'il aimait à citer, quelque part il était plus socialiste et moins conformiste que bien des révolutionnaires autoproclamés. Fils de banquier, il faut avouer que c'était partir dans la vie avec un sérieux handicap, il passa son temps à le combattre sincèrement, notamment en mettant sa notoriété au service des plus démunis, mais sans parvenir à le dépasser complètement, peu importe.

Certes, il avait un côté un peu curé ou boy-scout qui pouvait indisposer, mais au moins quand il était confronté à quelque chose qu'il ne comprenait pas, il prenait la peine d'y réfléchir jusqu'à trouver des réponses satisfaisantes. Il manqua d'à-propos en certaines circonstances ou manifesta de graves illusions, notamment lors d'interviews, sur Obama par exemple, ou encore en préfaçant des ouvrages d'auteurs qui n'en valaient pas la peine, il y avait un aspect naïf dans son humanisme ou certains profitèrent de sa gentillesse.

- Albert Jacquard est né le 23 décembre 1925 à Lyon et il est décédé le 11 septembre 2013 à Paris. Ce fut un biologiste, généticien, ingénieur, mathématicien et essayiste.

Conférencier et auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation scientifique, il tient un discours humaniste destiné à favoriser l'évolution de la conscience collective. Il prit la défense de la cause palestinienne et il se prononça pour le boycott d'Israël. Source : Wikipédia.org

L'avenir du travail - Albert Jacquard 1999

https://www.youtube.com/watch?v=_tru7cOEl4

"La rentabilité n'est pas le moteur du monde" - Et si c'était demain ? - Albert Jacquard

<https://www.youtube.com/watch?v=pHYedCSH35Q>

"On sélectionne les gens les plus dangereux" - Albert Jacquard

<https://www.youtube.com/watch?v=9v9updAv018>

La vraie intelligence - Albert Jacquard

https://www.youtube.com/watch?v=DpzRONla_RU

- *La vraie forme de l'intelligence s'est de comprendre que l'on n'a pas encore compris et de faire le nécessaire pour comprendre quand même.* Albert Jacquard

J-C – Comme les grands esprits se rencontrent, c'est ce que je n'arrête pas d'expliquer dans mes causeries. En vain, car apparemment cela n'intéresse personne, pas même mes lecteurs dont l'intelligence supérieure nous dépasse, bref, on doit être très cons pour eux...

Quand un journaliste lui demanda s'il était pessimiste pour l'avenir, il répondit que malheureusement on semblait mal barré parce que la population se soumettait d'elle-même aux mesures qu'on lui imposait ou elle adoptait une attitude suicidaire.

Cela s'est magistralement confirmé au cours des trois dernières années, hélas ! Il poursuivit en disant que malgré tout on n'avait pas d'autre choix que croire en l'intelligence des masses ... ou se loger une balle dans la tête.

Je ne devrais peut-être pas vous le dire, mais étant très très mal en point, cela m'étonnerait que mes causeries passent le 31 décembre, moi si quand même, on verra par la suite si mes poumons me permettent d'oxygéner normalement mes neurones...

La pathologie des fact checker est de toujours accuser l'adversaire d'être un complotiste.

J-C – Pourquoi aborder ce sujet et particulièrement cette officine, NewsGuard ? Parce qu'elle a des antennes tentaculaires et elle est régulièrement citée par l'AFP, les médias mainstream ou d'autres officines censées œuvrer à combattre la désinformation, alors qu'en réalité, ils en sont les principaux artisans.

NewsGuard, la start-up anti « fake news » sévit en France depuis 2019 - geopolintel.fr 2 décembre 2022

Créé par deux professionnels de l'information aux Etats Unis et financé par Google Facebook et Publicis, NewsGuard a voulu analyser les sites d'information français.

Cette start-up a été fondée en 2018 aux États-Unis pour contrer l'ascension de Donald Trump lors de l'élection présidentielle américaine de 2016.

Sa spécialité c'est de labelliser les médias d'information, blogs, sites avec un indice mesurant la fiabilité de leurs publications.

En dehors des Etats Unis, Newsguard sévit au Royaume-Uni, en Allemagne en France en Italie et met en avant sa notation manuelle des sites d'information.

<http://www.geopolintel.fr/article3335.html>

Dans le blog de NewsGuard (<https://www.newsguardtech.com/fr>)

L'outil de confiance sur Internet - Restoring trust and accountability

NewsGuard - 25 W. 52nd Street, 15th Floor New York, NY 10019 USA

Le comité consultatif de NewsGuard nous indique que le Général Michael Hayden, ancien directeur de la CIA et de la NSA, collabore à l'initiative de la vérification de l'information. Il a été directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) du 30 mai 2006 au 12 février 2009, faisant la jonction entre l'administration Bush et Obama. (geopolintel.fr)

Pourquoi nous faire confiance ?

J-C – Ci-dessous leur argumentaire pour tromper les naïfs. Plus loin en prenant connaissance de leurs généreux donateurs ou donneurs d'ordres, vous en comprendrez mieux la signification.

NewsGuard – Nous attachons une grande importance au rôle central du journalisme de qualité dans la démocratie.

Nous avons une politique sur l'éthique et les conflits d'intérêts que nos analystes et nos rédacteurs se sont engagés à respecter.

Nous prenons nos décisions de façon entièrement transparente.

Nous révélons et expliquons en détail les neuf critères sur lesquels nous nous basons pour évaluer les pratiques journalistiques de chaque site d'information.

Nous ne sommes pas la boîte noire d'un algorithme.

Nos revenus proviennent des plateformes et des moteurs de recherche qui souscrivent à nos évaluations afin de les inclure à leurs flux et résultats de recherche, et de l'achat de licences par d'autres entreprises ou chercheurs.

Partenaires

- Avaaz (ONG financée notamment par Soros, Rockefeller, etc.)
- Microsoft
- Gumgum (Goldman Sachs, Morgan Stanley Expansion Capital, Amazon)
- U.S. Department of Defense
- U.S. Department of State
- National Security Innovation Network (U.S. Department of Defense)
- OMS
- Publicis Groupe

The German Marshall fund of the United States (Quelques donateurs : USAID, Open Society Foundations, Office of the French Prime Minister, J.P.Morgan Charitable Giving Fund, Exxon Mobil Corporation, European Union, European Council On Foreign Relations, Bank of America Charitable Foundation, Inc.)

J-C – Pas besoin de vous faire un dessin.

Toutes leurs institutions sont corrompus jusqu'à l'os. Qui en doutait encore ?

Corruption au Parlement européen : le Prix Sakharov en question - Réseau Voltaire 25 décembre 2022

Selon *Le Soir de Bruxelles*, les enquêteurs belges viennent d'ouvrir une nouvelle piste dans l'affaire des corruptions au Parlement européen : le Prix Sakharov pour la liberté de penser.

Institué en 1988 sur proposition du Français Jean-François Deniau, le Prix Sakharov, du nom d'un célèbre dissident soviétique, a été profondément réformé en 2003. Il n'est plus aujourd'hui décerné qu'à des personnalités soutenues par les États-Unis.

Il honore désormais « *une réalisation particulière dans un des domaines suivants : défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté d'opinion, protection des droits des minorités, respect du droit international public, développement de la démocratie et mise en place de l'état de droit.* »

Les candidatures sont présentées par les députés européens, puis sélectionnées par les membres de la Commission des Affaires étrangères et, enfin, choisies par la Conférence des présidents du Parlement européen.

Le lauréat reçoit 50 000 euros.

Il apparaît qu'en 2021, les candidatures de la Saharaouie Sultana Khaya et de la Bolivienne Jeanine Áñez ont été écartées au profit de celle du Russe Alexeï Navalny à la suite de versement occulte à des députés de la Commission des Affaires étrangères. S'il est clair que le Maroc a fait échouer Sultana Khaya, on ignore qui a fait écarter Jeanine Áñez.

On observera que si Alexeï Navalny a été présenté en Occident comme « *le principal opposant au dictateur Poutine* », il n'a fait de mal à personne, hormis celles qu'il a escroquées. Cela aurait pu être pire car la candidate placée en second, la présidente Jeanine Áñez, venait de réaliser un coup d'État en s'appuyant sur les émigrés oustachis croates [1].

En pleine guerre civile, en 2022, alors que la Russie intervenait militairement pour faire appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité des Nations unies, le prix Sakharov a été décerné au « *Peuple ukrainien* » dans son ensemble.

[1] « *La Bolivie, laboratoire d'une nouvelle stratégie de déstabilisation* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 26 novembre 2019.

Moscou révèle les noms des exécutants des programmes bio-militaires réalisés par les USA en Ukraine - french.almanar.com.lb 24 décembre 2022

Selon la Défense russe, les services secrets et les géants pharmaceutiques américains chapeautent des programmes bio-militaires en Ukraine.

Le ministère russe de la Défense dit avoir eu accès à une version élargie d'un rapport du Pentagone contenant les noms des exécutants des programmes bio-militaires réalisés par les États-Unis en Ukraine.

D'après Igor Kirillov, commandant des forces russes de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire, il s'agit d'un document de la Defense Threat Reduction Agency (DTRA), une agence

du département de la Défense des États-Unis fondée dans le but de « *protéger les États-Unis et ses intérêts des armes de destruction massive* ».

Parmi les noms cités dans le rapport figurent, selon lui, Kenneth Myers, ex-directeur de la DTRA, Tara O'Toole, vice-présidente exécutive du fonds de capital-investissement In-Q-Tel, contrôlé par la CIA, Thomas Frieden, ex-directeur des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) sous l'administration Obama, Francis Collins, ancien directeur des Instituts nationaux de la santé, Jeffrey Wadsworth, chercheur en chef de Pfizer, et d'autres encore.

« *Un cercle étroit des élites américaines* »

Toutes ces personnes seraient liées au parti Démocrate américain. Les leaders de celui-ci, a souligné M. Kirillov, inspirent les recherches bio-militaires et des « *schémas secrets de blanchiment d'argent dans l'intérêt d'un cercle étroit des élites américaines* », a affirmé le responsable russe.

Le rapport en question concernerait des activités menées en Ukraine, notamment au sein de l'Institut antipesteux Metchnikov d'Ukraine, l'Institut de médecine vétérinaire (de Kiev), l'Institut d'épidémiologie et d'hygiène de Lvov. Il porte sur trois sous-traitants du Pentagone et contient les données personnelles de trente employés de laboratoires et de sept responsables de la Défense américaine, selon le général russe. french.almanar.com.lb 24 décembre 2022

Les autorités chinoises auraient-elles décidé de se débarrasser de la mystification sanitaire ?

J-C – Ce que je crois avoir compris, c'est que les violentes mesures liberticides qu'elles avaient adoptées leur ont causé de gros dommages économiques, il était donc devenu urgent d'y mettre un terme. Xi a pu s'en servir sur le plan politique lors du congrès du PCC qui vient d'avoir lieu, pour écarter certains concurrents ou renforcer son pouvoir à la direction du PCC.

Je rajoute une dernière info, depuis hier, plus besoin de test PCR ou de certificat médical pour entrer en Chine.

Covid-19 en Chine: près de 250 millions de Chinois contaminés en vingt jours - RFI 24 décembre 2022

Chine: un demi-million de cas Covid par jour dans une seule ville, selon un responsable - AFP 24 décembre 2022

J-C - L'AFP ou l'agence de presse de Davos n'en revient pas, les autorités chinoises ont balancé d'un coup toute la propagande que les occidentaux avaient minutieusement fabriquée et imposée pendant 3 ans à la population.

AFP - "A partir d'aujourd'hui, nous ne publierons plus les informations quotidiennes sur l'épidémie", a indiqué la commission nationale de la Santé.

J-C - L'épidémie n'existe plus, c'est le retour à la vie d'avant janvier 2020, quel soulagement, mais pas pour tout le monde.

AFP - En deux semaines, le pays est passé de la terreur du virus à vivre avec Omicron.

J-C - Disparu, envolée la psychose collective ! Table rase, il n'y a rien de tel !

AFP - Des mesures prises quelques jours plus tôt, comme la fin de l'obligation de présenter un test Covid négatif de moins de 48 heures à l'entrée des transports, donnaient déjà un aperçu de la révolution en cours. Mais peu de Pékinois s'attendaient au bouleversement du mercredi 7 décembre.

Parmi les dix consignes formulées le 7 décembre par la Commission nationale de la santé, la fin du confinement en centre de quarantaine collectif a été un vrai soulagement pour les familles.

"Avant les gens auraient eu peur, aujourd'hui, on m'a simplement conseillé de boire beaucoup d'eau, de prendre des vitamines et de bien dormir."

J-C - Mais alors, c'était un virus tout ce qu'il y a de plus banal. Et c'est vrai, si vous êtes blindé en vitamines C et D, vous passerez l'hiver tranquille sans affection respiratoire, ni médicament ni injection.

AFP - Cela a aussi déclenché une avalanche de questions sur les groupes WeChat. Après les années de contrôle absolu des comités locaux de prévention et de contrôle de l'épidémie (CDC), chacun se retrouve en 24 heures « *responsable de sa santé* », comme le dit sans détour le nouveau slogan officiel.

J-C - Chaque Chinois retrouve la liberté de disposer de son corps ou de sa santé, une bonne nouvelle, sauf pour l'AFP-Macron-Davos !

AFP - L'impression d'un premier saut en parachute pour de nombreux internautes : « *Que faire, alors que notre comité de résidence nous dit de nous débrouiller seuls ?* », « *On dirait que les gardes blancs ont disparu, que faire ?* » ou encore « *j'ai fait un test PCR dans une station de dépistage dans la rue et mon résultat n'est pas revenu.* » Avec trop de retours positifs dans les éprouvettes des tests collectifs au sein des stations PCR à l'extérieur, les laboratoires sont débordés.

J-C - A moins que les tests positifs bidons devenus inutiles posent un problème ou soient contradictoires avec l'annulation de toutes les mesures antérieurement adoptées. Mais cela l'AFP ne pouvait pas le dire.

AFP - Les emojis « *moutons* » envahissent alors les réseaux sociaux. La pauvre bête n'a rien fait, mais en mandarin, le caractère « *positif* » sonne comme celui de l'animal. La capitale chinoise était jusqu'à présent une bulle sanitaire dans la bulle sanitaire. En trois ans, la plupart des Chinois n'ont jamais été confrontés à la pneumonie virale. Mais en quelques jours, les proches, la famille, les collègues de travail ont affiché un mouton sous leur profil. Ce qui a eu aussi pour effet de donner à Pékin un air de printemps 2020.

J-C - Leurs mesures liberticides ont perturbé la vie normale des hommes en présence des virus et des virus eux-mêmes. En procédant de la sorte ils ont affecté l'immunité de la population, et pour un peu certains virus ou bactéries feront davantage de morts, de quoi rassurer l'AFP et Davos.

AFP - Les rues se sont vidées. Les cartonniers et les cantonniers autour des résidences, en contact avec les déchets des tours d'habitations, sont tombés malades parmi les premiers. Puis, les livreurs et finalement tous les commerces, les institutions qui ont dû arrêter provisoirement leurs activités le temps d'être remis sur pied.

J-C - Il n'y a pas eu d'hécatombes ?

AFP - Les personnes asymptomatiques ne sont plus prises en compte dans les bilans et les critères de qualification des morts du Covid ont été réduits. L'on obtient donc ce décompte improbable - 7 décès sur tout le territoire depuis le relâchement des restrictions sanitaires depuis début décembre -, alors que les funérariums tournent à plein régime à Pékin.

J-C - L'AFP s'offusque que les autorités aient adopté une attitude conforme à la situation sanitaire réelle ou aux besoins de la population en matière de santé.

AFP - La Chine est donc passée du jour au lendemain du zéro Covid à « l'immunité de troupeau », la course pour « atteindre le pic (des contaminations) au plus vite ». Et d'après l'une des grandes figures de la lutte anti-épidémie en Chine, pour aboutir à un retour à la « vie normale » d'ici mars 2023.

J-C - Ils n'en reviennent décidément pas à l'AFP, ce n'est pas en France que cela arriverait. Sinon, cela signifie en fait qu'il n'y avait rien à craindre de ce virus ! Quoiqu'il en soit, ces sadiques ne désarment pas, ils prévoient jusqu'à 1,5 million de morts en janvier 2023

AFP - Les modélisations sont toujours compliquées en termes d'épidémies, mais certains experts annoncent entre 300 000 et 1,5 million de morts. Avec cette question : ces morts auraient-ils pu être évités avec une sortie du zéro Covid moins abrupte ? AFP/RFI 24 décembre 2022

L'heure des comptes va sonner ?

Échec de la stratégie sanitaire française. Vive les traitements précoces ! - nouveau-monde.ca 25 décembre 2022

Extraits.

Les données officielles de l'OMS sont sans appel : c'est dans les pays qui ont instauré les mesures sanitaires les plus restrictives et imposé le plus brutalement possible les pseudos vaccins que les mortalités covid cumulées par million sont les plus élevées.

La stratégie OMS de « confinement, pas de traitement précoce, tout pour les vaccins » a abouti à des désastres sanitaires.

Avant le covid les dérivés de la chloroquine avaient été administrés sans toxicité notable à des milliards de personnes pendant plus de 70 ans (depuis 1947). Brutalement, pour imposer l'autorisation temporaire des pseudos vaccins elle a été déclarée dangereuse, à l'aide d'études bidon comme celle du Lancet Gate. Le recul dont on dispose maintenant en Inde comme dans les pays africains qui l'ont promu confirme que les antipaludéens n'ont pas donné de complications notables.

Au 13 décembre 2022, les 13 008 560 983 doses de vaccin administrées¹³ ont rapporté un peu plus de 280 milliards de dollars aux firmes pharmaceutiques dont les bénéficiaires¹⁴ et les marges¹⁵ ont explosé et qui en ont probablement reversé suffisamment à leurs mercenaires (fast checkers, épidémiologistes de plateaux télé, certains académiciens et membres de la HAS, cabinets de conseil, décideurs administratifs et politiques corrompus) pour justifier leurs propos mensongers sur la prétendue toxicité et inefficacité des traitements antipaludéens et l'utilité des pseudo vaccins expérimentaux.

L'examen objectif des faits avérés analysés par des chercheurs sans liens d'intérêts avec les firmes ou les gouvernements vaccinolâtres, les données officielles de l'OMS et les courbes de l'université John Hopkins démentent totalement leur propagande marchande.

L'approche scientifique se démarque de l'attitude religieuse par la confrontation permanente des théories du moment aux faits établis ; lorsque les faits constatés ne sont pas en accord avec les théories, ces dernières doivent être abandonnées. Les religions se singularisent au contraire par l'immutabilité du dogme.

Quel que soit votre âge, ne craignez plus le covid. Plutôt que de vous faire indéfiniment injecter des traitements expérimentaux peu efficaces, constituez-vous une petite réserve de médicaments (antibiotiques, hydroxychloroquine ou Ivermectine) à prendre dès le début d'une infection compatible !

Vivez normalement sans masque, sans tests et embrassez ceux qui vous sont chers !

Battez-vous pour défendre toutes vos libertés et les soignants scandaleusement ostracisés.

Pour lire l'article :

<https://nouveau-monde.ca/echec-de-la-strategie-sanitaire-francaise-vive-les-traitements-precoces/>

La France se tiers-mondisme à toute vitesse sous le tyran Macron.

Elhana, 6 ans, n'a pas été soignée à temps, elle décède d'un arrêt cardiaque aux urgences de Montauban - lemediaen442.fr 26 décembre 2022

Le mercredi 21 décembre 2022, une fillette de 6 ans est décédée aux urgences de Montauban suite à un arrêt cardiaque. Selon La Dépêche, qui a recueilli, les témoignages, « pour sa famille, la gravité de son état n'a pas été entendue à temps. Trois jours après la mort brutale d'Elhana, sa famille est sous le choc ».

Alors que la France voit ses hôpitaux tomber en ruine, les lits disparaître et les soignants être abandonnés avec une charge de travail considérable, le pire vient de se produire à l'hôpital de Montauban avec la mort de la petite Elhana, âgée de seulement 6 ans. La tante de la petite habitante de Varennes raconte que « depuis le vendredi, elle n'était pas bien. Elle est revenue de l'école primaire de Villebrumier avec de la fièvre et toussait beaucoup ».

En 96 heures, Elhana va faire trois allers-retours aux urgences de Purpan-Toulouse, puis à Montauban... Le diagnostic à Toulouse annonce une simple toux qui serait à l'origine des douleurs thoracique. Les antidouleurs n'y feront rien. « Elle n'était vraiment pas bien, la fièvre n'était pas tombée, elle avait du mal à respirer et ne s'alimentait plus », dira sa tante Ludivine. Alors que la petite vomit du sang, les membres glacés et les lèvres bleues, les pompiers la transporteront aux urgences de Montauban. Elhana y fera un arrêt cardiaque, la réanimation pendant 50 minutes n'y changera rien. Elle décède dans la nuit de mardi à mercredi.

Devant l'école de Villebrumier où la petite était scolarisée, ses camarades ont déposé fleurs, bougies et dessins. Une enquête a été ouverte par le parquet de Montauban pour déterminer les causes exactes de la mort d'Elhana. Les parents, eux, sont effondrés devant l'incompétence de nos institutions, devenues incapables d'établir un diagnostic en 96 heures.

Le décès d'Elhana serait possiblement dû à une angine bactérienne à streptocoque A mal ou trop tardivement diagnostiquée. Selon l'ARS, Les autorités sanitaires ont été informées d'une recrudescence de formes graves d'infections invasives à streptocoque A (IISGA). Ces signalements de cas, plus importants que les années précédentes, ont été relevés dans différentes régions (Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et en Auvergne-Rhône-Alpes). Par ailleurs, le Royaume-Uni a également signalé une recrudescence de cas ces derniers jours avec la survenue de nombreux décès chez des enfants.

Et pour ajouter à l'augmentation des cas et à la défaillance des services de soins. Le traitement de ce type d'angine est l'antibiotique (amoxicilline). Une situation d'autant plus délicate que la France est actuellement dans un contexte de rupture de stocks de cet antibiotique. lemediaen442.fr 26 décembre 2022

Réforme de l'assurance-chômage : vers un nouveau durcissement des règles - lejdd.fr 25 décembre 2022

Vendredi, le ministre du Travail Olivier Dussopt a transmis aux partenaires sociaux le projet de décret mettant en œuvre la nouvelle réforme de l'assurance-chômage. Il prévoit une baisse de la durée d'indemnisation plus forte que celle initialement prévue.

Dévoilé par l'agence AEF, le texte prévoit, comme l'avait annoncé le gouvernement en présentant la réforme fin novembre, une baisse de 25 % de la durée d'indemnisation pour tous les demandeurs d'emploi ouvrant des droits à l'assurance chômage à partir du 1er février en métropole.

Toutefois, fait nouveau, il envisage aussi qu'avec un taux de chômage sous les 6 % (contre 7,3 % actuellement), la durée d'indemnisation soit réduite de 40 % et non de 25 %. lejdd.fr 25 décembre 2022

J-C – Vous noterez que les dirigeants syndicaux continuent d'entretenir des rapports avec ce gouvernement fascisant comme si de rien n'était, ils le cautionnent, et aucun parti ne rompt avec ces dirigeants, ils en sont les complices.

Les sionistes sont-ils les pires antisémites ?

Le Premier ministre Netanyahu : « Israël est devenu, si vous voulez, le laboratoire de Pfizer » - lemediaen442.fr 24 décembre 2022

Dans une vidéo sur YouTube le 5 décembre 2022, Benyamin Netanyahu explique comment, avec le PDG de Pfizer Albert Bourla, il a transformé Israël en laboratoire à ciel ouvert. « *Nous avons une base de données médicales et 98 % de notre population a un dossier médical numérisé et une petite carte. Et où que vous alliez, nous savons tout sur ce patient depuis vingt ans. Donc Israël est devenu, si vous voulez, le laboratoire de Pfizer.* »

Quant au secret des données médicales garanti par l'anonymisation des données, il a volé en éclats grâce à une ingénierie permettant d'identifier à nouveau les personnes. C'est la conclusion d'une étude réalisée en 2019 par des universitaires de l'Imperial College London et de l'UCLouvain (Université catholique de Louvain).

Albert Bourla (Israël-Abraham Bourla) a dès le début considéré Israël comme un terrain d'expérimentation :

Le 12 mars 2021, il déclarait sur Israël Science Info. : « *Bien sûr, j'ai parlé à plusieurs chefs d'État, y compris Netanyahu, et il m'a convaincu qu'Israël est un endroit avec les bonnes conditions pour l'expérimentation.* »

Loin d'être à son coup d'essai, le Premier ministre Netanyahu avait déclaré le 27 janvier 2021 au Forum économique mondial : « *Israël peut servir de test mondial pour l'efficacité du vaccin. L'État juif pourrait servir de laboratoire mondial pour l'immunité collective.* » De l'aveu de ses dirigeants, le peuple israélien aura été le bétail sur lequel les tests du vaccin auront été faits pour ensuite passer aux autres pays du monde. lemediaen442.fr 24 décembre 2022

France. Rubriques des chiens écrasés, faits divers et misérable récupération politique.

La communauté kurde parisienne victime d'une "odieuse attaque" xénophobe - Courrier International 24 décembre 2022

J-C - Un banal crime raciste commis par un excité comme il en existe de plus en plus souvent dans les pays occidentaux, pas de quoi fouetter un chat. J'ai reproduit ci-dessous tous les éléments que j'ai trouvés qui le prouve. Il avait commencé par se rendre rue Saint-Denis, mais il "*a finalement renoncé faute de monde et d'aisance pour recharger son arme en raison de sa tenue vestimentaire*", selon la procureure de Paris Laure Beccuau. De retour au domicile parisien de ses parents, où il vivait, il est ensuite allé à pied rue d'Enghien, vers le centre culturel kurde Ahmet-Kaya, dont il connaît la localisation. (AFP/RT 26 décembre).

Si on s'en tient strictement aux faits, à savoir que l'auteur de cette fusillade voulait tout simplement tuer des étrangers, c'est par hasard ou la faute à pas de chance, parce qu'elles étaient au mauvais endroit au mauvais moment que c'est tombé sur des personnes d'origine kurde, voilà tout.

Mais c'était sans compter sur les alliés de l'extrême centre, la pseudo-gauche et extrême gauche qui allait immédiatement instrumentaliser ce fait divers.

Le contexte allait être exploité par Macron et l'idiot utile à son service, Mélenchon.

- En marge de la manifestation qui s'est tenue ce samedi 24 décembre à Paris en hommage aux Kurdes tués vendredi dans le 10e arrondissement de Paris, Jean-Luc Mélenchon a qualifié la fusillade qui a fait trois morts « *d'attentat* » et « *d'acte terroriste* » et a donc demandé selon sa logique la saisine du parquet national antiterroriste (PNAT), ce qui n'était toujours pas le cas, vingt-quatre heures après les faits. Selon Jean-Luc Mélenchon, cette fusillade « *n'est pas une aventure individuelle* ». (Chez Mélenchon et consort, le déni de la réalité ou la falsification des faits s'inscrit dans le besoin plus profond de nuire systématiquement à la vérité, il en fait encore la démonstration ici. – J-C)

Emmanuel Macron, le chef de l'Etat, a dénoncé une odieuse attaque contre les kurdes de France et adressé ses pensées aux victimes et à leurs proches. Un message franc du président de la République pour marquer l'aspect prémédité de l'attaque.

Le PNAT a indiqué au Figaro qu'à ce stade ce triple meurtre n'était qualifié ni d'attentat ni d'acte terroriste.

Le tireur a ouvert le feu devant le Centre culturel kurde Ahmet-Kaya, puis dans un restaurant et un salon de coiffure voisins de la rue d'Enghien, dans le Xe arrondissement.

À ce stade, le parquet de Paris a ouvert une enquête de droit commun pour assassinats et tentatives d'assassinat à caractère raciste.

"Le tueur a manifestement voulu s'en prendre à des étrangers, reste à savoir si c'était spécialement sur les Kurdes mais aucun élément ne permet de le savoir", a déclaré le ministre de l'Intérieur.

Selon Darmanin cité par The New York Times *"le tireur, dont la police n'a pas révélé l'identité, était un citoyen français, qui n'avait jamais été repéré par les services de renseignement et n'appartenait à aucun groupe radical d'extrême droite connu"*. Le suspect, un retraité de 69 ans, « *aurait agi seul* ».

Le père du tireur, âgé de 90 ans, a décrit son fils comme *"un taiseux"* et quelqu'un de *"vraiment renfermé"* qui *"ne vivait pas comme tout le monde"*, selon des propos rapportés par L'Écho. *"Ce matin, il n'a rien dit en partant [...] Il est cinglé. Il est fou"*, a-t-il ajouté. Courrier International, europe1.fr et Le Journal du Dimanche 24 décembre 2022

Suite de l'affaire Adrien Quatennens. De quoi LFI est-il le nom ? A qui profite le crime ?

Le HuffPost - La France Insoumise, déjà plombée en interne par un nouvel organigramme jugé peu satisfaisant, est confrontée dans le même temps à une « *grève militante* » de ses jeunes. En cause : la gestion du cas Quatennens.

Le 13 décembre, les Jeunes Insoumis de Poitiers sont « *écœurés* ». Ils n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la décision des députés LFI de réintégrer en avril leur collègue du Nord, condamné le matin même à de la prison avec sursis pour violences conjugales. *« Notre combat devient incohérent et ne nous rend plus fier de porter haut notre étendard de justice, de liberté, d'égalité et d'harmonie »*, écrivent les jeunes de Poitiers dans une série de tweets.

« Incohérence », *« trahison »* ... Les mots reviennent dans quasiment tous les communiqués publiés en moins d'une semaine par les différentes branches jeunesse LFI aux quatre coins du pays. Strasbourg, Bordeaux, Toulouse, Metz, Valenciennes, Nanterre, Haute-Vienne, Paris-Nord-Est, Lyon, Marseille ce jeudi 22 décembre...

Jusqu'au « *Discord insoumis* », force de frappe de la France insoumise sur les réseaux sociaux, ils sont au moins une vingtaine d'annexes à réclamer l'exclusion pure et simple d'Adrien Quatennens. En attendant, les actions au nom de LFI sont suspendues et, fidèles à leur esprit fatécieux, les cybermilitants s'amuse à faire des cartes de France, façon météo, des grèves militantes touchant le mouvement.

« Si Quatennens s'était rendu coupable de fraude fiscale, ils l'auraient viré direct. Cela prouve bien qu'il y a un fossé générationnel, que contrairement à ce qu'ils disent, ils n'ont pas compris les enjeux du combat féministe aujourd'hui », résume Robbin, un des membres des Jeunes Insoumis de Poitiers, au micro de France Inter.

« Nous voulons dire aux membres de cette nouvelle direction que si nous voulons 'faire mieux', alors nous risquons de devoir faire sans eux », mettent en garde les jeunes de la Vallée du Gier dans la Loire. Le HuffPost 22 décembre 2022

Quand ceux qui invoquent « le devoir d'exemplarité » sont infréquentables.

Qu'on se souvienne, pendant trois ans LFI (et la Nupes plus tard) ont adopté la version officielle d'une pandémie mondiale, qui allait servir à justifier des mesures liberticides d'une violence inouïe contre la population, qui se soldèrent par des millions de morts inutiles dans le monde... Ils ont tout cautionné, la muselière, les tests PCR, les gestes barrières, le confinement, le code QR, la prise en otage de l'ensemble de la population réduite à servir de cobaye aux trusts mafieux pharmaceutiques en lui injectant des produits géniques en phases expérimentales aux effets secondaires inconnus, bref, ils ont soutenu cette épouvantable dictature sanitaire, ce sont de zélés partisans d'une autre escroquerie, le Green New Deal initié également par le Forum économique mondial, ils se placent au côté de l'OTAN dans la guerre en Ukraine, etc. et ils osent invoquer « le devoir d'exemplarité », ils se comportent comme Macron finalement, il leur sert de modèle.

Grille de lecture.

- Un certain nombre de militants ou sympathisants de LFI et de la Nupes sont rongés par le wokisme et le libéralisme libertaire, ce sont des bombes à retardement susceptibles d'être activés ou d'exploser à tout moment ou plus précisément quand l'oligarchie financière le décide.
- "On n'a pas le choix de s'exprimer publiquement" = *Le Monde* leur accorde généreusement une tribune. A partir de là une question se pose : A qui profite le crime dont *Le Monde* se fait le complice, devinez ?
- Pour une broutille, pourquoi en viennent-ils à lyncher publiquement un de leurs dirigeants, au nom de quoi ? Certainement pas des intérêts collectifs qu'ils prétendaient représenter, ils figurent parmi les plus décomposés ou pourris parmi les agents de la réaction. Qu'ils soient alliés au PS et à EELV en font des cibles idéales.
- La cellule de Poitiers de LFI en cheval de Troie, les médias n'ont pas perdu de temps pour la repérer et la mettre en scène.
- Ces apprentis dictateurs, qui sont très minoritaires dans leur mouvement, espéraient selon leur terme "que le groupe parlementaire exclurait Adrien Quatennens", autrement dit, ils s'offusquent de ne pas avoir été consultés sur la décision adoptée par les dirigeants de leur mouvement, ils jugent le procédé antidémocratique, mais si cette mesure avait été conforme à leur désir, ils l'auraient jugé démocratique. Par conséquent, ce qu'ils contestent ce sont les statuts, l'organisation, les organes de direction et les dirigeants de leur mouvement, bref, on aura compris que cette opération a pour but la fragilisation, mieux, la dislocation de la Nupes et au-delà de LFI.

LFI n'est pas notre tasse de thé comme chacun sait, la Nupes encore moins, je les ai caractérisé de droite, de réactionnaire. Ce qui leur arrive pourrait se produire dans n'importe quel courant ou parti politique, même le plus démocratique, la question n'est pas celle-ci pour nous. Je voulais juste montrer comment les différents éléments de cette opération médiatico-politique s'articulent et sont récupérés par Le Monde qui représente les intérêts politiques de nos ennemis.

Ceux qui s'acharnent sur Adrien Quatennens roulent pour la réaction. Ils sont passés d'une banale dispute qu'ils ont montée en épingle, dont on n'aurait jamais dû entendre parler, à une cabale bruyante, puis à un lynchage public pour fragiliser ou briser la direction de LFI, voilà tout.

Affaire Quatennens : plus d'un millier de militants LFI demandent l'exclusion du député - europe1.fr 26 décembre 2022

Ce lundi, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, plus d'un millier de militants de La France insoumise et de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) demandent son exclusion définitive, et non temporaire.

Les signataires demandent aux dirigeants du mouvement politique d'appliquer ses promesses : « *Oui, le privé est politique, mais aucun agresseur n'a sa place dans nos partis, nos organisations, nos institutions, dans nos hémicycles* ». Le « *devoir d'exemplarité* » est aussi un sujet mis en avant dans cette tribune.

"*On espérait tous que le groupe parlementaire exclurait Adrien Quatennens après la décision de justice*", souligne par exemple Sandra Vidot, militante LFI de Poitiers au micro d'Europe 1. "*Il y a un manque de démocratie dans le parti*", tonne-t-elle, "*où on n'écoute pas vraiment les militants et on ne leur demande pas leur avis. On n'a pas le choix de s'exprimer publiquement*", poursuit la militante insoumise. europe1.fr et Le Journal du Dimanche 26 décembre 2022

Pour 1.200 milliards de dollars.

Le boom de la guerre par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 25 décembre 2022

Échange de cadeaux de Noël entre Zelensky et Biden dans leur rencontre à la Maison Blanche. Le président ukrainien a apporté à Biden la loi, tout juste signée, qui abolit le Tribunal administratif de district de Kiev, déjà dans le collimateur du Département d'État USA qui avait sanctionné le président du Tribunal pour "*violation des droits humains*". La raison réelle pour laquelle le Tribunal a été aboli est qu'il avait ouvert une procédure contre les néo-nazis ukrainiens et leurs crimes. De son côté Biden a offert à Zelensky la première batterie de missiles Patriot et l'engagement de lui fournir, en 2023, 45 nouveaux milliards de dollars, sous forme d'armes et assistance militaire. Zelensky a déclaré, dans son discours au Congrès, que ce qui est fourni par les USA à l'Ukraine pour la guerre est "*un investissement dans la sécurité mondiale et dans la démocratie*".

Le Congrès USA a approuvé pour 2023 une dépense militaire de 858 milliards de dollars (13 fois celle de la Russie). Le bilan du seul Pentagone enregistre une augmentation de 10% par rapport à celui de l'an dernier, équivalents à 70 milliards de dollars de plus, soit 36 milliards en plus que ce qu'avait demandé le Président même. La dépense militaire étasunienne, pour le seul budget du Pentagone, équivaut à celle des 10 pays suivants ayant les plus grosses dépenses militaires à

l'échelle mondiale. Au budget du Pentagone s'ajoutent d'autres dépenses militaires pour environ 400 milliards de dollars qui portent la dépense militaire étasunienne effective à plus de 1.200 milliards de dollars. Cette colossale augmentation, titre le *New York Times*, crée "*un nouveau boom pour les producteurs d'armes*". Tout cela confirme la volonté de Washington de continuer à alimenter la guerre contre la Russie qui est en train de provoquer en Europe une crise sans précédents. Mondialisation.ca, 25 décembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 décembre 2022.

Pour info.

Dmitri Medvedev décrit l'avenir du monde : « On ne peut que compatir avec les citoyens ordinaires des pays de l'UE. » - lemediaen442.fr 27 décembre 2022

<https://lemediaen442.fr/traduction-dmitri-medvedev-decrit-lavenir-du-monde-on-ne-peut-que-compatir-avec-les-citoyens-ordinaires-des-pays-de-lue/>

Paru dans le journal russe « *Rossiyskaya Gazeta* » – Numéro fédéral : n° 292

Santé. Capitalisme stop ou encore ou la Bourse ou la vie ? Leur humanisme est la politesse des salauds, des assassins...

France : Le mouvoir.

Indre-et-Loire : une sexagénaire meurt d'une crise cardiaque après avoir été refusée aux urgences - Yahoo 27 décembre 2022

En fin de journée, une habitante de Fondettes, âgée d'une soixantaine d'années, a ressenti de plus en plus de difficultés à respirer. Son mari l'a amené à la clinique la plus proche, les urgences de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).

En manque d'effectifs, l'accueil lui aurait conseillé d'appeler le 15 ou de se rendre directement au CHU de Tours selon le quotidien La Nouvelle République.

Des urgences saturées

De retour à leur domicile, le mari appelle le Samu et une équipe est envoyée au domicile du couple. Entre-temps, la sexagénaire est malheureusement victime d'une crise cardiaque. Arrivés au domicile du couple, les secouristes ont bien essayé de réanimer la pauvre dame mais sans succès. Yahoo 27 décembre 2022

La Grande-Bretagne : L'abattoir.

Les médecins renvoient chez eux avec du sirop des parents et leur fillette malade, celle-ci n'y survivra pas - closermag.fr 27 décembre 2022

Une petite fille de 22 mois est morte après avoir été renvoyée des urgences. Le personnel des urgences a renvoyé les parents en leur disant de lui donner du sirop et du paracétamol.

Kris Thompson et Iboyla Adam ont le cœur brisé après la mort de leur petite fille de 22 mois. Selon le Mirror, Hailey Thompson est morte quelques heures après avoir été renvoyée de l'hôpital. La famille a déclaré que Hailey Thompson avait été diagnostiqué d'un virus le 18 décembre dernier. Seulement, le personnel des urgences aurait seulement conseillé aux parents de lui donner du sirop et du paracétamol au lieu d'antibiotiques. La petite fille est morte dans son sommeil le jour même.

"Après avoir attrapé une toux et un écoulement nasal le 7 décembre, Hailey a consulté un généraliste qui lui a prescrit des antibiotiques, mais elle a arrêté de les prendre en raison d'une réaction allergique", explique le Mirror. Ses parents l'ont alors emmené chez un autre médecin une semaine plus tard et ce dernier leur a prescrit du Calpol au lieu d'antibiotiques.

Son état semblait s'améliorer puisqu'elle a pu courir, manger, boire et se coucher à l'heure habituelle. Seulement, à 23 heures le même jour, Kris Thompson a trouvé sa fille haletante, le forçant à appeler les urgences.

Après avoir appelé une ambulance, l'opérateur du 111 a informé Kris qu'il y aurait deux heures d'attente. Ce qui l'a forcé à conduire son enfant à l'hôpital. Malheureusement, arrivée aux urgences, la famille a dû attendre cinq heures avant que la petite Hailey ne soit examinée. Après avoir testé sa tension artérielle, le médecin aurait dit à la famille de rentrer chez elle. *"On a dit à ses parents de la garder hydratée, de lui administrer du Calpol et de la ramener aux urgences si son état ne s'était pas amélioré au bout de trois jours"*, explique le média. Hailey Thompson a été mise au lit à 18h15 le 18 décembre et six heures plus tard, elle a été retrouvée "raide" et "décolorée". closermag.fr 27 décembre 2022

Désinformation et propagande. Quel virus, quel Covid-19, quelle pandémie ? Connait pas ! Quel cauchemar pour le Forum économique mondial !

J-C - Les médias en sont les porte-parole. Le contexte :

BFMTV - Les autorités chinoises ont cessé depuis dimanche de publier des données quotidiennes sur la situation sanitaire.

J-C - Ce que les tyrans ne supportent pas est bien pire que cela : C'est le retour à la situation sanitaire normale antérieure à janvier 2020 en Chine et à l'échelle mondiale, ce qu'ils ne peuvent pas dire aussi clairement. Car pour eux la stratégie de la terreur contre les peuples doit continuer indéfiniment, et c'est le seul moyen qu'il leur reste pour gouverner et se maintenir au pouvoir.

Covid-19: les États-Unis envisagent des restrictions pour les voyageurs venant de Chine - BFMTV 28 décembre 2022

Le gouvernement américain pourrait imposer aux voyageurs en provenance de Chine de nouvelles restrictions liées au Covid-19 du fait d'inquiétudes sur le *"manque de données transparentes"* fournies par Pékin sur la résurgence de l'épidémie, ont indiqué mercredi des représentants américains.

Le Japon, l'Inde et la Malaisie ont annoncé cette semaine un renforcement des mesures sanitaires concernant les voyageurs en provenance de Chine, citant la flambée des contaminations dans le

pays. Tokyo, par exemple, a fait savoir qu'un test négatif serait désormais nécessaire. BFMTV 28 décembre 2022

Les médias mainstream : Un cas psychiatrique.

Covid en Chine: "On s'attend à avoir une explosion de cas plus rapide", affirme Sylvie Briand (OMS) - BFMTV 28 décembre 2022

Après une politique "zéro-Covid", la Chine a assoupli les restrictions, ce qui a entraîné une flambée des cas de Covid-19. Les hôpitaux et crématoriums sont saturés. BFMTV 28 décembre 2022

Le passage du "zéro-Covid" au tous Covid ne passe décidément pas.

Covid : en Chine, le variant BF.7 serait extrêmement contagieux, faut-il s'inquiéter ? - Topsante 27 décembre 2022

Si vous pensez que l'épidémie de Covid-19 est terminée, détrompez-vous. En Chine, un nouveau variant du coronavirus SARS-CoV-2 a été détecté : il est majoritaire à Pékin depuis début décembre 2022. Baptisé BF.7, cette "nouvelle version" du coronavirus constitue en réalité un sous-variant du variant BA.5, le célèbre variant Omicron.

Des spécialistes soulignent qu'une infection par BF.7 donne les mêmes symptômes qu'une infection par Omicron : de la fièvre, de la toux, des maux de gorge, de la fatigue, un écoulement nasal...

J-C - Bref, que dal ! Comme quoi il faut lire le contenu de leurs articles de merde, et ne pas se contenter des titres destinés à tromper les lecteurs ou leur faire peur.

Ce qui se produit aussi en Chine et qu'il faut interpréter objectivement, c'est que les autorités chinoises ont littéralement terrorisé la population pendant 3 ans, alors quand elles leur sortent d'un coup que tout est terminé, entendez que c'était un sordide bluff, elle n'y croit pas, elle continue de se croire menacée par un danger inexistant, et dès la moindre petite toux ou le moindre nez qui coule, elle bondit à l'hôpital, ce qui va donner l'impression d'une épidémie qui en réalité est saisonnière ou inexistante, sans danger.

Voilà sur quoi surfent les ordures de médias occidentaux pour faire croire à leurs propres populations qu'une pandémie continuerait de sévir et justifier à nouveau des mesures liberticides, tel le port du masque par exemple. Ils l'évoquent au dernier paragraphe ci-dessous

Notons aussi que de nombreux chinois vont continuer de porter leur muselière à l'extérieur ou dès qu'ils se retrouveront dans un milieu fermé en présence d'autres personnes.

Topsante - Bref, il faut rester vigilant et continuer à appliquer les gestes-barrière aussi souvent que possible... Topsante 27 décembre 2022

J-C - Comme quoi ils sont uniquement animés de mauvaises intentions envers la population.

Sur la situation au Pérou.

Pérou : Les vraies raisons de la destitution de Castillo - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Castillo était sur le point de signer le contrat avec les Chinois pour la construction du train sud-américain qui, partant de Tumbes arriverait à Tacna et de là à Cuzco et Puno et de Puno irait en Argentine et au Brésil.

Ce réseau de trains était directement relié au grand port que les Chinois sont en train de construire à Chancay et tout cela donnait aux Chinois une présence géopolitique et stratégique dans toute l'Amérique du Sud et déplaçait définitivement les États-Unis de la région.

Cela, les Yankees n'allaient pas le permettre, et la destitution a été conçue par l'ambassade nord-américaine, ce qui explique pourquoi l'ambassadrice nord-américaine, Lina Kenna, a immédiatement eu une entrevue avec Boluarte le lendemain du jour où elle a pris le pouvoir.

Quand le gouvernement de Donald Trump a nommé Lisa Kenna ambassadrice au Pérou en 2020, le département d'État a émis un « *certificat de compétence* » qui révèle que « *avant de rejoindre le service étranger, elle a été pendant neuf ans officier de l'agence centrale de renseignements.* » (CIA).

Il existe par conséquent un facteur stratégique de premier ordre dans la destitution de Castillo, et c'est un épisode de plus dans la guerre géopolitique actuelle entre les impérialistes yankees et la Chine. En ce même mois de décembre, aux États-Unis, on a interdit l'usage du TikTok chinois sur le territoire nord-américain et ce même mois, on a interdit la vente des téléphones portables chinois.

2. En 2023, les concessions minières, les contrats pour l'extraction du gaz, les concessions pour le téléphone seront caducs et ces grandes entreprises sont en train de chercher le renouvellement des contrats et des concessions pour les prochaines 40 années pour continuer à exploiter, à piller nos ressources naturelles, sans payer d'impôt. De plus, avec les nouvelles méthodes d'exploitation minière, dans 40 ans, il ne restera plus que des roches pelées totalement stériles, sans aucun minerai, et le pays n'en aura bénéficié en rien.

Quelques exemples :

Selon la loi minière édictée par Fujimori, toutes les dépenses, que les compagnies minières réalisent que ce soit en matières premières, en machines, etc., seront remboursées par l'État péruvien. Cela veut dire que si une compagnie minière dépense 120 000 000 de dollars en matières premières et en machines et doit payer 100 000 000 d'impôts, ceux-ci seront décomptés des 120 000 000 qu'elle a dépensés et de plus, l'État doit leur accorder (leur faire cadeau de), 20 000 000 de plus, de sorte que les compagnies minières non seulement ne payent pas d'impôts, mais qu'en plus on leur fait cadeau de millions.

Cela n'existe qu'au Pérou et en aucun autre endroit du monde et ne peut être changé parce que la Constitution actuelle l'interdit. C'est pour cela qu'ils ne veulent pas changer la Constitution et pour aucune autre raison, aucunement pour la défense de la démocratie.

Cette semaine, le président de la société péruvienne des mines est allé sur la chaîne 8 et a déclaré qu'il était temps de réactiver les gisements miniers, ce qui comprend la remise aux grandes entreprises étrangères des terres des communautés paysannes. Il est évident que dépouillés de leurs

terres, les paysans vont se révolter. Ils seront soumis, au sang et au feu, auront de nombreux morts, parce que c'est la seule façon de chasser les communautés de leurs terres. Dans les temps de famine qui se profilent, exproprier les communautés de leurs terres, c'est condamné les paysans à mourir de faim.

Dans les affrontements entre la compagnie minière de Tia Maria de la Southern Copper Corporation et les communautés paysannes, ceux qui ont attaqué, frappé et tiré sur les membres des communautés étaient des tueurs à gages immigrants vénézuéliens, des matons qui agissaient en coordination avec la police.

La police a même des contrats avec des compagnies minières qui les payent pour réaliser la surveillance de leurs installations.

Les compagnies minières exigent qu'on leur remette les gisements de lithium avant que les Chinois les exploitent. Les gisements d'uranium ne paient pas non plus d'impôts et le kilo d'uranium, qui est 2000 fois plus cher que le kilo d'or, ne paye pas d'impôts non plus.

Les membres du Congrès ont présenté 37 projets de loi destinés à accorder les gisements miniers et pétroliers du Nord et à prolonger les concessions de l'énergie électrique et du téléphone également pour 40 ans. Pour cela, ils ont modifié l'article 113 de la Constitution pour abaisser à 67 voix la suspension temporaire et suspendre Castillo pour 12 mois parce qu'ils ne voulaient pas qu'il soit au gouvernement en 2023 pour accorder toutes les ressources au capital étranger. Évidemment, cela n'est pas gratuit, mais au contraire, le pot-de-vin sera gigantesque et les contrats ne seront pas changés parce que la Constitution actuelle l'interdit, de sorte que le pillage se poursuivra éternellement et ne s'achèvera que quand il n'y aura plus rien à piller.

C'est de cela qu'il s'agit dans la destitution de Castillo.

Elle est également en relation avec le gaz. Voyons, ce que disent les contrats de concession :

Article 5.6 :

L'investisseur aura la libre disponibilité du GNL obtenu de l'usine de traitement de gaz naturel et pourra l'exporter sans aucun n'impôt, y compris ceux qui demandent une mention spéciale.

Article 5.8 :

Les dépenses, les investissements que réaliseront, les investisseurs, jusqu'au début de la production commerciale seront cumulés sur un compte dont le montant sera amorti linéairement en le déduisant en portions égales sur une période de 5 ans.

En d'autres termes, non seulement il ne paye pas d'impôts, mais en plus, l'État leur donne de l'argent. C'est ce que dénonce Antauro: le libre pillage de nos ressources.

3. Il avait été prévu qu'en 2023, on déclarerait l'entrée libre dans les universités de l'État mais la droite ne veut pas que le peuple étudie. Et avec le coup d'état, elle va l'empêcher.

Le plus grand risque serait une victoire d'Antauro qui a plus de capacité et de décision que Castillo pour mener à bien la grande transformation. Et maintenant, ils essaient de lui interdire de se présenter.

Tout cela a été planifié avec précision, et ce plan a été conçu et appliqué par l'ambassade nord-américaine. William Zapata n'a ni la capacité intellectuelle ni les connaissances pour mettre au point une conjuration de cette sorte.

Mais le pillage des ressources sera d'une telle ampleur, les tueries seront tellement énormes, la faim si grande, le désespoir d'une telle ampleur, qu'il est probable que finalement, une guerre civile de longue durée qui sera féroce éclate, parce que ce sera une guerre ethnique et que les guerres ethniques sont des guerres d'extermination.

J'ai analysé la fameuse analyse du commandement conjoint des forces armées fujimoristes qui a été publié par la revue "OIGA". On y expose le plan de contrôle et d'extermination de la population et sa soumission, et on y expose le concept stratégique « *d'excédent de population nocif*. »

Le directeur de cette revue a dû fuir pour sauver sa vie.

Qui est cet excédent de population nocif ? Très simplement, ce sont les Indiens, les métisses, les montagnards, ceux qui ne devraient pas exister, et devraient être remplacés par une immigration japonaise massive comme l'avait conçu le génial stratège et ministre Tojo dans son plan géopolitique et Fujimori lui-même, l'a dit et expliqué pendant sa campagne pour les élections législatives au Japon.

Une partie de ce plan était la stérilisation forcée massive des femmes parlant quechua réalisée par le ministre de la santé de Fujimori de l'époque, Aguinaga, actuellement député fujimoriste, qui a voté pour la destitution.

À en juger par les derniers événements, on peut voir que cette doctrine de l'excédent de population nocif a été à nouveau réactivée par le commandement conjoint des forces armées parce qu'il n'y a pas que les 34 morts dont parlent les journaux, il y a beaucoup plus de morts, et cela n'est dit dans aucun journal, ni aucune chaîne de télévision.

Pérou : L'usurpatrice voudrait quitter le pays et mettre à sa place le président du Congrès - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Il semblerait que l'usurpatrice Dina Boluarte soit en train de chercher à quitter le pays et propose au Congrès mafieux un projet de loi destiné à laisser sa charge au président du Congrès puisqu'il n'y a pas de vice-président. Le bruit court que Boluarte est devenue un pantin du Congrès, qu'il y aurait une forte possibilité qu'elle fasse un roque avec le militaire qui a des antécédents à l'intérieur de la droite la plus sauvage du Pérou, José Williams Zapata.

Zapata a dirigé le commandement conjoint des forces armées et a été le chef de la criminelle « opération Chavín de Huántar qui a eu lieu en avril 1997, sous le gouvernement du dictateur Alberto Fujimori, pour sauver les 62 otages qui étaient encore prisonniers du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Dans cette attaque, ont été assassinés plusieurs guérilleros parmi lesquels le chef de l'opération Néstor Zerpa Cartolini.

Maintenant, Boluarte s'est inventé la possibilité d'un voyage (ou d'une fuite) et essaie d'imposer l'idée que le Congrès approuve une loi qui légalise ce transfert de commandement à Zapata.

Comme on le voit, au Pérou, la mafia politique parlementaire et le commandement militaire avancent de plus en plus dans leur projet de s'attribuer tout le pouvoir.

Pérou : Dina Boluarte licencié plus de 380 sous-préfets - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Le Gouvernement de la présidente de fait Dina Boluarte a licencié ou reçu la démission de 382 préfets des provinces et des districts dans 24 régions du pays, ces 15 derniers jours.

A Ayacucho, un département du centre-sud du pays qui est gouverné par Carlos Rúa (fondateur du mouvement politique Musuq Ñan), le ministre de l'intérieur a licencié 57 fonctionnaires. Dans cette région, se sont déroulées les protestations qui ont eu le plus de succès contre la destitution de Pedro Castillo, ont fait 10 morts et 72 blessé entre le 15 et le 16 décembre.

Pendant ce temps, à Junin, dans le centre, de Zósimo Cárdenas, du Mouvement Sierra y Selva Contigo Junín, le ministère de l'intérieur a licencié 41 préfets des provinces et des districts. Dans ce département, les fortes mobilisations et la réponse des agents de l'État ont fait 3 morts et 52 blessés.

Dans la résolution N° 403-2022-IN-VOI-DGIN publiée au JO le 24 décembre, on a révélé le licenciement de 177 sous-préfets de districts de 11 départements.

Au Pérou, ses fonctionnaires ont un rôle politique, loin de la mise en place des politiques publiques comme l'accord des permis pour les marches ou les manifestations, c'est pourquoi ils sont habituellement vus avec méfiance.

Leurs fonctions

Le préfet de région a la charge d'informer la direction des autorités politiques sur la situation des conflits sociaux, la coordination avec les rondes paysannes et les organisations sociales et de les soutenir dans leurs actions de défense civile et de gestion du risque de désastres.

Par la loi, le préfet de région cherche à promouvoir le dialogue entre les autorités et les organisations sociales. Il exécute aussi des actions de prévention en relation avec l'accord de garanties dans les concentrations publiques et les spectacles pour éviter tout trouble de l'ordre public.

Les sous-préfets de province désignent et remplacent les lieutenant-gouverneurs, reçoivent et traitent les plaintes contre les sous-préfets de district.

Les critiques

Dans ce contexte, on a discuté au Congrès d'initiatives destinées à éliminer la charge de préfet de région, de sous-préfet de province et de sous-préfet de district.

Le député Eduardo Castillo Rivas, du parti de droite Force Populaire, a proposé des modifications à une initiative destinées à ce que ces serviteurs de l'État n'exercent ni la représentation du président ni celle du pouvoir exécutif et qu'ils ne puissent pas non plus utiliser le budget assigné à des fins de prosélytisme.

Rubén Vargas Céspedes, qui a été ministre de l'intérieur pendant deux semaines sous le Gouvernement intérimaire de Francisco Sagasti (novembre 2020–juillet 2021) a critiqué le fait que les préfets et les sous-préfets exercent des tâches « *déformées* » et finissent par servir de support politique aux Gouvernements de service.

« *Il y a des fonctions et des responsabilités qui ne reviennent pas aux préfets et aux sous-préfets du pays. Ils remplissent un rôle plus politique en faveur du Gouvernement de service* » a dit , Vargas Céspedes, lors d'une session de la commission, de décentralisation, de régionalisation, de gouvernements locaux et de modernisation de la gestion de l'État, en octobre dernier.

« *On ne travaille pas les politiques publiques du ministère de l'intérieur et beaucoup des nominations ne sont pas les plus adéquates,* » a critiqué Vargas Céspedes.

Par contre, la députée Elizabeth Taipe Coronado, du parti de gauche, Pérou Libre, a défendu le rôle de ces fonctionnaires, en disant qu'ils contribuent à gérer les conflits sociaux et qu'ils sont un pont de dialogue entre la société et les autorités.

Après les différentes résolutions émises, les autorités politiques licenciées devront présenter les déclarations sur l'honneur des biens, des revenus et des intérêts.

Le Mexique également visé par la mafia criminelle du Forum économique mondial.

Mexique: Un coup d'Etat doux contre AMLO - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Il existe une plainte au bureau du procureur général de Mexico concernant l'organisation d'un « *coup d'Etat doux* » contre son Gouvernement, a confirmé aujourd'hui le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador.

Lors de sa conférence de presse matinale au Palais National, il a répondu affirmativement à une question d'un journaliste à ce sujet et a dit que le procureur Ernestina Godoy va lui donner une suite et « *j'ai très confiance en elle, parce qu'elle est très honnête t'es un capable d'être complice.* »

Il a dit que tout est dû au fait que nous avons des positions différentes de celles de groupes d'opposition qui ont fait partie d'un régime qui se consacrait piller le Mexique, le trait distinctif de ceux qu'ils ont appelé néo-libéralistes et que j'appelle néo-porphyristes.

Ils protègent un groupe qu'ils ont appelé compact, os, une nouvelle oligarchie, qui est apparu avec l'ancien président, Carlos Salinas de Gortari (1988–1994).

Il a raconté qu'à partir de là s'est créé un réseau de complicités dont les bénéficiaires n'étaient pas seulement les trafiquants d'intérêts mais aussi des patrons de médias, des journalistes, des fonctionnaires haut placés parce qu'on sait que les médias et les journalistes gardaient le silence quand on pillait le Mexique comme jamais dans l'histoire et qu'ils ne l'ont jamais dénoncé.

Ils ont couvert des délits comme ceux qui ont, été commis pendant la guerre contre le trafic de drogue et on sait aussi que Felipe Calderón (2006–2012) a fait savoir qu'il commencerait cet affrontement et a osé dire que celui-ci allait coûter des vies, même de civils et d'innocents, et ça a été un affrontement de haut niveau de mortalité et de massacres.

Ces médias qui sont contre nous, qui disent maintenant que la liberté d'expression n'est pas permise, ont été convoqués par Calderon qui leur a demandé de garder le silence sur ces atrocités.

Maintenant que le changement a lieu, non seulement ceux qui jouissaient de privilèges économiques et d'influences sont offensés, mais le sont également les médias, les journalistes, les intellectuels organiques et même les chefs de l'Académie.

Les processus de transformation sont ainsi, il ne faut pas s'étonner de ce qu'ils cherchent à faire parce que ce sont deux projets différents de pays. Avant, c'était piller et se répartir le butin et celui auquel il ne revenait pas, c'était le peuple simple.

Que signifie cette transformation ? Car mettre de côté les privilèges, mettre de côté la corruption et remettre tout ce qui a été volé aux plus nécessiteux, c'est ce que nous sommes en train de faire. C'est pourquoi ils organisent ces choses-là.

Ils ne se contentaient pas de conserver leurs biens, une banque, une mine, mais ils pillaient le budget public et utilisaient le Gouvernement pour faire des lois qui leur garantissent le pillage et sauver les banques et des entreprises quand elles avaient des problèmes a-t-il dit.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 29 décembre 2022.

Juste pour rire.

Les hommes qui fument connaissent un déclin mental plus rapide - AFP/Le Monde 06 février 2012

Selon une étude britannique, la consommation de tabac se traduit à long terme par des pertes de mémoire et du mal à utiliser des connaissances passées pour agir au moment présent.

J-C - Attendez, c'est du lourd, voyez le type de population qu'ils ont sélectionné : Des fonctionnaires, qui plus est britanniques ! Ouf, par chance je n'ai été ni l'un ni l'autre !

AFP - Selon une étude britannique publiée lundi 6 février dans la revue américaine Archives of General Psychiatry, les hommes qui fument connaissent un déclin mental plus rapide que les non-fumeurs en vieillissant. "*Cette étude montre que le tabac est mauvais pour le cerveau*", a commenté le Dr Marc Gordon, chef du service de neurologie à l'hôpital Zucker Hillside Hospital (Etat de New York), qui n'a pas participé à cette recherche.

Cette recherche a été menée sur des fonctionnaires britanniques (...). L'âge médian des participants au moment de la première évaluation des capacités mentales était 56 ans, avec une période de suivi de vingt-cinq ans.

Cette étude met en lumière un facteur de risque de plus pour la démence dans une population vieillissante. Le nombre de cas de démence était estimé à 36 millions en 2010 et continue à fortement augmenter, avec un doublement attendu tous les vingt ans, soulignent les auteurs de l'étude. AFP/Le Monde 06 février 2012

J-C – Ils vont nous rendre tous dingues, c'est bien ce qu'on se disait ! Eux les premiers !

Ah ben voilà, j'ai enfin trouvé une explication à mes crises de démence à un âge déjà avancé ! Entre nous, elles avaient commencé précocement, mais je n'étais pas obligé de l'avouer, j'aggrave mon cas, mes lecteurs en sont témoins. On se marre bien quand même en découvrant leurs conneries, le moins marrant, c'est qu'il y en a qui les prennent au sérieux, hélas !

Je tiens le cap depuis quelques jours à 3 clopes par jour de 5 cm, soit l'équivalent de 2 Camel de 7cm... Je me prive déjà sur tout, je suis un grand frustré, je ne vis pas encore comme un ascète, mais je n'en suis pas loin, alors si en plus on me retire ce dernier plaisir, qu'est-ce qu'il va me rester, qu'est-ce que je vais devenir bordel, un peu d'humanité tout de même ! Vaut mieux ne pas fumer du tout, je sais, on a tous de petites faiblesses, je ne fais de mal à personne, c'est cela l'essentiel.

Vous aurez compris que je me sens déjà beaucoup mieux et le moral ou l'humeur sont au beau fixe, c'est tout ce que je vous souhaite pour la suite.

Ils ne s'en remettent pas !

Chine : l'abandon soudain du « zéro Covid » inquiète à l'étranger - LePoint.fr 28 décembre 2022

Le tyran n'est pas en reste.

Covid-19 en Chine: Macron demande au gouvernement "de réfléchir à des mesures de protection des Français" - BFMTV 28 décembre 2022

"Emmanuel Macron a déjà demandé au gouvernement de réfléchir à des mesures adaptées de protection des Français dans ce contexte et de voir à la fois au niveau national et européen", indique ce mercredi l'Élysée à BFMTV.

L'Italie a déjà annoncé imposer des tests obligatoires à tous les voyageurs venant de Chine. L'île de Taïwan, que la Chine revendique comme faisant partie de son territoire, a également annoncé qu'elle procéderait à des contrôles du virus sur les voyageurs en provenance du continent.

J-C - Ce qu'ils ne supportent pas, ces despotes le disent eux-mêmes :

BFMTV - Le soudain revirement de politique sanitaire opéré par Pékin a mis fin à près de trois années de tests de masse, confinements et quarantaines prolongées...

Le Centre de prévention et de contrôle des maladies chinoises a répertorié mercredi 5.231 nouvelles contaminations et trois morts du coronavirus à l'échelle nationale, des chiffres probablement sous-estimés car les malades n'ont plus besoin de se déclarer.

J-C - Ce qui signifie, que dorénavant seuls les véritables décès causés par ce virus seraient comptabiliser, et on s'aperçoit immédiatement qu'ils sont en nombre insignifiant.

Les dirigeants du Forum économique mondial avaient monté ce coup d'Etat mondial en espérant qu'il ne prendrait jamais fin, donc ils sont très contrariés, c'est un euphémisme. Pour autant à tout moment tel ou tel Etat dans le monde pourra le réactiver, y compris les autorités chinoises dont le régime dictatorial sert de modèle à Davos.

Comment ils instrumentalisent le moindre phénomène météorologique.

Le Koweït touché par une rare tempête de grêle - BFMTV 29 décembre 2022

"On n'a pas vu une telle quantité de grêle tomber en hiver depuis 15 ans", a affirmé à l'AFP l'ancien directeur du département de météorologie du Koweït, Mohammed Karam. Jusqu'à 63 millimètres de pluie sont tombées dans certaines régions, ont affirmé les services météorologiques.

Si les épisodes de grêle sont "rares" au Koweït, ils pourraient se multiplier dans les années à venir en raison du changement climatique mondial, prévient Mohammed Karam.

Le pays du Golfe, riche en pétrole, connaît de très fortes chaleurs en été, et risque de devenir invivable à certaines périodes de l'année avec le réchauffement de la planète, selon les scientifiques. BFMTV 29 décembre 2022

J-C - Le Koweït est en grande partie un désert de sable, et la population est habituée à de très hautes températures depuis très longtemps ou toujours. Vous pouvez le vérifier ci-dessous :

Vidéo. Désert de sable du Koweït

<https://hors-frontieres.fr/desert-de-sable-du-koweit/>

Quelques oasis cernées par un vaste désert - monde-diplomatique.fr décembre 1969

Extraits.

Le paysage est celui d'un désert plat ou très légèrement ondulé, avec parfois des monticules pouvant s'élever près de la mer jusqu'à 150 mètres. A l'intérieur du pays, quelques petites oasis se sont constituées autour de maigres points d'eau.

Pendant l'été, de mai à la fin de septembre, la température est très élevée. Elle peut atteindre des maxima absolus de 50 degrés centigrades à l'ombre et 75 degrés au soleil. monde-diplomatique.fr décembre 1969

Dans la poubelle de Davos.

Votre ballonnement post repas de fêtes pourrait cacher quelque chose de plus grave - Yahoo 29 décembre 2022

Les terrifiantes prédictions de Nostradamus pour 2023 - Slate.fr 29 décembre 2022

Arrivée de l'Antéchrist, troisième guerre mondiale, Buckingham Palace en feu et intensification du réchauffement climatique: un chouette programme nous attend. Slate.fr 29 décembre 2022

La révolution en Iran est aussi jusqu'au-boutiste que le régime - Courrier international 29 décembre 2022

J-C – Parce que financer et armer le régime néonazi de Kiev qui a pris en otage la population ukrainienne et lui fait endurer une guerre, ce ne serait pas du « *jusqu'au-boutisme* » ?

LFI et la Nupes ont choisi de combattre dans le camp de nos ennemis.

La députée LFI Danielle Simonnet exhorte Adrien Quatennens à « se mettre en retrait longtemps » - Journal du Dimanche 29 décembre 2022

« *Sa défense montre qu'il n'est pas du tout dans la déconstruction patriarcale de ce qu'il a commis, mais au contraire dans la justification masculiniste. Il aurait mieux fait de se taire* », a asséné la députée de Paris. Journal du Dimanche 29 décembre 2022

J-C – Et quand une femme file une baffe à un homme, elle devrait engager une « *déconstruction matriarcale* » et cesser de se livrer à une « *justification féministe* » ? Quelle connerie, on a affaire à des déments, de dangereux fanatiques !

Il avait regretté son geste commis dans un contexte particulier, grave erreur de sa part ou précision de trop, il doit expier son crime jusqu'à ce que mort s'ensuive ont décrété ses bourreaux qui par ailleurs sont de sacrées ordures.

En propageant la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique (humaine), de la pandémie au covid-19, du genre, de la guerre en Ukraine déclarée par la Russie, notamment, ils ont démontré qu'ils avaient modifié la nature de leur engagement au point de continuer leur combat politique quotidien dans les rangs de nos pires ennemis, dont acte.

A leur manière, ils confirment les conclusions auxquelles j'étais parvenu tardivement, à savoir que les ménager ainsi que leur prédécesseurs pendant des décennies avait été une grave erreur politique, par faiblesse due à mon isolement autant que par crainte d'être traité de gauchiste, alors que cela n'allait servir à strictement rien de ne pas les caractériser tels qu'ils étaient réellement, des contre-révolutionnaires, des réactionnaires qui allaient s'avérer être de la pire espèce au fil du temps, à l'instar du PS et du PCF sur lesquels ils ont déteint ou avec lesquels ils n'avaient jamais rompu, ne parlons pas des institutions de la Ve République.

Un pays devenu made in USA.

Cinéma: pour la première fois en 33 ans, aucun film français n'est en tête du box-office en 2022 - BFMTV 29 décembre 2022

Box office France 2022 : un Top 10 100% USA et 0% scénario original (que des suites ou des adaptations de comics ou de JV)

Les productions françaises ont réalisé 27,2 millions d'entrées au total contre 54,5 millions de billets vendus pour les productions américaines. BFMTV 29 décembre 2022

Aucun film français parmi les plus vus en 2022, une première depuis 1989 - Le HuffPost 28 décembre 2022

Le box-office français est entièrement dominé par Hollywood et ses superproductions, comme « *Top Gun : Maverick* », « *Avatar 2* » ou le dernier « *Black Panther* ».

Ces chiffres du CNC nous parviennent alors que la fréquentation des salles de cinéma, grand sujet de discussions de 2022, reprend des couleurs depuis peu. Avec 14,78 millions d'entrées au mois de novembre, les salles obscures françaises ont signé leur meilleur mois de l'année Le HuffPost 28 décembre 2022

J-C - La semaine dernière j'ai lu et entendu sur des médias dits alternatifs, qu'il n'y aurait que 9 spectateurs en moyenne dans les salles de cinéma en France, l'auteur en déduisait que les Français désertaient les salles de cinéma parce que les films étaient merdiques, cependant cette conclusion ne correspond pas à la réalité. La preuve, la fréquentation annuelle est passée de 188,8 millions d'entrées en 2006 à 213,3 en 2019, le deuxième plus haut niveau depuis 53 ans.

Source :

<https://infogram.com/31aa6aec-6c62-4002-8f4f-72a3aa7f2484> et

<https://www.cnc.fr/cinema/etudes-et-rapports/statistiques/> et

<https://data.culture.gouv.fr/explore/dataset/frequentation-dans-les-salles-de-cinema/analyze/>)

- Pour la sixième année consécutive, la fréquentation des salles de cinéma a franchi en France le seuil des 200 millions avec 213,3 millions d'entrées. Soit le deuxième plus haut niveau depuis 1966 (234,2 millions), après 2011 avec 217,2 millions radiofrance.fr 31 décembre 2019

J-C - Ce qui s'est passé, c'est que le nombre de salles de cinéma (plus de 6000) a augmenté, donc le nombre total de séances (passé de 6,2 à 8 entre 2006 et 2019) et divisé d'autant le nombre de spectateurs, ce qui peut se solder par un très faible remplissage des salles certains jours ou à certaines heures, ce qui peut être trompeur, puisque lorsqu'on additionne le nombre total de spectateurs, il n'a jamais été aussi important.

Tout cela pour dire qu'on ne peut absolument pas se fier à ces médias aussi merdiques que les autres, je suis désolé de le dire.

Ils peuvent être très sympathiques en apparence, et interviewer des personnages qui paraissent honnêtes, malgré tout il ne faut jamais leur faire confiance, surtout quand ils sortent quelque chose et ne fournissent pas les éléments permettant de vérifier sur le champ leurs assertions. On doit garder cela de côté et le vérifier plus tard avant de l'utiliser sous peine de raconter n'importe quoi.

Si on a un doute et qu'on n'a pas pu vérifier une info, on peut s'en servir de cette manière-là lors d'une discussion : - Dis-moi, aurais-tu entendu parler de ça, qu'est-ce que tu en penses ? Réfléchir à plusieurs vaut mieux parfois que réfléchir seul, car on peut passer à côté de quelque chose. Cela doit m'arriver parfois, puisque personne ne veut collaborer avec moi, les lecteurs n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes ! Quand j'ai un doute, je ne publie pas, c'est tout, mais je peux me tromper aussi, désolé.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 décembre 2022.

Ils ne vous laissent même plus chier tranquille !

**Diabète : les 2 façons de détecter une glycémie élevée lorsque vous allez aux toilettes - Yahoo
29 décembre 2022**

Le maton Macron champion !

**Prisons : le nombre de détenus en France atteint en décembre 72 836, un niveau record -
AFP/RT 28 décembre 2022**

Populisme sordide. Ils ont déjà la protection de la CIA et du MI6 !

**La gauche française demande «d'accorder aux Kurdes la protection qu'ils méritent» - Paris
Match 29 décembre 2022**

**Lutter contre les inégalités sociales quand elles atteignent un tel niveau, c'est une supercherie,
il faut faire table rase du régime.**

L'Agence américaine des médicaments, la FDA vient d'autoriser un nouveau médicament contre Alzheimer, nommé Aduhelm, commercialisé par le laboratoire américain Biogen, dont le prix annuel a été fixé à 56.000 dollars, afin de "maximiser" ses profits. BFMTV 30 décembre 2022

Ils ne s'en remettent pas ! A force de vouloir justifier l'injustifiable...

**Covid-19 : Un dépistage systématique dans l'UE des voyageurs venant de Chine serait
« injustifié » - AFP/20 Minutes 29 décembre 2022**

Les Chinois toujours aussi maltraités ou empoisonnés.

J-C - Il faut comprendre que depuis longtemps les maoïstes ont transformé les Chinois en armées de zombis décérébrés, ils en ont fait des robots incapables de penser librement ou de faire preuve d'esprit critique, il leur est extrêmement difficile de comprendre ce qui se passe réellement du fait

également de la censure ou de la chape de plomb sur l'information libre, du coup ils ont des comportements irrationnels à répétition ou qui défient l'entendement.

Ils ont tous chopé ce virus ou ils sont immunisés, c'est ce qu'on n'arrête pas de leur dire. Malgré tout, ils continuent de se croire vulnérables ou menacés et ils portent encore la muselière, et au moindre symptôme d'infection respiratoire, ils se rendent chez un médecin ou à l'hôpital qui sont du coup débordés. Pire, ils vont se voir refiler des traitements de merde du type paracétamol, alors qu'un appoint en vitamine D et C plus du zinc ferait très bien l'affaire, éventuellement un antibiotique léger, ou ne rien prendre et se contenter d'une alimentation équilibrée et pas trop copieuse pendant quelques jours avec un peu de repos le temps de récupérer ou d'être à nouveau en forme.

Quand on a un peu de fièvre, c'est bon signe, c'est que le corps réagit et se bat, laissons-le faire tranquillement son travail. Il faut surveiller la fièvre, si elle monte trop haut on recourt à un antibiotique qui va s'attaquer à la cause et faire baisser mécaniquement la fièvre, il n'y a que si la fièvre persiste après 45 minutes ou 1 heure, qu'on peut recourir au paracétamol ou à un équivalent, mais pas avant. C'est cela la vraie médecine et non se bourrer de médicaments.

Covid-19 en Chine : Pékin interdit l'exportation de paracétamol - lejdd.fr 29 décembre 2022

La Chine fait face à une explosion des contaminations de Covid-19 sur son territoire. Une envolée de cas notamment due à la fin de sa politique très stricte, « *Zéro Covid* ». Alors que les autorités locales ont annoncé dimanche que la commission nationale chinoise de la Santé ne publierait plus les chiffres quotidiens des cas et décès de Covid, les hôpitaux sont surchargés et les files d'attente en pharmacie s'allongent. Face à cette situation critique, un autre problème s'impose : les pénuries de médicaments. Pékin a donc réquisitionné la production de certaines entreprises pharmaceutiques et interdit les exportations.

Concrètement, deux médicaments sont en rupture de stock dans la plupart des pharmacies chinoise : le paracétamol et l'ibuprofène. L'AFP a contacté une douzaine de pharmacies, qui rapportent des pénuries de médicaments contre la fièvre.

Selon des chiffres avancés par RTL, plus de 200 000 employés travaillent 24 heures sur 24 dans près de 1 600 usines pour les produire. Au moins une douzaine d'entreprises pharmaceutiques ont été sommées par l'État de « *garantir l'approvisionnement* » du pays en médicaments, détaille l'AFP. Les usines chinoises tournent à plein régime depuis la résurgence de l'épidémie de Covid-19. Sinopharm est l'un des plus grands groupes pharmaceutiques de Chine. Il a dépêché des dizaines de camions depuis sa filiale du Xianjing vers Pékin, transportant ainsi 100 000 boîtes de médicaments.

J-C - Quel délire !

D'après des informations relayées par RTL, il est désormais interdit d'exporter ces médicaments à l'étranger, notamment le paracétamol dont la Chine assure la moitié de la production mondiale. Même son de cloche, pour les tests antigéniques et les masques dont la production est là aussi réquisitionnée au profit du seul marché national. En Chine, pour éviter le marché noir, les pharmacies limitent désormais les achats au maximum quand elles sont approvisionnées et demandent aux clients de présenter une pièce d'identité. lejdd.fr 29 décembre 2022

Stratégie de la terreur en bande organisée.

J-C – Une perturbation météorologique qui devait durer à peine quelques jours déclencha une véritable hystérie médiatico-politique. Jugez vous-même.

Aux États-Unis, une importante tempête de neige frappe le pays depuis ce mercredi 21 décembre 2022. - francetvinfo.fr 21 décembre 2022

"Blizzard du siècle" aux États-Unis : le calme après la tempête - Euronews 29 décembre 2022

Le "blizzard du siècle" semble finalement terminé aux États-Unis.

La ville de Buffalo, une des plus violemment touchées par la tempête s'est réveillée ce mercredi sous un manteau toujours blanc, mais avec des températures beaucoup plus douces. Depuis ce jeudi, les habitants peuvent de nouveau circuler librement en voiture. Euronews 29 décembre 2022

Mimétisme. Tout se délite, alors défoncez-vous !

J-C – Quelle est la nature du développement du capitalisme de nos jours ? Vous pouvez ajouter la guerre à la Russie, la guerre à tous les peuples en instrumentalisant le climat et la santé...

États-Unis: à New York, une première boutique de cannabis a ouvert ses portes - BFMTV 30 décembre 2022

Depuis jeudi, il est parfaitement légal d'acheter du cannabis dans des boutiques officielles dans l'État de New York: le tout premier commerce agréé par les autorités a ouvert au cœur de Manhattan.

"La première vente de cannabis légal pour adultes représente un jalon historique pour l'industrie du cannabis à New York", s'est félicitée la gouverneure démocrate du quatrième État des États-Unis, Kathy Hochul.

La dirigeante s'est réjouie dans un communiqué: *"Aujourd'hui n'est que le début et je suis impatiente de poursuivre nos efforts pour faire de (l'État de) New York un modèle national pour le secteur sûr, équitable et pour le plus grand nombre, que nous sommes en train de bâtir".*

Dans la boutique, lors d'une présentation de la presse, la sénatrice locale de l'État de New York Liz Krueger, qui a porté le projet de légalisation de ce commerce, s'est dite *"honorée d'assister au lancement de la vente au détail pour adultes de cannabis"*.

Même le maire à poigne de la mégapole new-yorkaise Eric Adams, un ancien policier, a reconnu dans un communiqué que *"le marché légal du cannabis pouvait être une vraie aubaine pour la reprise économique de New York (...) par la hausse des recettes fiscales"*.

La mairie compte sur 1,3 milliard de dollars de ventes dès 2023 et 19.000 à 24.000 créations d'emplois en trois ans. BFMTV 30 décembre 2022

France. Le Conseil d'État autorise définitivement la vente de fleurs de CBD en France - Journal du Dimanche 29 décembre 2022

Le Conseil d'État retient « qu'il n'est pas établi que la consommation des fleurs et feuilles de ces variétés de cannabis avec un faible taux de THC (la molécule psychotrope inférieure ou égale à 0,3 %) comporterait des risques pour la santé publique », peut-on lire dans la décision de justice, publiée ce jeudi.

Le Conseil d'État fait par ailleurs valoir que le CBD a, selon les données scientifiques, des « propriétés décontractantes et relaxantes et des effets anticonvulsivants, mais n'a pas d'effet psychotrope et ne provoque pas de dépendance ».

En novembre 2020, la Cour de justice de l'Union européenne avait jugé illégale l'interdiction en France du CBD, au nom du principe de libre circulation des marchandises. La Cour de cassation, plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français, lui avait emboîté le pas, considérant en juin que tout CBD légalement produit dans l'Union européenne pouvait être vendu en France.

Par cette décision, le Conseil d'État permet le lancement d'une filière chanvre économiquement pérenne en France, selon les représentants du secteur. La France comptait fin 2022 quelque 2000 boutiques de CBD, selon le Syndicat professionnel du chanvre (SPC).

« Cette nouvelle victoire juridique nous conforte dans cette idée et surtout va permettre à tout un secteur de se développer avec la visibilité nécessaire », a réagi auprès de l'AFP le SPC, l'une des parties requérantes. Journal du Dimanche 29 décembre 2022

J-C – Un rappel. Ils ont de la suite dans les idées.

La prostitution et la drogue bientôt prises en compte dans le PIB français ? - lepoint.fr 10 juin 2014

L'intégration de l'économie souterraine au PIB est une obligation européenne. L'enjeu d'un tel calcul est important. Tout d'abord, il permettrait à la France de doper sa croissance, puisque, d'après les estimations, le PIB français augmenterait de plus de 3 %.

Trafic de drogue intégré au PIB : ce que ça va changer pour la France - capital.fr 31 janvier 2018

L'Insee a annoncé se conformer en partie à une demande européenne : l'argent issu du trafic de drogue, mais pas de la prostitution, sera intégré au PIB. Ce dernier ne devrait augmenter que légèrement.

Finalement, l'Insee a cédé. L'Europe demande depuis 2013 aux Etats membres d'intégrer les activités illicites dans leur produit intérieur brut (PIB). L'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique ont rapidement suivi le mouvement en prenant en compte la prostitution et le trafic de drogue dans leurs calculs. Et c'est maintenant au tour de la France. L'Insee a ainsi annoncé, ce mardi, que les revenus du trafic de drogue allaient être pris en compte pour estimer le PIB hexagonal. capital.fr 31 janvier 2018

Après le Pérou et le Mexique, la CIA et l'oligarchie bolivienne tentent un coup d'Etat en Bolivie.

La détention du principal opposant de droite plonge la Bolivie dans le chaos - Courrier International 29 décembre 2022

Un mois à peine après la fin des manifestations qui ont secoué la région de Santa Cruz, en octobre et en novembre derniers, la Bolivie replonge dans la crise.

Le mercredi 28 décembre, l'arrestation surprise de Luis Fernando Camacho, le gouverneur de cette région de l'Est et l'un des principaux opposants au gouvernement de gauche radicale du président Luis Arce (MAS, Mouvement vers le socialisme), a provoqué des troubles importants.

“Santa Cruz s’enflamme après la détention de Camacho”, écrit le quotidien de centre droit Los Tiempos en titre d'un de ses articles :

“Le chaos s’est emparé de la ville. [...] Une partie de la population a commencé à bloquer les rues et les avenues pour exiger la libération du gouverneur.”

Le siège du parquet régional a été incendié, celui de la police détruit *“par des dizaines de jeunes”*. Les deux aéroports de la ville ont été assaillis par les manifestants, tout comme les principales routes d'accès à la région.

La ville de Santa Cruz est la plus peuplée du pays et sa véritable capitale économique. Le jeudi 29 décembre, le Comité pro-Santa Cruz, association de défense des intérêts de la région, devait y convoquer une assemblée populaire pour décider de la poursuite des manifestations.

Accusé de *“coup d'État”*

Luis Fernando Camacho a été transféré par hélicoptère à La Paz, capitale administrative et siège du gouvernement, où un procureur l'a accusé de terrorisme pour la préparation présumée d'un coup d'État et a demandé une détention préventive de six mois. Camacho avait participé aux grandes manifestations populaires de 2019 qui avaient chassé du pouvoir le président Evo Morales, fondateur du MAS, poussé à l'exil. Ce dernier est, depuis, revenu au pays.

Jeanine Áñez, la présidente intérimaire qui avait succédé à Evo Morales durant un an, a elle-même été condamnée à dix ans de prison pour avoir pris part à ce coup d'État.

Sur son compte Twitter, l'ancien président – toujours homme fort – s'est félicité de l'arrestation du gouverneur de Santa Cruz :

“Finalement, après trois ans, Luis Fernando Camacho devra répondre de ses actes pour le coup d'État qui a provoqué des persécutions, des arrestations et des massacres par le gouvernement de facto.”

Cité par Los Tiempos dans un autre article, le gouverneur de Santa Cruz a lancé durant sa première comparution devant la justice, le jeudi 29 décembre :

“Je suis fier d'avoir participé à la plus grande lutte pour la liberté et la démocratie.”

Dans son éditorial, le journal compare la détention de Luis Fernando Camacho à “un enlèvement et un acharnement politique à travers une justice soumise au pouvoir exécutif”.

En octobre et en novembre, Santa Cruz avait connu d'autres journées de manifestations, qui avaient fait quatre morts, pour exiger la tenue d'un recensement de la population – il n'y en a pas eu depuis 2012 –, qui devrait lui permettre d'obtenir plus de subventions de l'État central et plus de sièges à la Chambre des députés. Courrier International 29 décembre 2022

Ils s'acharnent sur la Syrie.

858 millions de dollars pour associer la Syrie au Captagon - Réseau Voltaire 29 décembre 2022

Le président Joe Biden a promulgué, le 23 décembre 2022, le Countering Assad's Proliferation Trafficking And Garnering Of Narcotics Act, en acronyme « *loi CAPTAGON* » (H. R. 6265).

Officiellement, il s'agit de stopper le trafic de cette drogue de synthèse entre le Liban et l'Arabie saoudite. Officieusement, il s'agit de trouver un nouveau prétexte à l'acharnement des États-Unis contre la République arabe syrienne.

Depuis deux ans, alors que les Nations unies obtenaient l'aide de la Syrie contre les trafiquants, quantité d'articles de presse ont lié le trafic de Captagon libanais au président syrien Bachar el-Assad [1].

Cette drogue a été introduite au Moyen-Orient par l'Otan afin de procurer un sentiment d'invincibilité aux jihadistes [2]. Elle est constituée d'une molécule d'amphétamine unie à une molécule de théophylline par un pont éthyle.

Les États-Unis, après avoir perdu la guerre qu'ils menaient par le truchement des jihadistes, ont initié une nouvelle guerre, économique cette fois, à la République arabe syrienne sous prétexte que celle-ci pratiquerait la torture à grande échelle (Caesar Act). Le pays est assiégé de sorte qu'il est impossible, même pour les ONG humanitaires et pour les Nations unies d'y importer quoi que ce soit. Depuis que les approvisionnements provenant de Russie ont été interrompus par les sanctions contre Moscou, les Syriens n'ont plus de carburant, plus d'électricité (sauf 2 heures par jour) et commencent à souffrir de la faim. Il n'est donc pas possible d'y faire parvenir les composants du Captagon. On ne voit pas dans ces conditions comment le « régime » pourrait en fabriquer.

La loi CAPTAGON prévoit une campagne de presse internationale pour associer contre toute logique cette drogue au président el-Assad et pour populariser l'idée que la République arabe syrienne n'est qu'un narco-État. En outre, l'administration US devra produire des rapports à ce sujet. Cette campagne d'intoxication a été dotée d'un budget de 858 millions de dollars.

[1] Voir par exemple : « *On Syria's Ruins, a Drug Empire Flourishes* », *The New York Times* ou encore « *How Iran turned Syria into 'the den of Captagon* », Arab News. Plusieurs think tanks ou ONG ont également produit des rapports comme *The Syrian Economy at War Part 3 Captagon, Hashish, and the Syrian Narco-State*, Center for Operational Analysis and Research (COAR Global LTD), April 2021, ou encore *The Al-Assad Regime's Captagon Trade*, Carnegie endowment for

International Peace, octobre 2022, et surtout The Captagon Threat. A Profile of Illicit Trade, Consumption, and Regional Realities, New Lines Institute for Strategy and Policy, avril 2022.

[2] « *Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 janvier 2016.

Guerre de l'OTAN contre la Russie.

Qui est vraiment Stepan Bandera : Un héros romantique ou le Pierre Laval ukrainien ? - donbass-insider.com 28 décembre 2022

Stepan Bandera, voilà un nom que personne ou presque ne connaissait en Occident à l'orée des années 2000. Lorsque les Maïdans de la Révolution Orange (hiver 2004-2005), puis de « *la Révolution de la Dignité* » (hiver 2013-2014) furent financés et lancés par les Américains, alors ce nom commença à se répandre dans les médias. C'est sur les barricades de Kiev que les médias durent montrer quelques brides du « *héros* » Bandera.

On se garda bien d'expliquer ni l'homme, ni les drapeaux noir et rouge, ni les slogans, ni qui quoi que ce soit. Des pseudos spécialistes, en réalité propagandistes comme Galia Akkerman, des professeurs d'universités douteux, comme Cécile Vaissier, des russophobes patentés invités permanents des cocktails de l'ambassade d'Ukraine à Paris, comme Bernard-Henri Levy ou Nathalie Pasternak, voilà ce qui fut présenté à un public français manipulé et désinformé, pour expliquer le Maïdan et à travers lui Bandera.

Nous ne parlerons pas non plus des cohortes de journalistes, chiens de garde du système, que nous avons déjà souvent dénoncés, et qui furent déversés sur nos têtes par tombereaux entiers. Fruits gâtés de Sciences-Po, de l'ESJ ou autre usine à gaz de production de gens entraînés à défendre le système par tous les moyens, y compris le mensonge, la diffamation, la manipulation, le révisionnisme historique, la désinformation, la négation, les accusations inversées et la fausse nouvelle, le citoyen français lambda fut littéralement noyé, jusqu'à refuser de vouloir lui-même y comprendre quelque chose.

Alors qui était vraiment Stepan Bandera ? Il y a peu le journal *Le Figaro* faisait entrer en scène un historien... Jean-Claude Panné, homme de gauche qui s'est déshonoré à défendre l'indéfendable (12 août 2022). Alors voici simplement la biographie de Bandera, elle parle toute seule.

Pour lire l'article en entier (recommandé) :

<https://www.donbass-insider.com/fr/2022/12/28/qui-est-vraiment-stepan-bandera-un-heros-romantique-ou-le-pierre-laval-ukrainien/>

Dans la zone de la colonie de Krugliakovka dans la région de Kharkiv, deux systèmes d'artillerie M777 de fabrication américaine ont été détruits, tandis que dans la région de Konstantinovka de la République populaire de Donetsk, un lance-roquettes multiples HIMARS de fabrication américaine a été désactivé.

Moscou, 29 décembre (SANA) Les Forces armées de la Fédération de Russie continuent d'accomplir leurs tâches sur le territoire de l'Ukraine dans le cadre de l'opération militaire spéciale.

Ci-dessous, les détails mentionnés dans l'iReport du ministère russe de la Défense sur le déroulement de l'opération militaire spéciale pour ce 29 décembre

En direction de Koupiansk :

Des frappes d'artillerie ont frappé les unités des forces armées ukrainiennes dans les zones des colonies de Timkovka, Kislovka et Berestovoye de la région de Kharkiv, où plus de 20 militaires ukrainiens ont été tués, et deux véhicules de combat blindés et trois véhicules ont été détruits.

Sur le front Krasno-Limansky :

Jusqu'à 70 militaires ukrainiens ont été neutralisés et trois véhicules de combat blindés et cinq camionnettes ont été détruits par des tirs d'artillerie et des frappes aériennes contre des unités de la 95e brigade d'assaut aéroportée des forces armées ukrainiennes dans la zone forestière de Serebryansky.

En direction de Donetsk :

Les troupes russes ont poursuivi leurs opérations offensives, à la suite desquelles de nouvelles lignes et des positions avantageuses ont été occupées. Les pertes de l'ennemi dans cette direction au cours de la journée se sont élevées à plus de 80 militaires ukrainiens tués et blessés, quatre véhicules de combat d'infanterie, trois véhicules de combat blindés et six véhicules.

Dans le sens Sud-Donetsk :

Les tirs d'artillerie et les actions actives des troupes russes ont vaincu les unités des Forces armées ukrainiennes dans les régions de Sladkoe, Vladimirovka, Pavlovka, Velyka Novoselka des colonies de la République populaire de Donetsk, où au moins 30 militaires ukrainiens, deux véhicules de combat blindés et quatre camionnettes ont été détruits.

En outre, deux groupes de sabotage ukrainiens ont été éliminés dans les zones des colonies de Vremevka de la République populaire de Donetsk et de Levadne de la région de Zaporozhye.

À leur tour, les troupes de roquettes et d'artillerie ont touché quatre postes de commandement des Forces armées ukrainiennes près de la ville de Kherson, ainsi que 83 unités d'artillerie en position de tir et 102 positions de concentration de personnel et d'équipement militaires.

Dans la zone de la colonie de Krugliakovka dans la région de Kharkiv, deux systèmes d'artillerie M777 de fabrication américaine ont été détruits, tandis que dans la région de Konstantinovka de la République populaire de Donetsk, un lance-roquettes multiples HIMARS de fabrication américaine a été désactivé.

Dans la ville de Seversk, en République populaire de Donetsk, un obusier Msta-B a été détruit et dans les colonies d'Ivanovka dans la région de Zaporozhie, deux obusiers D-20 et D-30 ont été détruits.

Abattu de deux chasseurs, deux hélicoptères et sept drones :

Des avions de combat des forces aérospatiales russes ont abattu deux chasseurs Su-25 et Su-24 et deux hélicoptères Mi-8 de l'armée de l'air ukrainienne, dans la République populaire de Donetsk.

En outre, les systèmes de défense aérienne ont abattu 7 drones ukrainiens dans la République populaire de Lougansk, ainsi que quatre roquettes des systèmes de lance-roquettes HIMARS et Uragan.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 décembre 2022.

Avec leurs bons vœux (sadiques).

Twitter - Selon le syndicat SAMU-Urgences de France, 23 patients sont morts sur un brancard aux urgences en décembre, faute d'avoir été pris en charge rapidement. 23 sur seulement 13 départements. Selon le syndicat, le chiffre au niveau national pourrait même monter à 150 ! (JDD)

- Plus de 58 000 personnes ont été radiées de la liste des inscrits à Pôle emploi en novembre 2022. Un chiffre jamais atteint depuis que les statistiques du chômage existent. Interrogé par Mediapart, Pôle emploi dit n'avoir «aucune explication particulière» à fournir...

Ce record historique de radiations des inscrits à Pôle emploi [depuis que les statistiques existent] tombe au moment où le gouvernement souhaite réduire la durée d'indemnisation des chômeurs jusqu'à 40 % si le taux de chômage passe sous les 6 %...

Lequel est le plus anticommuniste ?

De nos jours pratiquement plus personne n'ignore que le PCF stalinisé depuis le milieu des années 20 et social-démocratisé depuis les années 80-90, à moins qu'il ne l'ait été avant de se staliniser, ceci expliquant cela, est étranger au communisme, la négation du communisme si vous préférez.

Si vous vous interrogez sur la nature du régime cubain, voilà qui devrait vous aider à le caractériser.

Cuba: Diaz-Canel reçoit le Secrétaire national du Parti communiste français - Bolivar Infos 28 Décembre 2022

« *Nous vous sommes très reconnaissants de votre visite en ces temps complexes pour Cuba ; nous vous remercions pour votre courage, car venir à Cuba en ce moment est un acte de courage* », a déclaré, le 19 décembre, le Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste et président de la République, Miguel Diaz-Canel Bermudez, en accueillant Fabien Roussel, Secrétaire national du Parti communiste français.

Au cours du dialogue, le chef de l'État a reconnu le Parti communiste français comme étant « *l'un des partis de gauche les plus solides, avec le plus d'histoire et de trajectoire en Europe* », et a qualifié d'énormes les défis qu'il doit relever « *pour défendre les idées communistes, du marxisme et de la classe ouvrière française* », selon le site web de la présidence. informacion@granma.cu 20 Décembre 2022

J-C – Il y a de quoi s'étrangler en présence d'une telle mystification, le PCF « *défendre les idées communistes, du marxisme et de la classe ouvrière française* » ! Soyons logique, il faut croire que ceux qui tiennent un tel discours ne défendent pas « *les idées communistes, du marxisme et de la classe ouvrière française* », non ?

Totalitarisme. Ils ne sont plus à une sanction illégale près. La France xénophobe, raciste, fascisante.

Covid-19 en Chine: le pays dissimule ses données médicales et sanitaires, une opacité qui inquiète le monde - BFMTV 30 décembre 2022

Covid-19 : la Chine assure communiquer des données « *fiabiles* » - lejdd.fr 30 décembre 2022

Vendredi, seuls 5.515 nouveaux cas et un décès ont été annoncés par le Centre chinois pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC).

En Chine, seuls les patients morts d'une déficience respiratoire provoquée par le virus et testés positifs sont considérés comme des victimes du Covid-19. lejdd.fr 30 décembre 2022

La France impose un test Covid aux voyageurs venant de Chine - AFP/LePoint.fr 31 décembre 2022

Le gouvernement français a annoncé vendredi 30 décembre qu'il faudrait désormais aux voyageurs au départ de Chine présenter un test négatif de moins de 48 heures pour pouvoir embarquer à destination de la France.

En outre, le port du masque sera obligatoire à bord des vols au départ de Chine vers la France. AFP/LePoint.fr 31 décembre 2022

Mais le patient, il est où dans tout cela ?

Vers une médecine industrielle ? - FranceSoir 23 décembre 2022

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribune/vers-une-medecine-industrielle>

Mon commentaire publié par FranceSoir.

- A l'adresse des lecteurs de mon portail. (luttedeclasse.org)

Je vous conseille la lecture et le téléchargement de cet article.

Vous vous demandiez pourquoi soutenir FranceSoir, et bien j'ai une réponse. Ne serait-ce que parce que c'est l'un des seuls médias à publier ce genre d'articles. C'est suffisant à mes yeux sans pour autant adopter l'orientation politique de FranceSoir, personne ne vous y oblige. En revanche, être informé sur ce qui se passe réellement, ça c'est indispensable pour combattre le régime en place...

Un spectacle abject destiné aux enfants au pays du nouvel ordre mondial totalitaire.

Floride : Des enfants exposés à des actes sexuels explicites de Drag Queens, une enquête est ouverte - lemediaen442.fr 30 décembre 2022

Il faut le voir pour le croire... Seins et fesses à l'air, simulation de sodomie, de masturbation, de plan à trois... A Drag Queen Christmas, en français *Un Noël Drag Queen* est un événement qui propose des performances de drag queens connues qui interprètent des chansons et des sketches de Noël, ainsi que d'autres performances telles que le stand-up.

« *A Drag Queen Christmas* » a eu lieu au Broward Center of the Performing Arts à Fort Lauderdale le 26 décembre en 2022. Le spectacle a déclenché une enquête de l'État de Floride. Les drag queens présentes sur scène montrent explicitement des actes à caractère sexuel devant de très jeunes enfants.

Bryan Griffin, attachée de presse du gouverneur de Ron DeSantis, a twitté : « *Exposer des enfants à des activités sexuellement explicites est un crime en Floride, et une telle action viole les normes de licence du Département pour l'exploitation d'une entreprise et la détention d'un permis d'alcool.* » Pourtant la société de production affirme que « *tous les âges* » sont les bienvenus à ses spectacles.

Vidéo. Drag Groomer Show Christmas at Austin Texas cut scene part 3

<https://odysee.com/@Vamp-Girl:3/MWGTdi1nkQtTJPqH:b?src=embed>

<https://lemediaen442.fr/floride-des-enfants-exposes-a-des-actes-sexuels-explicites-de-drag-queens-une-enquete-est-ouverte/>